

AU LIBAN

Une quarantaine de morts dans des accrochages entre Palestiniens et militants de droite

LIRE PAGE 46

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,20 dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 8 sch.; Belgique, 10 fr.; Canada, 60 c. cts.; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 10 p.; Grèce, 15 dr.; Iran, 45 rls.; Italie, 200 l.; Liban, 1,20 p.; Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas, 0,85 fl.; Portugal, 11 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse, 0,50 fr.; U.S.A., 52 cts.; Yémen, 10 r.

PROMISES EN NOVEMBRE 1974

Des améliorations de carrière entrent en vigueur aux P.T.T.

M. André Aron, directeur général des P.T.T., a annoncé...

HAUSSE DE 1 POINT DU TAUX DES OBLIGATIONS CANTONNÉES

Le taux d'intérêt des obligations cantonnées...

LES DELEGATIONS CONDUISENT LEUR GOUVERNEMENT

La réunion de l'Assemblée...

APRÈS LA MORT DE TOMBALBAYE

Les militaires tchadiens accusent le régime déchu d'avoir « divisé pour régner »

Après avoir tué le président Tombalbaye...

La France a perdu trente-neuf de ses enfants...

L'homme qui n'est pas de moi...

Faisant du tribalisme un moyen de gouvernement...

VERS UN DÉNOUEMENT AU CAMBODGE

Les révolutionnaires ont lancé l'offensive contre Phnom-Penh

La France a reconnu le gouvernement du prince Sihanouk

La longue marche des Khmers rouges

« Depuis de longues années, nous avions prévu le coup du 18 mars 1970... »

Le général Odling serait intervenu à ce moment seulement...

Prime de 150 F par mois

LES SALARIÉS DE RENAULT se prononcent sur le « constat » de négociations

Les grévistes de l'usine Renault du Mans...

AU JOUR LE JOUR

LES ENFANTS DU PARADIS

Les enfants du Vietnam seraient-ils les enfants du paradis perdu ?

LE MÉDICAMENT MALADE DU PROFIT...

I. - La prime au cancre

« Je suis malhonnête. Tous les patrons de laboratoire sont obligés d'être malhonnêtes... »

TROYAT ACHÈVE SON NOUVEAU CYCLE RUSSE.

Advertisement for 'LES FEUX DU MATIN' by Henri Troyat, published by Flammarion.

BONNES FEUILLES

Taizé ou la réconciliation

Au moment où à Pâques, à Taizé, le concile des jeunes a franchi une étape nouvelle...

Vertical text on the left side of the page, possibly a sidebar or continuation of an article.

Advertisement for 'francesco smalto' at the bottom left.

Handwritten text at the bottom center: 'مكتبة الأمل'



# LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE

## Un dirigeant intolérant et ombrageux

Calot en peau de léopard, foulard de soie et pochette assortie, « abascost » (vestimentisme) de bonne coupe, Tombalbaye donnait, dans les dernières années de sa vie, l'impression de se prendre pour le général Mobutu. Le chef d'État zairais a exercé une influence plus que vestimentaire sur son émule tchadien.

Le Zaïre servit de terrain d'entraînement pour les commandos tchadiens destinés à combattre les rebelles du Nord. Mais la coopération entre deux chefs d'État qu'unissait, au moins, leur hostilité au marxisme se transforma en une curieuse relation de maître à élève, qu'il illustre le recours, au début de l'année 1972, à une « autenticité » baptisée « tchaditude ».

« La révolution culturelle » tchadienne, déclare alors celui qui signait encore François Tombalbaye, « a commencé en 1968 ». Personne ne s'en était aperçu...

« Pour rattraper le temps perdu, François, qui se fit bientôt appeler N'Garta (« le vrai chef »), bruta les étapes. En août 1973, le parti progressiste tchadien, parti unique, devint le Mouvement national pour la révolution culturelle et sociale (M.N.R.C.S.), « creuset de l'élaboration de l'humanisme tchadien ». La tchaditude, expliqua le président, a précédé le christianisme et l'islam. « Le retour à l'autenticité implique le rétablissement des « chertières traditionnelles, que la colonisation a arbitrairement balayées », ainsi que du rite de l'initiation, le « yondo ».

Les profondes batailles que le chef de l'État portait au village étaient précisément la trace des épreuves initiatrices du « yondo », en usage dans sa tribu, les Sara. Né en 1913 à Bessada, dans le Moyen-Chari, converti au protestantisme, il devint instituteur et militaire, syndic avant de participer, en 1947, à la création du parti progressiste tchadien (P.P.T.), section locale du Rassemblement démocratique africain (R.D.A.).

Elu en 1962 conseiller territorial, il entra en 1967 au grand conseil de l'A.E.F. En mars 1969, il fut investi par l'Assemblée du territoire comme président du gouvernement provisoire et ne devait plus être élu, qu'il quitta la direction des affaires.

Il apparut à l'époque comme l'homme du compromis entre le Nord et le Sud, dosant habilement les postes ministériels, et même comme la seule personnalité capable d'empêcher les animosité et christianisme du Sud et les musulmans de l'Est et du Nord d'en venir aux mains. Elu président de la République après la proclamation de l'indépendance en 1960, il montre ré-

## Le régime a joué son sort dans le recours aux « traditions ancestrales »

Un coup d'État a abattu le régime du président François (devenu N'Garta) Tombalbaye au moment où, le rébellion du Nord semblait presque éteinte, le dirigeant tchadien pouvait se croire à l'abri d'une surprise. Il est vrai que la succession de complots — parfois rocambolesques — annoncés depuis plusieurs années témoignait de la nervosité d'un pouvoir menacé et que la censure sévère appliquée depuis 1967 ne laissait filtrer à l'étranger que des informations tronquées.

Pays pauvre de la zone sahélienne, considéré à l'époque coloniale comme un territoire enclavé et désigné par la nature, le Tchad a été rudement éprouvé par la sécheresse. Les troupeaux moururent, les cultures furent dévastées et de l'Est ont été déclinés. En avril 1974, M. David Smithers, directeur adjoint de la Christian Aid, organisation charitable du Conseil œcuménique des Églises, assurait avoir vu des villages « qui étaient comme une reconstitution des scènes des camps d'extermination ». Dans l'Ennedi, province septentrionale, il a pu en août 1974 pour la première fois depuis cinq ans... Or le président Tombalbaye, lui-même originaire du sud-ouest du pays, privé de son plan agricole, ne semble pas avoir fait preuve d'une détermination exemplaire dans la lutte contre la famine. En novembre dernier, le représentant du Saint-Siège à la Conférence mondiale de l'alimentation a dénoncé l'arrêt par le gouvernement tchadien de l'aide fournie aux populations. Selon lui, des milliers de morts auraient pu être évités.

C'est, on s'en souvient, l'un des reproches essentiels que les militaires éthiopiens avaient adressés au régime. Or, de même que celui-ci était accusé de favoriser les Amharas par rapport aux autres groupes ethniques, Tombalbaye a couramment joué sur les rivalités religieuses et ethniques opposant le Nord islamisé au Sud arabisé et chrétien. Le développement d'une rébellion armée, depuis 1965, dans l'est et le nord du pays, a la conséquence directe d'un échec à la suite de la rébellion présidentielle semble n'être revenu que sur le tard et partiellement.

Mais le chef de l'État remit en honneur un ancien rite d'initiation, le « yondo », permettant de « réaliser une intégration et une socialisation des jeunes dans un contexte tchadien ».

Le pouvoir imposa des pratiques d'initiation très éprouvantes au cours desquelles les jeunes gens devaient disparaître dans la nature pendant quarante-cinq jours. L'obtention et même la conservation d'un poste de responsabilité furent subordonnés à l'épreuve du rite. Des missionnaires qui tentèrent de s'y opposer furent persécutés et expulsés, les fidèles — notamment baptistes — assassinés. Le ressentiment grandit, tant dans la communauté chrétienne que chez les musulmans et parmi les jeunes « technocrates » du régime.

Le radio tchadienne devenue la Voix des ancêtres, se mit à égrener quotidiennement des slogans inspirés par cette nou-

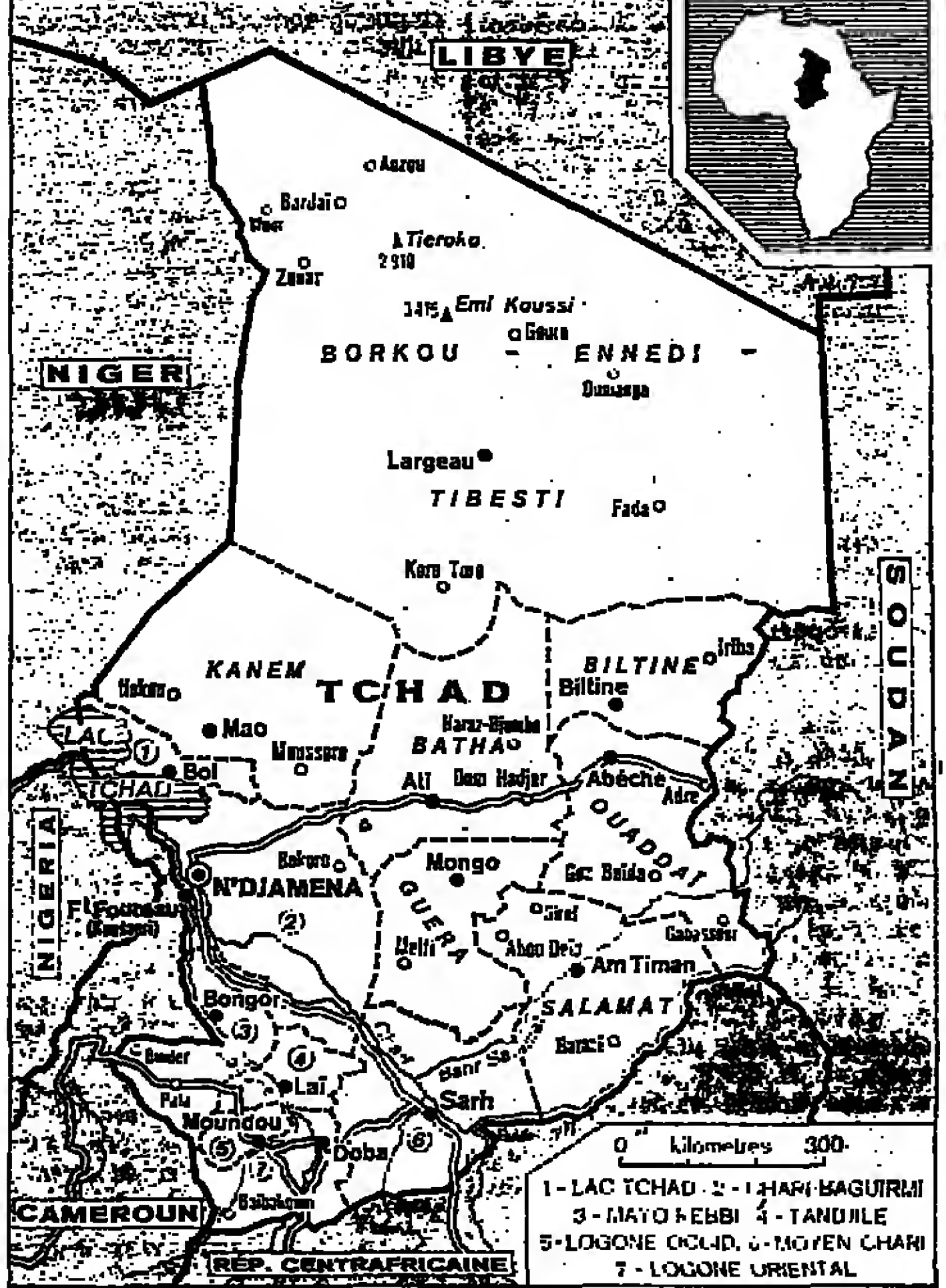
velle philosophie. Parallèlement, le chef de l'État, qui avait parié un moment de laisser l'état dans lequel l'opposition était longtemps restée enfermée, donna plus que jamais le sentiment d'exercer une dictature. En mai 1971, après avoir libéré un certain nombre de détenus politiques et « reconnu les erreurs du passé », le président avait permis à d'anciens opposants notoires d'occuper de nouveaux postes importants et le gouvernement avait été pour la première fois composé pour moitié de musulmans.

En 1972, cependant, les « caractéristiques » d'opposants présumés se firent plus nombreuses et un « comité d'action » se chargea de tâches normalement imparties aux tribunaux. L'assassinat d'Ontel Bono, chef de l'opposition en exil, en août 1972 à Paris, parut l'œuvre d'hommes de main du président, qui promana toutefois n'y avoir aucune part.

Les attaques contre M. Foccart

C'est sans rapport apparent avec cet incident que les autochtones tchadiens déclenchèrent, à cette époque, une violente campagne contre la France. Les rapports franco-tchadiens s'étaient régulièrement détériorés depuis la visite de Georges Pompidou, en janvier 1972. Le Tchad avait quitté l'O.C.E.A., jugé trop empreint de l'influence du « colonialisme », et plusieurs coopérants, accusés d'avoir participé avec les rebelles du FROLINAT, avaient été expulsés. Le 7 juillet 1973, plusieurs milliers de personnes manifestèrent dans les rues de Fort-Lamy pour dénoncer « l'imposition » de la France dans les affaires tchadiennes. M. Tombalbaye et les membres de son gouvernement ouvrirent le cortège. Les manifestants s'en prennent plus spécialement à M. Jacques Foccart, celui qui fut longtemps l'influent conseiller de l'Élysée pour les affaires africaines et traité en ennemi public. Les banderoles portaient des inscriptions : « À mort Foccart », « Dopele au cou pelé ne passera pas ». Dopele étant l'incarnation locale du mauvais génie. En décembre, le président Tombalbaye assura la coopération avec la France à une « nouvelle forme de colonialisme », puis ce vent de passion retombe.

Les opposants se renforcèrent. Ils trouvent un garant lorsqu'en décembre 1973 M. Toma Gaba, ambassadeur à Bonn, donne sa démission, en raison de la « politique désastreuse du président Tombalbaye ». Cet ancien rival malheureux du président du conseil en 1969 exprime son intention de « mener une politique d'opposition active » à l'étranger. Mais le Mouvement démocratique de révolutions tchadiennes (M.D.R.T.), créé à Paris la veille de l'assassinat de Dr Bono, reste une organisation de taille modeste, et rien ne prouve qu'elle soit en rapport avec les putschistes de N'Djaména. Ceux-ci paraissent plutôt — pour l'instant du moins — des soldats furieux d'avoir été mal récompensés de leur campagne contre les rebelles.



Situé au cœur du continent africain, complètement enclavé à 1 500 kilomètres des côtes, le Tchad a une superficie de 1 284 000 kilomètres carrés, soit plus de deux fois celle de la France. La population s'élève à environ 4 millions d'habitants, qui se trouvent pour la majeure partie d'un côté au Sud et au Centre du pays, le nord semi désertique étant parcouru par des nomades musulmans. Le Sud est peuplé de Noirs chrétiens ou animistes. La capitale, N'Djaména (anciennement Fort-Lamy), compte environ 600 000 habitants. La langue officielle est le Français et la monnaie le franc C.F.A.

Les ressources sont essentiellement agricoles. Les surfaces consacrées aux cultures vivrières ont été quelque peu réduites par la monoculture industrielle du coton (130 000 tonnes). Le pays produit également des céréales (700 000 tonnes). L'élevage occupe, depuis quelques années, l'une des richesses du pays et le cheptel s'élevait à dix millions de têtes d'ovins, de caprins et de bovins et à plus de cinq cent mille chameaux. La sécheresse qui a affecté les pays du Sahel a exercé parmi les troupeaux une dévastation encore exactement évaluée. Le balance commerciale est largement déficitaire et le coton représente à lui seul les deux tiers des exportations. Des prospections pétrolières en cours seraient encourageantes.

## DEUX MILLE MILITAIRES FRANÇAIS

La base de N'Djaména (ex-Fort-Lamy), constituée le centre nerveux du dispositif stratégique français en Afrique centrale. C'est en vertu des accords de coopération et de défense signés entre les deux pays que des troupes françaises y sont stationnées en permanence. Elles comprennent un état-major interarmes territorial et des unités de service, des éléments de l'armée de l'air disposant principalement d'hélicoptères Alouette, d'un régiment d'infanterie et de conseillers militaires. Au total ces effectifs représentent environ sept mille hommes. Le 6<sup>e</sup> régiment interarmes d'outre-mer constitue l'élément fondamental du dispositif. Il regroupe pour l'essentiel deux compagnies de combat, l'une de parachutistes et l'autre motorisée.

des quatre cents hommes du 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine, qui avaient relevé la Légion étrangère en avril 1970, marquant la fin de l'intervention directe. Les pertes françaises s'élevaient alors, officiellement, à trente-neuf tués, parmi lesquels le fils du général Cortadellas. Lors de sa mort, avaient pu être recueillis dans les rangs rebelles et quatre mille insurgés s'étaient ralliés.

Ce département faisait suite à une accalmie sur le terrain et au rétablissement des relations entre le Tchad et la Libye, qui soutenait jusqu'alors les maquisards.

## Le « yondo »

Aucun lien direct n'apparaît, cependant, entre le rébellion musulmane et le coup d'État de dimanche. On peut seulement observer que le général Malloum, ancien chef d'état-major arrêté en 1971, a été nommé l'un des innombrables « complots » dénoncés par le président Tombalbaye, et qui vient d'être libéré. Les « complots », chef rebelle tchadien Issene Habr.

Depuis deux ans et demi le rébellion était en perte de vitesse et ne représentait plus, semble-t-il, une menace véritable sur le régime. Un certain nombre de chefs insurgés se sont ralliés à Tombalbaye et ont fait publiquement leur autocritique. Les Toucouleurs, qui déclinent actuellement trois otages français, maintiennent, seuls ou presque, une attitude intransigeante.

C'est donc moins dans la rébellion des provinces du Nord, très éloignées, au demeurant, de la capitale et de ses intrigues, qu'il faut rechercher les causes immédiates de la mutinerie de l'armée, que dans la situation politique à N'Djaména. Celle-ci était dominée, depuis l'été 1972, par une vaste et complexe « révolution culturelle », dont le principal effet fut, semble-t-il, de susciter le mécontentement de la population chrétienne, considérée jusqu'ici comme l'un des piliers du régime.

Dans un premier temps, la « révolution culturelle », placée

## QUINZE ANS DE POUVOIR CONTESTÉ

11 AOÛT. — Proclamation de l'indépendance. François Tombalbaye est élu par l'Assemblée nationale président de la République.

12 AOÛT. — Accords de coopération franco-tchadiens.

5 SEPTEMBRE. — M. Gabriel Lisette, principal rival politique de François Tombalbaye, est interdict de séjour.

SEPTEMBRE-OCTOBRE. — Démission de M. Fata Gossaye, ministre de l'Éducation, et de M. Ahmed Koko, président de l'Assemblée nationale. Ce dernier est expulsé.

1962

20 JANVIER. — Dissolution de tous les partis politiques. Seul subsiste le parti progressiste tchadien (P.P.T.).

JUILLET. — M. Toma Gaba, ministre des travaux publics, est arrêté.

22 MARS. — 1963 M. Abou Nassour, ministre d'État, Ali Kossou, ministre de la Justice, Mahamat Abd el Krim, président de l'Assemblée nationale, sont arrêtés.

27 MARS. — Dissolution de l'Assemblée nationale.

JANVIER. — M. Abou Nassour et Ali Kossou sont condamnés à mort.

SEPTEMBRE. — Des émeutes à Fort-Lamy provoquent l'arrestation de M. Djibrine Keralah, ministre des affaires étrangères, et Ahmed Koussamallah, ancien premier ministre.

1964

NOVEMBRE. — Établissement de relations diplomatiques avec P.U.R.S.S.

1965

JANVIER. — La moitié nord du pays, qui était contrôlée par une force française, passe sous administration militaire tchadienne.

18 NOVEMBRE. — Des incidents à Mangalame marquent le début de l'insurrection musulmane.

19 NOVEMBRE. — Arrestation de trois ministres et du vice-président de l'Assemblée nationale.

11 OCTOBRE. — Accord d'extradition avec le Soudan.

1966

28 AOÛT. — Le président Tombalbaye fait appel aux troupes françaises pour venir à bout de la rébellion.

1971

AVRIL. — Libération de nombreux détenus politiques. Le président Tombalbaye reconnaît les « erreurs du passé ».

MAL. — Le gouvernement est composé, pour moitié, de musulmans.

JUN. — Retrait des forces françaises d'intervention.

27 AOÛT. — Bassa Hassane, ministre des affaires étrangères, est arrêté.

1972

JANVIER. — Visite officielle de Georges Pompidou.

12 AVRIL. — Établissement des relations diplomatiques avec la Libye.

3 JUILLET. — Le Tchad quitte l'O.C.E.A.

23 NOVEMBRE. — Le Tchad rompt avec Israël et établit des relations avec Pérou.

1973

JUN. — Le général Félix Malloum, chef d'état-major, est arrêté.

26 AOÛT. — Assassinat à Paris d'un chef de l'opposition, le docteur Ontel Bono.

27 AOÛT. — Le P.P.T. est remplacé par le Mouvement national pour la révolution culturelle et sociale.

13 NOVEMBRE. — Le Tchad n'est pas représenté au sommet franco-africain de Paris.

1974

31 AVRIL. — Trois otages français sont enlevés par des rebelles.

28 NOVEMBRE. — Le président Tombalbaye se rend en visite officielle à Paris et est reçu par M. Giscard d'Estaing.

1975

3-8 MARS. — Le Tchad n'est pas représenté au sommet franco-africain de Bangui.

**caustique, stimulant non conventionnel**

Stanislav ANDRESKI

**SCIENCES SOCIALES**

**SORCELLERIE DES TEMPS MODERNES ?**

Une critique subversive des sciences du « non savoir » et des orientations culturelles, économiques et politiques qui les engendrent.

un volume, 280 pages, 39 F.

PUF

**UNE GENDARMERIE BIEN ENCADRÉE**

Très longtemps instruite et entraînée par la gendarmerie nationale en France, dont elle a même copié la structure et l'organisation, la gendarmerie tchadienne est, de toutes les forces militaires et paramilitaires de ce pays, l'unité la mieux encadrée et la plus opérationnelle aux côtés de la garde nationale nomade. Ces deux forces réunies mobilisent entre 3 700 et 4 000 hommes, répartis dans des compagnies mobiles de sécurité et elles disposent de matériels de conception française. L'armée de terre tchadienne, forte de 2 500 hommes environ, comprend essentiellement deux bataillons d'infanterie, une compagnie parachutiste et des unités de méharistes. Ce pays dispose de trois bimoteurs C-47 (version militaire du DC-3), de quelques avions légers Bronsonard et de quelques hélicoptères Alouette.

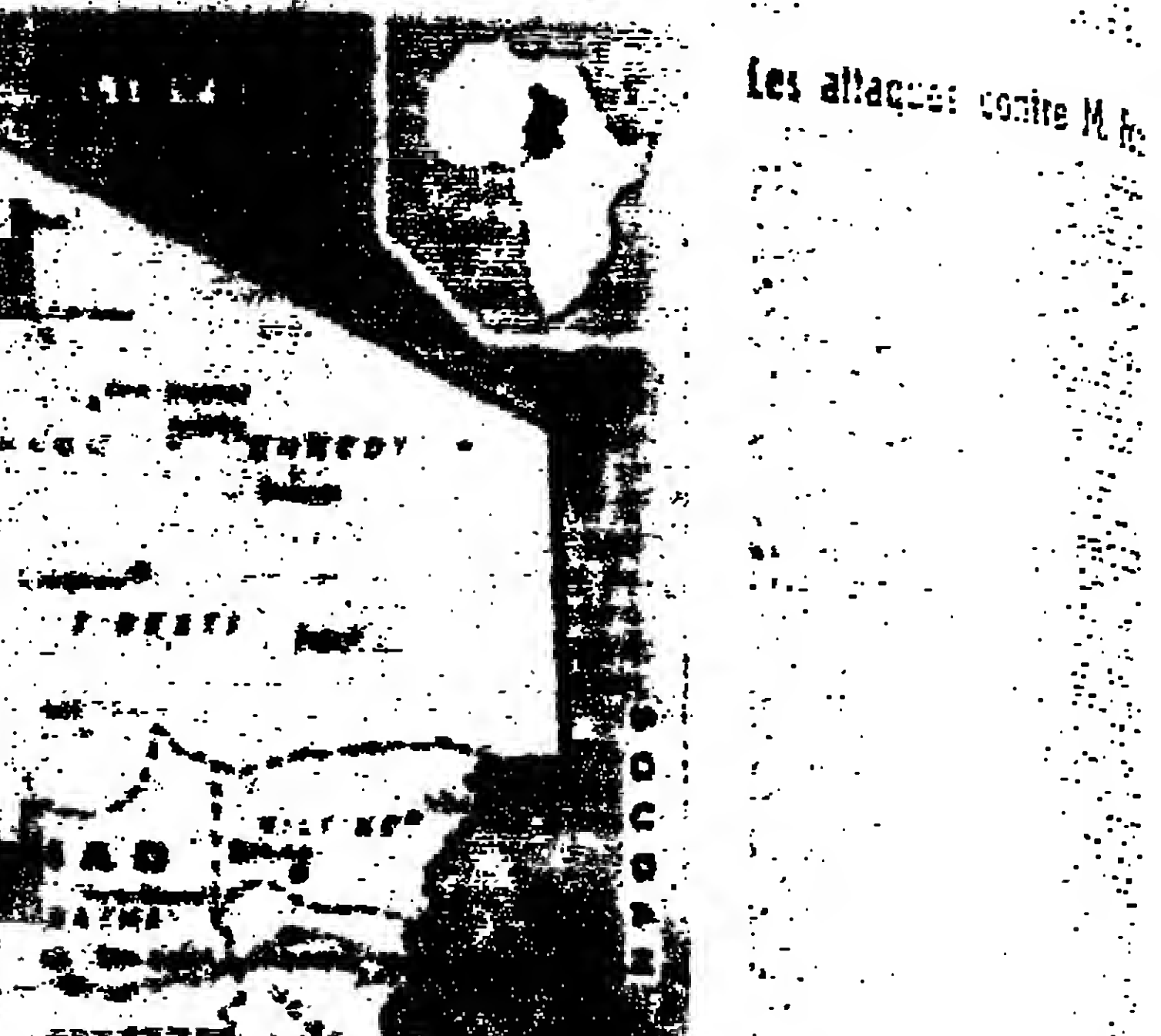
C'est en août 1968 que des forces françaises avaient été engagées au Tchad à la demande du gouvernement pour lutter contre la rébellion dans le nord du pays. En avril 1969, leur action s'était étendue à d'autres régions pour faire face aux mouvements déclenchés par le Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT). Le 16 juin 1971, le départ

J.P. 150



Le retour aux traditions ancestrales

Le général Félix Malloum, qui a été libéré de prison dimanche 13 mars par les militaires qui ont renversé le régime de M. Tombalbaye, avait curieusement gardé son titre de chef d'état-major de l'armée tchadienne bien qu'il fût accusé d'avoir comploté contre le chef de l'Etat.



Les allégués contre M. M.

Le général Malloum, qui n'était alors que colonel, s'était vu confier, le 1er septembre 1972, le commandement des troupes tchadiennes lors du général Corradini, délégué militaire français, avait quitté le pays, sa mission d'assistance dans la lutte contre les rebelles étant terminée. Il occupait auparavant les fonctions de chef du cabinet militaire à la présidence de la République et faisait partie des plus proches collaborateurs de M. Tombalbaye. Aussi la surprise avait-elle été grande lorsque le général avait été mis le 24 juin 1973 en résidence surveillée. Le chef de l'Etat se refusait alors à indiquer les motifs de cette mesure et se bornait à faire état des activités d'une « commission par-

ANS DE POUVOIR CONTESTÉ

Le coup d'Etat déclenché par le « groupe des officiers des forces armées tchadiennes » aux premiers heures du dimanche 13 avril est le vingt-huitième enregistré en Afrique noire depuis douze ans, dix-huit d'entre eux ayant eu lieu dans les pays francophones.

LE GÉNÉRAL FÉLIX MALLOUM

Un ancien d'Indochine et d'Algérie

Le général Félix Malloum, qui a été libéré de prison dimanche 13 mars par les militaires qui ont renversé le régime de M. Tombalbaye, avait curieusement gardé son titre de chef d'état-major de l'armée tchadienne bien qu'il fût accusé d'avoir comploté contre le chef de l'Etat.

Le général Malloum, qui n'était alors que colonel, s'était vu confier, le 1er septembre 1972, le commandement des troupes tchadiennes lors du général Corradini, délégué militaire français, avait quitté le pays, sa mission d'assistance dans la lutte contre les rebelles étant terminée. Il occupait auparavant les fonctions de chef du cabinet militaire à la présidence de la République et faisait partie des plus proches collaborateurs de M. Tombalbaye.

Vingt-huit coups d'Etat en Afrique noire en douze ans

- Le coup d'Etat déclenché par le « groupe des officiers des forces armées tchadiennes » aux premiers heures du dimanche 13 avril est le vingt-huitième enregistré en Afrique noire depuis douze ans, dix-huit d'entre eux ayant eu lieu dans les pays francophones.
● Togo : le 13 janvier 1966, après avoir assassiné le président Sylvanus Olympio, un groupe de sous-officiers porte au pouvoir M. Nicolas Grunitzky.
● Dahomey : le 26 octobre 1966, le colonel Christophe Soglo renverse le président Hubert Maga.
● Gabon : en février 1964, un groupe d'officiers entre en rébellion et écarte du pouvoir M. Léon M'ba. Les paracoloniels français interviennent au profit du président gabonais et rétablissent la situation.
● Congo (devenu depuis Zaire) : le 25 novembre 1965, le général Mobutu destitue le président Kasavubu et accède à la tête de l'Etat.
● Dahomey : le 22 décembre 1965, le général Soglo, qui avait renoncé au pouvoir, décide de le reprendre et renverse le président Hubert Maga.
● République centrafricaine : le 1er janvier 1966, le colonel Bolassé, chef d'état-major, renverse et remplace le président David Dacko.
● Haute-Volta : le 4 janvier 1966, le lieutenant-colonel Sangoulé Lamizana, chef d'état-major, s'empara du pouvoir après avoir écarté M. Maurice Yaméogo.
● Nigeria : le 14 janvier 1966, le général Gowon accède à la tête de l'Etat après l'assassinat du général Aguiyi-Aronye.
● Ghana : le 24 février 1966, l'armée, profitant d'un voyage à Fékou de M. Nkrumah, s'empara du pouvoir. Le général Ankrah devient chef de l'Etat.
● Nigeria : le 26 juillet 1966, le lieutenant-colonel Yakubu Gowon accède à la tête de l'Etat après l'enlèvement et l'assassinat du général Aguiyi-Aronye.
● Bénin : le 28 novembre 1966, le capitaine Mathieu Kérékou, ministre de la défense, renverse le roi Niaré et se proclame président de la République.
● Togo : le 12 janvier 1967, le président Grunitzky est destitué par le lieutenant-colonel Eyadéma. Il n'y a pas d'effusion de sang.
● Sierra-Leone : le 23 mars 1967, Sir Albert Margai est renversé par le lieutenant-colonel Juxon-Smith.
● Dahomey : le 17 décembre 1967, de jeunes cadres de l'armée s'emparent du pouvoir et éliminent le général Soglo. Le lieutenant-colonel Alley est porté à la présidence de la République le 22 décembre.
● Sierra-Leone : le 18 avril 1968, le lieutenant-colonel Juxon-Smith est destitué par une junte.
● Congo-Brazzaville : le 2 août 1968, un coup d'Etat militaire, dirigé par le lieutenant Augustin Poignot, élimine le président Massamba-Débat, que l'armée rappelle au pouvoir le 4 août et qui est finalement remplacé le 9 septembre par le capitaine Alfred Raoul.
● Mali : le 19 novembre 1968, une junte dirigée par le lieutenant Mousa Traoré destitue le président Modibo Keita.
● Somalie : le 21 décembre 1969, trois jours après l'assassinat du président Abdirahim Shermake, une junte militaire, dirigée par le général Mohamed Siad Barre, proclame la République démocratique de Somalie. Un Conseil suprême assure tous les pouvoirs.

Les militaires accusent le régime déchu

« Suite de la première page. » La fusillade qui a éclaté et aurait fait de nombreux morts et blessés a duré jusqu'à vers 8 h. 30. Le général Odingar aurait été blessé au dos. Le président Tombalbaye, qui aurait refusé de s'incliner, a trouvé la mort dans les combats. Un communiqué, diffusé en début d'après-midi, assure qu'il est mort « des suites de ses blessures, malgré les soins qui lui ont été prodigués pour le sauver ».

Des troupes placées sous le commandement de M. Idabaye, ministre de la défense dans le gouvernement déchu, ont ensuite occupé la résidence de l'ancien président et gardé les routes menant à l'aéroport de N'Djaména. A 11 h. 30, la radio annonçait que l'armée avait pris le pouvoir et que le général Odingar assurait les fonctions de chef de l'Etat par intérim.

LES AUTEURS DU COUP D'ETAT : les forces armées ont été humiliées et batouées...

Les auteurs du coup d'Etat ont justifié leur action, le lundi matin 13 avril, dans la déclaration suivante : « Après avoir exprimé par tous les moyens et chèrement payés leur fidélité inconditionnelle à la cause nationale, les forces armées tchadiennes n'ont, malgré tout, pas cessé d'être humiliées et batouées par un régime caractérisé par son injuste et endémique. Depuis dix ans, l'option nationale et internationale a été témoin de nombreuses fois des tentatives de libération de nos frères tchadiens. Depuis dix ans, les lourds sacrifices consentis par les forces de l'ordre n'ont pas été reconnus par le régime Tombalbaye. Le marasme économique est le résultat de la mauvaise gestion des affaires du pays. La discrimination sociale a été imposée et entretenue soigneusement par le régime Tombalbaye et a entraîné l'antipathie entre les tribus et les régions. Les intérêts de nos compatriotes, l'usage de Dieu pour régner, a été le principe fondamental du régime Tombalbaye, et la situation politique et économique ne cesse de se dégrader malgré l'effort louable de nos paysans. »

Trois Français sont prisonniers des rebelles toubous depuis un an

Il y aura un an, le 23 avril, que deux militaires français, Mme Claire et M. Combes, sont prisonniers des rebelles toubous, qui opèrent dans les régions septentrionales du Tchad. Depuis huit mois, un officier français, le commandant Galopin, est en place pour négocier leur libération, est lui aussi retenu comme otage. L'aventure des deux premiers a commencé lorsque des nomades entrés en dissidence, ont attaqué, le 23 avril 1974, la résidence d'un médecin allemand, M. Staewen, venu par alliance de l'ancien président Heinemann, à Bardai, sous-préfecture du nord du pays. M. Staewen et son épouse revenaient ce soir-là. Mme Claire, chargée pour le compte du C.N.R.S. d'une recherche scientifique dans la région, et M. Combes, agent de la mission de réforme administrative créée par la France. Les rebelles capturèrent les hôtes et leurs invités. Mme Staewen, blessée au cours de l'opération, devait succomber quelques jours plus tard. Le gouvernement de Bonn ne perdit pas de temps pour agir en faveur de M. Staewen. Dès le 26 avril, deux hauts fonctionnaires allemands arrivèrent au Tchad et entrèrent rapidement en contact avec le chef des rebelles, M. Issene Habre. Celui-ci exigea un rançon et la diffusion par radio d'un manifeste contre le régime de M. Tombalbaye. Les négociations acceptèrent et le médecin fut remis en liberté le 12 juin, ce qui entraîna la rupture des relations diplomatiques entre N'Djaména et Bonn.

Le 15 mai, un émissaire français prit contact avec les ravisseurs. Mais les conditions posées parurent exorbitantes. Les négociations traînèrent en longueur et c'est ainsi qu'un ancien officier de renseignements, le commandant Galopin, qui participait aux discussions, fut à son tour fait prisonnier au mois de juin. Depuis, les prisonniers sont abandonnés à leur sort. A la fin

A TRAVERS LE MONDE

- CHINE : DIX ANCIENS RESPONSABLES DU MOUVEMENT 1989 ont été libérés le mois dernier par les autorités chinoises, ont été autorisés à quitter Pékin le dimanche 18 avril pour Taïwan, via Hongkong, avec la possibilité de regagner ultérieurement la Chine continentale s'ils le désirent.
ESPAGNE : MADRID ET LA HAVANE ont normalisé, ce lundi 14 avril, leurs relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs.
ÉTATS-UNIS : LE VICE-PRÉSIDENT NELSON ROCKEFELLER conduira, le mercredi 16 avril, la délégation américaine aux obsèques du maréchal Tchane Kai-gek, ancien président de la Chine (nationaliste).
CHINE : DIX ANCIENS RESPONSABLES DU MOUVEMENT 1989 ont été libérés le mois dernier par les autorités chinoises, ont été autorisés à quitter Pékin le dimanche 18 avril pour Taïwan, via Hongkong, avec la possibilité de regagner ultérieurement la Chine continentale s'ils le désirent.
ESPAGNE : MADRID ET LA HAVANE ont normalisé, ce lundi 14 avril, leurs relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs.
ÉTATS-UNIS : LE VICE-PRÉSIDENT NELSON ROCKEFELLER conduira, le mercredi 16 avril, la délégation américaine aux obsèques du maréchal Tchane Kai-gek, ancien président de la Chine (nationaliste).
CHINE : DIX ANCIENS RESPONSABLES DU MOUVEMENT 1989 ont été libérés le mois dernier par les autorités chinoises, ont été autorisés à quitter Pékin le dimanche 18 avril pour Taïwan, via Hongkong, avec la possibilité de regagner ultérieurement la Chine continentale s'ils le désirent.

Le « complot du mouton noir »

Le général Malloum, emprisonné depuis juin 1973, était impliqué dans un « complot », dont les principaux protagonistes viennent d'être jugés. Le procès s'est déroulé, à la fin du mois de février, devant la haute cour criminelle de N'Djaména. Dans le box des accusés, une personnalité de marque, Mme Kaitouma Guembang, ancienne présidente des femmes du parti progressiste tchadien, arrêtée le 24 juin 1973. Autour d'elle, trente et un « complices », parmi lesquels un Camerounais, M. Grégoire Bikat, ancien directeur de la Radiodiffusion nationale tchadienne. A tous, il est reproché, selon un communiqué du ministère de la justice, « d'avoir mis sur pied un complot tendant au renversement du régime actuel et à l'élimination physique du chef de l'Etat ». On les accuse aussi d'avoir des liens avec le Front de libération nationale (FROLINAT), qui a engagé une lutte armée contre le régime, et d'avoir utilisé, pour parvenir à leurs fins, des pratiques relevant de la sorcellerie et du maraboutisme. Le général Malloum n'est pas présent, son cas ayant été disjoint. Il est prévu qu'il comparaitra ultérieurement devant une cour militaire.

Le 26 mars, une nouvelle information était ouverte contre Mme Kaitouma Guembang, à la grande joie du périodique officieux le Cameroun déchainé, qui désignait, quelques jours plus tôt, l'ancienne présidente des femmes du parti unique sous les traits d'une lemme « ambitieuse, indéfiniment subtile et suprêmement intrigante. Elle semble être, pour ainsi dire, le journal, l'expression incarnée de la corruption. Avec elle, sont entrés au Tchad les relents pestilentiels des mœurs dissolues de l'antiquité romaine, mélange de complots, rivalités de femmes, trafics d'influence, conspirations de palais et caprices démoniaques. »

A la fin de 1960, quelques mois seulement après l'indépendance, un « sorcier » avait été condamné à deux ans de prison ferme pour des actes « susceptibles d'altérer la santé du chef de l'Etat. François Tombalbaye ». Il avait agi, selon les autorités, à l'instigation de deux fonctionnaires qui avaient eux-mêmes été suspendus pour s'être livrés « à des pratiques incantatoires et à des sacrifices de cabris ». A l'époque, plusieurs centaines de manifestants avaient tenté de prendre la prison d'assaut pour libérer les condamnés. — D. J.

PROCHE-ORIENT

Egypte

APRÈS LA DÉMISSION DU CABINET HÉGAZI

Le nouveau gouvernement aura pour tâche de maintenir l'ordre et de relancer l'économie

M. Abdel Aziz Hégaï, président du conseil des ministres égyptien, a présenté dimanche 13 avril sa démission au président Sadat. Le nouveau gouvernement égyptien sera vraisemblablement formé le 16 avril.

De notre correspondant

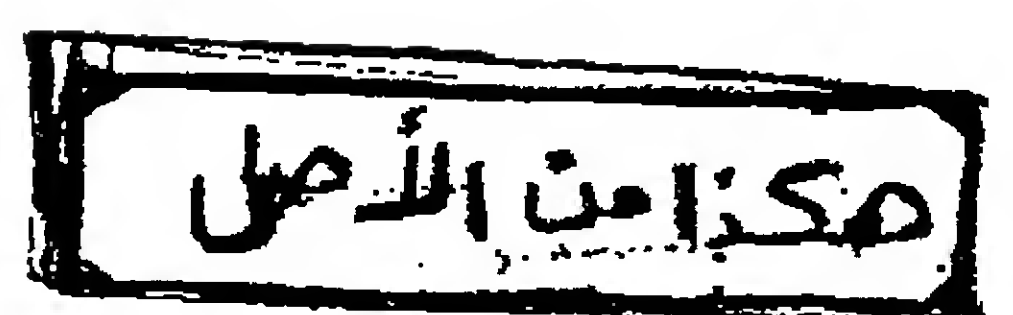
Le Caire. — Le premier ministre, M. Abdel Aziz Hégaï, ayant présenté au président Sadat sa démission du cabinet qu'il présidait depuis septembre 1974, l'Égypte aura son cinquième gouvernement depuis la disparition de Nasser et son remplacement par M. Sadat en 1970. Vivement préoccupé par le malaise social — dû essentiellement aux bas salaires et au sous-emploi qui se traduit par des grèves, voire par des émeutes — la population et les forces de l'ordre (notamment en janvier au Caire où les manifestants avaient réclamé le départ de M. Hégaï et à Méhalla-Kourim en mars dernier), le Raïs a décidé à la fois de renforcer les mesures garantissant le maintien de l'ordre et d'accentuer l'orientation libérale du régime dans le domaine économique. Pressé par quelques flatteurs de reprendre lui-même la présidence du conseil des ministres, le président de la République égyptienne avait jusqu'aux dernières heures de la matinée de lundi, scarté cette éventualité.

Le nouveau « numéro deux » du régime, qui porte le titre de premier ministre ou celui de vice-premier ministre, sera le chef effectif du cabinet et le principal responsable des affaires intérieures. Le Raïs, pour sa part, assiste de son ministère des affaires étrangères, M. Fahmy, continuera de consacrer la majeure partie de ses activités aux problèmes diplomatiques. Selon toute probabilité, le successeur de M. Hégaï sera M. Mandouh Salem, dont la photographie figure ce lundi en première page de la plupart des quotidiens caïrotes ; jusque-là, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, cette personnalité, discrète mais efficace, est un officier de police promu gouverneur de province sous Nasser. Il y a quatre ans, il avait été nommé ministre de l'Intérieur en récompense des services rendus au Raïs lors de la découverte du « complot » tramé contre ce dernier en mai 1971 par les nassériens pro-soviétiques du groupe Ali Sabri Chaaroui Comaa-Sami Charaf. M. Salem est considéré comme un fonctionnaire honnête, austère et énergique, mais sans connaissances particulières en dehors des questions de sécurité et de police. L'accentuation dans un sens libéral de la politique économique sera confiée à des technocrates. Les ministres qui quitteront le gouvernement, soit parce qu'ils cumulaient deux fonctions — ce qui est interdit en vertu d'une nouvelle loi — soit pour raisons de santé, soit enfin et surtout parce que le Raïs estime qu'ils n'ont pas fait preuve d'assés de dynamisme en faveur du lancement de la politique d'ouverture économique, seront remplacés par des partisans déclarés de l'économie libérale comme M. Chérif Loufi, conseiller économique du sultan Qaboua d'Oman. J.-P. FERONCEL-HUGOZ.

“Le socialisme et le communisme ont donné un visage à l'espérance des hommes. Ma tâche de communiste est de lui rendre ce visage. Vivre selon la loi fondamentale de l'être : l'amour. La Croix m'en a appris les renoncements ; la Résurrection les dépassements. Je suis chrétien.”

**ROGER GARAUDY**  
Parole d'homme

Vient de paraître chez **ROBERT LAFFONT**





صكزامن الأصل

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

**SIMMONS**

présente toutes ses literies chez

**CAPÉLOU**

DISTRIBUTEUR EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

Seule adresse de vente : 37, av. de la République PARIS XI<sup>e</sup> - Tél. 357.46.35 + Métro PARMENTIER

LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉE

**CENTRE RACHI**

MAISON DES UNIVERSITAIRES JUIFS DE PARIS

30, bd de Port-Royal - 75005 Paris

**SEMAINE ISRAËLIENNE du 15 au 23 avril 1975**

Mardi 15 avril à 20 h. 30 : 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> au sein d'un Marché commun au Moyen-Orient : K. Niedermayer, D. Stoleru.

Jeudi 17 avril à 20 h. 30 : FILM ISRAËLIEN.

Samedi 19 avril de 22 h. 30 à l'aube Soirée israélienne. Chants, Danse et Textes - Bal.

Dimanche 20 avril de 10 h à 18 h. Journée d'étude :

la LITTÉRATURE ISRAËLIENNE MODERNE avec la participation de : M. Feidhander ; A. Mandel ; E. Spatz ; R. Sirat.

Lundi 21 avril à 20 h. 30 ISRAËL - DIASPORA A. Amour, A. Derzanski ; T. Klein ; Y. Rash.

Mardi 22 avril à 20 h. 30 Atteinte devant l'image d'Israël. A. Abucaiss ; E. Elmaleh ; J.-P. Fayé ; R. Maronstras.

**Tunisie 8 jours 850f**

Voyage en liboré une semaine pour découvrir la Tunisie avec le confort qui vous attend (démarche simplifiée) (850 F)

Départs au soleil à Hammamet, une semaine à la "Baie du Soleil" pour pratiquer l'apport que vous voulez et bien occuper vos soirées (550 F)

A la découverte circuits de 15 jours (1.470 F) ou 22 jours (1.715 F) à travers la Tunisie avec équipement assuré.

Vacances en famille à Hammamet 8 jours à l'hôtel (à partir de 870 F) ou en studio avec vos enfants (garderie).

L'appel du désert 15 jours de grand air en route pour le désert, avec nouvelles perspectives (1.525 F)

Prix comprenant : voyage par avion et séjour ou circuits. En collaboration avec l'Office du Tourisme Tunisien.

**payscope international**

8, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

Pour être au courant des voyages, veuillez envoyer gratuitement votre brochure.

nom ..... ville .....

adresse ..... U.S.A. 82

des prix pour aller plus loin plus longtemps

# AMÉRIQUES

## Pérou

### Les graves désordres de février ne paraissent pas avoir entamé l'unité des forces armées

Lima. — Il n'y a pas de tendances opposées ou de points de vue divergents au sein du gouvernement des forces armées et la révolution poursuivra son chemin invariablement. Généraux ou colonels, fantassins ou motorisés, aviateurs ou marins, tous les dirigeants péruviens veulent donner des

forces armées au pouvoir une image d'unité. La journée sanglante du 5 février, quand la troupe est intervenue contre incendiaires et pillards, n'a pas, en apparence, laissé de traces dans la mémoire des militaires. Le mercredi rouge — dont le bilan officiel est de quatre-vingt-six morts, tous civils —

semble être passé comme un de ces tremblements de terre qui secouent la capitale de temps en temps. Le président de la République a préféré attribuer la responsabilité des événements au « Lumpenproletariat politique et social » ; cause, en quelque sorte, extérieure à la société.

#### De notre envoyé spécial

Le déroulement de cette journée — dont l'origine est une simple grève de la police — a montré le gouvernement sous un jour peu favorable. Pourquoi n'a-t-il pas donné satisfaction aux revendications légitimes — des policiers ? Pourquoi les a-t-il poussés à la grève pour faire ensuite investir leurs casernes, et finalement leur a-t-il ordonné, sur l'essentiel, satisfaction ? Pourquoi avoir laissé, deux jours durant, la ville sans surveillance ? Pourquoi recourir aux chars et aux autres blindés contre les pillards plutôt qu'à l'infanterie, qui eût fait moins de ravages ? Autant de questions laissées sans réponses.

#### « Le virus de la politique »

Malgré une expérience politique déjà longue, les dirigeants péruviens, pris de court peut-être, ou sentant une menace diffuse, ont réagi en militaires. Face à la garde civile « en rébellion » ils ont fait respecter le principe d'autorité et de discipline.

Contre ceux qui avaient mis la situation à profit pour manifester leur mécontentement, ou, dans la plupart des cas, se livrer à des actes de vandalisme, ils ont fait usage des armes. Le bilan du massacre, plus lourd, dit-on, qu'il n'est admis officiellement, pèse sans doute sur la conscience de militaires qui proclament à tous les vents le caractère « humanitaire » de leur « révolution ».

La délimitation des responsabilités, les causes profondes des « événements », et des leçons à en tirer, ont fait l'objet, au sein du gouvernement, de vives discussions. Mais s'il s'est produit un affrontement entre factions ou tendances, les généraux n'en ont

rien laissé paraître. Ils semblent, au contraire, avoir serré les rangs. Car, d'une part, toute rupture ou, même une simple fissure entre eux mettrait en question la stabilité du régime. C'est ce qu'attendent, d'ailleurs ses adversaires, partisans de l'ancien président M. Fernando Belaúnde ou « apripistes » de l'Alliance populaire de la révolution américaine de M. Raúl Haya de la Torre. D'autre part, les menaces extérieures, les craintes qu'inspire, notamment, le Chili imposent plus que jamais une parfaite cohésion.

Cette réaction de défense des militaires tend, sur le plan intérieur, à accentuer un certain isolement que les événements de février avaient contribué à souligner. Les gouvernants en sont conscients. Ils savent qu'il suffirait d'octroyer des réformes pour obtenir l'appui de leurs bénéficiaires, paysans, ouvriers, pêcheurs ou mineurs. Or, ceux-ci sont restés largement passifs. Et, quand ils proclament leur solidarité avec la « révolution », c'est souvent pour mieux faire entendre leurs critiques ou leurs revendications.

Après le 5 février la question des rapports entre gouvernants et gouvernés s'est posée avec une certaine urgence. Des organisations agraires, syndicales et même patronales ont mis sur pied un comité de défense de la révolution, tandis qu'une douzaine d'intellectuels liés de longue date

aux militaires lançaient l'idée d'un mouvement de la révolution péruvienne, à l'image, semble-t-il, du parti révolutionnaire institutionnel mexicain.

Le président Juan Velasco a donné un coup de frein brutal à ces initiatives, à « remercié » leurs auteurs et formé une commission d'études composée de six généraux (le Monde du 28 février). « La direction politique du processus révolutionnaire », a dit le chef de l'Etat, repose uniquement sur le gouvernement. C'est-à-dire sur les forces armées.

Les militaires craignent les « infiltrations » et rejettent ceux qui ne souscrivent pas au credo idéologique de la « révolution ». Ils paraissent, en fait, se défier des civils qui, dans le gouvernement, composent intégralement d'officiers généraux, jouent un rôle très effacé. Or, soutient un sociologue, la constitution d'un parti ou mouvement de la révolution entraînerait, d'une part, une participation accrue des civils au pouvoir et introduirait, d'autre, un facteur de division parmi les militaires touchés tôt ou tard par le « virus de la politique ».

Voilà pourquoi les militaires rejettent l'idée de parti et se replient sur eux-mêmes. Certes, ils font de la politique, mais suivant des règles spéciales. Le statut de la révolution — sorte de Constitution du régime — est à cet égard significatif. Ce statut prévoit en particulier : l'élection du président de la République à l'initiative de la « révolution », composée des commandants des trois armes, qui sont également ministres de la guerre, de l'armée de l'air et de la marine. Le ministre de la guerre exercera la présidence du gouvernement. Une fois atteints par la limite d'âge, les commandants en chef doivent céder leurs charges aux officiers supérieurs les plus anciens. Ainsi, le général Ernesto Montagne, premier ministre de 1968 à 1973, a-t-il pris sa retraite au profit du général Edgardo Mercado Jarrín, et ce dernier, au début de 1975, au profit du général Enrique Morales Bermúdez.

L'autoritarisme de ce système satisfait à la fois les plus « révolutionnaires » parmi les militaires et les « castrenses » (institutionnalistes).

En outre, il ne semble pas que les inspirateurs du programme de réformes mis en œuvre par le général Velasco soient en désaccord avec le premier ministre. Certes, le général Morales Bermúdez, ministre de l'économie et des finances de 1969 à 1973, a fait preuve à ce poste, sinon de conservatisme du moins de prudence. Mais il a, dans une large mesure, atteint l'objectif qu'il s'était fixé : « Mettre à bas les transformations structurelles dans tous les domaines, tout en maintenant le rythme de la croissance économique ». C'est cet « équilibre dynamique » qui doit permettre de réaliser une « révolution pacifique » sans payer — c'est là le souhait des dirigeants péruviens — un coût social élevé.

La réputation de rigueur et d'austérité du général Morales Bermúdez, devrait, par ailleurs, satisfaire les bailleurs de fonds du Pérou. C'est là un atout précieux pendant les trois années à venir ; ce pays aura en effet grand besoin de concours financiers extérieurs.

PHILIPPE LABREVEUX.

#### Un coût social acceptable

En président à vie, le général Velasco, chef de la révolution, mais non « caudillo », a joué un rôle d'arbitre, tranchant en particulier les conflits entre les trois armes. L'importance de ce rôle explique, dans une large mesure, les tensions consécutives à la maladie du chef de l'Etat. Amputé d'une jambe en 1973, atteint d'athérosclérose, il a vu son état de santé empirer, au point qu'il a été victime au mois de février d'une crise de paralysie partielle et provisoire.

Dans ce contexte, le remplacement aux postes de commandant

**PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE**

Aucun diplôme exigé

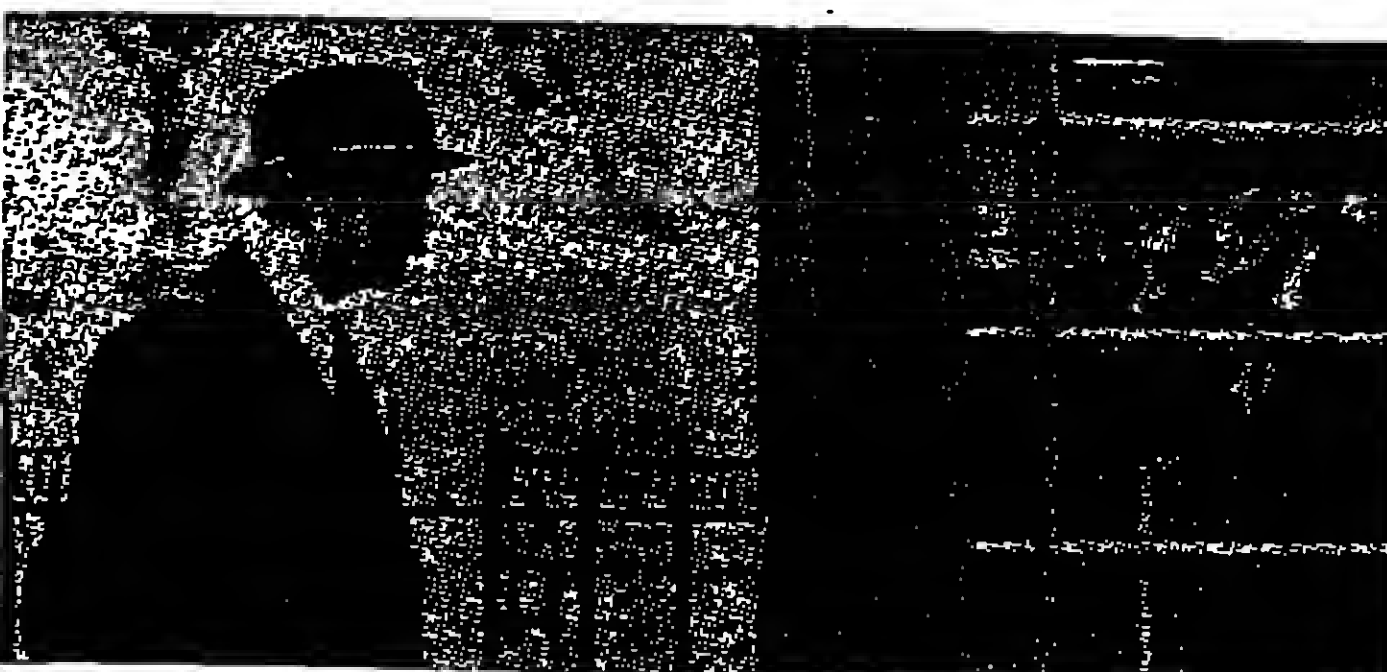
Aucune limite d'âge

Demandez le nouveau guide gratuit tout en

**SCOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION**

Ecole privée fondée en 1973 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat.

4, rue des Petits-Champs, 75008 PARIS - CEDEX 02



#### Il faut savoir au moins une langue à fond

Les cours accélérés du Conseil de Londres garantissent une amélioration dont le résultat peut être comparé avec plusieurs années d'études traditionnelles. C'est-à-dire que les participants avec des bases de connaissances, des besoins et des intérêts différents peuvent obtenir des résultats surprenants.

Anglais-Londres ; Allemand-Berlin 14 ou 28 jours

Français-Paris ; Espagnol-Barcelone

Langues scandinaves - Stockholm

L'institut de langue des entreprises européennes.

**LE CONSEIL DE LONDRES**

104, rue Réaumur - 75002 Paris - Téléphone : 231-11-08

J'aimerais recevoir votre brochure d'information détaillée.

Nom .....

Adresse .....

Téléphone .....

Langue .....

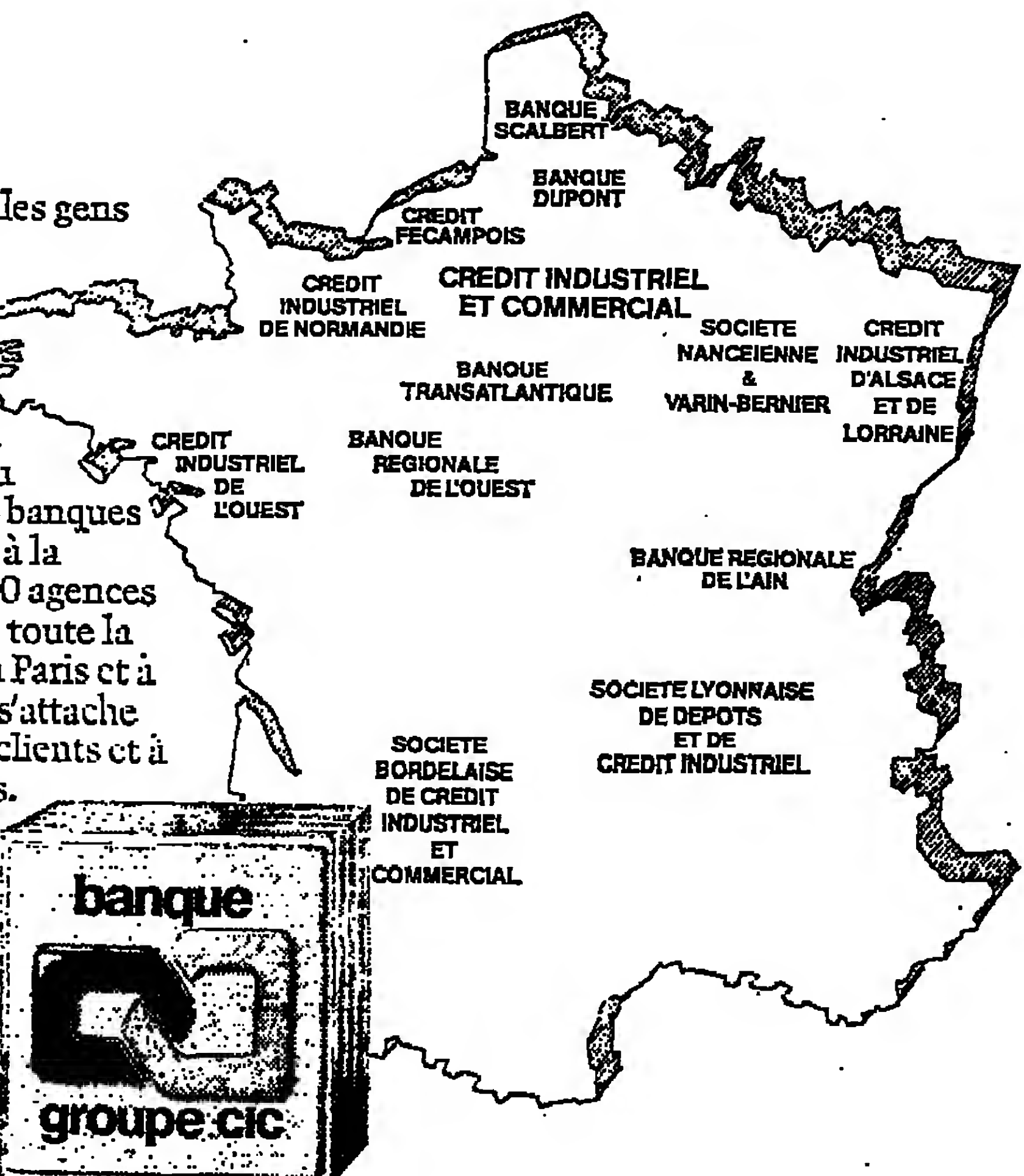
## NOTRE FORCE C'EST D'AVOIR TOUJOURS CRU AUX REGIONS.

Quand on connaît bien les gens on peut mieux les aider.

Une banque née dans sa région connaît mieux ses clients et peut mieux les aider.

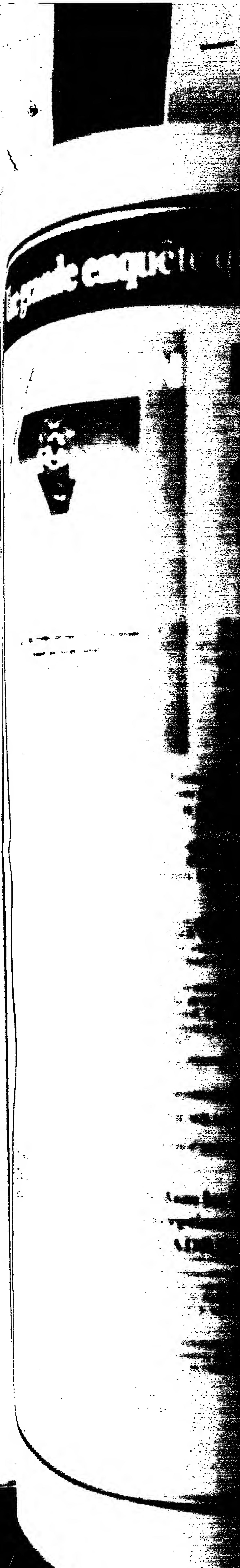
Le CIC l'a compris il y a longtemps : il a bâti un réseau national en s'appuyant sur 12 banques régionales. Avec elles, il met à la disposition de ses clients 1500 agences et 25000 collaborateurs dans toute la France. Lui-même enraciné à Paris et à la Région Parisienne, le CIC s'attache d'abord à bien connaître ses clients et à leur apporter plus de services.

C'est ainsi qu'ensemble le CIC et son groupe sont devenus le premier groupe bancaire privé français.



**CIC. CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL**

On peut demander davantage au CIC.





Pères

Les devoirs ne paraissent pas l'unité des forces armées

Le ministre de la Défense a déclaré...

Le centre d'essai spécial

Le ministre de la Défense a déclaré...

Le ministre de la Défense a déclaré...

Le ministre de la Défense a déclaré...

Le ministre de la Défense a déclaré...

Le ministre de la Défense a déclaré...

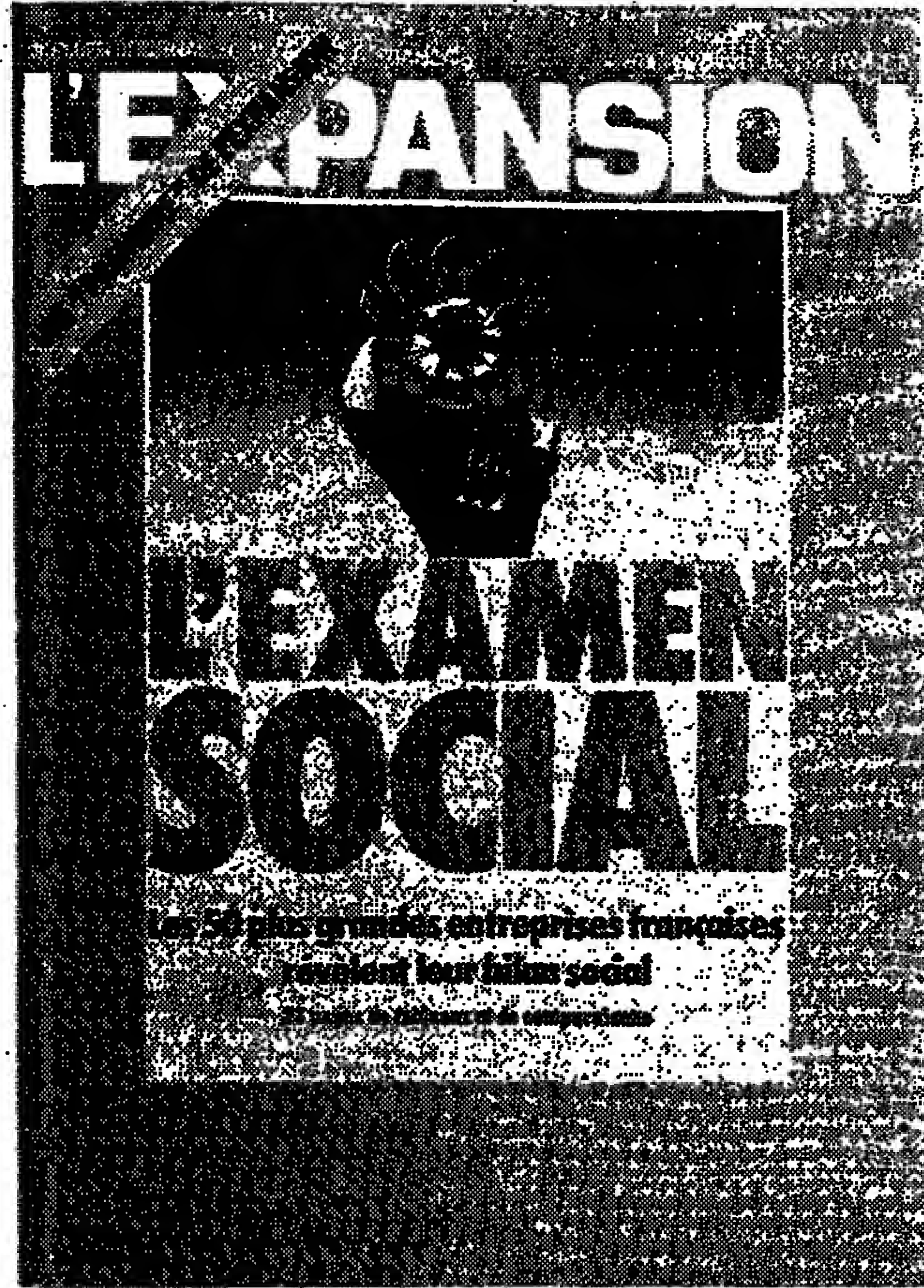
Le ministre de la Défense a déclaré...

Le ministre de la Défense a déclaré...

Le ministre de la Défense a déclaré...

Le ministre de la Défense a déclaré...

Une grande enquête qu'on croyait "impossible."



L'EXPANSION

Premier journal économique français

compare les "performances sociales" des grandes entreprises françaises.

"La grande enquête sur le comportement social des firmes françaises, que l'Institut National de la Statistique jugeait depuis des années, impossible à mener, est parfaitement réalisable. La preuve: la revue L'Expansion l'a entreprise et en publie les résultats dans son numéro d'avril, sous forme d'un document baptisé "L'Examen Social". (LE MONDE du 4 avril).

Deux journalistes de L'EXPANSION, Pierre Beaudeau et Emile Favard, ont posé aux cinquante plus grandes entreprises françaises (représentant 2 millions de salariés), une quarantaine de questions portant aussi bien sûr les conditions de travail, les écarts de salaires, la vie syndicale, l'emploi des femmes, la promotion, l'information, le logement...

Ces questions, jusqu'alors tabou ont été posées tant à la Direction qu'au Syndicat le plus représentatif dans l'entreprise. Les deux enquêteurs ont enregistré les réponses, ils les ont confrontées, ils ont déjoué le mutisme de l'un par les réponses de l'autre. Ils ont approfondi les points de vue contradictoires. Résultat: une grande victoire de l'information.

Salué par toute la presse, les radios et la télévision comme un événement, ce "constat utile" (LE NOUVEL OBSERVATEUR) "a le mérite de fournir sur la vie intérieure des entreprises, des renseignements qui étaient jusqu'à présent bien rares et très incomplets" (LE FIGARO).

LA CROIX ajoute: "L'enquête devrait convaincre entreprises et pouvoirs publics de l'urgence d'une recherche de meilleurs indicateurs sociaux", et M. José Bidegain conclut, au cours du débat d'EUROPE N° 1: "l'initiative de L'Expansion d'établir un bilan social, est très positive pour notre société".

Voici quelques-unes des questions auxquelles répond l'enquête de L'Expansion:

- Quelle est l'entreprise où les inégalités de salaire sont les moins fortes: Les P.T.T.? La TELEMECANIQUE? AGACHE WILLOT?...
• Quelle est l'entreprise où la stabilité de la main-d'œuvre est la plus grande:

B.S.N.? La R.A.T.P.? La COMPAGNIE FRANÇAISE DE RAFFINAGE?...

• Quelle est l'entreprise qui consacre le plus de moyens à la formation du personnel: I.B.M.? La S.N.C.F.? Le C.I.C.?

• Quelle est l'entreprise où les salaires ont le plus progressé depuis un an: Les HOULLERES DU NORD-PAS-DE-CALAIS? L'OREAL? PENARROYA?...

• Quelle est l'entreprise qui compte le plus de femmes parmi ses cadres: Les A.G.F.? ROUSSEL UCLAF? HACHETTE?...

• Quelle est l'entreprise où le syndicalisme a le plus de moyens d'action: La BANQUE DE FRANCE? Le C.I.C.? La B.N.P.?...

Abonnez-vous à L'EXPANSION dans les 10 jours pour profiter de cette enquête exceptionnelle et pour recevoir, au mois de juin, "LE PRIX DES CADRES"

Le dossier "LE PRIX DES CADRES" est entièrement renouvelé cette année. Des tableaux comparatifs vous permettront de calculer vous-même votre "salaire de marché" suivant votre fonction, votre âge, vos diplômes, votre secteur d'activité, la région de France où vous travaillez et la taille de votre entreprise.

Des rubriques spéciales seront consacrées aux salaires des débutants, aux salaires des dirigeants, aux salaires des cadres féminins, aux salaires des entreprises publiques et de la fonction publique, aux conséquences de l'inflation sur votre pouvoir d'achat...

Abonnez-vous dès aujourd'hui en envoyant le bulletin ci-contre à:

L'EXPANSION Service Abonnements 78, rue Olivier de Serres 75739-PARIS CEDEX 15

Bon pour un an d'abonnement à L'EXPANSION premier journal économique français

Je désire m'abonner à L'EXPANSION pendant 1 an pour 90 F seulement et recevoir "L'EXAMEN SOCIAL".

M. Mlle M. Prénom Nom Rue, av., bd N° Ville Code postal Pays (pour abonnement étranger 90F + 20 F frais de port par train ou bateau) Signature

90 F Seulement pour 1 an (au lieu du prix normal de 120 F)

Il est inutile de joindre votre paiement, nous vous ferons parvenir la facture du montant correspondant. L'EXPANSION, service abonnement, 78, rue Olivier-de-Serres, 75739 PARIS CEDEX 15

مركزنا من الأمل



صحة من الامم

ASIE

Les militaires se déclarent résolus à continuer la lutte à Phnom-Penh

Selon l'agence de presse japonaise Kyodo, les Khmers rouges avaient pénétré, lundi matin, dans les quartiers ouest de Phnom-Penh, où des maisons étaient en feu. D'autre part, un chasseur-bombardier T-28 des forces républicaines a largué vers 10 heures (heure locale) quatre bombes sur le quartier général interarmes des forces républicaines. L'agence France-Press, de Phnom-Penh, indique qu'aucun dirigeant n'a été touché, mais que sept personnes ont été tuées et de nombreuses autres blessées parmi les employés du quartier général. Les numéros selon lesquels le T-28 aurait ensuite disparu vers le nord-est (c'est-à-dire vers des zones contrôlées par les Khmers rouges) ont été démenties par le général Sak Suthasakhan, qui a annoncé l'arrestation d'un lieutenant des forces aériennes khmères.

Après le bombardement, le général Sak Suthasakhan, président du comité suprême, a instauré un couvre-feu total de vingt-quatre heures à partir de midi (heure locale). Radio-Phnom-Penh, captée à Saigon, diffuse de la musique militaire, et, de temps à autre, quelques informations fragmentaires entrecoupées d'appel au calme.

Une dépêche de l'agence de presse des Khmers rouges, reçue lundi à Hongkong, indique, pour sa part, que les révolutionnaires refermaient de toutes parts leur étau sur l'aéroport de Pochentong. Ceci était confirmé, lundi matin, par l'agence A.P., qui précisait, de Phnom-Penh, que les Khmers rouges n'étaient guère plus qu'à 1 kilomètre de la route qui relie la ville à l'aéroport international. On apprend, d'autre part, qu'ils s'étaient emparés du centre émetteur de Kamboj, situé à 5 kilomètres de l'aérodrome de Pochentong, interrompant toutes les communications télex et téléphoniques entre Phnom-Penh et l'étranger. Ces communications ont toutefois pu reprendre avec la mise en service d'un émetteur de secours dans le centre de la ville.

Samadi soir, le président Ford avait fait savoir qu'il avait donné ordre de parachuter des vivres, des munitions et de médicaments au-dessus de Phnom-Penh. La décision américaine avait été rendue nécessaire, expliquait-on à Washington, du fait que l'aéroport était trop exposé aux tirs des Khmers rouges. Les parachutages vont réduire considérablement les approvisionnements de la capitale. Ils n'avaient pas encore commencé dans la soirée de dimanche, indiquait l'A.F.P.

A Phnom-Penh, le pouvoir avait été remis, samedi, aux militaires, à la suite du départ du chef de l'Etat par intérim, le général Suthasakhan Khoy — évacué en même temps que les Américains. Arrivé à Bangkok, le général a déclaré qu'il venait « pour négocier avec l'autre côté ». L'Assemblée nationale cambodgienne, réunie samedi en congrès extraordinaire, avait approuvé la création d'un « comité suprême de la République », composé de sept membres et présidé par le général Sak Suthasakhan. Ce directeur remplacera le président de la République par intérim, qui a été déchu de facto de ses fonctions, puisqu'il a quitté le territoire, a déclaré M. Long Boret, premier ministre et vice-président du « comité suprême ». Ce comité est composé également MM. Hang Thun Hak, représentant le parti social-républicain, vice-premier ministre; Op Kim Ang, ancien assistant du président Lon Nol; le major général Thong Van Fannoung, représentant l'armée de terre; l'amiral Vong Sarendu, représentant la marine; le brigadier général Ea Chhng, représentant l'armée de l'air.

Le général Sak Suthasakhan a annoncé qu'il prenait en charge, en tant que chef d'état-major général, le règlement du problème national. Le « comité suprême » s'est fixé pour objectif de « mobiliser tous les Khmers dans la poursuite de la guerre en vue de redresser la situa-

tion, de parvenir à un cessez-le-feu et d'entamer des négociations avec l'autre côté ».

Le directeur, qui s'est vu attribuer les « pleins pouvoirs » pour une période de trois mois, gouvernera par « décrets-lois ».

Au cours d'une longue conférence de presse, dimanche, M. Long Boret a donné des précisions sur les événements survenus pendant le week-end. Il a confirmé que, vendredi, sous la double pression de l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Dean, et du général Suthasakhan Khoy, il lui avait été demandé de « faire appel au prince Sihanouk afin qu'il revienne à Phnom-Penh ». Lors d'un conseil de cabinet, réuni immédiatement après, a expliqué le premier ministre, tous les membres du gouvernement sont tombés d'accord avec lui pour continuer

LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

11 AVRIL. — Le chef du bureau de liaison américain à Pékin, M. George Bush, fait parvenir dans la soirée au prince Sihanouk une note du gouvernement des Etats-Unis lui faisant savoir que son retour à Phnom-Penh était souhaité. Le chef de l'Etat cambodgien par intérim, M. Suthasakhan Khoy, adressa, lui aussi, de Phnom-Penh, un message au prince Sihanouk, l'invitant à regagner la capitale cambodgienne « comme chef de l'Etat ». Ce message restera sans réponse.

12 AVRIL. — A PEKIN, le prince Sihanouk fait remettre à 0 h. 30 (heure locale) à M. Bush une note dans laquelle il refuse de prendre le pouvoir à Phnom-Penh, affirme sa solidarité avec les Khmers rouges et conseille aux Etats-Unis d'évacuer leur personnel du Cambodge. Quatre heures et demie plus tard, M. Bush informe le

LA CORRESPONDANCE ENTRE LE PRINCE SIHANOUK ET M. GEORGE BUSH

Dans une note manuscrite adressée au bureau de liaison américain à Pékin, le prince Sihanouk a lui-même relaté les échanges qu'il avait eus avec le chef du bureau de liaison américain dans la capitale chinoise, M. George Bush. « Il est exact, écrit-il, que M. Bush, chef du bureau de liaison des Etats-Unis à Pékin, a essayé d'établir un contact. Cependant, n'ayant pu avoir une entente directe avec moi, le diplomate américain m'a fait parvenir une note écrite du gouvernement des Etats-Unis, lequel me fit savoir vendredi soir que tout le monde à Phnom-Penh souhaitait mon retour immédiat dans la capitale, ma prise du pouvoir à Phnom-Penh et mon aide pour obtenir des Khmers rouges un cessez-le-feu. »

« J'ai répondu, par une note aux Etats-Unis, que je resterais jusqu'au bout du côté des Khmers rouges, mes alliés que je ne trahirai jamais et qu'il ne fallait absolument pas frustrer d'une victoire tant méritée. »

« J'ai donc refusé fermement de prendre le pouvoir à Phnom-Penh, en précisant que j'avais déjà transféré, en ma qualité de chef légal de l'Etat du Cambodge, toutes les responsabilités gouvernementales aux Khmers rouges. »

« J'ai terminé ma note en conseillant aux Etats-Unis d'évacuer sans délai leurs ambassades du Cambodge, afin de sauvegarder les chances d'une rapide normalisation de nos relations inter-étatiques et intergouvernementales. »

« Ma note a été remise à M. Bush, à Pékin, le 12 avril 1975, à 0 h 30. »

« A 5 heures du matin, un coup de téléphone de M. Bush m'informa que le gouvernement des Etats-Unis décidait de suivre mes conseils et d'évacuer totalement l'ambassade et les Américains de Phnom-Penh (c'est-à-dire du Cambodge). »

Le président Ford maintient sa demande de crédits militaires pour le Cambodge

Washington prépare l'évacuation de ses ressortissants à Saigon

Washington. — Après le succès de l'opération « Eagle pull » à Phnom-Penh, le gouvernement devait soumettre, lundi 14 avril, au Congrès, une législation visant d'une part à légitimer l'évacuation des « marines », des nationaux américains et de leurs collaborateurs cambodgiens, et d'autre part à autoriser l'évacuation de Saigon quinze cent mille Sud-Vietnamiens en même temps que les ressortissants américains. Les leaders du Congrès, connus quelques heures avant l'opération d'évacuation de Phnom-Penh, avaient accepté que les troupes américaines soient utilisées dans une mission de protection. Le secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, a déclaré que la condition mise au succès avait été bien gardée sur une opération soigneusement préparée, à laquelle le président Ford n'avait eu aucune participation dans son discours de jeudi.

LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

11 AVRIL. — Le chef du bureau de liaison américain à Pékin, M. George Bush, fait parvenir dans la soirée au prince Sihanouk une note du gouvernement des Etats-Unis lui faisant savoir que son retour à Phnom-Penh était souhaité. Le chef de l'Etat cambodgien par intérim, M. Suthasakhan Khoy, adressa, lui aussi, de Phnom-Penh, un message au prince Sihanouk, l'invitant à regagner la capitale cambodgienne « comme chef de l'Etat ». Ce message restera sans réponse.

12 AVRIL. — A PEKIN, le prince Sihanouk fait remettre à 0 h. 30 (heure locale) à M. Bush une note dans laquelle il refuse de prendre le pouvoir à Phnom-Penh, affirme sa solidarité avec les Khmers rouges et conseille aux Etats-Unis d'évacuer leur personnel du Cambodge. Quatre heures et demie plus tard, M. Bush informe le

LA CORRESPONDANCE ENTRE LE PRINCE SIHANOUK ET M. GEORGE BUSH

Dans une note manuscrite adressée au bureau de liaison américain à Pékin, le prince Sihanouk a lui-même relaté les échanges qu'il avait eus avec le chef du bureau de liaison américain dans la capitale chinoise, M. George Bush. « Il est exact, écrit-il, que M. Bush, chef du bureau de liaison des Etats-Unis à Pékin, a essayé d'établir un contact. Cependant, n'ayant pu avoir une entente directe avec moi, le diplomate américain m'a fait parvenir une note écrite du gouvernement des Etats-Unis, lequel me fit savoir vendredi soir que tout le monde à Phnom-Penh souhaitait mon retour immédiat dans la capitale, ma prise du pouvoir à Phnom-Penh et mon aide pour obtenir des Khmers rouges un cessez-le-feu. »

« J'ai répondu, par une note aux Etats-Unis, que je resterais jusqu'au bout du côté des Khmers rouges, mes alliés que je ne trahirai jamais et qu'il ne fallait absolument pas frustrer d'une victoire tant méritée. »

« J'ai donc refusé fermement de prendre le pouvoir à Phnom-Penh, en précisant que j'avais déjà transféré, en ma qualité de chef légal de l'Etat du Cambodge, toutes les responsabilités gouvernementales aux Khmers rouges. »

« J'ai terminé ma note en conseillant aux Etats-Unis d'évacuer sans délai leurs ambassades du Cambodge, afin de sauvegarder les chances d'une rapide normalisation de nos relations inter-étatiques et intergouvernementales. »

« Ma note a été remise à M. Bush, à Pékin, le 12 avril 1975, à 0 h 30. »

« A 5 heures du matin, un coup de téléphone de M. Bush m'informa que le gouvernement des Etats-Unis décidait de suivre mes conseils et d'évacuer totalement l'ambassade et les Américains de Phnom-Penh (c'est-à-dire du Cambodge). »

L'évolution de la situation

Washington prépare l'évacuation de ses ressortissants à Saigon

Washington. — Après le succès de l'opération « Eagle pull » à Phnom-Penh, le gouvernement devait soumettre, lundi 14 avril, au Congrès, une législation visant d'une part à légitimer l'évacuation des « marines », des nationaux américains et de leurs collaborateurs cambodgiens, et d'autre part à autoriser l'évacuation de Saigon quinze cent mille Sud-Vietnamiens en même temps que les ressortissants américains. Les leaders du Congrès, connus quelques heures avant l'opération d'évacuation de Phnom-Penh, avaient accepté que les troupes américaines soient utilisées dans une mission de protection. Le secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, a déclaré que la condition mise au succès avait été bien gardée sur une opération soigneusement préparée, à laquelle le président Ford n'avait eu aucune participation dans son discours de jeudi.

LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

11 AVRIL. — Le chef du bureau de liaison américain à Pékin, M. George Bush, fait parvenir dans la soirée au prince Sihanouk une note du gouvernement des Etats-Unis lui faisant savoir que son retour à Phnom-Penh était souhaité. Le chef de l'Etat cambodgien par intérim, M. Suthasakhan Khoy, adressa, lui aussi, de Phnom-Penh, un message au prince Sihanouk, l'invitant à regagner la capitale cambodgienne « comme chef de l'Etat ». Ce message restera sans réponse.

12 AVRIL. — A PEKIN, le prince Sihanouk fait remettre à 0 h. 30 (heure locale) à M. Bush une note dans laquelle il refuse de prendre le pouvoir à Phnom-Penh, affirme sa solidarité avec les Khmers rouges et conseille aux Etats-Unis d'évacuer leur personnel du Cambodge. Quatre heures et demie plus tard, M. Bush informe le

LA CORRESPONDANCE ENTRE LE PRINCE SIHANOUK ET M. GEORGE BUSH

Dans une note manuscrite adressée au bureau de liaison américain à Pékin, le prince Sihanouk a lui-même relaté les échanges qu'il avait eus avec le chef du bureau de liaison américain dans la capitale chinoise, M. George Bush. « Il est exact, écrit-il, que M. Bush, chef du bureau de liaison des Etats-Unis à Pékin, a essayé d'établir un contact. Cependant, n'ayant pu avoir une entente directe avec moi, le diplomate américain m'a fait parvenir une note écrite du gouvernement des Etats-Unis, lequel me fit savoir vendredi soir que tout le monde à Phnom-Penh souhaitait mon retour immédiat dans la capitale, ma prise du pouvoir à Phnom-Penh et mon aide pour obtenir des Khmers rouges un cessez-le-feu. »

« J'ai répondu, par une note aux Etats-Unis, que je resterais jusqu'au bout du côté des Khmers rouges, mes alliés que je ne trahirai jamais et qu'il ne fallait absolument pas frustrer d'une victoire tant méritée. »

« J'ai donc refusé fermement de prendre le pouvoir à Phnom-Penh, en précisant que j'avais déjà transféré, en ma qualité de chef légal de l'Etat du Cambodge, toutes les responsabilités gouvernementales aux Khmers rouges. »

« J'ai terminé ma note en conseillant aux Etats-Unis d'évacuer sans délai leurs ambassades du Cambodge, afin de sauvegarder les chances d'une rapide normalisation de nos relations inter-étatiques et intergouvernementales. »

« Ma note a été remise à M. Bush, à Pékin, le 12 avril 1975, à 0 h 30. »

« A 5 heures du matin, un coup de téléphone de M. Bush m'informa que le gouvernement des Etats-Unis décidait de suivre mes conseils et d'évacuer totalement l'ambassade et les Américains de Phnom-Penh (c'est-à-dire du Cambodge). »

Le prince Norodom Sihanouk exprime sa « profonde gratitude » à M. Giscard d'Estaing

Après la reconnaissance du GRUNC par la France

Le gouvernement français a annoncé samedi après-midi 12 avril qu'il avait décidé de reconnaître le gouvernement royal d'union nationale du Cambodge (GRUNC). Un communiqué du ministère français des affaires étrangères précise que « l'établissement de relations diplomatiques avec le GRUNC entraîne ipso facto la fermeture de la représentation de la République khmère, qui subsistait à Paris ». Dès dimanche, le prince Norodom Sihanouk a adressé un télégramme au président Giscard d'Estaing pour lui exprimer sa « profonde gratitude ». La France et le Cambodge, poursuit-il dans ce télégramme, sont unis par des liens séculaires d'amitié et de coopération mutuelle. Je suis très heureux de la consolidation de notre amitié et du prochain développement de la coopération franco-khmère dans votre Excellence est un admirable artisan. »

LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

11 AVRIL. — Le chef du bureau de liaison américain à Pékin, M. George Bush, fait parvenir dans la soirée au prince Sihanouk une note du gouvernement des Etats-Unis lui faisant savoir que son retour à Phnom-Penh était souhaité. Le chef de l'Etat cambodgien par intérim, M. Suthasakhan Khoy, adressa, lui aussi, de Phnom-Penh, un message au prince Sihanouk, l'invitant à regagner la capitale cambodgienne « comme chef de l'Etat ». Ce message restera sans réponse.

12 AVRIL. — A PEKIN, le prince Sihanouk fait remettre à 0 h. 30 (heure locale) à M. Bush une note dans laquelle il refuse de prendre le pouvoir à Phnom-Penh, affirme sa solidarité avec les Khmers rouges et conseille aux Etats-Unis d'évacuer leur personnel du Cambodge. Quatre heures et demie plus tard, M. Bush informe le

LA CORRESPONDANCE ENTRE LE PRINCE SIHANOUK ET M. GEORGE BUSH

Dans une note manuscrite adressée au bureau de liaison américain à Pékin, le prince Sihanouk a lui-même relaté les échanges qu'il avait eus avec le chef du bureau de liaison américain dans la capitale chinoise, M. George Bush. « Il est exact, écrit-il, que M. Bush, chef du bureau de liaison des Etats-Unis à Pékin, a essayé d'établir un contact. Cependant, n'ayant pu avoir une entente directe avec moi, le diplomate américain m'a fait parvenir une note écrite du gouvernement des Etats-Unis, lequel me fit savoir vendredi soir que tout le monde à Phnom-Penh souhaitait mon retour immédiat dans la capitale, ma prise du pouvoir à Phnom-Penh et mon aide pour obtenir des Khmers rouges un cessez-le-feu. »

« J'ai répondu, par une note aux Etats-Unis, que je resterais jusqu'au bout du côté des Khmers rouges, mes alliés que je ne trahirai jamais et qu'il ne fallait absolument pas frustrer d'une victoire tant méritée. »

« J'ai donc refusé fermement de prendre le pouvoir à Phnom-Penh, en précisant que j'avais déjà transféré, en ma qualité de chef légal de l'Etat du Cambodge, toutes les responsabilités gouvernementales aux Khmers rouges. »

« J'ai terminé ma note en conseillant aux Etats-Unis d'évacuer sans délai leurs ambassades du Cambodge, afin de sauvegarder les chances d'une rapide normalisation de nos relations inter-étatiques et intergouvernementales. »

« Ma note a été remise à M. Bush, à Pékin, le 12 avril 1975, à 0 h 30. »

« A 5 heures du matin, un coup de téléphone de M. Bush m'informa que le gouvernement des Etats-Unis décidait de suivre mes conseils et d'évacuer totalement l'ambassade et les Américains de Phnom-Penh (c'est-à-dire du Cambodge). »

Le prince Norodom Sihanouk exprime sa « profonde gratitude » à M. Giscard d'Estaing

Après la reconnaissance du GRUNC par la France

Le gouvernement français a annoncé samedi après-midi 12 avril qu'il avait décidé de reconnaître le gouvernement royal d'union nationale du Cambodge (GRUNC). Un communiqué du ministère français des affaires étrangères précise que « l'établissement de relations diplomatiques avec le GRUNC entraîne ipso facto la fermeture de la représentation de la République khmère, qui subsistait à Paris ». Dès dimanche, le prince Norodom Sihanouk a adressé un télégramme au président Giscard d'Estaing pour lui exprimer sa « profonde gratitude ». La France et le Cambodge, poursuit-il dans ce télégramme, sont unis par des liens séculaires d'amitié et de coopération mutuelle. Je suis très heureux de la consolidation de notre amitié et du prochain développement de la coopération franco-khmère dans votre Excellence est un admirable artisan. »

LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

11 AVRIL. — Le chef du bureau de liaison américain à Pékin, M. George Bush, fait parvenir dans la soirée au prince Sihanouk une note du gouvernement des Etats-Unis lui faisant savoir que son retour à Phnom-Penh était souhaité. Le chef de l'Etat cambodgien par intérim, M. Suthasakhan Khoy, adressa, lui aussi, de Phnom-Penh, un message au prince Sihanouk, l'invitant à regagner la capitale cambodgienne « comme chef de l'Etat ». Ce message restera sans réponse.

12 AVRIL. — A PEKIN, le prince Sihanouk fait remettre à 0 h. 30 (heure locale) à M. Bush une note dans laquelle il refuse de prendre le pouvoir à Phnom-Penh, affirme sa solidarité avec les Khmers rouges et conseille aux Etats-Unis d'évacuer leur personnel du Cambodge. Quatre heures et demie plus tard, M. Bush informe le

LA CORRESPONDANCE ENTRE LE PRINCE SIHANOUK ET M. GEORGE BUSH

Dans une note manuscrite adressée au bureau de liaison américain à Pékin, le prince Sihanouk a lui-même relaté les échanges qu'il avait eus avec le chef du bureau de liaison américain dans la capitale chinoise, M. George Bush. « Il est exact, écrit-il, que M. Bush, chef du bureau de liaison des Etats-Unis à Pékin, a essayé d'établir un contact. Cependant, n'ayant pu avoir une entente directe avec moi, le diplomate américain m'a fait parvenir une note écrite du gouvernement des Etats-Unis, lequel me fit savoir vendredi soir que tout le monde à Phnom-Penh souhaitait mon retour immédiat dans la capitale, ma prise du pouvoir à Phnom-Penh et mon aide pour obtenir des Khmers rouges un cessez-le-feu. »

« J'ai répondu, par une note aux Etats-Unis, que je resterais jusqu'au bout du côté des Khmers rouges, mes alliés que je ne trahirai jamais et qu'il ne fallait absolument pas frustrer d'une victoire tant méritée. »

« J'ai donc refusé fermement de prendre le pouvoir à Phnom-Penh, en précisant que j'avais déjà transféré, en ma qualité de chef légal de l'Etat du Cambodge, toutes les responsabilités gouvernementales aux Khmers rouges. »

« J'ai terminé ma note en conseillant aux Etats-Unis d'évacuer sans délai leurs ambassades du Cambodge, afin de sauvegarder les chances d'une rapide normalisation de nos relations inter-étatiques et intergouvernementales. »

« Ma note a été remise à M. Bush, à Pékin, le 12 avril 1975, à 0 h 30. »

« A 5 heures du matin, un coup de téléphone de M. Bush m'informa que le gouvernement des Etats-Unis décidait de suivre mes conseils et d'évacuer totalement l'ambassade et les Américains de Phnom-Penh (c'est-à-dire du Cambodge). »

longue marche

Après la reconnaissance du GRUNC par la France

Le prince Norodom Sihanouk exprime sa « profonde gratitude » à M. Giscard d'Estaing

Le nouveau gouvernement de Saigon est présenté comme « un cabinet d'union pour la guerre ».

Vietnam du Sud

Le nouveau gouvernement sud-vietnamien a été formé lundi matin, 14 avril, et présenté au président Thieu par le premier ministre, M. Nguyen Ba Can, qui a été chargé dix jours plus tôt de constituer un cabinet d'union nationale et de combat.

Le nouveau gouvernement sud-vietnamien a été formé lundi matin, 14 avril, et présenté au président Thieu par le premier ministre, M. Nguyen Ba Can, qui a été chargé dix jours plus tôt de constituer un cabinet d'union nationale et de combat.

Le nouveau gouvernement sud-vietnamien a été formé lundi matin, 14 avril, et présenté au président Thieu par le premier ministre, M. Nguyen Ba Can, qui a été chargé dix jours plus tôt de constituer un cabinet d'union nationale et de combat.



dans la péninsule indochinoise

La longue marche des Khmers rouges

(Suite de la première page.)

Ce texte date de 1973. Vingt-deux ans auparavant, en 1951, avait eu lieu — mais le FUNC ne la dit pas explicitement — le premier congrès indochinois. Le 3 mars, des révolutionnaires vietnamiens, laotiens et khmers (les derniers dirigés par Son Ngoc Minh) décidèrent de lutter en commun...

En avril 1953 — quelques mois avant l'indépendance — le prince déclarait à Radio-Canada : « Le problème communiste n'est pas aussi préoccupant au Cambodge qu'au Vietnam... Malheureusement, les communistes trouvent dans mon pays un terrain qui leur est très favorable... »

et Sirik Matak — l'aile droite. L'attitude du prince est passée sous silence.

Les troubles de Samlaut ne firent l'objet d'aucun commentaire public du F.N.L. de Hanoi ou de Pékin : le prince était un ami (difficile), le Cambodge était nécessaire au passage de matériel et de vivres pour le Sud. Le temps n'était pas venu d'armer les Khmers rouges.

C'est pourquoi, en mars 1970, les Khmers rouges armés étaient très peu nombreux — mais l'infrastructure politique existait bel et bien.

Il ne s'agissait toutefois pas de se lancer dans une lutte ouvertement communiste. Il fallait lutter avec le prince et tenir compte de deux éléments : le Front qui se créait regroupait des forces peu homogènes, et le peuple khmer ne se trouvait pas (en dépit de Samlaut) en situation pré-révolutionnaire lorsque le coup d'Etat eut lieu.

pas (en dépit de Samlaut) en situation pré-révolutionnaire lorsque le coup d'Etat eut lieu. L'analyse de la situation a été rédigée en des termes assez vagues et tentés de marxisme : « Au cours de cette longue lutte multiforme menée suivant les conditions concrètes et spécifiques du Cambodge, la classe ouvrière et la classe paysanne ont toujours constitué le noyau de toutes les forces patriotiques... »

Lors de la création, au printemps de 1970, du FUNC et du GRUNC, lors du congrès de mai du Mouvement d'union de lutte du peuple, resurgissent bien des noms de « disparus » des deux décennies précédentes : Kheu Samphan, Hu Nim, Hou Yuon, bien sûr, mais aussi Kéo Meas (le représentant du Prachechon), Chau Seng (ancien ministre de Sihanouk, poussé autrefois à l'exil en France), Thioum Mumm, le seul polytechnicien du pays, qui vivait en France et prend, en avril 1970, le premier avion pour Pékin, suivi par son frère Thioum Prasit, Thioum Thioum, le troisième frère (médecin à Phnom-Penh, qui prend le maquis), Ieng Sary et sa femme, Saloth Sar, Nuon Chea (le commissaire politique

de l'armée de libération), Son Sen, d'autres encore.

Ces hommes vont rédiger — ou approuver — le programme politique du FUNC, document auquel la résistance ne cessera de se référer au cours de la lutte. Que dit-il ? « Répondant à l'appel historique du 23 mars 1970 » du prince Sihanouk, « chef de l'Etat », le peuple khmer combat au sein d'un très large front : il coordonne ses actions avec les peuples vietnamiens et laotiens. Une fois le pays libéré de la dictature et de « toutes les formes de domination des impérialistes américains », une société nouvelle sera créée : elle sera « débarrassée de toutes les tares qui empêchent son rapide et plein épanouissement... »

« Répondant à l'appel historique du 23 mars 1970 » du prince Sihanouk, « chef de l'Etat », le peuple khmer combat au sein d'un très large front : il coordonne ses actions avec les peuples vietnamiens et laotiens. Une fois le pays libéré de la dictature et de « toutes les formes de domination des impérialistes américains », une société nouvelle sera créée : elle sera « débarrassée de toutes les tares qui empêchent son rapide et plein épanouissement... »

non-alignement », ne signera aucune alliance militaire et joindra ses efforts à ceux du Laos et du Vietnam « pour faire réellement de l'Indochine une zone d'indépendance, de paix et de progrès où chaque nation conserve son entière souveraineté ».

Le FUNC entend donc à la fois moraliser la vie publique du Cambodge et modifier les structures économiques dans un sens plus progressiste que dans le passé. Mais si rupture il y a avec la période précédant le coup d'Etat — rupture le non-alignement est demeuré la nuit : pour Norodom Sihanouk comme pour Kheu Samphan, la république n'a jamais existé, le prince n'a jamais été déposé, le non-alignement est demeuré la base de la diplomatie khmère. La légitimité a toujours été du côté des combattants de la résistance. Une double légitimité : celle incarnée par le prince et celle incarnée par les révolutionnaires. La longue marche des Khmers rouges, entamée voilà trente ans, prend fin. Le prince va retrouver ses « enfants » les Cambodgiens. Il sait qu'ils ont grandi depuis un certain matin de janvier 1970 il prit l'avion à Pochentong — pour Grasse, pensait-il. Et puis ce fut Pékin...

JACQUES DECORNOY.

tution de la situation... dent Ford maintient sa demande... Edits militaires pour le Cambodge

De notre correspondant... On prépare l'évacuation de ses ressortissants à Saigon... Le texte date de 1973. Vingt-deux ans auparavant, en 1951, avait eu lieu — mais le FUNC ne la dit pas explicitement — le premier congrès indochinois.

Après la reconnaissance du GRUNC... La prince Norodom Sihanouk exprime sa « profonde gratitude » à M. Giscard d'Estaing

Le gouvernement français a annoncé mardi après-midi à Paris que son gouvernement avait reconnu le GRUNC... Le prince Norodom Sihanouk exprime sa « profonde gratitude » à M. Giscard d'Estaing.

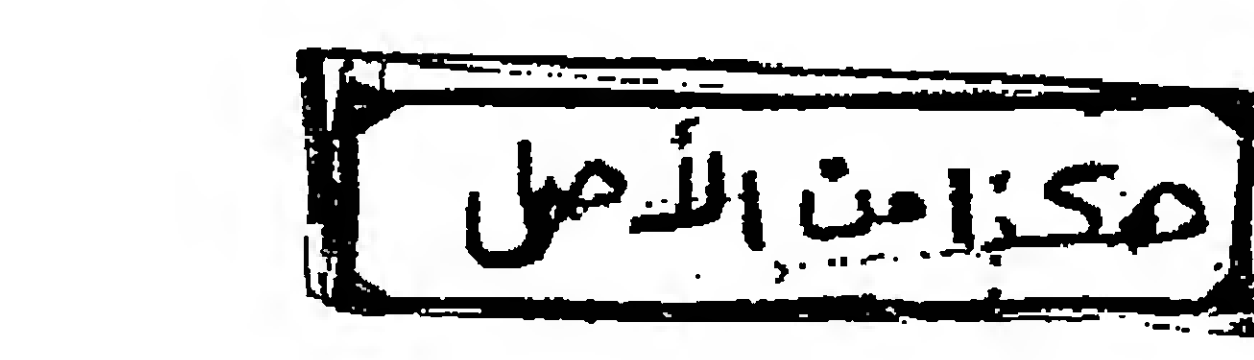
PRÈS DE DUBLIN... rapier une voie moyenne... et la thèse algérienne

PRÈS DE DUBLIN... rapier une voie moyenne... et la thèse algérienne... Vietnam...

Monts Taurus et Turcomans... Villages troglodytes, châteaux byzantins, ruines romaines et grecques... EXPLORATOR... 25 rue Cambasérès 75003 Paris - Tél. 266.66.24

Le Carvery... LE RESTAURANT QUI MANQUAIT A PARIS... Tranchez autant qu'il vous plaira... Au "Carvery", vous dégusterez les plus succulentes viandes rôties... LE CARVERY HOTEL COMMODORE 16 rue Laffitte Paris 9<sup>e</sup> Téléphone 770 93 00 - 770 66 03 OUVERTURE LE 15 AVRIL

Le plus bel ordinateur du monde ne peut vous donner un listing prêt à l'emploi... Votre ordinateur pense très vite. Il écrit déjà moins vite. Er si vous voulez utiliser directement les listings — pour des opérations de mailing, ou simplement pour les présenter de façon à faciliter les recherches ou la circulation à l'intérieur de l'entreprise — cela demande tellement d'opérations manuelles que l'ensemble travaille au rythme de l'homme... AGFA-GEVAERT. EQUIPEMENT DES ENTREPRISES









EN ALGÉRIE

Après avoir évoqué la coopération bilatérale, M. Giscard d'Estaing a traité des problèmes des Français d'Algérie. Il a marqué une distinction entre ceux qui vivent encore sur le sol algérien (il a promis à cet égard le doublement de l'allocation aux personnes âgées et le règlement de la question des transferts de fonds) et ceux qui ont quitté le pays: il a indiqué qu'il n'avait pas voulu paraître faire du problème des rapatriés un « préalable » à la visite, mais qu'il doit continuer à faire l'objet de l'attention et de la préoccupation nationale. Sur un ton très ferme, il a affirmé que tous les engagements pris à ce sujet pendant la campagne présidentielle ont été tenus: « Je mets qui que ce soit au défi, a-t-il lancé, de vous dire le contraire. »

Ce défi n'a pas contribué à apaiser le mécontentement des associations de rapatriés qui auraient souhaité que le président de la République réglât leurs problèmes avant de se rendre en Algérie, et dont l'amertume s'accroît des dernières déclarations de M. Giscard d'Estaing.

sur les conférences de Paris et de Genève

conditions d'existence et d'accueil conformes à leur besoin de dignité et de sécurité ». De son côté, le gouvernement algérien a confirmé que les procédures simplifiées seront appliquées pour le transfert des fonds des Français vivants ou ayant vécu en Algérie.

pour les modalités de paiement, soit dans la fourniture des programmes. Par ailleurs, on explore les possibilités existant au niveau de l'informatique et de l'aéronautique: l'Algérie souhaiterait que la France l'aide à créer un institut supérieur de technologie aéronautique, tandis que la France voudrait vendre trois Airbus à Air Algérie, Air France exploitant déjà sur Paris-Mar-

seille-Alger un appareil de ce type qui fait le plein. Compte tenu de l'importance des échanges, il y aurait peut-être lieu, pour le gouvernement français, de mettre en place, au niveau de l'Etat, un organisme qui couvre globalement l'ensemble des secteurs commerciaux, industriels, agricoles et techniques, tout en assurant la coordination pour les problèmes de formation. Ce

Vers un renforcement de la coopération

Dans les domaines culturel, technique et scientifique, la coopération sera renforcée. Le gouvernement algérien accepterait que la France contribue à former les formateurs qui enseignent la langue française. M. Giscard d'Estaing a confirmé, de son côté, que des mesures sont à l'étude pour développer la connaissance de cette langue chez les cadres et les techniciens français, et pour favoriser d'une façon générale l'initiation à la civilisation arabe. A cet égard, nous croyons savoir qu'une correspondance est en cours entre M. Haby, ministre de l'éducation, et M. Ben Mahmoud, ministre des enseignements primaire et secondaire. En outre, en dépit de l'intensité de la coopération culturelle et universitaire, il n'y a jamais eu d'échange de visites depuis l'indépendance entre les ministres de la culture, de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la santé. Les deux gouvernements ont décidé de mettre fin à cette anomalie. Des rencontres périodiques pourraient être organisées, comme cela se fait déjà dans le domaine du commerce.

Sur le plan économique, la principale nouvelle annoncée par M. Giscard d'Estaing est la décision de construire le gazoduc de l'Ouest, que d'aucuns appellent déjà le « Dideron gazeur », qui passera par le Maroc et par l'Espagne et qui sera le « symbole physique » des liens entre la France et l'Algérie. Les retombées de ce projet seront importantes pour la coopération entre les Etats de la Méditerranée occidentale, puisqu'il permettrait d'alimenter en gaz non seulement la France mais encore le Maroc, l'Espagne et le Portugal.

D'autres projets sont en cours d'examen: les Algériens seraient décidés à adopter le procédé de télévision SECAM si des compensations leur sont consenties soit

la navigation fluviale: on peut aimer la nature en aidant l'industrie

La crise de l'énergie nous a appris à ne pas gaspiller. La sauvegarde de notre environnement naturel nous apparaît chaque jour plus fondamentale. Mais le développement industriel est nécessaire au progrès. L'industrie, pour bien des Parisiens, est synonyme de bruit, de pollution, d'encombrement. La nature, dans tout cela, est bien oubliée. Bien sûr il y a des industries « propres », c'est-à-dire qui ne polluent pas, mais ces industries utilisent, en amont ou en aval de leur production, des moyens de transport plus ou moins encombrants, plus ou moins bruyants.

Les services du Port Autonome de Paris n'ont pas résolu le problème de la quadrature du cercle et n'utilisent aucun des ressources de la magie. Ils ont inventé simplement le bus canal. Parmi les divers modes de transport, celui utilisant le vote d'eau — la Seine, l'Oise, la Marne et les canaux de la ville de Paris — est le plus économique et le plus fiable consommateur d'énergie. Il réduit considérablement les nuisances dans l'agglomération parisienne: un seul convoi poussé de 5 000 t peut transporter un chargement égal à celui d'une flotte de camions de 10 à 15 km de France.

Il permet d'acheminer, sans bruit, en pleine zone urbaine, tous les types de marchandises, en réduisant au minimum les transports spatiaux terminaux. Cela compte lorsqu'on sait que chaque année, près de 300 millions de tonnes de marchandises doivent être transportées en région parisienne. C'est pourquoi le Port Autonome de Paris, établissement public, développe ses installations. En aidant l'industrie, il aide Paris. En aimant la nature, il contribue à sauvegarder le charme et la beauté de la capitale et de l'Ile-de-France.

PARIS EST UN PORT



PORT AUTONOME DE PARIS

12, rue de Valenciennes, 75013 PARIS CEDEX 13

Portugal La consigne de « voter blanc » ne s'adressait qu'aux indécis

« Le vote blanc n'est pas le rôle du M.F.A. », a déclaré, le 13 avril, le ministre de l'Information, le commandant Jorge Correia Jesuino. « Notre conseil de voter blanc, a-t-il ajouté, s'adresse uniquement aux indécis, qui ne peuvent pourtant se désintéresser de l'acte électoral. »

Le ministre répondait ainsi aux interprétations qui avaient été faites, dans divers journaux, de la justification qu'il avait faite, le 10 avril devant la presse étrangère, de l'éventualité d'un vote blanc. D'aucuns y avaient vu une tentative de sabotage, par le M.F.A., des élections du 25 avril.

Italie

PLUSIEURS POSTES IMPORTANTS DU P.C.I. CHANGENT DE TITULAIRES

(De notre correspondant.)

Rome. — Les changements de structure intervenus le mois dernier à la tête du parti communiste italien — notamment la suppression du bureau politique, l'élargissement du secrétariat et la décentralisation de l'ordre du 27 mars) — viennent de conduire le comité central à modifier l'attribution de certaines charges de premier plan. L'impression générale est que le « groupe Berlinguer » renforce ses positions et contrôle davantage un parti qu'il veut mener au « compromis historique » avec toutes les autres forces politiques, « sauf les fascistes », comme l'a encore rappelé ces derniers jours le secrétaire du P.C.I. — R.S.

R.F.A.

Pour la première fois depuis que la série des élections régionales a commencé, en mars 1974, la démocratie chrétienne a perdu des voix, le dimanche 13 avril, lors du renouvellement de la Diète du Schleswig-Holstein. La C.D.U. obtient de justesse la majorité absolue (50,4 % contre 51,9 % en 1971), mais elle n'a plus qu'un mandat d'avance sur le parti social-démocrate, le parti libéral et le petit parti représentant la minorité danoise.

Turquie

Au terme d'un scrutin mouvementé, l'Assemblée nationale turque a accordé, samedi après-midi 12 avril, l'investiture au gouvernement de Front nationaliste formé par M. Suleyman Demirel, par 22 voix contre 218 et 3 abstentions. Ainsi prend fin la crise ministérielle ouverte le 18 septembre 1974 par la démission de M. Ecevit. — (Corresp.)

La polémique a été ouverte à la suite d'un communiqué le 9 avril de la Commission nationale des élections. Prenant position après plusieurs initiatives qui, lors de séances de « dynamisation culturelle » prévenaient cette forme de participation électorale elle avait déclaré: « Le vote blanc ne se confond pas avec l'abstention; il est le recours des électeurs qui ne veulent pas choisir nécessairement un des partis présents au scrutin. »

Les sondages effectués aussi bien par les partis politiques que par les services compétents des forces armées ont appaître que 70 % d'électeurs sont indécis. On comprend donc l'importance que prend cette question. La conférence épiscopale portugaise a publié, le samedi 12 avril, à l'issue d'une réunion qui a duré toute la semaine à Fatima, un communiqué indiquant que « nul ne doit voter blanc » le 25 avril. Le Conseil de la révolution a, d'autre part, annoncé, le 12 avril, que de nouvelles nationalisations auront lieu au Portugal, et qu'elles concerneront « l'industrie, les transports et les communications ». Enfin, les autorités militaires ont manifesté leur déception de la façon dont se déroule l'actuelle campagne électorale. Elles estiment que la majorité des Portugais sont choqués par les diatribes et les violences physiques qui ont marqué jusqu'à présent, la campagne.

Amazonie

Pour éprouver l'envolement de la forêt vierge, il faut remonter les rapides qui y pénètrent, visiter des villages indiens, surprendre des caïmans la nuit, découvrir avec nous le Nord-Est de l'Amazonie par le rio Oyapok, frontière naturelle entre le Brésil et la Guyane. Prix: 6.700 F - 13 jours - 8 à 12 participants.

EXPLORATOR 25 rue Cambasardes 75006 Paris - Tél. 286.68.24

venus à « une attitude commune »

De notre correspondant. Les deux présidents ont exprimé leur satisfaction de la coopération bilatérale. M. Giscard d'Estaing a traité des problèmes des Français d'Algérie. Il a marqué une distinction entre ceux qui vivent encore sur le sol algérien (il a promis à cet égard le doublement de l'allocation aux personnes âgées et le règlement de la question des transferts de fonds) et ceux qui ont quitté le pays: il a indiqué qu'il n'avait pas voulu paraître faire du problème des rapatriés un « préalable » à la visite, mais qu'il doit continuer à faire l'objet de l'attention et de la préoccupation nationale. Sur un ton très ferme, il a affirmé que tous les engagements pris à ce sujet pendant la campagne présidentielle ont été tenus: « Je mets qui que ce soit au défi, a-t-il lancé, de vous dire le contraire. »

M. Boumediène à l'ambassade de France la cordialité exceptionnelle des relations

De notre envoyé spécial. L'ambassadeur algérien à Paris, M. Boumediène, a été reçu par le ministre des Affaires étrangères, M. Giscard d'Estaing, le 14 avril. M. Boumediène a exprimé sa satisfaction de la coopération bilatérale. M. Giscard d'Estaing a traité des problèmes des Français d'Algérie. Il a marqué une distinction entre ceux qui vivent encore sur le sol algérien (il a promis à cet égard le doublement de l'allocation aux personnes âgées et le règlement de la question des transferts de fonds) et ceux qui ont quitté le pays: il a indiqué qu'il n'avait pas voulu paraître faire du problème des rapatriés un « préalable » à la visite, mais qu'il doit continuer à faire l'objet de l'attention et de la préoccupation nationale. Sur un ton très ferme, il a affirmé que tous les engagements pris à ce sujet pendant la campagne présidentielle ont été tenus: « Je mets qui que ce soit au défi, a-t-il lancé, de vous dire le contraire. »

Les deux présidents ont exprimé leur satisfaction de la coopération bilatérale.

M. Giscard d'Estaing a traité des problèmes des Français d'Algérie. Il a marqué une distinction entre ceux qui vivent encore sur le sol algérien (il a promis à cet égard le doublement de l'allocation aux personnes âgées et le règlement de la question des transferts de fonds) et ceux qui ont quitté le pays: il a indiqué qu'il n'avait pas voulu paraître faire du problème des rapatriés un « préalable » à la visite, mais qu'il doit continuer à faire l'objet de l'attention et de la préoccupation nationale. Sur un ton très ferme, il a affirmé que tous les engagements pris à ce sujet pendant la campagne présidentielle ont été tenus: « Je mets qui que ce soit au défi, a-t-il lancé, de vous dire le contraire. »

Les deux présidents ont exprimé leur satisfaction de la coopération bilatérale.

M. Giscard d'Estaing a traité des problèmes des Français d'Algérie. Il a marqué une distinction entre ceux qui vivent encore sur le sol algérien (il a promis à cet égard le doublement de l'allocation aux personnes âgées et le règlement de la question des transferts de fonds) et ceux qui ont quitté le pays: il a indiqué qu'il n'avait pas voulu paraître faire du problème des rapatriés un « préalable » à la visite, mais qu'il doit continuer à faire l'objet de l'attention et de la préoccupation nationale. Sur un ton très ferme, il a affirmé que tous les engagements pris à ce sujet pendant la campagne présidentielle ont été tenus: « Je mets qui que ce soit au défi, a-t-il lancé, de vous dire le contraire. »

Les deux présidents ont exprimé leur satisfaction de la coopération bilatérale.

M. Giscard d'Estaing a traité des problèmes des Français d'Algérie. Il a marqué une distinction entre ceux qui vivent encore sur le sol algérien (il a promis à cet égard le doublement de l'allocation aux personnes âgées et le règlement de la question des transferts de fonds) et ceux qui ont quitté le pays: il a indiqué qu'il n'avait pas voulu paraître faire du problème des rapatriés un « préalable » à la visite, mais qu'il doit continuer à faire l'objet de l'attention et de la préoccupation nationale. Sur un ton très ferme, il a affirmé que tous les engagements pris à ce sujet pendant la campagne présidentielle ont été tenus: « Je mets qui que ce soit au défi, a-t-il lancé, de vous dire le contraire. »

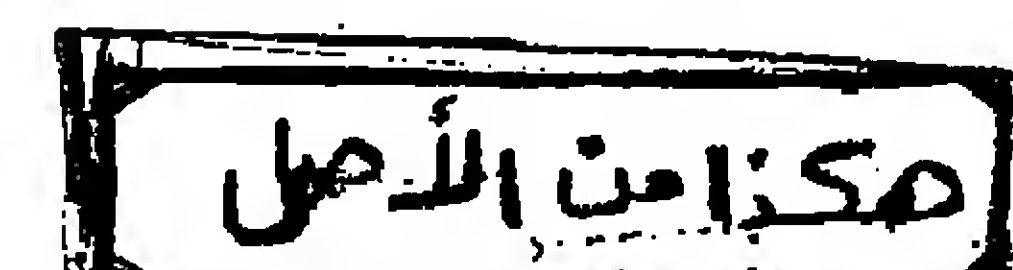
Le nouveau carnet d'adresses de Christofle dans votre ville

Pour que vous soyez conseillés et servis de façon irréprochable et que vous puissiez, à tout moment, compléter ou réassortir votre service d'orfèvrerie Christofle

- A PARIS PAVILLON ROYAL 12, rue Royale PAVILLON HANOYRE 31, boulevard des Italiens PAVILLON MUETTE 95, rue de Passy PAVILLON NATION 17, cours de Vincennes GALERIES LAFAYETTE 40, boulevard Haussmann GALERIES LAFAYETTE Centre Maine Montparnasse 22, rue du Départ Guy GRENIER 205, rue Saint-Martin A PARIS LA REINE BLANCHE 35, avenue des Gobelins ORFÈVRE DES TERNES 49, avenue des Termes PORCELAINOR 31, rue de Paradis A ARGENTEUIL Bijouterie VENDOME 15, place de la Commune de Paris A BOULOGNE ROUSSEAU 108, avenue E. Vaillant A CERGY M. LAMY AU ROUSSEAU Centre des Trois Fontaines A COURBEVOIE UTILUX "La boutique des cadeaux" 77, rue de Bezons A CRÉTEIL LA REINE BLANCHE Centre Commercial A FONTAINEBLEAU François AUCHÈRE 114, rue Grande A JUVISY S/ORGE GUERRAULT 15, Grande Rue A LA GARENNE-COLOMBES DUBREUIL 14, rue Voltaire A LAGNY LA COUPE D'OR 10, rue des Marches A LA VARENNE ST-HILAIRE MILHAU 91, rue du Bac AU CHESNAY PARLY II PAVILLON PARLY II Avenue de la Bretèche AU VÉSINET DUBREUIL 18, rue du Maréchal Foch A MEAUX TOURAULT-CHEREAU Angle rue du Grand Cerf A MELUN L'ART DU TEMPS 2, rue R. Pouteau A MELUN Jean TROUVÉ & Fils 6, rue du Presbytère A RUEIL-MALMAISON JAHAN 6, rue Harvet A SAINT-DENIS André HECK 42, boulevard Jules-Guesde A ST-GERMAIN-EN-LAYE Jacques DECAN 38, rue Au-Pain A SARTROUVILLE Jacques PARENIN 53, avenue Jean-Jaurès A TAVERNY CHARMILLE 6, avenue de Verdun A THIAIS GALERIES LAFAYETTE Centre Commercial Belle Epine A VÉLIZY VILLACOUBLAY PAVILLON CHRISTOFLE Centre Commercial Vélizy II A VERSAILLES BEHLE 15, rue Carnot A VINCENNES Jacques DECAN 29, rue du Midi

Pavillons Christofle et Concessionnaires exclusifs.

Pour vous servir et vous conseiller avec compétence.





EUROPE

Tchécoslovaquie

DANS UNE LETTRE AU PARLEMENT

M. Dubcek parle au nom de ceux qui « sont livrés au bon plaisir » du pouvoir

L'opposition socialiste tchécoslovaque vient de rendre publique le texte d'une très longue lettre que M. Dubcek a adressée, le 28 octobre 1974, au Parlement tchécoslovaque et au Conseil national slovaque, où il livre ses réflexions sur le régime actuel et se plaint de la surveillance continuelle que lui-même et ses proches doivent subir.

On y apprend que, à deux reprises dans des lettres adressées à son successeur, M. Husak, les 31 mai 1970 et 26 juin 1970, M. Dubcek avait protesté contre un tel harcèlement.

La lettre du 28 octobre dernier aux Parlements fédéral et slovaque constitue en fait une action politique. Dans ses réflexions sur le socialisme, M. Dubcek va plus loin qu'il n'était allé du temps où il était au pouvoir. Il y décrit en long et en large les diverses méthodes utilisées pour isoler et le surveiller, non dans l'espoir de faire cesser ces pratiques, mais pour en tirer la leçon politique. Il écrit notamment :

« La raison principale de cette lettre est le fait que la démocratie socialiste et la légalité sont foulées aux pieds (...). Un système totalitaire et de pouvoir personnel crée l'atmosphère la plus propice pour étouffer, au sein du parti, les principes de la démocratie interne et du centralisme démocratique. Le principe de la majorité est pratiquement annulé par des moyens et des instruments divers, le champ est libre aux abus de pouvoirs des forces armées, et avant tout du ministère de l'intérieur. (...) »

« Leur loi de dérivation s'étend même sur les tribunaux et les parquets, lesquels ont perdu de puis longtemps leur physionomie et leur mission véritables. Ils sont dans les mains du ministère de l'intérieur et en dépendent totalement. Il est impossible de parler de légalité si l'appareil judiciaire ne peut faire montre d'opposition. (...) »

« La tragédie est que cela ad- vient dans un Etat socialiste. (...) Je n'étais pas tout cela pour me défendre, mais pour porter plainte au nom de tous ceux qui sont livrés au bon plaisir de cette lotte d'araignée, presque invisible, mais d'autant plus sensible. (...) »

POLITIQUE

LE CNIP SE RÉSERVE LE DROIT DE JUGER LE GOUVERNEMENT

Le conseil national du Centre national des indépendants et paysans, réuni à Montrouge (Haut-de-Seine), les 12 et 13 avril, a adopté une motion dans laquelle il rappelle son engagement dans la majorité présidentielle et approuve l'alliance réalisée avec la Fédération nationale des républicains indépendants, rendue publique le jeudi 10 avril, sur la base d'une confédération des indépendants.

M. Jean Legendre, ancien député, président du conseil régional de Picardie, usaire de Compiègne, a affirmé, en présentant le rapport établi par la commission de politique générale : « Ce n'est pas nous qui avons inventé le « oui mais », nous pouvons quand même l'utiliser. (...) Nous ne devons pas avoir de complexe d'infériorité à l'égard des républicains indépendants n'ont une implantation locale que les Républicains indépendants n'ont pas. »

L'Union socialiste de France présentera mardi 15 avril, à 20 h. 30, 86, fg Saint-Antoine, à l'occasion du 27<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'Etat d'Israël, le film israélien *Salah Schabbat*, réalisé par M. Ephraïm Kishon avec la vedette du Violon sur le toit, Haim Topol.

Les C.D.R. veulent devenir « une force de proposition »

Le congrès extraordinaire des Comités pour la défense de la République, qui s'est tenu samedi 12 avril à Bagnolet, a consacré le ralliement de la majorité des délégués, au nombre de trois cents environ, à la thèse soutenue par leur secrétaire général, M. Yves Lancelin : ce dernier était partisan de transformer les C.D.R. en organisme de réflexion.

M. Lancelin s'est cependant heurté dans son entreprise à une certaine opposition, qui s'est manifestée samedi après-midi par les interventions de délégués de plusieurs sections de province (la Charente-Maritime et le Calvados principalement) et des membres du bureau national et des C.D.R. jeunes. La résistance aux changements proposés par le secrétaire général, qui avait engagé sa responsabilité sur leur adoption par le congrès, était surtout fondée sur la crainte qu'éprouvaient certains responsables de voir leur mouvement abandonner toute référence explicite au gaullisme et se mettre — hypothèse qui rencon-

trait, sitôt émise, une réprobation unanime — à « faire de la politique ».

M. Yves Lancelin avait pris soin de mettre ses amis en garde contre leur tentation éventuelle de demeurer « les anciens combattants de mai 1968 » et de souligner à leur intention que « l'action n'est pas possible sans réflexion ». Ils ont, en tout cas, adopté, par 9 275 mandats contre 1 147, le manifeste qu'il proposait, « Pour que la France avance », et modifié l'appellation des C.D.R. sinon leur sigle : ils constituent désormais le Rassemblement pour le civisme, le dialogue et le renouveau.

« Être utile au pays »

Au cours du congrès, M. Yves Lancelin, secrétaire général, a déclaré :

« Il nous faut avant tout chercher le moyen d'être utile au pays tel qu'il est actuellement. La situation de 1975 n'étant plus celle de 1968. Tant de choses ont changé entre-temps ! A situation nouvelle doit correspondre une attitude nouvelle. (...) »

« Si deux années durant nous avions pu craindre une victoire du programme commun, qui aurait livré aux communistes des leviers dont ils n'auraient pas manqué de se servir tôt ou tard, avec toutes les conséquences que l'on connaît, voilà que le P.C. a laissé tomber le masque et repris son vrai visage. Cela s'explique très bien : il pouvait accepter de tenir le second rôle dans une perspective de victoire électorale ; il ne pouvait tolérer de perdre du terrain sur son allié si cette perspective s'éloignait. (...) »

« N'aurions-nous pas accès aux idées, nous dont les rapports adoptés dans les différents congrès ont souvent précédé l'événement, comme s'il n'était pas vrai que de nos jours, les idées sont souvent lancées hors de l'« establishment » ? (...) »

« Soyons donc, sans complaisance, une force de proposition. Ne nous contentons pas d'attendre que des événements graves viennent à se produire pour justifier notre existence. Pour nous, le danger totalitaire doit demeurer une préoccupation, mais ne jamais devenir une obsession. » — E. B.

GUADELOUPE : le P.C.F. ne souhaite pas la rupture avec la métropole.

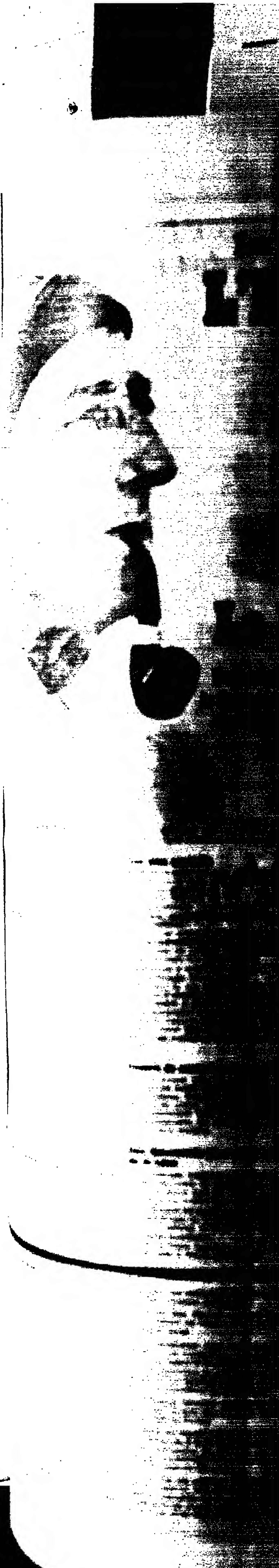
M. Etienne Fajon, député de la Seine-Saint-Denis, membre du bureau politique du P.C.F., vient notamment de déclarer, à Pointe-à-Pitre, au terme d'un séjour aux Antilles, à la tête d'une délégation de son parti : « Le parti communiste français apporte tout son appui au droit du peuple guadeloupéen à disposer de son avenir, mais il ne veut pas de rupture avec la France. Le nouveau statut devrait, au contraire, renforcer les liens d'amitié traditionnels entre les deux peuples. (...) Une assemblée siégeant hautement représentative des aspirations de la majorité des Guadeloupéens, devra étudier les modalités du statut désiré et en discuter avec le gouvernement français. »

POSITIONS ET PROPOSITIONS

● Prenant la parole au cours d'un meeting organisé à Tarbes par les trois formations politiques de gauche signataires du programme commun, M. René Billères, ancien président du parti radical, sénateur des Hautes-Pyrénées, a notamment déclaré : « La bataille de la gauche continue. » Evoquant les attaques dirigées contre le P.C.F., M. Billères a ajouté : « Nous devons dire avec la plus grande clarté que toute attaque portée contre une formation de l'union est une attaque contre l'union tout entière. »

● M. Jean-Paul Fasseau, président de l'U.J.F., a affirmé à Dijon, l'indépendance de sa formation par rapport à la majorité, dénonçant « le projet néo-républicain de l'U.D.R. à l'égard des Jeunes Gaullistes ». A propos de la politique du gouvernement, le président de l'U.J.F. a déclaré qu'à l'exception des réformes du vote des jeunes à dix-huit ans, de la contraception et de la libéralisation de l'avortement, « tout le reste n'était que recherche du sensationnel et de la démagogie ».

● M. Charles Herru, membre du comité directeur du P.S. et spécialiste des questions militaires a estimé, au cours d'une réunion publique tenue à Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), que « quot qu'en dise M. Jacques Chirac, le problème de notre indépendance nationale dans le cadre de l'alliance atlantique était posé. Parler du statu-quo atlantique, a-t-il dit, n'est pas exact. Il ne s'agit d'ailleurs pas tant de l'OTAN qu'en droit strict nous n'avons pas rejointe, que de l'Alliance elle-même, laquelle, depuis la déclaration d'Otava signée par la France, devient de plus en plus politiquement contraignante ».



# Voyage d'affaires. La carte du Diners ignore les frontières.

① Dans tous les aéroports du monde on retrouve une file d'attente devant le guichet de change. C'est la file de ceux qui n'ont pas la carte du Diners Club. Avec la Carte du Diners Club, pas besoin de monnaie, c'est une monnaie dans 113 pays.

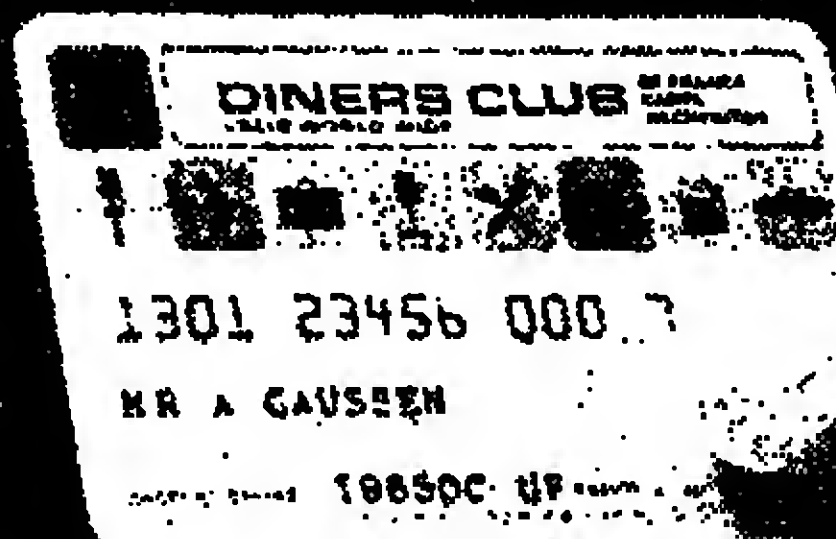
Avec la carte du Diners Club, plus besoin de vous préoccuper, avant de partir, du montant des devises à emporter, vous avez exactement l'argent qu'il vous faut.

Sur place, pas besoin de vivre dans la hantise de tomber en panne d'argent, la carte du Diners Club c'est de l'argent en réserve: vous pouvez payer hôtels, restaurants, location de voitures, billets d'avion, cadeaux...

Au retour, vous n'avez pas à regretter des achats que vous auriez pu faire: votre carte vous a permis de les faire. Vous ne vous retrouvez jamais avec des billets en trop qui risquent par ailleurs de se dévaluer.

Avoir une carte du Diners Club, c'est savoir voyager. Dans le monde d'aujourd'hui, Diners Club de France, 18-20 rue François 1<sup>er</sup> 75008 Paris. 225.28.37. **Diners Club**

Pour payer dans 113 pays.





### Les C.D.R. veulent devenir une force de proposition

Le Congrès extraordinaire du Comité démocratique de la République (C.D.R.) s'est ouvert à Paris le 14 avril. Les dirigeants de ce mouvement, qui ont été élus par les citoyens lors des élections municipales de 1970, ont déclaré qu'ils voulaient devenir une force de proposition.

M. Luchaire, président du C.D.R., a déclaré que le mouvement avait pour but de défendre les intérêts des citoyens et de proposer des solutions aux problèmes de la société. Il a souligné que le C.D.R. n'était pas un parti politique, mais un mouvement de citoyens qui cherchait à influencer les décisions gouvernementales.

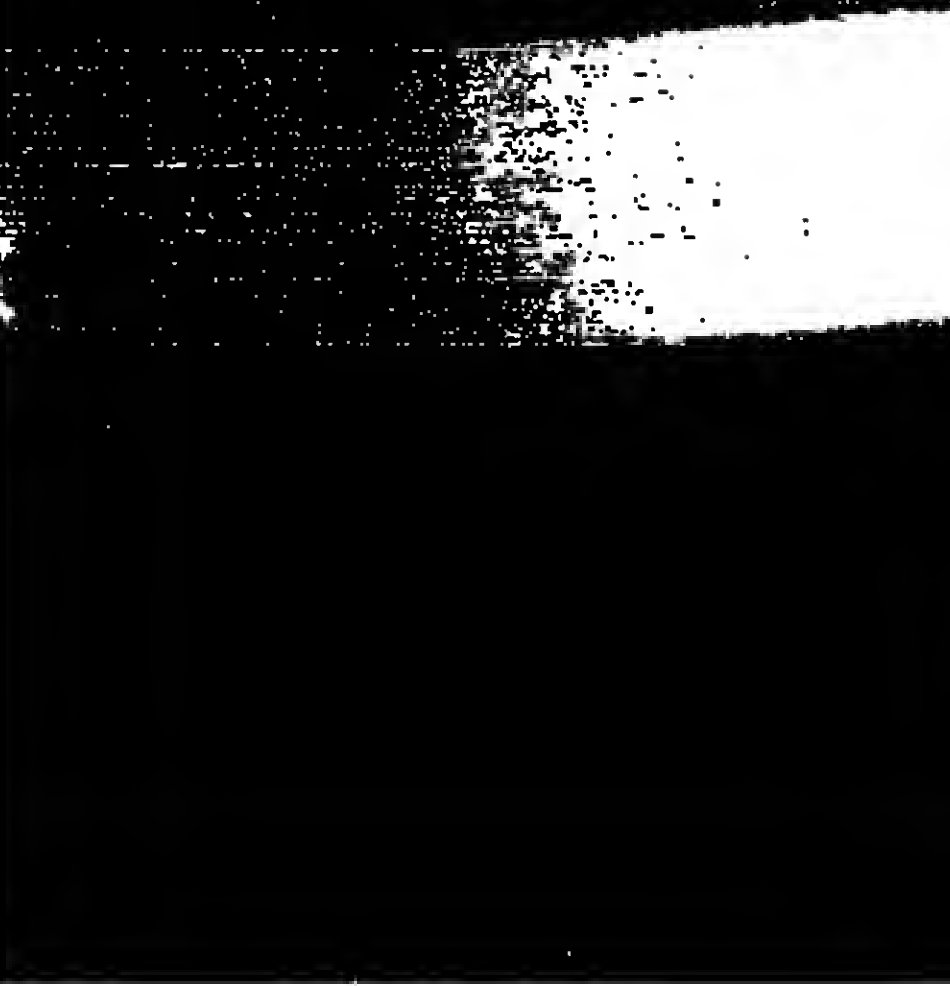
Le Congrès a adopté une déclaration de principes qui affirme que le C.D.R. est un mouvement démocratique, indépendant et non-aligné. Il se propose de participer à la vie politique française en proposant des idées et des solutions.

## res. ners

## S.

## F.

## ab



# Les Editions Robert Laffont présentent L'ENCYCLOPÉDIE COUSTEAU

## Le Monde des Océans

Parvenu à la soixantaine, le Commandant COUSTEAU réalise l'œuvre de sa vie. Découvrez avec lui les secrets des profondeurs.

• 3 000 pages grand format

Entièrement imprimées en quadrichromie sur papier couché véritable des papeteries JOB de 160 grammes. Reliure plein Reluskin bleu nuit, grain gelucha, trappé au plat et au dos à l'or et à la pâte d'opres des lers originaux du Maître graphiste Alain Meylan inspirés d'une médaille antique, gardes en papier chiffon Balkis, tranche-filés et signet.

• Plus de 3 500 documents en couleurs :

Camera ou poing, vous allez pénétrer dans les gouffres sous-marins. L'étonnement vous attend à chaque page, et l'émerveillement. Car la plupart de ces photos, vous ne les avez jamais vues : elles n'avaient jamais été publiées. Beaucoup font partie de la collection personnelle du Commandant Cousteau, qui vous livre ici des documents recueillis tout au long de sa passionnante épopée scientifique. De plus, spécialement pour cette édition, J.-Yves Cousteau a fait réaliser de très nombreux diagrammes et des schémas qui parleront à tous.

• Un style vivant :

Le texte distrayant, sérieux mais jamais aride fait de "L'Encyclopédie Cousteau" un instrument irremplaçable de connaissance et une passionnante lecture dont tous les membres de votre famille tireront le plus grand profit.

• Pour vos enfants, un indispensable ouvrage de référence :

Pensez à ce que vos enfants, petits ou grands, apprendront — et avec quel enthousiasme — dans ces dix volumes. Ils y trouveront ce qu'aucun manuel ne leur a jamais offert : un cycle complet d'initiation au monde inconnu des océans, qu'ils assimileront sans le moindre effort.

### DEUX RAISONS SUPPLÉMENTAIRES DE VOUS DÉCIDER TRÈS VITE.

Un très beau cadeau accompagnera le premier volume de votre collection. D'exceptionnelles facilités de règlement aux souscripteurs.

Une lourde médaille de 220 g a été réalisée en tirage limité, hors commerce, spécialement à l'intention des souscripteurs de "L'Encyclopédie Cousteau". Au cours de cette campagne de souscription, d'exceptionnelles facilités de règlement sont consenties. Elles vous permettent, en vous mettant à l'abri des hausses inévitables en période d'inflation, de faire un véritable placement.

Patinée à l'ancienne, elle représente sur une face le Commandant Cousteau accablé de son célèbre bonnet de laine, la pipe à la bouche, et sur l'autre la Calypso.

Cette pièce de collection, qui sera d'un bel effet dans votre bibliothèque ou sur votre bureau, ne manquera pas de prendre de la valeur, année après année.

Vous la recevrez en cadeau de bienvenue en même temps que le premier volume de votre collection. assurement sans commune mesure avec celui que vous aurez payé vous-même parce que vous aurez su la constituer au bon moment.

Adressez ce BON DE DOCUMENTATION à  
CENTRE FRANÇAIS D'ÉDITION ET DE DIFFUSION  
25, rue Murillo - 75008 PARIS - Tél. : 622.17.11

NOM : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
N° de téléphone : \_\_\_\_\_

désire obtenir GRATUITEMENT et SANS AUCUNE OBLIGATION DE MA PART, une information complémentaire sur L'ENCYCLOPÉDIE COUSTEAU - Le Monde des Océans - éditée par ROBERT LAFFONT.

**Le Commandant Cousteau, vous connaissez...**  
Depuis trente-huit ans, il explore les océans, non seulement en naviguant à leur surface, comme les grands navigateurs d'autrefois, mais en parcourant les mystères de leurs profondeurs. Son navire, la Calypso, restera dans l'histoire aussi célèbre que la Santa Maria de Christophe Colomb. Parce que le Nouveau Monde qu'il a fait découvrir aux hommes recèle à la fois tous les mystères de l'origine de la vie sur la Terre et toutes les chances d'avenir de l'homme.

**Et la mer, la connaissez-vous ?**

Sans doute un peu : ce que vous en avez vu d'une plage de vacances, ou du pont d'un bateau... Peut-être à travers un masque de plongée. Plus probablement grâce à la moisson d'images rapportées par les équipiers de la Calypso et diffusées par toutes les télévisions du monde, ou par l'un des ouvrages déjà anciens du Commandant Cousteau. Et cette mer sans frontière vous apparaît comme l'ultime ressource des hommes, après le sacage des terres.

**Une évidence terrifiante**

Les premiers voyageurs de l'espace ont confirmé votre diagnostic. Remis dans l'atmosphère terrestre, ils ont tous transmis le même message : la vie sur notre planète est un miracle prodigieux et ce miracle, c'est aux Océans que nous le devons.

Or, au terme de toutes ses années d'exploration et d'études, une évidence est apparue au Commandant Cousteau : l'homme est en train d'assassiner la mer. Qu'il poursuive son œuvre de destruction, et c'en sera fini de l'espèce humaine.

Tout ce qui vit sur notre globe, depuis les organismes mono-cellulaires jusqu'à l'homme, trouve son origine dans l'eau. Mais l'homme a acquis le terrible pouvoir de stériliser les Océans. Et s'il ne met pas un terme à son entreprise de destruction, la planète Terre rejoindra bientôt l'immense troupeau des astres morts.

**Cette vie qu'une science folle menace, seule une science sage peut la préserver**

Le Gdt Cousteau sait qu'il ne suffit pas de coller à l'arrière de sa voiture une vignette "Sauvons la Mer" pour que la menace soit écartée. Pour que la mer soit préservée, et avec elle notre propre survie, il faut que les hommes apprennent à la connaître.

Voilà pourquoi, aidé de toute son équipe, il a rassemblé les matériaux de cette Encyclopédie de la Mer, ouvrage

sans précédent que la presse du Nouveau Monde salue comme l'une des œuvres les plus importantes du XX<sup>e</sup> siècle.

**Une idée nouvelle**

Plusieurs ouvrages du Commandant COUSTEAU ont déjà figuré sur la liste des best-sellers : "Le Monde du Silence", sorti des presses en 1953, "Les Requins" en 1956, "Vie et Mort des Coraux" en 1971... et ont fait l'objet de nombreuses rééditions. "L'Encyclopédie Cousteau" en 10 volumes doubles, actuellement en cours de parution, est entièrement inédite.

Œuvre de savant, l'Encyclopédie Cousteau se veut néanmoins accessible au plus large public. Vous n'y trouverez donc pas ce jargon pseudo-scientifique qu'affectionnent trop souvent les spécialistes.

Mais vous y apprendrez tout ce que l'homme doit savoir sur le Monde des Océans : Comment la vie apparut dans le milieu marin il y a des millions d'années. Comment elle évolua jusqu'à l'apparition de l'homme. A quelles lois naturelles obéissent les espèces pour maintenir cet équilibre biologique que l'homme menace de rompre aujourd'hui. Quelles mesures doivent être prises pour sauvegarder les immenses ressources dont une sage exploitation peut assurer la survie de notre espèce.

**Œuvre de savant, mais aussi de poète**

On ne passe pas impunément sa vie à burlinquer sur toutes les mers du monde à la découverte des merveilles des océans. Savant, le Commandant Cousteau fait aussi œuvre de poète, quand il recherche par exemple les sources lointaines des vieilles légendes de la mer, sirènes ensorceleuses de marins ou monstres dévastateurs de continents entiers.

**Des documents plus rares que les premières photos de la Lune**

Les hommes disposent aujourd'hui d'excellentes photographies de toute la surface de la lune (y compris sa face cachée) alors que les 3/4 de la surface de la planète sur laquelle ils vivent leur sont pratiquement inconnues. Les images extraordinaires que le Commandant Cousteau a rapportées de 38 années d'exploration sous-marine constituent l'album le plus rare et le plus précieux que vous puissiez posséder.

Vous ne vous lasserez pas de les admirer et de les faire découvrir à votre entourage.

sés par les requins-pèlerins groupés pendant l'hiver en vastes colonies dormantes. Il existe des étoiles de mer australiennes qui peuvent entièrement se reformer à partir d'un fragment d'un seul de leurs bras.

Pour maintenir leur température interne à un niveau constant et conserver leur poids, les loutres doivent consommer jusqu'à 8 kg par jour d'ormaux, crabes et oursins, ce qui équivaut au quart de leur poids, alors que la ration alimentaire quotidienne de l'homme est égale à un peu plus du centième de son poids.

La baleine secrète approximativement 700 litres de lait par jour, et son lait contient 50 % de graisses, contre 4 à 8 % chez la vache.

Le thon ne cesse jamais de nager. Il se meut à une vitesse moyenne de 8 à 12 km/h mais il est capable pendant quelques secondes de pointer de 70 km/h. Un thon rouge a parcouru environ 8 000 km des eaux de Floride aux côtes de Norvège en 50 jours.

Alors que les oiseaux, à température constante élevée (39-41°C), passent leur journée à manger, les reptiles à température variable ne se nourrissent que très rarement. Les plus grands d'entre eux, les pythons et les boas, ne font pas plus d'un repas par mois ou par trimestre.

سكزاجن الأصيل



صكنا من الأصل

POLITIQUE

Rapprochement envisagé entre les radicaux de gauche et les minoritaires du parti radical et du Centre démocrate

M. Jacques Pelletier, sénateur de l'Aisne, ancien vice-président du Centre démocrate, qui après avoir refusé, le 24 avril 1974, de soutenir la candidature de M. Giscard d'Estaing, avait créé le CERRA (Groupe d'études réforme et action), et M.M. Léon Horvath, maire de Saint-Gratien (Val-d'Oise) et Claude Catesson, conseiller municipal de Lille, qui animent pour la même raison la tendance « Combat radical-socialiste » au sein du parti radical de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, ont fait ratifier par les délégués de leur deux formations, réunis en assemblée nationale à Orléans, samedi 12 avril, le projet de création d'une nouvelle alliance, l'AGIR (Alliance dans la gauche pour l'initiative et la réforme).

Le vingt-cinquième anniversaire de la mort de Léon Blum

« Le socialisme ne s'identifiera jamais pour nous à un moyen d'oppression » proclame M. François Mitterrand

Lille. — La manifestation du souvenir organisée le dimanche pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort de Léon Blum a été l'occasion d'une profession de foi de M. François Mitterrand, qui a développé ce thème à partir de l'enseignement de Léon Blum : les valeurs essentielles du socialisme vont au-delà de la seule explication mécanique du rapport des forces de production. « Léon Blum, a-t-il dit, a porté au niveau de la synthèse ce que nos adversaires nous reprochent comme contradiction et qui est l'essence du socialisme. Il a associé les valeurs permanentes et universelles aux valeurs du socialisme. Il faut se débarrasser de ces valeurs que nous ont léguées des générations précédentes, sous prétexte que la bourgeoisie les emploie pour mieux garder son pouvoir. »

A L'ISSUE DE SON NEUVIÈME COLLOQUE NATIONAL

Le CERES veut « sortir l'union de la gauche du blocage où elle se trouve »

Samedi 12 et dimanche 13 avril s'est tenu à Sarcelles le neuvième colloque national du Centre d'études de recherches et d'éducation socialiste (CERES), sur le thème « Unité et autogestion ». « Ces problèmes, pour nous, sont liés, car qu'est-ce que l'autogestion sans l'unité ? Un rêve. Et l'unité sans l'autogestion est une utopie vide de contenu », a déclaré M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, qui est l'un des dirigeants de ce courant du parti socialiste né en 1966 et groupant plus du quart des militants du P.S. Trois cent cinquante personnes environ représentant quatre-vingt-dix délégations de quartier ou d'entreprises y ont participé. « Toute la France est partie à de nombreuses réunions. Si le thème abordé n'a rien de très nouveau, le contexte politique du débat lui a donné beaucoup d'intérêt. C'est la première rencontre nationale de militants du CERES depuis le congrès du parti socialiste de Pau, où les représentants de cette tendance ont été écartés du secrétariat national du parti. Elle précède deux conventions du P.S. l'une sur les rapports avec le P.C. (13-14 mai), l'autre sur l'autogestion (21 juin).

Le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Offre un dossier complet sur : MUTUELLES ET COOPÉRATIVES

Envoyez 6 francs (timbres ou chèques) à APRÈS-DEMAIN 27, rue Jean-Dalton, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (40 F d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

LES ASSISES DU « NOUVEAU CONTRAT SOCIAL » M. Edgar Faure voudrait être l'« accélérateur » du giscardisme

Poitiers. — La bonne organisation du colloque du « nouveau contrat social » qui s'est tenu du 11 au 13 avril à Poitiers démontre amplement que le club du président Edgar Faure a abandonné l'austérité que lui imposait jadis son attitude hésitante et ambiguë pour le confort osseux que procure la certitude d'aujourd'hui. Certitude la grande en affirmée de n'appartenir désormais qu'à la nouvelle majorité présidentielle à laquelle il appelle, certes, les opposants à se rallier, mais sans trop d'espérance. Certitude aussi que les membres du contrat social en général, et que son président et son équipe en particulier, sont les seuls capables de proposer aux dirigeants du pays des solutions originales mais efficaces aux problèmes de l'heure.

Come ce qui préoccupe le plus les Français en ce moment est l'accroissement du chômage. M. Edgar Faure a choisi de s'exposer dans son discours de clôture que sa conception du « droit au travail pour

tous », à l'exclusion de tout autre sujet. Il a ainsi voulu fournir un contenu à la notion de « société libérale avancée » chère à M. Giscard d'Estaing. L'ancien président du conseil a repris la démonstration qu'avait brillamment faite M. Alain Cotin, professeur de droit sur la « problématique » de la crise. Si M. Edgar Faure a été plus fluide et imprévis que ses prédécesseurs, c'est qu'il importe avant tout de créer un choc psychologique dans le pays et de convaincre le pouvoir de cette prise de conscience qui devrait se manifester par l'élaboration d'un « plan social » comportant comme postulat l'emploi de tous les Français. Pour le moment, le slogan importe plus que les recettes. Elles viendront de surcroît. M. Edgar Faure. Cette revendication n'est toutefois pas présentée comme une contestation de l'action gouvernementale mais comme une offre d'aide, un secours. En somme, M. Edgar Faure se voudrait l'« accélérateur » du giscardisme, et tout au long de

De notre envoyé spécial

l'action sociale du gouvernement. Elle relève des lacunes et ajoute : « Je pense que s'il est nécessaire que les pouvoirs publics définissent des politiques nouvelles, il est non moins indispensable d'offrir, au moins de la vie locale et de la vie associative, la possibilité à un grand nombre de volontaires d'exercer des respon-



(Dessin de CHENZ.)

Les élections cantonales et municipales

ARDECHE : canton de Saillères (1<sup>er</sup> tour). Inscr. 4 870 ; vot. 3 042 ; suff. expr. 3 002. M.M. Frédéric Bertrand, maj. prés., maire de Saint-Romain-d'Ay, 2 270 voix. Et. Georges Aubaud, 2<sup>e</sup> P.S., cons. mun. d'Annonay, 384 ; Jaime Llovet, P.C., 139.

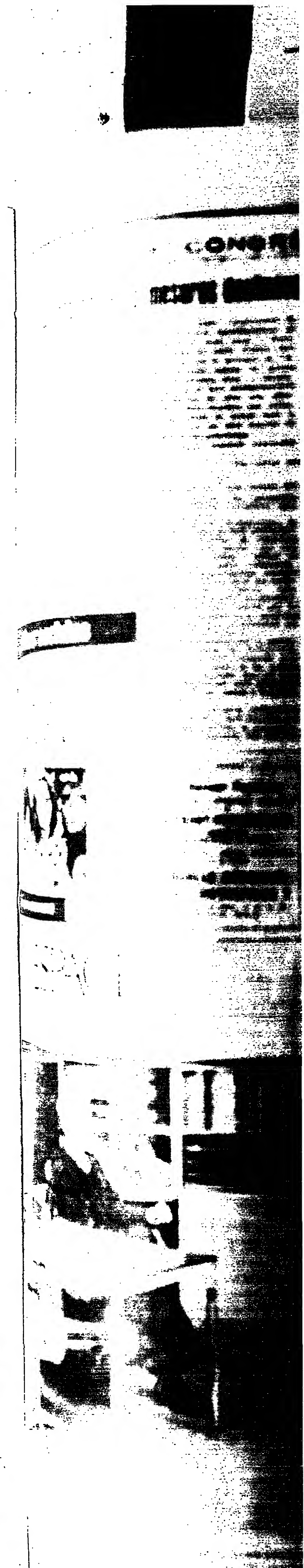
VAUCLUSE : canton de Bollène (2<sup>e</sup> tour). Inscr. 12 259 ; vot. 8 890 ; suff. expr. 8 642. M.M. Georges Sabatier, P.C., 4 977 voix. Et. Georges Aubaud, sans étiqu., maire de Bollène, 3 665.

CANTAL : Saignès (1<sup>er</sup> tour). Inscr. 577 ; vot. 16 ; suff. expr. 16. Ces 16 voix se sont portées sur des noms différents. Il y a ballottage.

stabilités dans les domaines où l'intervention publique est mal adaptée, quels que soient le détachement et la compétence de leur adhésion individuelle aux grandes options définies par le président de la République. La négociation d'un accord entre eux, au sein d'un comité mixte, est bien sûr, une fin en soi, mais elle n'est que le point de départ d'une véritable prise de conscience collective. Je verrais les germes d'une renaissance du mouvement socialiste dans les options fondamentales présentées par le président de la République, à être validées ou conjuguées par ce traité supra-évoque

problème par un système d'indemnisation que dément l'homme, c'est d'être productif, créateur, participant. Ce n'est pas d'être indemnisé pour ne pas être tout cela. M. Edgar Faure propose de renforcer l'Agence nationale pour l'emploi, créer une agence nationale d'assistance à la conversion, encourager les entreprises à pratiquer le chômage partiel pour éviter le chômage total, rendre plus intéressants certains travaux et rémunérer mieux le travail pénible, animer des zones rurales, favoriser les investissements créateurs d'emplois, modifier l'assiette de la sécurité sociale pour ne pas la faire peser entièrement sur les salaires. Quant à l'intervention régionale, elle impose, selon M. Edgar Faure, « la création d'observatoires où l'on connaisse mieux les situations et les évolutions locales, des équipements collectifs régionaux, la formation professionnelle assurant un recyclage automatique, une garantie du premier emploi aux jeunes, la création de nouvelles entreprises en milieu rural pour créer des emplois ». Quant au coût, M. Edgar Faure ne veut pas pour le moment l'envisager, mais il estime : « En 1966, une augmentation de 25 % de cotisations a été créée et la solution la moins onéreuse. »

COLLECTIONNEUR ESPAGNOL. ACHÈTE. TABLEAUX ESPAGNOLS XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIÈCLES. M. Anglada-Camarasa, Arozuel, Artele, Barrio, G. Barcia, J. Beñavente, Aureliano de Berete, G. Bilbao, R. Canals Carriosa, Casanova y Estoroch, R. Casas, Pascho Cobián, J. Cosachs, V. Cusani, U. Checa, Domingo-Marquez, Domingo Jimeno, Roberto Dominguez, Escobedo, Farney, G. Galvez, J. Gallegos, Garcia Ramo, Casas, F. Gimeno Gutierrez Salas, Jimenez-Aranda, Lasa y Escobedo, Liciano, E. Lucas, Lucas-Villanovi, G. Perez-Villanovi, Abades, S. Martinez-Carbella, E. Martinez-Carbella, de Uzcio, Martinez, J. Mir, F. Miralles, Masarelli, S. Masillas, Munoz-Doyrañ, J. Marilla, J. Navarro, F. Pradilla, Duya de Rosoles, I. Ramero de Torres, A. Remon, Riancho, M. Rizo, S. Riestra, P. Delaserra, Salinas, E. Sala, Sanchez-Barbudo, Sanchez-Perrier, J. Maria-Serra, E. Simoner, J. Sorolla, M. Urdal, Ramon de Zubizarra, Valentin de Zubizarra, J. Zabala, Zabala, Harria.



PROTESTATION DE LA GAUCHE

Pour protester contre le venue à Poitiers de M. Jacques Chirac, les partis de gauche (P.C., P.S., P.S.U.) et les organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., FEN et UNCAL) ont organisé une manifestation qui a rassemblé samedi 12 avril un millier de personnes selon les milieux officiels, plus de deux mille selon les organisateurs.

Le parti communiste a, au cours d'une conférence de presse, donné son avis sur les thèmes développés au cours du colloque : « Le nouveau contrat social se caractérise par la rencontre de la technocratie et de la médiocrité. C'est la récupération du royaume universitaire et technocratique autour d'Edgar Faure. Le colloque est une recherche désespérée pour trouver à la crise des solutions qui ne remanent pas en cause le système lui-même ; c'est d'ailleurs le sens général de la libéralisation réformatrice du pouvoir. »



LE X<sup>e</sup> CONGRÈS DU M. N. E. L.

M. Poniatowski annonce une série de mesures destinées à assainir la situation financière des collectivités locales

Mâcon. — Le dixième congrès du Mouvement national des élus locaux s'est réuni du vendredi 11 au dimanche 13 avril à Mâcon. Il a principalement été marqué par une longue intervention de M. Michel Poniatowski, samedi matin. Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a en effet choisi la tribune du M.N.E.L. pour présenter un important plan de réforme des finances locales et apporter quelques précisions sur la prochaine réforme de la loi électorale municipale.

M. Poniatowski a ainsi voulu répondre à l'inquiétude croissante d'élus locaux, venus de tous les horizons politiques, devant les difficultés financières éprouvées par les communes. Inquiétude que reflétait, par exemple, l'importance de la dernière en date de leurs manifestations de mauvaise humeur, laquelle avait réuni à Paris une semaine auparavant, six mille d'entre eux. Le plan de sauvegarde que le ministre de l'Intérieur a présenté s'articule autour de quatre grandes réformes. Deux d'entre elles — remplacement de la patente par la taxe professionnelle avec une phase transitoire de trois ans, affectation du produit de la taxe foncière aux collectivités locales — font l'objet de textes dont la discussion par le Parlement est déjà inscrite au programme de la session de printemps.

par le ministre répondant à ce que la majorité des élus locaux — des mouvements de gauche au très sage M.N.E.L. — réclamaient depuis de nombreuses années. Encore l'une d'elles n'y répond-elle pas sans une certaine ambiguïté. Le remboursement aux communes de la T.V.A. qu'elles payent sur leurs dépenses d'équipement, ne peut que satisfaire, une fois franchie l'étape transitoire prévue, les innombrables maires qui le demandaient depuis longtemps. La reprise en charge par l'Etat d'un certain nombre d'activités dont les communes assurent les frais pour tout ou pour partie, — justice, police, aide sociale, communications, construction scolaire, par exemple, —

est en revanche une mesure à double effet : elle contribuera à coup sûr à rétablir l'équilibre financier des communes ; mais, d'une certaine façon, elle contredit un peu la notion de pouvoir local en étant, avec les charges financières, une part de responsabilité aux communes. La plupart des congressistes du M.N.E.L. ont accueilli, samedi, les propos du ministre de l'Intérieur avec une grande satisfaction : au point que le reste du congrès, en dehors de l'intervention dimanche de M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a principalement consisté à se féliciter des réformes annoncées.

BERNARD BRIGOULEIX.

De notre envoyé spécial

Education, de l'aide sociale, des communications, des personnels départementaux travaillant dans les préfectures.

A propos du remplacement de la patente par la taxe professionnelle, le ministre de l'Intérieur explique que le projet « vise cinq objectifs principaux : alléger les charges des petits redevables ; mettre fin aux injustices résultant de l'archaïsme du tarif des patentes ; répartir les patentes exceptionnelles, et créer une recette qui ait une base évolutive et progresse de manière plus satisfaisante que la patente actuelle ».

Le projet retenu par le gouvernement, expose M. Poniatowski, prévoit une base composée pour moitié de salaires et de valeurs locatives réévaluées tous les deux ans (elle pourrait ainsi progresser de 10 % par an, contre 2 % actuellement).

En ce qui concerne l'affectation du produit de la taxe foncière aux collectivités locales, et principalement aux communes, elle pourrait

faire bénéficier ces dernières d'environ 25 milliards de francs de recettes annuelles, indique M. Poniatowski.

A propos du remboursement partiel de la T.V.A. payée par les communes, le ministre souligne qu'à partir de la fin de l'année une « option pour la taxe à la valeur ajoutée » sera possible. Le choix d'un tel système permettra, pour les régies municipales existant dans certains grands secteurs (eau, abattoirs, marchés d'intérêt national, voirie, etc.) de se faire rembourser la taxe qui a grevé leurs investissements, ce qui représentera une somme d'environ 300 millions de francs en 1976.

Ce qui, précise le ministre, oblige les communes choisissant une telle formule « à tenir une comptabilité sans doute plus détaillée qu'elle ne le font actuellement ».

A propos de la rigueur qu'il recommande aux élus locaux dans leurs choix d'équipement, M. Poniatowski cite, sans le nommer, le cas « d'un des principaux dirigeants de l'opposition, maire d'une ville moyenne, qui a tenté d'équilibrer son budget par des recettes fictives, de rembourser des dettes en contractant de nouveaux emprunts », et ajoute :

« Je souhaiterais que ceux qui prêchent domine l'exemple » (1).

Le ministre de l'Intérieur précise d'autre part, à propos du projet gouvernemental de modification de la loi électorale municipale :

(1) N.D.L.R. — Le ministre de l'Intérieur vise ici M. Louis Mermaz, député socialiste, maire de Vienne (Isère), commune à qui la commission départementale de contrôle budgétaire vient d'imposer de réduire son budget primitif pour 1975 (le Monde du 28 mars). M. Mermaz, absent de Mâcon, a répondu samedi soir aux propos de M. Poniatowski en l'insultant « mal renseigné » ou « prenant la responsabilité de toute une série de contre-vérités ».

cipale dans les villes de plus de trente mille habitants :

« Le gouvernement n'essaie pas de faire procéder à l'élection du maire au suffrage universel direct. L'action du premier magistrat de la cité est plus efficace si elle est faite en collaboration étroite avec ceux qui ont participé au même temps que lui à la compétition électorale. Celui-ci, si l'équipe qui dirige la commune doit être soudée, point

n'est besoin que le conseil soit unanime. Il y a même quelque antinomie entre la démocratie et l'unanimité, et c'est pourquoi un travail de réflexion est conduit sur ce point par les communes de plus de trente mille habitants dont les résultats seront soumis au gouvernement. M. Poniatowski ajoute toutefois qu'« il ne s'agit, en aucun cas, d'une réforme de stricte représentation proportionnelle ».

BERNARD BRIGOULEIX.

**FEN**

La coexistence des tendances syndicales dans la même organisation est possible.

La participation aux grandes luttes communes de la gauche syndicale et politique est compatible avec l'indépendance syndicale.

A quelles conditions ?

25 ANS D'UNITÉ SYNDICALE

robert chéramy

préface de James marangé

Prix de l'ouvrage 18 F

CCP-FEN 2391-79 PARIS

epi

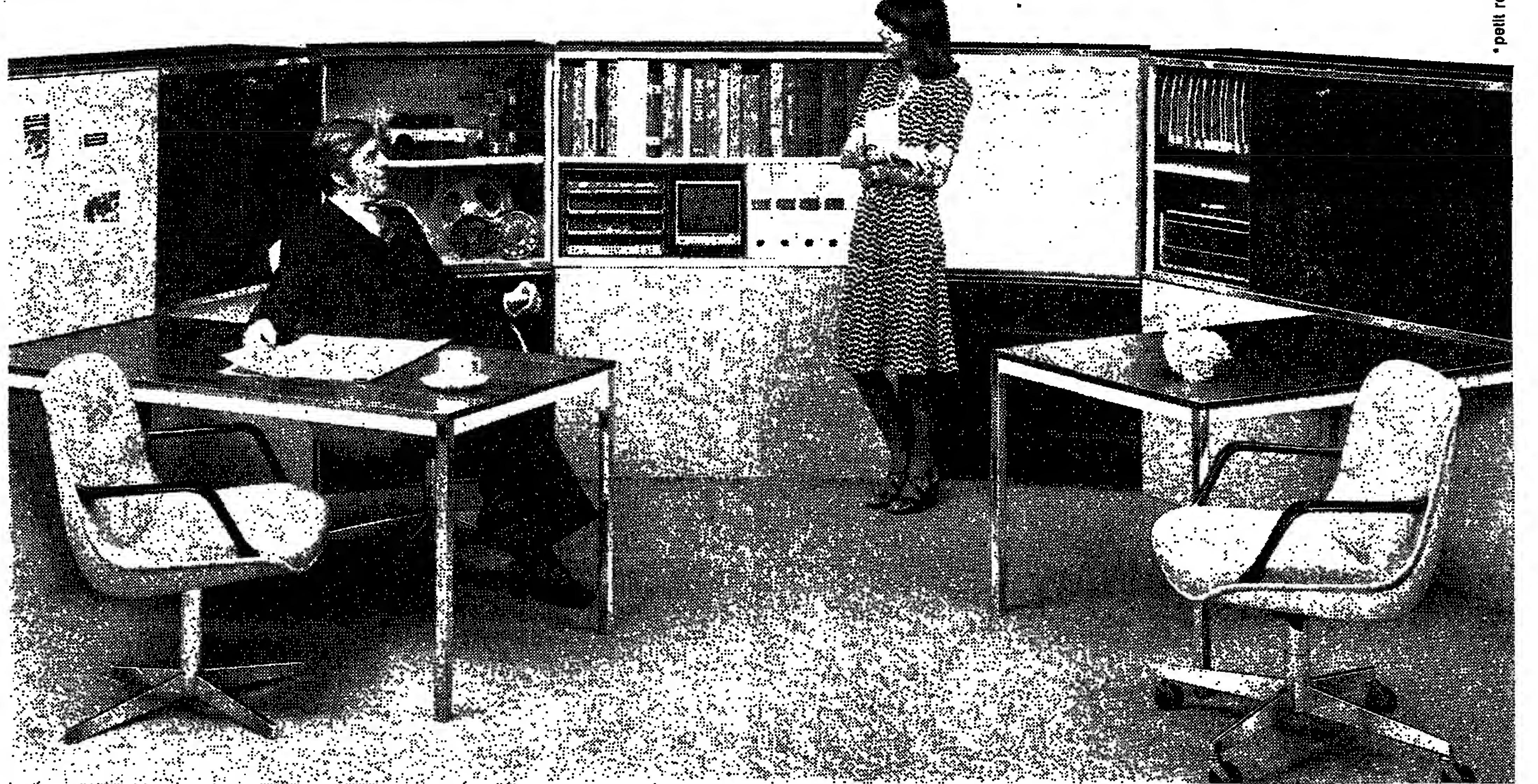
éditions sociales

ce n'est pas d'aujourd'hui...

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

es

ESPACE Milieu idéal dans lequel sont localisées nos perceptions\* VIVRE Réaliser toutes les possibilités de la vie\*



Joie de vivre. Art de vivre. Alors, pourquoi pas un nouvel espace de vivre ? Certains ne vous parlent que de m2, d'organisation, d'efficacité... Nous, nous savons que derrière les bureaux il y a des hommes. Et que l'entreprise, c'est aussi un lieu de vie, et qu'il est temps enfin de repenser l'environnement de l'homme, et de recréer les conditions propices à son épanouissement intellectuel.

Alors nous avons inventé pour vous une nouvelle génération de meubles de bureaux : Les STRAFOR 400. Et comme nous aimons faire les choses jusqu'au bout, nous avons créé les nouveaux sièges STEELCASE-STRAFOR 451.

**STRAFOR**

Groupe Forges de Strasbourg

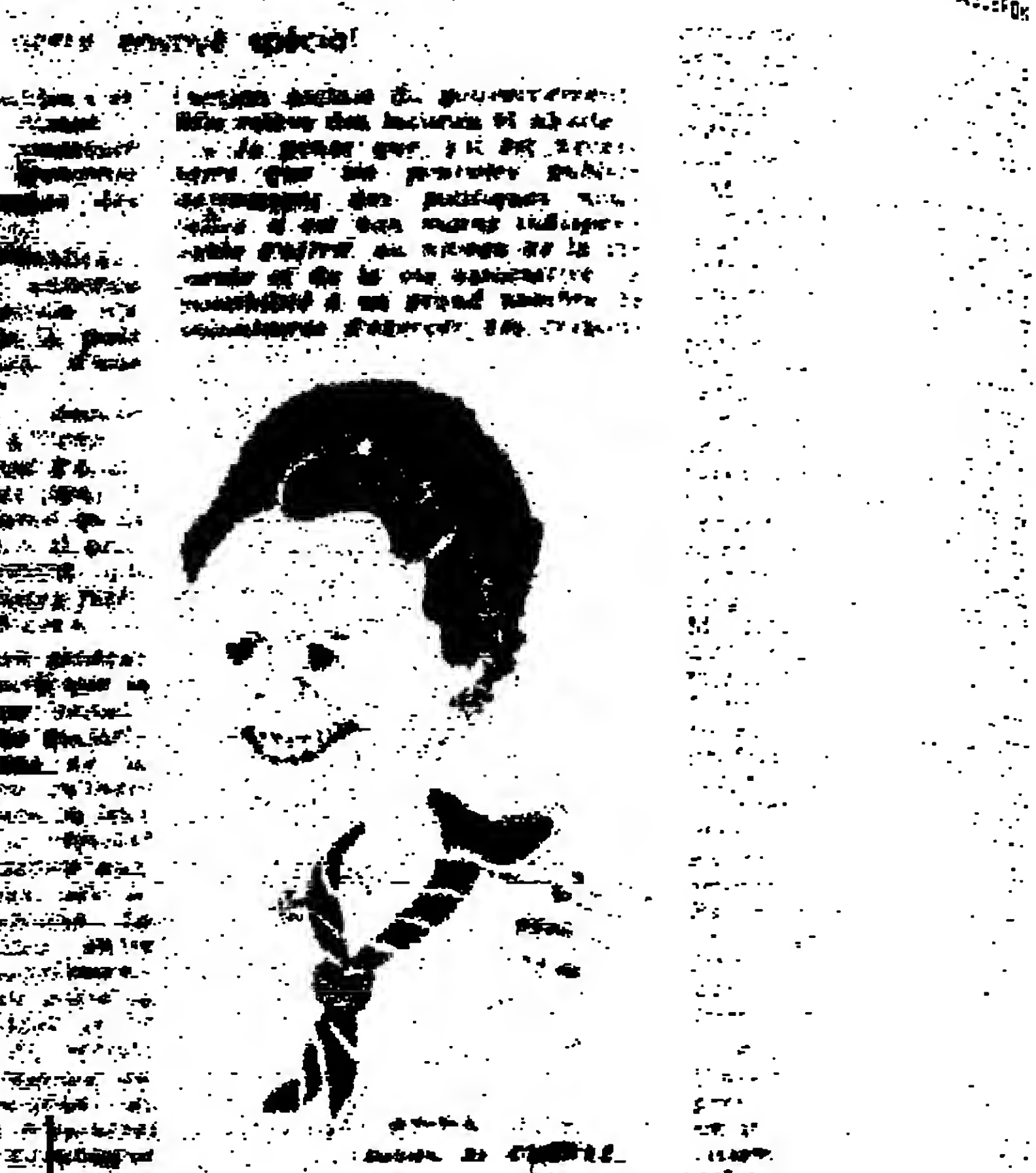
134 boulevard Haussmann 75008 Paris tél. 924 72-83 et 170 points de vente en France et à l'étranger

مركزنا من الأصل

NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

re l'«accélérateur» du giscardisme

Le 15 avril, le conseil des ministres a réuni la commission interministérielle chargée de réfléchir sur la réforme de l'Etat. Le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, a été nommé président de cette commission. Le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, a été nommé président de cette commission. Le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, a été nommé président de cette commission.



Le 15 avril, le conseil des ministres a réuni la commission interministérielle chargée de réfléchir sur la réforme de l'Etat. Le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, a été nommé président de cette commission. Le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, a été nommé président de cette commission.

Le 15 avril, le conseil des ministres a réuni la commission interministérielle chargée de réfléchir sur la réforme de l'Etat. Le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, a été nommé président de cette commission. Le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, a été nommé président de cette commission.



صكرا من الاصل

BONNES FEUILLES

TAIZÉ OU LA RÉCONCILIATION

(Suite de la première page.)

Est-ce d'avoir vécu une aventure, par certains points analogues bien qu'elle ne fût pas d'essence religieuse, au sein d'une communauté née elle aussi de la défile et de la Résistance, d'avoir partagé et parfois nourri ses rêves d'avenir ?

Est-ce d'avoir presque toujours mené de front journalisme et enseignement, gardant ainsi un contact étroit avec la jeunesse ?

Tout cela, qui explique les sentiments que dès le premier jour ont pu m'inspirer le cadre naturel et le mode de vie vécus par la communauté monastique de Taizé, n'eût certainement pas suffi sans la douce mais insistante incitation du prieur. On ne résiste pas aisément au Frère Roger.

Il ne saurait s'agir ici, en tout cas, que d'un simple témoignage qui ne se défend pas d'être partial mais seulement d'être aversé.

Première et déjà lointaine rencontre : une minuscule église, bijou d'art roman, veillé sur le cimetière campagnard d'un village maconnais. Là, silhouettes un peu perdues dans la pénombre, une dizaine d'hommes psalmodiant, chantant, ou plus souvent se recueillant dans un silence de tombe. La part faite au romantisme ou à l'esthétisme, qui sont ces hommes ? Des protestants, pasteurs ou non, venus de Suisse, de France, d'Allemagne... A leur tête, le fils d'un pasteur jurassien et d'une mère bourguignonne, Roger Schutz, qu'on appelle couramment Frère Roger, et qui bientôt signera ses lettres : « Roger, votre frère ».

Déjà, double paradoxe : ces protestants, auxquels bientôt des frères catholiques sont venus se joindre, occupent, avec le consentement de l'évêque d'Aulun, une église catholique. Il est vrai désaffectée. Observant sans difficulté apparente des disciplines que les vieux ordres catholiques ont tendance à remettre en question, ils mènent pauvrement,

simplement, une authentique vie monastique. Qu'il peut être leur lien profond, leur commune raison d'être ? Un mot paraît suaire : « Réconciliation », réconciliation des hommes avec Dieu et, du fait même, des hommes entre eux, ces hommes qui ne cessent guère de s'entretenir ou de se malmenier que pour mieux s'ignorer. Réconciliation aussi des Eglises par-delà toutes les excommunications et tous les schismes, comme s'il était enfin possible de remonter, après tant de siècles, aux sources mêmes du christianisme.

Entreprise apparemment chimérique. Trop proches des catholiques pour les protestants, les frères de Taizé n'appartiennent pas moins trop protestants pour les catholiques. L'aspiration à l'intercommunion n'est pas jugée moins inquiétante pour ceux-ci que, pour ceux-là, de respectueuses ouvertures avec les hiérarchies romaines. Pris entre deux feux, Frère Roger doit multiplier les démarches, les invitations à voir sur place, convaincre les uns et les autres de sa bonne foi, de l'authenticité profonde de son écumenisme. Dans ce climat, un écueil, plus que tout autre, doit être évité : une impatience, une hâte qui pourraient entraîner un orgueilleux repliement sur soi, dégenérant en quelque sorte ou quelque contre-Eglise. L'histoire ayant enseigné que le temps n'épargne pas ce qui s'est fait sans lui, on attendra donc aussi longtemps qu'il faudra. Non sans continuer de prier et d'agir, mais en sachant qu'une véritable réconciliation au-delà de tant de fois centésimes est une œuvre de longue haleine.

Cette patiente sagesse trouve bientôt une première récompense sous la forme peut-être la moins prévue. Avec des moyens encore limités de se faire entendre, Frère Roger annonce, plus particulièrement au temps de Pâques, la « bonne », la « joyeuse nouvelle », celle de la Résurrection. Isolés, en couples, bienôt en longues caravanes, des jeunes, croyants ou non, gravissent la colline qui, aux jours de fête, se

couvre de campements plus ou moins bigarrés, toujours somnolents. Odeurs, la petite église romane était devenue pratiquement inaccessible à l'heure des offices, où le cimetière courait grand risque d'être saccagé. Il avait donc fallu organiser l'accueil de toutes les nouvelles églises, dite bien sûr de la « Réconciliation ». Une vaste crypte permettra la célébration des différents cultes, alors que l'église elle-même, perpétuellement ouverte, redevient trois fois par jour moines, fidèles et curieux pour un office très simple aussi distant des liturgies contestataires que des pompes romaines. La robe blanche qu'entrent les frères en venant de leur travail évoque les couvents classiques, mais les cloches qui les appellent, curieusement rangées sur la place, à hauteur d'homme, marquent le souci bien actuel que l'élan vers le ciel ne puisse être confondu avec quelque impérialisme de clocher. Ainsi réduite à un vaste hall, l'église est d'autant plus ouverte sur l'extérieur qu'il a fallu abattre le porche et la prolonger par une immense tente certains jours encore insuffisante.

Ainsi s'est peu à peu développé, à côté de la communauté monastique, un vaste rassemblement de jeunes dont des permanents volontaires assurent la continuité. Ainsi est née et a pris corps, il y a cinq ans, l'idée d'un concile des jeunes, vocabulaire qui serait aussi impropre que prétentieux si l'on n'avait voulu marquer par là qu'il s'agissait bien d'une action d'Eglise, étendue à toute la terre et sans doute, comme il arrivait jadis, de longue durée.

Encore faut-il ne pas idéaliser bêtement, en escamotant les difficultés, les ambiguïtés, les dangers inhérents à toute entreprise humaine, fût-elle avant tout spirituelle. Les journalistes et observateurs de tous bords (« cas voyeurs », s'indignait un groupe troublé dans son recueillement par les photographes) accourent cette fois des ouvertures du concile des jeunes ont bien montré, qu'ils attendaient pas être dupes d'apparences dont le sens profond leur échappait souvent. Certaines hostilités de principe mises à part, c'est avec raison qu'ils ont multiplié les questions plus ou moins indiscrètes, voire provocantes, touchant la personnalité de Frère Roger, les motivations des participants, les moyens et les fins du concile des jeunes. Sommes-nous, s'interrogeaient-ils, en présence d'un prophète des temps modernes, d'un apôtre à l'influence charismatique, d'un nouveau saint François, chantre de la nature, ami des enfants et des oiseaux, ou simplement d'une « personnalité fascinante », certes, mais trop experte à jouer des symboles, des formules et de toutes les cordes de la sensibilité, en s'adressant sans cesse, aux dires de l'Aurora, contre des « sources des irresponsables ».

D'où venait toute cette jeunesse joyeuse, patageant dans la boue au gré des averses, attendant en longues files quelque plat chaud, constamment fidèle au rendez-vous des cérémonies éducatives, cette fois sur plusieurs heures ? Était-elle profondément en révolte, comme le suggérait tant de textes, et pressée d'agir, ou heureuse de s'accrocher au coude à coude dans ce silence des grandes foules plus bouleversantes que les sautes de chantier ou dans le défilé, dans un air d'aujourd'hui, « récupérée » ?

A quoi allait-on finalement en venir avec ce gigantesque rassemblement ? « Printemps de l'église », annonçait par Jean XXIII auquel Frère Roger se référait si souvent, ou préparait-on, contre les insinuations ecclésiastiques, d'un nouveau mai 1968 ? Départ d'une véritable croisade pour l'affranchissement de ceux, peuples

ou individus, qu'on extermine ou maltraite sans permettre à leur voix d'être entendue, et moins encore écoutée ? Ou bien « kermesse de la foi », à sa façon elle aussi « héroïque », à moins que ce ne soit, plus simplement encore, une de ces « auberges espagnoles » où chacun ne trouve que ce qu'il a lui-même apporté ? J'en demande pardon à Frère Roger dont la douce sérénité reste secrètement et profondément vulnérable. Comment ne pas souffrir de l'accusation, du soupçon, et plus encore peut-être de l'incompréhension avant d'avoir subi cette souffrance ? Pourtant, il est bon que, parmi tant d'autres, de telles questions soient posées, car il y a dans tout cela, pour tous une comme pour les autres, matière à de salutaires réflexions.

« En tout homme se récapitulent toutes les tendances de l'humanité, le meilleur et le pire, mais là n'est pas le péché. Oui, sans exception, toutes les tendances en plus ou en moins coexistent en chaque être humain : les aspirations à la générosité ou à la mort, à la générosité affective, l'amour et la haine, tout en un seul être. Si, dans la prière, tu ne trouves aucune résonance de Dieu en toi, pourquoi l'inquiéter ? La ligne de partage est imprécise entre le vide et la plénitude, comme elle l'est entre la doute et la foi, entre la crainte et l'amour. La facilité des moyens va contre la créativité. La pauvreté des moyens conduit à vivre intensément dans l'atténuité de l'aujourd'hui. Mais la joie s'épanouit si la pauvreté des moyens conduit à l'authenticité ou à un esprit de jugement. Ces textes, pris parmi bien d'autres, suffisent à montrer que la pensée du prieur de Taizé ne s'écarte pas du réel et permet de conclure, avec l'Épiscopat, le Point : « L'homme existe. Il fascine ceux qui le rencontrent. Mais ce n'est pas un mystère de peccatille comme cette époque en produit par milliers. Il est de la race des fondateurs d'ordre. Autoritaire et doux, obstiné et humble, mystique et réaliste. » On objectera que d'autres textes peuvent prêter au sourire ou à l'égarement. J'avoue que ce n'est pas mon cas pour ce « heureux celui qui meurt d'aimer » si souvent repris en chœur. Mais Frère Roger répondrait sans doute qu'il ne va guère au cinéma, qu'il n'écoute pas les chansonniers de la radio et qu'après tout il n'est pas si mauvais de faire rendre un son plein à des mots plus ou moins vidés de leur sens par l'abus que l'on en fait.

Sur les jeunes participants du concile des jeunes tout a été dit et généralement bien dit. Ces migrations de jeunes que l'on observe un peu partout ne sont pas le fruit d'un hasard. Elles traduisent l'enfui, voire un certain rejet des structures traditionnelles, notamment familiales, la joie presque animale de se retrouver en toute bien distincte — du moins le croit-on — de ces sociétés en crise où l'on a plus, à l'instar, qu'à « gérer l'imprévisible », l'excitation que procurent les slogans et les chants communément adoptés. Ambiguïté ? Bien sûr. Propre à tout homme, comment ne le serait-elle pas encore davantage alors qu'il n'est déjà plus chrétien et

pas encore papillon. Mais alors qu'ici ou là, à Woodstock ou à l'île de Wight, on cherche surtout à se défouler, voire à se « défoncer », en quête de n'importe quelle illusion d'absolu, le climat à Taizé reste avant tout spirituel. Certes, l'enthousiasme qu'il est si facile de provoquer recouvre de nombreuses et profondes différences. Il serait fâcheux qu'il en fût autrement, et les grandes manifestations, si importantes qu'elles soient, le sont sans doute moins que les échanges qui se poursuivent d'année en année au sein de groupes où s'abordent les stériles et les formations les plus diverses, même si les intellectuels et la classe moyenne française sont le plus largement représentés. Dans ces échanges, la personnalité compte souvent plus que le nombre. On l'a bien vu quand, dans le religieux silence des grands offices, retentissent des appels ou des cris venus de Sardaigne ou de l'Inde, de Philadelphie ou du Zaïre, du Portugal ou des Philippines, et l'espèce d'obligation ressentie par le Frère Roger de tenter lui-même une ouverture au Chili.

Restent les fins et les moyens du concile des jeunes. A la question « Où va le concile ? A quoi va-t-il aboutir ? », Frère Roger répond, imperturbable, qu'il n'en sait absolument rien. Tout au plus peut-on savoir ce qu'il ne doit pas être et quel est le sens de sa recherche : « Il ne trouvera pas son modèle dans les structures habituelles des assemblées, avec leur cortège de votes, d'amendements, de commissions, de représentativité. Il sera comme un fleuve qui s'étale, comme un tissu qui s'élabore : en Asie on dirait : comme un lotus qui s'épanouit... »

« Le concile des jeunes sera ce que nous serons devenus. A personne il n'offre de solutions toutes faites. Il ouvrira un espace de créativité. Il prendra appui sur l'engagement de chacun, au point où chacun en est arrivé, l'un très engagé, l'autre au début d'une prise de conscience : l'un à l'école de l'autre. Ensemble, sur les divers continents, nous serons comme un peuple en marche dont la communion s'étend aussi à ceux qui, sans partager notre foi, portent une même espérance... » (2).

A ces essais d'orientation et d'explicitation correspondent de brèves formules qui sont autant de mots d'ordre, pour ne pas dire de slogans évangéliques adressés au « peuple de Dieu » qui est aussi le « peuple des béatitudes ».

« Lutte et contemplation pour devenir hommes de communion. »  
 « Donner sa vie pour que l'homme ne soit plus victime de l'homme. »  
 « Lève-toi dans le peuple de Dieu... »  
 « Risquer le tout pour le tout... »  
 « Vivre l'espérance... »

Fins et moyens se trouvent ainsi accordés, mais, pour être sûr, sur une longueur d'onde essentiellement spirituelle. C'est donc avec raison que Taizé apparaît à Aimé Savard (3) comme « l'une des grandes aventures spirituelles de notre temps », aventure où les engagements temporaires et colligés restent indéterminés, hormis l'option pour une société idéale, « sans classes et sans privilèges ».

Est-ce suffisant ? Aujourd'hui, sans doute, mais demain ? Il se peut que, pour l'instant, cette « dynamique du provisoire », autre formule de Frère

Roger qui fait un peu penser au « gérer l'imprévisible » du président de la République, soit la mieux adaptée. L'erreur serait que, par crainte de ces « citernes lézardées qui ne tiennent pas l'eau », de ces institutions sclérosées qu'on laisse « tourner à vide », on en vienne à refuser des structures sans lesquelles le fleuve le plus généreux se perd tôt ou tard dans les sables. Frère Roger ne l'ignore pas puisque « la lutte, assure-t-il, ne peut pas se vivre dans des idées qui virevoltent sans se concrétiser ». Ce qui est vrai de l'action individuelle ne l'est pas moins de l'action collective.

Selon tout apparence, et quels que soient les engagements temporaires pris ici ou là — telle l'annonce, chaleureusement accueillie, du voyage au Chili maintenant réalisé, — la raison d'être du concile des jeunes est la même que celle de la petite communauté monastique sur laquelle il est venu se greffer : un écumenisme évangélique. Mais parce que « le spirituel est lui-même charnel et couché, comme le dit brutalement Péguy, dans le lit de camp du temporel », le recours à des formes institutionnelles ne pourra être indéfiniment ajourné. Il a bien fallu que, très tôt, les moines eux-mêmes se donnent une règle, simple et souple d'est entendu, mais définissant, outre les engagements de chacun, la mission du prieur et les modalités de succession.

En attendant, je doute qu'il puisse y avoir manifestation d'esprit plus authentiquement écumenique que cette ouverture à Taizé. On n'a certes pas renoncé dans les sphères dirigeantes à toute réserve, voire à tout veto plus ou moins clairement exprimé, mais ne pouvait-on ressentir comme un émouvant présage ces simples repas pris en silence côte à côte par de hauts dignitaires des Eglises chrétiennes ? Ce n'est tout de même pas par hasard qu'ils se trouvent là réunis. Ni sans les avoir pesés qu'ils adressaient, l'un après l'autre, à leur jeune et immense auditoire, des mots d'encouragement, à défaut de ceux, plus décisifs, qu'il aurait aimé entendre.

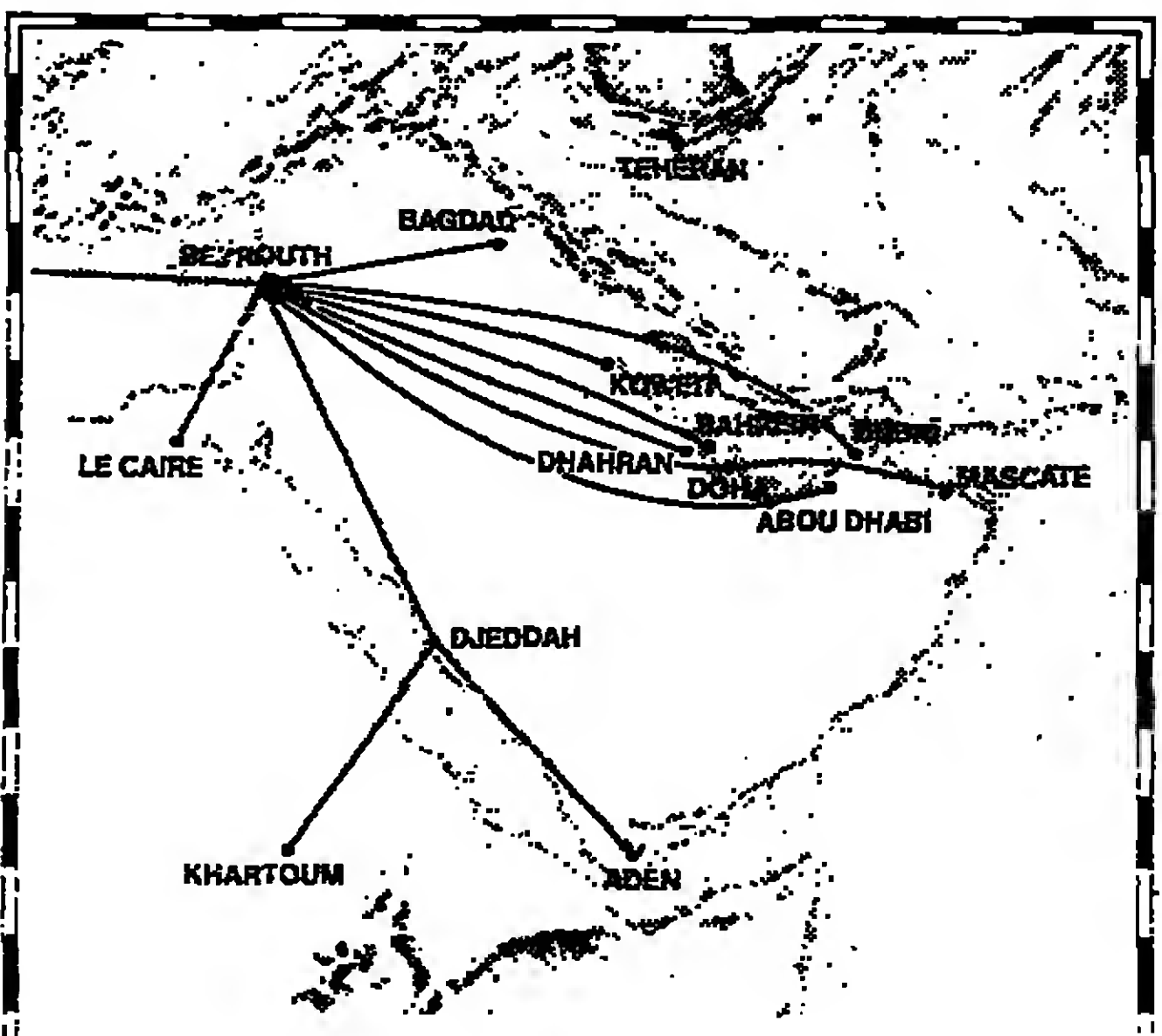
« Je salue spécialement, déclarait le cardinal König, archevêque de Vienne et président du secrétariat romain pour les non-croyants, ceux d'entre vous qui n'ont pas la foi ou qui l'ont perdue, ceux qui sont athées ou pensent l'être... Ne découragez pas ceux, si nombreux, pour lesquels l'ouverture du concile des jeunes est devenue un signe d'espérance. »

Géant noir, originaire de la Jamaïque, le pasteur Philip Potter, secrétaire général du Conseil œcuménique, affirmait que « le concile des jeunes inspiré par Taizé est un événement d'une importance toute particulière pour le mouvement œcuménique... J'attends que les jeunes engagés le dialogue avec leurs Eglises locales pour leur faire prendre conscience des réalités. Il leur aider les Eglises de pélerins, un peuple qui marche ». Sans doute fallait-il entendre par là que le concile des jeunes contribuerait puissamment à lever les blocages qui, jusqu'ici, ont trop souvent stoppé le mouvement. Peut-être était-ce également la pensée du cardinal Guyot, archevêque de Toulouse, quand il déclarait en privé : « Si les jeunes éprouvent le besoin d'un haut lieu, c'est un signe, un signe d'espérance... »

Ainsi va Taizé. Pour la plupart avant tout signe d'espérance. Parfois aussi signe de contradiction. Comment, dans la condition humaine, fût-ce sur le plan de la réconciliation spirituelle, pourrait-il en être autrement ?

HUBERT BEUVE-MERY.

(2) Texte de l'équipe intercontinentale de Taizé, à Élisabeth, 1974.  
(3) Informations catholiques internationales.



Les Etats du Golfe par Beyrouth et la MEA.

Départ de Paris-Orly, tous les jours, à midi, pour les Etats du Golfe via Beyrouth. Beyrouth est un centre de manifestations internationales, expositions, congrès, sessions de travail et d'information.

Beyrouth dispose d'un équipement bancaire particulièrement développé, d'une infrastructure hôtelière de première catégorie et offre toutes facilités d'entreposage et d'acheminement.

Dans le cadre des transactions avec les Etats du Golfe, Beyrouth constitue pour les hommes d'affaires une étape essentielle. (Trilinguisme: français, anglais, arabe).



MEA 6, rue Scribe 75009 Paris - Tél. 742.41.12  
1 Ravenstein 62, 1000 Bruxelles.

Depuis 30 ans, le journal spécialisé "Les Annonces" est toujours le N°1 pour l'achat et la vente de fonds de commerce boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc... En Vente Partout I F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

3 croisières PRINTEMPS en méditerranée. Organisées par ferrytour. au départ de Marseille à bord d'ILE DE BEAUTÉ paquebot de croisière battant pavillon français. Chaque cabine avec sanitaire Salons, bars, night-club, piscine, cinéma, boutique, orchestre. Navire entièrement climatisé. Stabilisation anti-roulis. 1er mai en Espagne du mercredi 30 avril 19 heures au dimanche 4 mai 18 heures Barcelone, Valence, Palma de Majorque, à partir de 1950 F. ascension en Italie du mercredi 7 mai 18 heures au dimanche 11 mai 18 heures, Livourne (Pise et Florence), Civita Vecchia (Rome), Naples (Pompeï et le Vésuve), à partir de 1950 F. pentecôte en méditerranée du mardi 13 mai 19 heures au lundi 19 mai 18 heures Corse, Rome, Italie, Malte, Sardaigne, 1 jour à Ajaccio, 1 jour à Rome, 1 jour à Malte, 1 jour à Cagliari, à partir de 1950 F. Réduction enfants jusqu'à 17 ans : 75 %

consultez votre agent de voyages ou écrivez-nous COMPAGNIE GENERALE TRANSMEDITERRANEE Ferrytour - 61 Bd des Dames 13222 Marseille Cedex 1

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Veuillez adresser votre documentation gratuite "Croisières de Printemps"



# RECONCILIATION

... M. Henri Souten et Mme, née Isabelle de Delfonds, Laurence, Agnès et Béatrice sont heureux d'annoncer la naissance de :

... **Naissances**

... M. et Mme Jean-Claude Perroud et leurs enfants, M. et Mme Ernest Buchmann et leurs enfants, M. et Mme Alfred Bonson, Le pasteur et Mme Charles Bonson, M. Hippolyte Perroud, M. et Mme Edouard Perroud, M. et Mme Jacques Perroud, ont le plaisir de faire part du décès de :

... **Fiançailles**

... On nous prie d'annoncer les fiançailles de :

... M. Alain Léon des Ormeaux et Mme, née Jacqueline Duhil de Bénez, M. Jean Guyot et Mme, née Marie-Madeleine Léort, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants, Anne-Chantal et Régis, 84, rue de la Rivière, 75002 Paris.

... M. et Mme Jean-Marie Méallin, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme François Méallin et leurs filles, nous prient de faire part du décès de :

... M. Samuel Aizerlin, M. et Mme Marcel Aizerlin et leurs enfants, M. et Mme Gérard Robin et leur fille, ont le plaisir de faire part du décès de :

... M. Samuel Aizerlin, les obsèques auront lieu mercredi 16 avril 1975, au cimetière de Bagneux, à 10 h. 30.

... On nous prie d'annoncer le décès du :

... M. et Mme Jean-Claude Perroud et leurs enfants, M. et Mme Ernest Buchmann et leurs enfants, M. et Mme Alfred Bonson, Le pasteur et Mme Charles Bonson, M. Hippolyte Perroud, M. et Mme Edouard Perroud, M. et Mme Jacques Perroud, ont le plaisir de faire part du décès de :

... M. et Mme Jean-Marie Méallin, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme François Méallin et leurs filles, nous prient de faire part du décès de :

... M. Samuel Aizerlin, les obsèques auront lieu mercredi 16 avril 1975, au cimetière de Bagneux, à 10 h. 30.

... On nous prie d'annoncer le décès du :

... M. et Mme Jean-Claude Perroud et leurs enfants, M. et Mme Ernest Buchmann et leurs enfants, M. et Mme Alfred Bonson, Le pasteur et Mme Charles Bonson, M. Hippolyte Perroud, M. et Mme Edouard Perroud, M. et Mme Jacques Perroud, ont le plaisir de faire part du décès de :

... M. et Mme Jean-Marie Méallin, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme François Méallin et leurs filles, nous prient de faire part du décès de :

... M. Samuel Aizerlin, les obsèques auront lieu mercredi 16 avril 1975, au cimetière de Bagneux, à 10 h. 30.

... M. et Mme Jean-Claude Perroud et leurs enfants, M. et Mme Ernest Buchmann et leurs enfants, M. et Mme Alfred Bonson, Le pasteur et Mme Charles Bonson, M. Hippolyte Perroud, M. et Mme Edouard Perroud, M. et Mme Jacques Perroud, ont le plaisir de faire part du décès de :

... M. et Mme Jean-Marie Méallin, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme François Méallin et leurs filles, nous prient de faire part du décès de :

... M. Samuel Aizerlin, les obsèques auront lieu mercredi 16 avril 1975, au cimetière de Bagneux, à 10 h. 30.

... On nous prie d'annoncer le décès du :

... M. et Mme Jean-Claude Perroud et leurs enfants, M. et Mme Ernest Buchmann et leurs enfants, M. et Mme Alfred Bonson, Le pasteur et Mme Charles Bonson, M. Hippolyte Perroud, M. et Mme Edouard Perroud, M. et Mme Jacques Perroud, ont le plaisir de faire part du décès de :

... M. et Mme Jean-Marie Méallin, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme François Méallin et leurs filles, nous prient de faire part du décès de :

... M. Samuel Aizerlin, les obsèques auront lieu mercredi 16 avril 1975, au cimetière de Bagneux, à 10 h. 30.

**ALEXANDRA**



une mode chipée aux minces

37, rue de Longchamp (92) tél. 553.60.68

(à côté du parc de la Défense)

## A L'HOTEL DROUOT

Mardi

**EXPOSITIONS**

de 11 heures à 18 heures

S. 1 - Estampes, Affiches, Tableaux, Mod. Mlle Rousseau, MM. Lorraine et Brames - S.C.P. Couturier, Nicolay.

S. 2 - Tableaux, Bib. Mob. M. Oger.

S. 3 - Biju, M. Boutemy, M. Ri-bault-Ménestier, Marlin.

S. 4 - Antiqu. documents hist. Livr. anc. et mod. Livres illustr. romant. Nomb. Livres anc. en veau d'épou. MM. Lecomte, Lecomte et Castaing. M. Godeau, Solant, Audap.

S. 5 - Art primitif. Antiquités d'Amérique et d'Amérique. M. Ratton, S.C.P. Loumère, Poulain.

S. 6 - Art primitif. Antiquités d'Amérique et d'Amérique. M. Ratton, S.C.P. Loumère, Poulain.

S. 7 - Bloux, objets de vitrine, Argentine ancienne et moderne, MM. Fromanger, Dillie, Déchaud, M. Ader, Picard, Tajan.

S. 8 - Boudes presse-papiers : Bac-cara, Cliché, St-Louis, Violone anc. M. René et Claude Bolsgrard.

**VENTES**

S. 10 - Art populaire. Hte Epoque, Antiquités, M. Renaud.

Mercredi

**EXPOSITIONS**

de 11 heures à 18 heures

S. 10-11 - Provenant collections de Mlle et C. de Ségur (2<sup>e</sup> vente), Meubles et Objets d'art XVIII<sup>e</sup> s. MM. Dillie, M. Ader, Picard, Tajan.

**VENTES**

S. 1 - Estampes, Affiches, Tableaux modernes, Mlle Rousseau, MM. Lorraine et Brames, S.C.P. Couturier, Nicolay.

S. 2 - Tableaux, Bib. Mob. M. Oger.

S. 3 - Biju, M. Boutemy, M. Ri-bault-Ménestier, Marlin.

S. 4 - Antiqu. documents histor. Livr. anc. et mod. Livr. illust. romant. Nomb. Livr. anc. en veau d'épou. MM. Lecomte, Lecomte et Castaing. M. Godeau, Solant, Audap.

S. 5 - Art primitif. Antiquités d'Amérique et d'Amérique. M. Ratton, S.C.P. Loumère, Poulain.

S. 6 - Art primitif. Antiquités d'Amérique et d'Amérique. M. Ratton, S.C.P. Loumère, Poulain.

S. 7 - Bloux, objets de vitrine, Argentine ancienne et moderne, MM. Fromanger, Dillie, Déchaud, M. Ader, Picard, Tajan.

S. 8 - Boudes presse-papiers : Bac-cara, Cliché, St-Louis, Violone anc. M. René et Claude Bolsgrard.

S. 10 - Meubles, M. Thullier.

**Légende du Monde**

Chaque vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre une nouvelle rubrique dans laquelle seront regroupés des offres et des demandes diverses de particuliers (objets et meubles d'époque, livres, instruments de musique, bateaux, etc.) ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisanat, déplacements, vacances, locations, etc.). Les annonces peuvent être adressées soit par courrier ou journal, soit par téléphone au 222-44-21, poste 376.

# CARNET

**Communications diverses**

L'Assemblée générale de l'Association des anciens élèves de l'École des langues orientales aura lieu le jeudi 17 avril 1975, à l'Institut national des langues et civilisations orientales, 2, rue de Lille, salle 11, à 18 heures.

Celle de l'A.I.O.L.O.N., association des étudiants de l'I.N.L.C.O. se tiendra dans la même salle le jeudi 24 avril 1975, à partir de 18 heures.

**Cérémonies religieuses**

L'Association française des Salons Spécialisés porte à la connaissance de tous ses membres qu'un service religieux aura lieu le mardi 15 avril à 15 heures, en l'église réformée de l'épave 194, avenue de la Grande-Armée, à la mémoire de :

M. André BLANCHOT, président honoraire de l'A.F.S.S.

Le président, le secrétaire général et les membres de l'Union des Salons Spécialisés ont la connaissance de ses amis de feu :

M. A.-L. BLANCHOT, secrétaire général honoraire de l'U.P.F., qu'une cérémonie solennelle aura lieu à l'église réformée de l'épave 194, avenue de la Grande-Armée, le mardi 15 avril à 15 heures.

Le président, le secrétaire général et les membres de l'Union des Salons Spécialisés ont la connaissance de ses amis de feu :

M. Gabriel DESSUS, un serfite religieux sera célébré en l'église des dominicains du couvent de Saint-Jacques, 20, rue des Tournelles (20<sup>e</sup>), le mercredi 16 avril à 18 heures.

De la part de Mme Gabriel Dessus, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

14, rue Nungesser-et-Collin.

Paris (16<sup>e</sup>).

(Né le 7 janvier 1908, M. Gabriel Dessus, ancien ingénieur du génie maritime, entra à la Compagnie parisienne de distribution d'électricité, dont il devint directeur en 1931. Après la nationalisation de l'électricité, il devint directeur des études économiques générales de l'E.D.F., où il travailla et dirigea les études de planification de l'énergie nucléaire de 1951 à 1955. En 1955, il devint directeur de la Banque de l'Indochine. Il fut aussi président de l'Association française pour l'étude de l'énergie nucléaire (A.F.E.N.) et du Groupement alsacien alsacien alsacien (G.A.A.A.).

**Visites et conférences**

MARDI 15 AVRIL

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. Caisse nationale des monuments historiques, 15 h. 30. M. Bouquet des Chaux : « La place Vendôme de la République à la République ». M. Legros : « La Sorbonne, rue de la Sorbonne, rue de la Sorbonne, rue de la Sorbonne ». M. Legros : « La Sorbonne, rue de la Sorbonne, rue de la Sorbonne ». M. Legros : « La Sorbonne, rue de la Sorbonne, rue de la Sorbonne ».

CONFÉRENCES. - 20 h. 30, salle Mabilion, 3, rue de l'Abbaye, M. Philippe Lévêque : « Le statut et le statut ».

Le Bitter Lemon, au citron naturel.

## Le licenciement d'une institutrice catholique à Crossac (Loire-Atlantique)

**Les lois de la concurrence**

Nantes. — Elle faisait pour aux enfants, monsieur. Je connais une petite fille qui n'a pas voulu retourner à l'école la deuxième journée. — Elle —, c'est Mme Jeannette Perrigot, institutrice à l'école primaire catholique de Crossac (Loire-Atlantique), qui vient d'être licenciée par son employeur (le Monde du 12 avril). Un bébé dans les bras, la jeune femme qui aurait enfin parlé à « l'étranger » n'a pas pu en dire plus. Sa mère, avec laquelle elle cohabite dans la campagne de Crossac, l'interrompt sèchement : « Tu as fait ta déposition, tu n'as rien d'autre à dire. »

Au même moment, plus d'un millier de mères et de maîtresses de l'enseignement privé de Loire-Atlantique défilent dans le petit bourg très haut. Mme Jeannette Perrigot, quarante ans, mariée et mère de trois enfants, se trouvait dans le cortège : « La Perrigot », comme l'appelle la jeune femme qui depuis des années ressassait contre elle, avec sa mère, une rancœur personnelle née on ne sait trop dans quelles conditions, une rancœur qui s'est exprimée avec d'autant plus de violence et de passion qu'elle était connue depuis longtemps, quand Mme Perrigot, malade, est enfin apparue faible. La rumeur a aussitôt déferlé avec un empereur surprenant et a provoqué le licenciement de l'institutrice qui, depuis quinze ans, enseignait à Sainte-Marie, une école privée sous contrat simple. C'est dans ce contexte de passion, empêchant même les responsables de mesurer les conséquences de la sanction, qu'a été rédigée la lettre de l'A.E.P. le 18 mars, concluant par un nouveau courrier le 27 mars, reprenant les mêmes motifs : « Brutalités à l'égard des élèves (scotch sur la bouche), services corporels (mains attachées derrière le dos), attitude injurieuse à l'égard des enfants et des parents. »

Les « fautes lourdes et graves » invoquées sont prouvées par des témoignages d'enfants recueillis par les parents. Aucun certificat médical. Mais dans le dossier de la défense, rassemblés par le syndicat C.F.D.T., des lettres des directrices précédentes — des religieuses — témoignent que Mme Perrigot n'a jamais maltraité les élèves, les rapports d'inspection pédagogique, de la direction diocésaine, tous favorables, ainsi que les demandes d'acceptation de stagiaires formulées auprès de Mme Perrigot. Mais les religieuses ont elles-mêmes aujourd'hui contestées par des parents d'élèves de l'école privée qui laissent entendre, quand ils sont dans le feu d'une conversation,

qu'elles peuvent dire « blanc » un jour et « noir » le lendemain. Aux dires de certains, des pétitions avaient déjà été rédigées ces dernières années contre Mme Perrigot, mais il manquait toujours des signatures pour qu'elles aboutissent. Il a suffi cette fois que la maîtresse contestée tombe malade et s'absente pendant quatre mois et demi pour que ses détracteurs s'en croient enfin libérés.

Le jour de sa reprise de travail, le 15 mars, ils organisent une grève scolaire pour la prière de ses élèves. Puis le président de l'A.E.P., un représentant d'une firme d'audio-visuel dont l'épouse, ancienne enseignante privée, vient de reprendre des suppléments dans les communes voisines, rédige, trois jours avant les vacances de Pâques, la lettre de licenciement.

A Crossac, l'école privée est en perte de vitesse depuis 1966, l'année où a rouvert l'école publique sous l'impulsion d'un ménage de militants, et alors que s'effectuait une mutation importante dans la commune. La population paysanne est devenue au fil des années « paysanno-ouvrière » puis aujourd'hui essentiellement ouvrière. Pour les 1 650 habitants de 1975, il n'y a plus qu'une quarantaine de fermes. Il faut un quart d'heure en voiture pour se rendre à Donges, à Saint-Nazaire et leurs chantiers.

« Il y en a tellement qui se refusent à comprendre que cette évolution puisse se traduire par un choix différent au niveau de l'école », explique ce militant chrétien qui, le premier de la commune, a retiré ses enfants de l'école Sainte-Marie pour les confier à l'enseignement public.

En septembre dernier, l'école Sainte-Marie a perdu seize enfants, ce qui a entraîné la fermeture d'une classe.

« Je nie les faits qui me sont reprochés », proclame Mme Perrigot. Pourquoi a-t-on attendu que je sois en arrêt de maladie pour me reprocher tout cela ? A la direction diocésaine, le chanoine Guybeteau ne prend pas position : « Une procédure est en cours. Il faut attendre la réponse de la commission paritaire nationale qui est maintenant saisie du dossier. » Le curé de la paroisse avait refusé, à la rentrée de septembre, de prendre position « pour » l'école privée.

C'est ce changement qu'on a appelé de leurs vœux les enseignants manifestant à Crossac pour que de telles affaires ne se renouvelent pas. La cas de Mme Perrigot a révélé, en Loire-Atlantique, une tension insoupçonnée entre le personnel enseignant et certains A.E.P.

## RELIGION

**A PROPOS DE L'ÉMISSION TÉLÉVISÉE SUR JÉSUS**

C'est par erreur technique que le communiqué de Mgr Badré, président de la commission épiscopale de l'opinion publique, concernant l'émission de T.F. 1 du jour de Pâques sur Jésus, n'a pas été reproduit intégralement dans le Monde date 13-14 avril ainsi qu'il était annoncé.

Voici les deux paragraphes manquants : « Il faut savoir que l'émission, dans le cas présent, n'est pas engagée et que l'émission ne peut être considérée comme présentant la position de l'Église catholique. Il faut savoir aussi qu'une émission et un débat sont toujours un risque. »

« Il apparaît clairement que la question n'a pas été traitée comme il convient ; il serait bon que d'autres personnes, plus compétentes par rapport aux problèmes scientifiques sous-jacents, rouvrent un débat qui a laissé les télespectateurs sur leur faim. C'est la conclusion que nous tirons de cette émission. »

**ESPAGNOL**

AUDIO-VISUEL

étudiants, adultes, entreprises

Cours tous niveaux

**ESPAGNOL**

BOURSES D'ÉTUDES

• Paris : ouvertures de nouveaux cours.

• Espagne : cours intensifs en juillet et août 1975.

DÉMONSTRATIONS GRATUITES

Renseignements et inscriptions : C.A.V. du Collège d'Espagne, 8, Bd Bonne-Nouvelle, 75001 Paris. Tél. : 233-67-08.

**ESPAGNOL**

## RAPATRIÉS

Après la réunion d'Avignon

Une lettre de MM. Paul Balmigère et René Riouben

Après la réunion de trois mille rapatriés à Avignon pour soutenir leurs revendications au moment du voyage de M. Giscard d'Estaing en Algérie (le Monde du 3 avril), nous tenons à remercier MM. Paul Balmigère, député de l'Hérault, et René Riouben, député des Bouches-du-Rhône, tous deux communistes, la lettre suivante :

Nous tenons à préciser : 1) Que sur invitation des organisateurs de cette réunion, le groupe parlementaire communiste nous avait chargés de le représenter ; 2) Que nous n'étions pas à la tribune, mais dans la salle ; 3) Que la présence de deux députés communistes n'a entraîné aucun incident mais, au contraire, l'annonce par le président de séance de notre participation a été accueillie favorablement par l'assemblée dont une partie a applaudi.


Entre deux exposés, un rapatrié isolé est venu manifester son hostilité à la présence de « sympathisants communistes » à la tribune. Il n'a d'ailleurs recueilli aucune approbation dans la salle.

Les sept anciens harkis qui observent une grève de la faim dans l'église d'Avignon — depuis le 2 avril pour cinq d'entre eux, depuis le 8 avril pour deux autres — ont cessé leur jeûne dimanche 13 avril. L'un des harkis avait dû être hospitalisé samedi et deux autres se trouvaient dans un état aléatoire.

Dans un communiqué, M. M'Hamed Laradji, président de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie, déclare qu'il décide de faire cesser cette grève de la faim, « considérant le désintérêt de la situation des Français musulmans, situation inchangée depuis treize ans ».

Etes-vous bien conscient que vous pouvez presque toujours, compter sur les doigts de la main le nombre de copies que vous faites d'un même original ?

C'est pour cela qu'a été conçu l'Océ 1700, pour copier économiquement sur papier ordinaire.



Dans une entreprise où une administration, le volume des documents est important, les copies sont nombreuses. Mais, faites de copies moins chères, vous pouvez réduire vos dépenses. L'Océ 1700 est une machine à copier qui vous permet de copier sur papier ordinaire, ce qui est beaucoup plus économique que de copier sur papier spécial. Elle est simple à utiliser et vous permet de copier jusqu'à 100 pages d'un seul coup. C'est un choix raisonnable pour économiser sur vos dépenses de copie.

Océ 1700, un choix raisonnable.

مركزنا الأصلي



SPORTS

CYCLISME

Roger de Vlaeminck vainqueur de Paris-Roubaix

L'adresse au service de la force

De notre envoyé spécial

Roubaix. — Chaque année, la poélique rebondit à propos de Paris-Roubaix...

Ceux qui condamnent la formule de la célèbre classique accusent l'« enfer du Nord » de fausser la course...

Tout cela est vrai. Mais il est non moins exact que Paris-Roubaix, épreuve exigeante entre toutes...

Huit Belges pour un Italien

Le classement, une fois encore, est révélateur d'une hiérarchie acacia. On dénombre huit Belges pour un Italien...

(PUBLICITE)

GÉRARD DEVOUSSOUX LE SOUFFLE DE LA MONTAGNE

De sa passion, la montagne, Gérard Devoussoux avait fait son métier. A trente-quatre ans, Gérard Devoussoux, l'un des plus brillants alpinistes du monde...

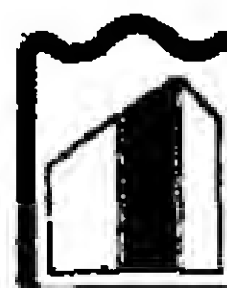
Four est enfant de Chamoni. L'heure de la dernière cordée avait sonné à des milliers de kilomètres de sa vallée natale...

GÉRARD DEVOUSSOUX, LE SOUFFLE DE LA MONTAGNE, un récit de Jacques Bourget, est un témoignage authentique et émouvant...

Avec GÉRARD DEVOUSSOUX, LE SOUFFLE DE LA MONTAGNE, c'est une époque exemplaire qui se poursuit. Dans une préface sortie du cœur de Gérard Devoussoux...

Album - De nombreuses photos Editions SOLAR 5, rue Garancière 75006 PARIS.

Quand une entreprise décide de s'installer dans le centre d'une ville, il vaut mieux que ce soit dans le centre de demain. Pas dans celui d'hier.



LE TRIDENT A GRENOBLE. 20.000 m2 DE BUREAUX. DANS LE CENTRE. LE VRAI. PAS CELUI D'HIER. CELUI DE DEMAIN

7000 m2 DISPONIBLES IMMÉDIATEMENT EN LOCATION. 13.000 m2 EN VENTE LEASING.

Renseignements à Paris UFFI - SLC M. FRAVAL Tél. 522.12.00

à Lyon FONGIFRANCE Tél. (78) 62.90.22

à Grenoble M. GOURDON Tél. (76) 87.11.05 M. JOURNOUD Tél. (76) 87.13.85

Une réalisation cli s.l.c. 15 et 47, rue de la République 69002 LYON

RUGBY

LE RACING BAT MONTFERRAND

Une revanche de l'artisanat sur l'industrie

De notre envoyé spécial

Dijon. — Le petit bonhomme Taffary s'avance, trotte-menu, l'air penaud. Il y a une demi-heure que l'on joue sur l'herbe grasse de Dijon et il y fait le plus médiocre match de sa carrière...

verture et meneur de jeu, Jean-Pierre Rouen, qui le souvent représenté en équipe nationale...

avoir pour ambition de produire un rugby à la chaîne, monté plus que créé, et conditionné par des contraintes. Le jeu à quinze ne permet-il pas aux mineurs gallois de s'évader de la condition ouvrière et de prendre par la galeté de leur jeu la meilleure revanche sur l'oppression de leur vie ?

aux joueurs le goût de jouer, aura une très bonne équipe. Dans la tribune, un vieil homme pose sur le match son regard bleu. Il est grand et massif sous le béret basque...

JEAN LACOUTURE.

OMNISPORTS

Les fédérations maintiennent un certain nombre de réserves à propos de la loi d'orientation

Réunis en assemblée générale le samedi 12 avril, les fédérations sportives et les comités régionaux ont débattu une nouvelle fois du projet de loi d'orientation que le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Pierre Mazeaud, a présenté au conseil d'Etat...

et des comités régionaux olympiques prend acte du projet de loi relatif au développement du sport...

sports pour activités spécifiques, adhésion d'un nouvel article sur les dispositions législatives et réglementaires déterminant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre de la présente loi...

Comment les Auvergnats ont-ils pu perdre ? Il s'agit d'un match qu'ils avaient gagné à l'aller...

Reunie sous la présidence du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.), l'assemblée générale des fédérations a adopté la résolution suivante :

Les choses ont donc évolué depuis le 5 janvier dernier, date à laquelle les fédérations sportives et les comités régionaux olympiques, réunis sous l'égide du C.N.O.S.F., avaient manifesté leur opposition aux propositions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports...

LES RÉSULTATS

Automobilisme

Gérard Larrousse (ELF 2) a remporté à Rockingham, en République fédérale d'Allemagne, la troisième épreuve du championnat d'Europe de Formule 2 devant Hans Strick (March).

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION
1. Villeurbanne 82 pts; 2. Tours 82; 3. Le Mans, 78; 4. Antibes, 72; 5. Caen, 70; 6. Bagnole, 70; 7. Cholet, 68; 8. Metz, 68; 9. Bourges, 66; 10. Roanne, 66; 11. Lyon, 60; 12. Denain, 58; 13. Monaco, 57; 14. Vichy, 46; 15. Bordeaux, 37; 16. Nantes, 33 points.

Cyclisme

Paris-Roubaix
1. De Vlaeminck Roger (B.) 271,50 km en 6 h. 32 min. 4 sec. ( moy. 40,486 km/h ); 2. Merckx (B.) 3. Dierckx (B.); 4. Demeyer (B.), tous même temps; 5. Moser (S.) 6 h. 54 min. 45 sec.; 6. Maertens (B.) 7 h. 1 min. 22 sec.; 7. Swerts (B.) 8 h. 57 min. 17 sec.; 8. Godetrot (B.) 9 h. 59 min. 48 sec.; 9. Van Swevelst (B.) 7 h. 1 min. 22 sec.; 10. Karskens (Pays-Bas) 7 h. 2 min. 37 sec.; 11. Walter Planckaert (B.); 12. De Gutter (B.); 13. De Witte (B.); 14. Catusau (P.) tous même temps; 15. Roelars (B.) 7 h. 3 min. 19 sec.

Football

COUPE DE FRANCE des huitièmes de finale
\* Nancy et Saint-Etienne 1-1
\* Laval bat Bastia 1-0
\* Strasbourg bat Martigues 4-2
\* Lens bat Valenciennes 3-1
\* Angers et Troyes 3-0
\* Paris-S-G. bat Sochaux 3-0
\* Marseille bat Lille 2-0
\* Metz bat Valenciennes 2-0

Handball

L'équipe de Francfort-sur-Oder (R.F.A.) a remporté le coupe d'Europe des clubs champions en battant en finale celle de Bore-Banj-Luzka (Tchécoslovaquie) par 19 à 17, le 12 avril à Dortmund.

Hippisme

Le prix des Epinettes, disputé à Longchamp et comptant pour les points coupe de France, a été gagné par Moriane, entraîné par M. de Torron, La combinaison gagnante est 3-2-7.

Jeu à treize

CHAMPIONNAT DE FRANCE (quartiers de finale)
A Saint-Estève, Villeneuve b. Manville, 18-5; A Villeneuve, Lézignan b. Saint-Gaudens, 17-14; A Pamiers, Coustouze b. Caracassonne, 36-19; A Caracassonne, Saint-Estève b. XIII Catalan, 9-4.

Judo

L'équipe de France a battu celle de Belgique par 16 victoires à 0 et un match nul.

ESPOIRS. — Schuapin (F.) b. Schuouten (B.); Vétet Daniel (F.) b. Devos (B.); Ma (F.) b. Dillem (B.); Betsch (F.) b. Betsch (B.); Geoffroy (F.) b. Thieux (B.).

JUNIORS. — Clitner (F.) b. Dene (B.); Dene (B.) b. Clitner (F.); Clitner (F.) b. Depover (B.); Janura (F.) b. Blupe (B.); Hendrickx (F.) b. Van Peeterlin (B.); Delvingt (F.) b. Noël (B.).

Ski

Aux championnats des parlementaires européens

VICTOIRE BRITANNIQUE

(De notre envoyé spécial.) Val-d'Isère. — Si économiquement parlant, la Grande-Bretagne a peut-être intérêt à rester dans le Marché commun, sportivement cela fait aucun doute...

Quant au capitaine de l'équipe française, M. Jean Favre, député U.D.R. de la Haute-Marne, il avait, afin de relever le défi anglais, mobilisé deux députés savoyards: MM. Maurice Blanc et Jean-Pierre Cot. Faut-il dire que les deux députés socialistes, élus par MM. Jacques Blanc, député R.L. de la Lozère, et Marcel Fajol, député apparenté U.D.R. de l'Ariège, ont, s'inclinant devant l'équipe anglaise, qui, pour la cinquième fois consécutive, remportait le challenge Ellis par équipe française à l'agriculture, sur le tapis blanc de la piste bleue de la Dalle, ils furent tous deux disqualifiés pour avoir omis quelques-uns des trente-neuf portes du parcours.

Le Trident à Grenoble. Des bureaux dans le centre de demain.

Des bureaux comme on en trouve dans les grandes capitales du monde. Avec des surfaces de 100 m² à 1.400 m² sur un seul plateau. Aménageables en bureaux paysagés ou cloisonnés. Avec 1.000 m² de commerces intégrés. Des jardins, des bassins, des cafétérias, un hôtel.

Et tout un ensemble fonctionnel pour éclairer, chauffer, climatiser, communiquer, circuler.

LE TRIDENT: enfin l'immeuble de bureaux qu'il fallait à une ville aussi en expansion que Grenoble.

Le Trident à Grenoble. 20.000 m2 DE BUREAUX. DANS LE CENTRE. LE VRAI. PAS CELUI D'HIER. CELUI DE DEMAIN

7000 m2 DISPONIBLES IMMÉDIATEMENT EN LOCATION. 13.000 m2 EN VENTE LEASING.

Renseignements à Paris UFFI - SLC M. FRAVAL Tél. 522.12.00

à Lyon FONGIFRANCE Tél. (78) 62.90.22

à Grenoble M. GOURDON Tél. (76) 87.11.05 M. JOURNOUD Tél. (76) 87.13.85

Une réalisation cli s.l.c. 15 et 47, rue de la République 69002 LYON





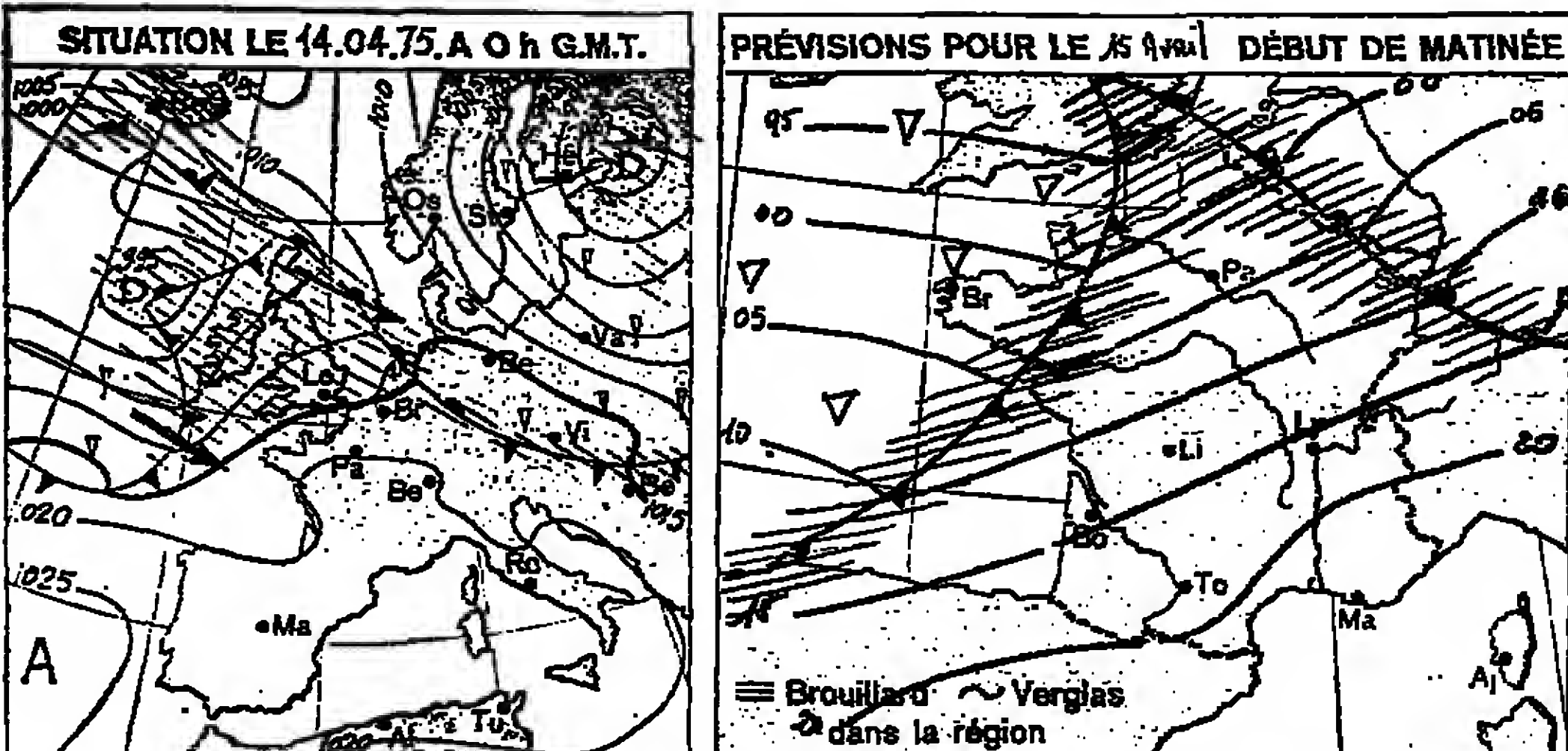




# سكزامن الامل

## AUJOURD'HUI

### MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)  
 Zone de pluie ou de neige    averse    orage    Sens de la marche des fronts  
 Front chaud    Front froid    Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 14 avril à 8 heures et le mardi 15 avril à 24 heures :  
 Dirigé par les basses pressions du nord de l'Atlantique, un courant perturbé, de secteur ouest, attendra la plus grande partie de la France.  
 Mardi 15 avril, la matinée sera encore assez belle sur les régions méridionales, tandis que la pluie s'étendra de la Bretagne et de la Vendée aux frontières du Nord et du Nord-Est. Ces pluies se décaleront ensuite vers les Pyrénées, le Massif Central et les Alpes et s'éparcelleront, en fin de journée, que le Midi méditerranéen, où le ciel deviendra toutefois plus nuageux.

Après le passage de la zone pluvieuse, un temps variable avec des éclaircies et quelques averse s'établira sur la moitié nord-ouest de notre pays.  
 Les vents, de sud-ouest à ouest, seront modérés ou assez forts en général, temporairement forts sur les côtes de la Manche à Dunkerque.  
 Les températures subiront peu de changements.  
 Lundi 14 avril, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1016 millibars, soit 762 millimètres de mercure.  
 Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 avril ; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15) : Biarritz, 19 et 7 degrés ; Bordeaux, 18 et 4 ; Brest, 11 et 8 ; Caen, 14 et 9 ; Clermont-Ferrand, 12 et 8 ; Dijon, 14 et 7 ; Grenoble, 15 et 1 ; Lille, 13 et 9 ; Lyon, 18 et 3 ; Marseille, 20 et 8 ; Nancy, 15 et 9 ; Nantes, 13 et 8 ; Nice, 15 et 12 ; Paris - Le Bourget, 18 et 10 ; Pau, 18 et 3 ; Perpignan, 21 et 6 ; Rennes, 14 et 9 ; Strasbourg, 13 et 7 ; Toulouse, 18 et 5 ; Valence, 17 et 4 ; Ajaccio, 17 et 4 ; Poitiers, 18 et 27.  
 Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 12 et 9 degrés ; Athènes, 18 et 12 ; Bonn, 11 et 9 ; Bruxelles, 14 et 10 ; Le Caire, 33 et 19 ; Les Canaries, 21 et 17 ; Copenhague, 8 et -1 ; Genève, 15 et 2 ; Lisbonne, 23 et 9 ; Londres, 17 et 9 ; Madrid, 20 et 2 ; Moscou, 5 et 1 ; New-York, 7 et 2 ; Palma-de-Majorque, 18 et 0 ; Rome, 16 et 5 ; Stockholm, 6 et -1 ; Téhéran, 26 et 17.

### MOTS CROISÉS

#### PROBLEME N° 1127

1 2 3 4 5 6 7 8 9

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

**HORIZONTALEMENT**  
 I. Avec lui, on est bien obligé de mettre les voiles. II. Sa beauté est fugitive ; D'un axillaire. III. La prière de César ; Hante des milleux très avancés. IV. Localité de France. V. Moyen de communication. DIM : nul d'un prénom masculin, VII. Points de flexion. VIII. Loin d'être distraite. IX. C'est son chef qui commande. X. On peut-être été encore plus appréciés ; Ce dont l'homme ne saurait manquer. XI. Pronom ; Intimes. XII. Prit-il la mouche ? ; Tou-

#### Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 13 avril 1975 :  
**DES DECRETS**  
 • Portant définition de la région des transports parisiens ;  
 • Modifiant le décret n° 54-1128 du 15 novembre 1954 portant réaffectation d'allocations d'aide sociale.  
**DES ARRETES**  
 • Portant création d'une commission de l'écritture en a. ;  
 • Portant répartition des quotas de sucre entre les entreprises sucrières.  
**DES LISTES**  
 • D'aptitude et des arrêtés portant détachement à la direction générale des impôts et à l'Institut national de la statistique et des études économiques ;  
 • D'admission au titre des concours dans le corps des officiers techniciens de la marine en 1975 ;  
 • D'admission en 1975 dans le corps des officiers techniciens de réserve de la marine pour servir en situation d'activité ;  
 • Des élèves de l'école supérieure d'électricité ayant obtenu en 1974 le diplôme d'ingénieur de cet établissement.

#### Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 13 avril 1975 :  
**DES DECRETS**  
 • Portant définition de la région des transports parisiens ;  
 • Modifiant le décret n° 54-1128 du 15 novembre 1954 portant réaffectation d'allocations d'aide sociale.  
**DES ARRETES**  
 • Portant création d'une commission de l'écritture en a. ;  
 • Portant répartition des quotas de sucre entre les entreprises sucrières.  
**DES LISTES**  
 • D'aptitude et des arrêtés portant détachement à la direction générale des impôts et à l'Institut national de la statistique et des études économiques ;  
 • D'admission au titre des concours dans le corps des officiers techniciens de la marine en 1975 ;  
 • D'admission en 1975 dans le corps des officiers techniciens de réserve de la marine pour servir en situation d'activité ;  
 • Des élèves de l'école supérieure d'électricité ayant obtenu en 1974 le diplôme d'ingénieur de cet établissement.

### PRESSE

Une grève de vingt-quatre heures touchant toutes les imprimeries parisiennes

#### « LE MONDE » NE PARAIT PAS DEMAIN

Le Syndicat de la presse parisienne a publié le communiqué suivant :  
 « Le Comité intersyndical du Livre parisien (1) a décidé d'organiser, le mardi 15 avril 1975, une grève de vingt-quatre heures qui touchera l'ensemble des imprimeries de labeur et de presse de la région parisienne.  
 « Les quotidiens parisiens seront donc dans l'impossibilité de paraître au cours de la journée du 15 avril, qu'il s'agisse des journaux du matin ou du soir.  
 « Ils regrettent que l'opinion française soit ainsi privée momentanément, et plus particulièrement dans cette période, des informations, des opinions et des commentaires que, dans sa diversité, lui apporte la presse écrite. Ils s'en excusent auprès de leurs lecteurs.  
 « Les motifs d'inquiétude ne manquent pas dans la presse et l'im-

#### Mercredi à l'Assemblée

#### LE GOUVERNEMENT RÉPOND À CINQ QUESTIONS ORALES

Le conflit au Parisien libéré s'est traduit, dimanche matin 13 avril, par une manifestation des ouvriers du Livre au départ de la centrale cycliste Paris-Rambouillet, patronnée par deux des titulaires du groupe Anamaury, l'Équipe et le Parisien libéré. L'heure du départ de l'écritture en a été retardée. (Lire page 16.)  
 Pour sa part, le comité intersyndical du Livre libéré, dans un communiqué signé par quelque deux cents membres du personnel de l'entreprise (rédaction, administration, vente), demande « solennellement aux pouvoirs publics quelles mesures urgentes ils comptent prendre pour faire respecter la liberté du travail en permettant à chacun de se prononcer librement et sans entrave, et sans redouter les menaces de toute nature et les pressions qui ont, comme cela a été prouvé ces jours derniers, jusqu'à violence pour empêcher ceux qui ont voulu travailler de le faire librement ».  
 Rappelons qu'un débat sur les problèmes de presse est prévu, mercredi après-midi 16 avril, à l'Assemblée nationale, à partir de cinq questions orales.  
 • Trois quotidiens britanniques, le Times, l'Evening Standard et l'Evening News ont augmenté leur prix de vente depuis le 4 avril. Le premier passe de 8 à 10 pences (1 franc), les deux autres augmentent leur prix (5 pences, soit 60 centimes) de 1 penny (10 centimes).

## RADIO-TÉLÉVISION

### LES PROGRAMMES

#### LUNDI 14 AVRIL

- CHAÎNE I : TF 1
  - 18 h. 17 Le fil des jours.
  - 18 h. 47 Pour les jeunes : Filopat et Patasil.
  - 19 h. 45 Pour les jeunes : L'île aux enfants.
  - 19 h. 40 Une minute pour les femmes.
  - 19 h. 50 Feuilletton : Le Temps de vivre, le Temps d'aimer.
  - 20 h. 30 La comédie du lundi : « L'Avenir du futur », de J.-P. Ghirardoni. Film : « Le Survivant », de R. Sagal (1971), avec Ch. Heston, A. Zerbe, R. Cash, P. Kelele. Un biologiste de Los Angeles a échappé, en 1970, à une guerre bactériologique grâce à un vaccin de son invention. Il est pourchassé par des forces ennemies et qui veulent détruire en lui le souvenir d'une civilisation technologique honnie. D'après Richard Matheson (l'auteur de « Day after Tomorrow », le film de science-fiction qui épouse les crânes et l'idéologie de la majorité silencieuse américaine). Débat : pourquoi la biologie de l'avenir fait-elle peur aux savants ? Avec les professeurs J. Monod, G. Rioux, Dr V. Nègre et le médecin colonel Fontanges et R. Moris.
- CHAÎNE II (couleur) : A 2
  - 18 h. 30 Pour les petits : Le palmarès des enfants.
  - 18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
  - 19 h. 45 Feuilletton : Le pèlerinage.
  - 20 h. 35 Dramatique : L'île aux enfants. P. Frankeur, F. Huguennauer, E. Istria. Une jeune institutrice de vingt ans, Marianne, revient du pays de son père — à la perte de l'héritage du village. Amour d'hiver et d'été.
  - 22 h. 5 Documentaire : Dans une tombe deux fois millénaire.
- CHAÎNE III (couleur) : FR 3
  - 19 h. Pour les jeunes : Télioscope.
  - 19 h. 40 Tribune libre : L'union des athlètes.
  - 20 h. Émissions régionales.
  - 20 h. 35 Hommage à Joséphine Baker. Film : « Zouzou », de M. Allégret (1934), avec J. Baker, J. Gabin, P. Larquey et Y. Lebon. Une maîtresse blanchisserie à Paris devient vedette de music-hall et confond un assassin pour sauver l'homme qu'elle aime, mais celui-ci lui préfère une autre femme.

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, des suppléments radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

#### MARDI 15 AVRIL

- CHAÎNE I : TF 1
  - 12 h. 30 Variétés : Midi première, sur glace. U.S.A.-Tchécoslovaquie.
  - 18 h. 17 Le fil des jours.
  - 18 h. 45 Pour les petits : Filopat et Patasil.
  - 18 h. 55 Pour les jeunes : L'île aux enfants.
  - 19 h. 40 Une minute pour les femmes.
  - 19 h. 45 Feuilletton : Le temps de vivre, le temps d'aimer.
  - 20 h. 35 Les animaux du monde : Le renard et la raga.
  - 21 h. Jeu : Le blanc et le noir.
  - 21 h. 45 Émission littéraire : Feuille page, prod. A. Rivarin et J. Sipriot. Les Mémoires de Michel Tournier ; Changer la ville, de Paul Granel ; Un chemin tranquille, d'Oliver Gutierrez ; Maria Aguiar, d'Antonia Mollé ; L'Amateur d'escargots, de Patricia Blumstein ; Judis et Daguerre, d'Erwin Blumenfeld ; Le Chiens de guerre, de Frédéric Foray et Grand mystère et Drame de la mer, de Georges Bardonno.
- CHAÎNE II (couleur) : A 2
  - 16 h. 10 Les après-midi d'A. Jammot. Hier, aujourd'hui, demain.
  - 18 h. 30 Pour les petits : Le palmarès des enfants.
  - 18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
  - 19 h. 45 Feuilletton : Le pèlerinage.
  - 20 h. 35 Les dossiers de l'écran. A. Jammot. Film : « Bismark », de W. Liebenow (1940), avec P. Hartmann, F. Kayser, W. Hinz, L. Dagover. Comment, entre 1900 et 1911, Bismarck, premier ministre de Prusse, réalisa, par des manœuvres diplomatiques et des guerres victorieuses, l'unité allemande, créant ainsi l'empire de Guillaume I<sup>er</sup>, dont il était le chancelier. Ce film est inédit.
- CHAÎNE III (couleur) : FR 3
  - 19 h. Pour les jeunes : Improvisation sur un livre. Deux livres : la Ville sans soleil ; la Ronde annuelle des marteaux piqueurs. Un invité : Michel Rodde, écrivain.
  - 19 h. 40 Tribune libre : L'U.N.E.F. (Union nationale des associations familiales).
  - 20 h. Connaissance : La vie sauvage. D. V. Tora. Tigre, puma, jaguar.
  - 20 h. 30 Westerns. Films policiers, aventures : « L'assassin est-il coupable ? », de Buzz Kulik (1966), avec D. Janssen, Ed. Begley, K. Wynz, S. Wannaker. Un inspecteur de police, accusé d'avoir tiré à tort sur un homme qu'il a pris pour un suspect, risque de perdre son poste s'il ne prouve par la culpabilité de son victime. Il entreprend une dangereuse enquête.

#### MERCREDI 16 AVRIL

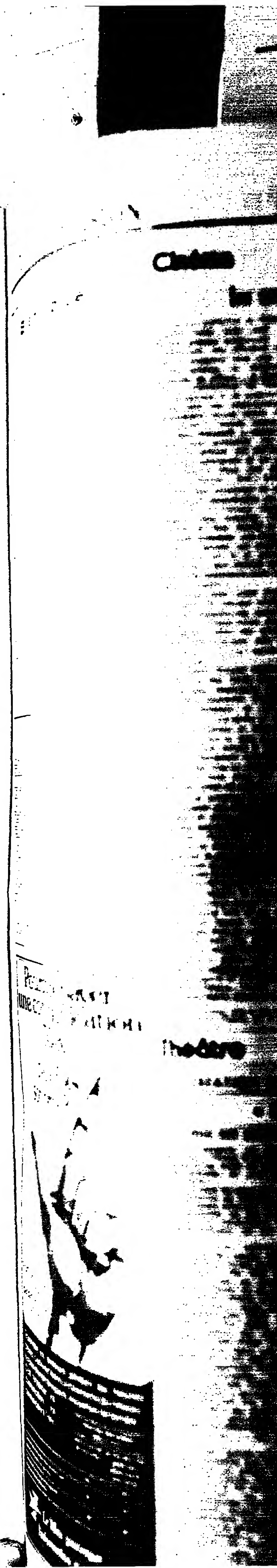
- CHAÎNE I : TF 1
  - 18 h. 20 Le fil des jours.
  - 18 h. 45 Pour les petits : Filopat et Patasil.
  - 18 h. 55 Pour les jeunes : L'île aux enfants.
  - 19 h. 40 Une minute pour les femmes.
  - 19 h. 45 Feuilletton : « Le temps de vivre, le temps d'aimer ».
  - 20 h. 30 Dramatique : « Les Prétendants de Madame Barzun », réal. E. Barz, avec M. Barber, G. Minch, P. Santini et J. Verdier. Comment, entre 1900 et 1911, Bismarck, premier ministre de Prusse, réalisa, par des manœuvres diplomatiques et des guerres victorieuses, l'unité allemande, créant ainsi l'empire de Guillaume I<sup>er</sup>, dont il était le chancelier. Ce film est inédit.
- CHAÎNE II (couleur) : A 2
  - 18 h. 30 Pour les petits : Le palmarès des enfants.
  - 18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
  - 19 h. 45 Feuilletton : Le pèlerinage.
  - 20 h. 35 Série : Kojak, « Dynamite-thérapie ». 21 h. 20 Magazine d'actualités : Le point sur A. 2.
  - 22 h. 20 Sports sur A. 2.
- CHAÎNE III (couleur) : FR 3
  - 19 h. Pour les jeunes : Trois contre X.
  - 19 h. 40 Tribune libre : Le front progressiste.
  - 20 h. Émissions régionales.
  - 20 h. 30 Les grands noms de l'histoire du cinéma (cycle) : les grands écrivains américains (rus par Hollywood). Réalisateur est la nuit, de H. King (1980), avec J. Jones, J. Roberts Jr, J. Fontaine, T. Ewell, F. Laska. Une psychiatre a renoncé à sa carrière en épousant un médecin militaire, avec Madeleine Sagnier. Une dépression nerveuse. Le diagnostic de sa femme l'entraîne et il s'étrangle avec elle. Un roman — traité — de F. Scott Fitzgerald.

### Le Monde

SERVICE DES ABONNEMENTS  
 5, rue des Saussaies  
 75221 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 6297-23

ABONNEMENTS	
5 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - ex-COMMUNAUTÉ (sauf ALGERIE)	
50 F	100 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOLE NOYONALE	
141 F	272 F
ÉTRANGER PAR MESSAGERIES	
L - Belgique - Luxembourg (mais pas par voie normale)	400 F
115 F	210 F
125 F	231 F
125 F	231 F
125 F	231 F
125 F	231 F

Les abonnements qui ne sont pas payés par chèques postaux (voir vos lettres) voudront bien joindre un chèque à leur demande.  
 Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à remplir, le cas échéant, un formulaire à joindre à leur demande de changement d'adresse.  
 Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
 Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats par chèque bancaire ou postale.





RADIO-TÉLÉVISION

« Le Monde » publie tous les samedis, numéros de la semaine, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE... FR 3... Les programmes de la semaine...

FRANCE MUSIQUE

FRANCE MUSIQUE... Les programmes de la semaine...

FRANCE MUSIQUE

FRANCE MUSIQUE... Les programmes de la semaine...

MARDI 15 AVRIL

MARDI 15 AVRIL... Les programmes de la semaine...

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE... Les programmes de la semaine...

FRANCE MUSIQUE

FRANCE MUSIQUE... Les programmes de la semaine...

MERCREDI 16 AVRIL

MERCREDI 16 AVRIL... Les programmes de la semaine...

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE... Les programmes de la semaine...

FRANCE MUSIQUE

FRANCE MUSIQUE... Les programmes de la semaine...

FRANCE CULTURE

FRANCE CULTURE... Les programmes de la semaine...

FRANCE MUSIQUE

FRANCE MUSIQUE... Les programmes de la semaine...

Bien joué

A quoi jouez-vous Winston? On était très curieux aussi de voir samedi, dans la foulée, le tête de Pierre Bellemars. Vous savez l'histoire? La presse le soupçonnait, l'accusait de tricher. Il connaissait, disait-on, la solution de son jeu. Il faisait semblant de chercher. Il lui a donc lancé un défi - défi relevé par Télé Sept Jours - en l'incitant à envoyer au studio, à la dernière minute et dans le plus grand secret, « des pièces à conviction », en l'occurrence une lettre de Balzac au général de Bourmont.

Il se déchantait chaque fois - on se demande où ils le trouvent l'interprète idéal, capable d'échanges infiniment subtils, jouant sur ce qu'on sait du personnage et ce qu'on ignore et ce qu'on accepte. Lui prenant et lui donnant une stature, une démarche, un ton définitif. Pour Lady Randolph Churchill - Antenne 2 l'appelle familièrement Jenny - c'était évidemment plus facile. On la connaît à peine. Et Lee Ramlak n'a aucun mal à s'imposer, à nous en imposer, par sa grâce, son appétit et sa vivacité. Elle va changer, elle va vieillir de semaine en semaine. On sera tenté d'y aller voir. Simple curiosité.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 14 AVRIL... M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, est invité des Dix questions, dix réponses pour connaître sur France-Inter, à 19 h. 20. M. Jean Marin, ancien président-directeur général de l'agence France-Presse, répond aux questions de Pierre Desgrupes sur Europe 1, à 19 h. 20. L'Union des athlètes exprime son opinion à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40. La biologie de l'avenir fait-elle peur aux savants? est le thème du débat qui suit le film Le Survivant sur TF 1, vers 22 heures.

MARDI 15 AVRIL... M. Olivier Guichard, ancien ministre, est invité de « Parti pris » sur France-Culture, à 12 h. 5. M. Jacques Chirac, premier ministre, répond aux questions des journalistes sur Radio-Montecarlo, à 19 heures. La femme et l'action politique est le sujet du dialogue entre Mme Madeleine Barthelemy-Madsule et Louise Blanche sur France-Culture, à 20 heures. L'Union nationale des associations familiales expose son point de vue sur FR 3, à 19 h. 40.

MERCREDI 16 AVRIL... Le Front progressiste exprime son opinion à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40. « Sommes-nous responsables de notre bonheur? » est la question posée par Denis Huisman à des philosophes sur TF 1, à 22 heures.

Cinéma

Les conventions de la convention fantastique

Le grand auditorium du Palais des congrès (trois mille sept cents places) presque entièrement rempli chaque soir, une affluence record (pas un spectateur libre) pour la fin de la semaine, du vendredi au dimanche de clôture... Le Quatrième Festival International de Paris du film fantastique et de science-fiction a été, pour ses organisateurs, une incontestable réussite publique (1). La « convention », animée depuis 1972 par Alain Schiokoff, a réalisé cette année une promotion qui peut donner à réfléchir aux distributeurs du circuit commercial et qui en fait maintenant, une « épreuve » rivalisant du festival « chic » d'Avoriaz. Il est assez surprenant de voir un public aussi considérable, où dominait une jeunesse turbulente, accepter, sans broncher, dans la trentaine de films (courts et longs métrages) présentés, une majorité de versions originales non sous-titrées. On pourrait voir là un phénomène culturel? Il n'était d'ailleurs que l'ensemble des spectateurs parle et comprend l'anglais.

On serait tenté plutôt d'attribuer ce succès au manque d'originalité des films sélectionnés (fantastiques surtout : la science-fiction étant peu représentée), films des années 70, inédits pour le plupart, mais fidèles, en général, à un système de conventions.

Car, enfin, Dracula (revenu dans un film de Dan Curtis tourné pour la télévision américaine, dans une excellente adaptation, d'ailleurs, de Richard Matheson et avec Jack Palance), le loup-garou et toute la série des zombies et morts-vivants, réintégré, ceux-ci, dans un contexte moderne, sont arrivés à l'état d'archétypes facilement reconnaissables et dans des films en couleurs parfaitement fabriqués selon des stéréotypes de mises en scène.

La force artistique du fantastique hollywoodien des années 30 est due à la mise en place, dans un univers plastique post-expressionniste, de mythologies littéraires (Frankenstein, Dracula) ou alors ordres de toutes pièces par le cinéma (King-Kong). La réinvention du genre avec les films britanniques de la Hammer, à la fin des années 50, tient, elle, à une utilisation nouvelle de la couleur et, au moins, au style particulier de Terence Fisher (preuve faite ici par la rétrospective où figurait le Cauchemar de Dracula). Rien de semblable dans ces films dont les scénarios se chargent de réactualiser les mythes et dont les mises en scène sont purement spectaculaires.

Le Front progressiste exprime son opinion à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40. « Sommes-nous responsables de notre bonheur? » est la question posée par Denis Huisman à des philosophes sur TF 1, à 22 heures.

Théâtre

CRÉATION AU T.N.P. - VILLEURBANNE

« LEAR »

mis en scène par Patrice Chereau

Lear propose, en dix-huit tableaux, l'image d'une terre parvenue à un stade de dégradation qui précède de peu la chute définitive. Il ne reste de pays que quelques campements de fortune, deux ou trois armées adverses, et des lieux de détention de la cour et, au milieu, un stade post-nucléaire, que Peter Watkins a indiqué déjà dans son film La Bombe. Il n'est pas exclu que Lear se rapproche aussi de circonstances actuelles - par exemple, le peu que nous avons su de certaines « zones de rupture » qui ont lieu au Vietnam du Sud, dans des cités convoquant un vide et parcourues par des bandes non identifiées qui violent et qui tuent. — fait penser à Lear.

Telle est, semble-t-il, l'impression d'ensemble que tend à produire sur un public le dernier travail de Patrice Chereau. Il utilise à cet effet une imagerie simple : sol craquelé et noir, ampoules électriques dénuées, regards livides, visages gris-vert, vêtements informes, donc le terreux ou la grisaille rejoignent, dans la pénombre, l'incalculable pur. La diction est inexpressive. Le dialogue français est une prose invertébrée, une bouillie de gruu de langage. Le décor de Richard Peduzzi figure surtout une absence. — ce décorateur parait se spécialiser dans la suggestion d'architecture proches d'une lune fixe projeterait au sol les ombres, seules bien visibles.

Cette parade sauvage reste sans effet, pour deux raisons. La première : la pièce d'Edward Bond, dont Patrice Chereau s'est servi comme canevas, est aussi simple que légère. N'est-ce pas des symboles, ceux-bâti de l'intrigue, ferblanterie des personnages, grossièreté des effets, platitude des pérorations, forment à la fois un discours sans nerf, morne, infirme, d'une provocation désarmante. Du Shakespeare dégonflé. Cette pièce est longue. La préention y est constante. L'humour y reste introuvable.

La seconde : les élégances techniques de Patrice Chereau ne semblent pas répondre à une conviction foncière. Un outillage complet d'horreur est manipulé sous nos yeux, pour le charme de la chose plus que pour son utilité. On dirait les farces d'un vilain petit diable qui fait peur aux vieilles dames. Mais le masque déclaré est celui de la gravité. Cela provoque l'incrédulité, et un peu de dégoût.

Dans le mouvement d'une interprétation exorbitante ou boulevardière, c'est selon, on distingue la présence de Fédor Atkine, simple, sincère et qui, comme tels des acteurs de théâtre, fait songer à une perfection qui aurait, par absence, effacé les chemins qu'elle a parcourus : la présence aussi, surtout, de Gérard Desarthe. Desarthe, excessif, discontinu, possédé, furieux avec des passages d'un douceur infinie. Illustre exactement certaines phrases de Kafka : « L'acteur doit être théâtral... C'est la loi de la pesanteur : quand on tire il faut viser au-dessus de la cible... Le théâtre agit au maximum quand il rend réelles les choses brutes. C'est alors que la scène devient péricope d'âme qui éclaire de l'intérieur la réalité ».

L'ascendant de Gérard Desarthe est, en fin de compte recouvert par la marée grise de la pièce. Mais, pendant une heure environ, il empêche Lear de n'être que ce que c'est : une pollution grand genre. La mode apocalypse.

MICHEL COURNOT.

\* T.N.P. de Villeurbanne, 20 h. 15.

En bref

« Muhammad Ali the Greatest »

En vérité, ce film est constitué du moyen métrage Cassius the Grand (réalisé aux Etats-Unis en 1964 et 1965 au moment de l'accession de Cassius Clay au titre de champion du monde des poids lourds), auquel on a ajouté un document colorisé, pittoresque, relatant l'arrivée sur la terre africaine, au Zaïre, de Muhammad Ali et ses entraînements pour le combat avec George Foreman.

Muhammad Ali est « le plus grand, le plus beau », celui qui « a caché un leopard et foudroyé un crocodile », celui qui « vole comme un papillon et pique comme une guêpe ». Cela, on le sait par la média. Comme on devine derrière l'image publicitaire la fierté d'être Noir et la solidarité voulue entre Noirs américains. Malgré quelques interventions extérieures, dont celle de Malcolm X, filmé en 1964, William Klein ne nous apprend pas grand-chose sur Muhammad Ali ex-Cassius Clay. En dépit de quelques scènes touchées, le film (brillant resté sur les apparences mais sans doute pour des raisons financières) ne donne pas, en compensation, les images des combats. — C. F.

\* Racine, Mac-Mabon.

« Le Triangle écorché »

Sabine, jeune bourgeoise oisive, a bien du mal à vivre, le pauvre, entre son mari et son amant. Ce qui, par ailleurs, écrit son scénario en deux jours, sans se soucier de sa liberté. Pierre Kallouf — ce n'est pas la première fois — a des ambitions de sociologue et même, de savologue. Il a, par ailleurs, écrit son scénario en deux jours, sans se soucier de sa liberté.

Pierre Kallouf — ce n'est pas la première fois — a des ambitions de sociologue et même, de savologue. Il a, par ailleurs, écrit son scénario en deux jours, sans se soucier de sa liberté.

Pierre Kallouf — ce n'est pas la première fois — a des ambitions de sociologue et même, de savologue. Il a, par ailleurs, écrit son scénario en deux jours, sans se soucier de sa liberté.

« La Vacanza » de Tinto Brass

Tinto Brass, quarante et un ans, formé à Paris à la cinémathèque de Henri Langlois, dont il fut le collaborateur, a vu tous les films, aime mélanger les genres et occupe dans le cinéma italien une position de parfait « outsider ». « Je me sens toujours plus étranger, toujours plus proche des marginaux », déclarait-il en 1973, au Ciné-Forum de Venise. Ses personnages, il les définit comme des « résignés... des damnés de la terre ».

Son avant-dernier film, en 1970, inconnu en France, s'appelait *Drop out*, tout un programme. *La Vacanza* (1971) semble la suite logique du précédent : tourné en 16 millimètres gonflé, avec des moyens réduits mais des comédiens célèbres tels Vanessa Redgrave et Franco Nero, qui s'amuse comme des petits fous, Tinto Brass donne un moment l'impression d'avoir voulu réaliser un pendant italien des *Carabinieri* de Godard.

Le cinéma du monde s'inclame dans de pauvres hères, une folie en congé d'alle, des paysans crétiens, un braconnier, un colporteur farfou, ou, à l'autre extrémité de l'échelle sociale, dans des pulsants odieux, des fascistes, un comte d'opérette.

Brass a choisi d'en rire plutôt que d'en pleurer, emprunté le ton du café-théâtre, du cabaret, repris les exercices d'improvisation pratiqués dans certains cours d'art dramatique. Une apparence de cohésion est obtenue par la musique. Le film exige la complicité totale du spectateur : le pastiche des films absurdes américains comme *Hallelujah les colines*, ou les Mack Sennett. Ses patins, pris dans une série de sketches décousus, agissent par sautes, comme des marionnettes. Le formalisme de la démarche épouse le schématisme des idées. — L. M.

\* Hautefeuille (v.o.).

Advertisement for Telex communication. Text: 'Pourquoi payer une communication Télex deux fois son prix? Il suffit de transmettre vos messages pendant les heures creuses.' Includes a graphic of a hand pointing up and a table of rates.

Handwritten text in Arabic script: 'ص: زامن الأصل'



سكزانت الامم

THEATRE DE LA VILLE CE SOIR 20 H 30 musique plus avec Gérard Frémy (piano)...

INSTITUT NEERLANDAIS 121, rue de Lille, Paris (7<sup>e</sup>) Mercredi 16 avril à 21 heures RÈCITAL DE PIANO...

MARDI 15 AVRIL 1975 à 20 h. 30 Salle Marguerite GAVEAU 45, rue Le Boétie (9<sup>e</sup>)...

Studio Git-le Cœur 12, rue Git-le-Cœur (VI<sup>e</sup>) - DAN 80.25 SEMAINE DU CINÉMA TURC...

DERNIÈRES LE CERCLE DE CRAIE CAUCASIEN de Bertolt Brecht THÉÂTRE DE LIBERTÉ...

SPECTACLES

Lundi 14 avril Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20...

théâtres Les salles subventionnées Théâtre de la Cité internationale... Les autres salles Bioplaté, 21 h. : Les Fruits d'or...

FAC. DE DROIT - 82, rue d'Assas - Jeudi 14 avril, à 21 h. AJACS présente YURY BOKOFF...

CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

LE CONSERVATOIRE présente G. PROUVOST, violon P. DEVOYON, piano... SALLE GAVEAU Mercredi 16 avril à 20 h. 30...

ODEON THEATRE NATIONAL CYCLE CORNELLE REPRESENTATIONS LIMIÉES...

OTHON PETIT 18h30 CINNA Renseignements : 325-70-32

CONCERTS Radio France MUSIQUE DE CHAMBRE

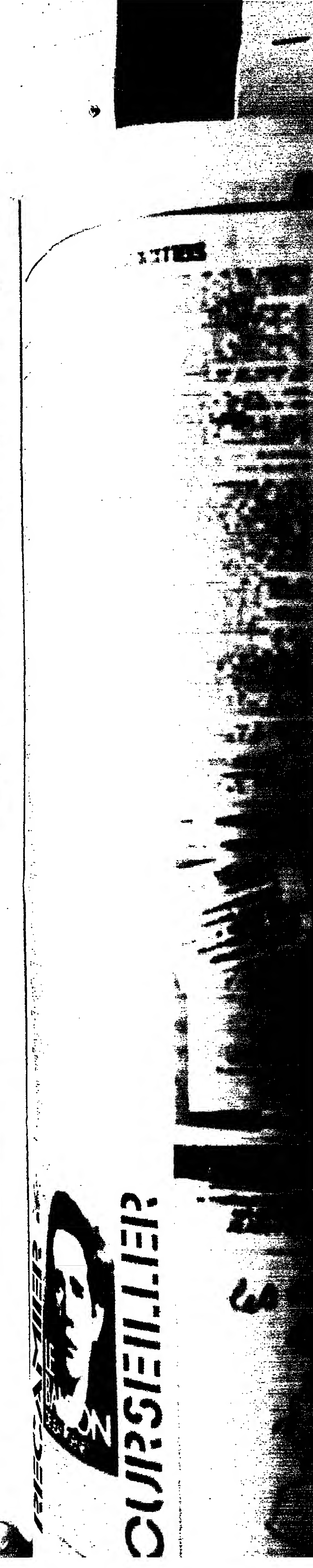
THEATRE DE LA TEMPÊTE CARFOUCHERIE - 328 36 36 orbe théâtre TRAKL

MARBEUF - URSULINES AGUIRE LA COLÈRE DE DIEU un film de WERNER HERZOG...

THEATRE DE LA VILLE 2, place du Châtelet dernières LA MOUETTE 18 h 30 9.50 F...

MERcredi MARIIGNAN PATHE • GAUMONT RICHELIEU • CARAVELLE PATHE • CLUNY PALACE MONTMARNASSE 83 • GAUMONT SUD • GAUMONT BOSQUET • GAUMONT GAMBETTA...

JEAN-LOUIS CATHERINE TRINTIGNANT DENEUVE avec CLAUDE BRASSEUR dans l'agression un film de GERARD PIRES









POUR ACHETER UNE CHAÎNE HI-FI, IL NE SUFFIT PAS TOUJOURS D'AVOIR UNE BONNE OREILLE OU BEAUCOUP D'ARGENT.



HI-FI: LES 7 GARANTIES DU BHV.

LES MEILLEURS PRIX : Le B.H.V. garantit les prix les plus bas ou vous rembourse la différence constatée dans les 30 jours qui suivent votre achat.

LES PLUS GRANDES MARQUES : Sony - Akai - Braun - Kef - Skynalec - National Technics - Hitachi - Sanyo - Thorens - Sudfunk - I.T.T. - Pathé Marconi - Dual - Arena - Continental Edison - Fidelity - Contact - Lenco - Philips - Grundig - Telefunken.

LE PLUS GRAND CHOIX (AU BHV RIVOLI) : 68 modèles de platines Tourne-disques - 42 modèles d'Amplis - 59 modèles d'Amplis-Tuners - 24 modèles de Tuners - 103 modèles d'Enceintes.

DE VRAIS SPÉCIALISTES : Tous nos vendeurs connaissent et aiment ce matériel. Ils suivent, périodiquement, chez les fabricants, les stages de perfectionnement leur permettant de connaître et de comprendre toutes les améliorations apportées aux nouvelles fabrications.

Vous aideront à choisir les éléments qui conviennent le mieux à votre budget, ainsi qu'aux dimensions et l'acoustique de la pièce où vous souhaitez les installer. De plus, la plupart des B.H.V. possèdent un auditorium où vous pourrez tester, les qualités des éléments de votre future chaîne HI-FI.

UN SERVICE APRÈS-VENTE EFFICACE : 80 techniciens, à tout moment, à votre disposition.

L'ÉCHANGE ET LE REMPLACEMENT de tout article qui ne donnerait pas entière satisfaction dans les 30 jours suivants la date d'achat.

LE CRÉDIT : Plusieurs solutions dont le CRÉDIT COURT par COFINOGA (à souscrire aux conditions d'usage 3 versements sans intérêt, perception forfaitaire de 5 F).

QUAND ON EST 7 FOIS SÛR DE NE PAS SE TROMPER, ON CHOISIT MIEUX.

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE RIVOLI - FLANDRE - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - BELLE ÉPINE - ROSNY 2 - CRÉTEIL

ANCIENS COMBATTANTS

LE 30<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DES CAMPS

La Fédération des déportés et internés patriotes s'élève contre les « falsifications » du sens des combats de la Résistance

Pour le 30<sup>e</sup> anniversaire de la libération des camps nazis, la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes s'est réunie en congrès samedi et dimanche dans la salle de la Mutualité à Paris, sous la présidence de M. André Leroy et en présence de nombreuses délégations représentant les deux Allemagnes, la Belgique, la Bulgarie, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. Le secrétaire général de la Fédération, M. Charles Joinseau, a déposé les leçons de l'expérience des résistants et des concentrations nazies...

Le sens des combats de la résistance, toutes les entreprises de falsifications historiques auxquelles nous assistons, tout ce qui a pour objet de minimiser les crimes du fascisme ou de les excuser, est contraire à l'intérêt national, nuisible à la liberté, dangereux pour la sécurité internationale et la paix. L'affaire Pétain a retenu plus particulièrement l'attention de M. Joinseau : « Le bruit circule avec persistance que l'opération du transfert à Douaumont se ferait en juin. Le F.N.D.I.R.P. veut clairement savoir que par tous les moyens en leur pouvoir, les déportés, internés et familles se dressent contre le transfert de la dépouille du chef de la trahison. Nous l'affirmons avec détermination. »

FAITS DIVERS

Cinquante-trois personnes ont été intoxiquées après l'explosion d'une bouteille de chlore dans la chaufferie de la piscine olympique de Troyes (Aube). Parmi les victimes, qui ont toutes été placées en observation à l'hôpital de la ville, se trouvent trente-neuf enfants d'un groupe scolaire. Pour la plupart, leur état n'inspire plus aucune inquiétude. L'accident s'est produit au moment où un employé branchait la bouteille de chlore sur le circuit des eaux pour une désinfection. Il s'agissait vraisemblablement d'un récipient défectueux selon les premières constatations.

Des cérémonies se sont déroulées samedi au mémorial Jull et à la crypte nationale de l'Île de la Cité. Sur la place de l'Établissement-de-Ville, plus de cinq cents porteurs de drapeau ont reçu l'insigne d'or de la Fédération avant d'assister à la cérémonie sur la tombe du soldat inconnu, à l'Arc de triomphe.

L'attentat au plastique contre l'Assemblée de Louis Joxe, député du Rhône (U.D.R.), commis vendredi 11 avril à Lyon (le Monde du 13-14 avril), a été revendiqué le lendemain, auprès de l'A.F.P. par le comite de Justice Pieds-Noirs. L'appartement du négociateur des accords d'Évian n'avait subi que des dégâts légers.

Interrogé par le mensuel Combat socialiste, organe du parti socialiste, M. Gérard Monate, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats américains de la sécurité des États-Unis, a représenté un progrès par rapport à la période

L'ANNIVERSAIRE DE LA FÉDÉRATION DES ANCIENS DES FORCES FRANÇAISES EN ALLEMAGNE

Créée il y a cinquante ans, sous le patronage de Raymond Poincaré, président de la République française, Société des anciens de la Rhénanie et de la Ruhr, est devenue, après 1945, la Fédération nationale des anciens des forces françaises en Allemagne et en Autriche (1). A l'occasion de cet anniversaire, la Fédération a réuni dimanche ses membres au Cercle républicain, à Paris, autour de M. Alain Pöher et de nombreuses personnalités.

Le président du Sénat, en sa qualité d'ancien commissaire général aux affaires allemandes et autrichiennes au lendemain de la deuxième guerre mondiale, a félicité le président Henri Gilbert, dont la fédération s'est fixée pour objectif l'amitié franco-allemande. Après avoir rappelé l'utilité des jumelages entre villes et villages français et allemands, M. Alain Pöher a demandé aux jeunes de participer à cette action de réconciliation, car si l'on complète l'action des gouvernements par une meilleure compréhension entre les hommes, nous aurons alors gagné définitivement la partie.

De son côté, M. Henri Gilbert, qui fut le créateur de la Fédération, a fait un bilan des résultats obtenus dans ce domaine : « L'Office franco-allemand pour la jeunesse travaille depuis douze ans à promouvoir des échanges de jeunes et à rapprocher progressivement l'ignorance mutuelle de la langue. Si cet office n'existait pas, il faudrait l'inventer, puisqu'il entre dans la droite ligne de notre mission. »

(1) 39, rue Caumartin, 75009 Paris.

POLICE

« Les conceptions de M. Poniatowski se rapprochent de celles que nous défendons » déclare M. Gérard Monate

Interrogé par le mensuel Combat socialiste, organe du parti socialiste, M. Gérard Monate, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats américains de la sécurité des États-Unis, a représenté un progrès par rapport à la période

marquée par la présence Place Beauvau de M. Raymond Marcellin. « C'est une théorie et une technique que M. Marcellin défendait : montrer sa force pour faire peur et ne pas s'en servir, explique M. Monate. Mais on finit toujours par s'en servir. C'est, du reste, là que nous touchons le vrai problème, qui est de nature politique : veut-on une police de maintien de l'ordre ou une police de services publics ? »

Parlant du nouveau ministre de l'Intérieur, le secrétaire général de la F.A.S.P. déclare : « Je suis indubitablement qu'une M. Poniatowski nous retournera une conception du rôle du policier plus proche de celle que nous avons toujours défendue en tant que syndicat de police. M. Poniatowski est certainement beaucoup plus habile que M. Marcellin. Maintenant, que cache cette habileté ? On ne peut juger un ministre sur une période de temps encore bien courte. Il y a tout de même certaines déclarations, en particulier celles d'un entourage, qui ne laissent pas de surprendre, voire d'inquiéter, chez cet homme dont les propos se sont généralement pas tenus en fait. »

M. Monate est également amené à s'expliquer sur sa prise de position relative à l'affaire du bar le thème (le Monde du 20 mars) : « A ce moment, je n'ai cherché à couvrir des agissements racistes, dit-il. Il y a eu des erreurs et des fautes commises, ne serait-ce qu'au niveau technique de la préparation de l'affaire elle-même, sans doute insuffisante. Ce que j'ai voulu montrer, c'est que ce déplorables incident raciste avait finalement masqué le fond du problème qui est celui-là : aujourd'hui, il y a une montée de la criminalité, la grande, celle qui risque demain de faire de Paris un nouveau Chicago des années 30 (...). La justice est-elle aveugle ou est-elle impuissante devant ces organisations du crime extrêmement bien structurées ? Que l'on n'oublie pas que le fascisme est nourri par la grande criminalité. »

AÉRONAUTIQUE

DEVANT LES SUCCÈS COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS Une « agressivité de cow-boy »

A la morosité des constructeurs d'avions européens, qui traversent un « certain désert », pour reprendre l'expression de Bernard Lathière, administrateur-gérant de la société Airbus-Industrie, répond la relative satisfaction des industries américaines qui viennent de rendre public leur bilan financier de l'an dernier. Selon l'association professionnelle des industriels américains de l'aéronautique, les trois principaux constructeurs d'avions de ligne, Boeing, Douglas et Lockheed, ont produit au cours de 1974, de cinq cent soixante-quatre appareils civils de tous les modèles, dont trois cent cinquante-six à l'exportation (soit, au total, neuf appareils de moins que durant l'année précédente). Pourtant, 1974 avait commencé dans de mauvaises conditions avec la crise économique mondiale, les restrictions d'énergie et la stagnation du trafic aérien à l'exception, peut-être, du fret. Malgré ces difficultés, l'année 1974 a été l'une des meilleures qu'ait connues, par exemple, la société Boeing qui attribue le maintien de ses ventes à des commandes d'Amérique latine et du Proche-Orient. Le temps est révolu à Seattle (État de Washington), siège de la division des avions commerciaux Boeing, où il était demandé au dernier employé qui quittait les ateliers d'éteindre la lumière derrière lui, pour faire des économies de frais généraux. Aujourd'hui, M. Lathière, président-directeur général de la société, ne cache pas que « les bénéfices de l'année ont été sensiblement supérieurs à ceux de 1973 », avec plus de 72 millions de dollars soit près de 2 % du montant global des ventes. Il ajoute que, compte tenu de ses prévisions, les ventes en 1975 seront au moins égales à celles de l'année dernière et que, même pour le vénérable Boeing 707, la production en usine restera d'un exemplaire par mois. Si Boeing arrive en tête du palmarès, avec deux cent dix avions de transport civil commandés en 1974, Lockheed peut se prévaloir de cent soixante-dix-huit appareils achetés et Douglas, de cent soixante-seize appareils. Mais, à vrai dire, la situation respective de ces derniers constructeurs est radicalement différente.

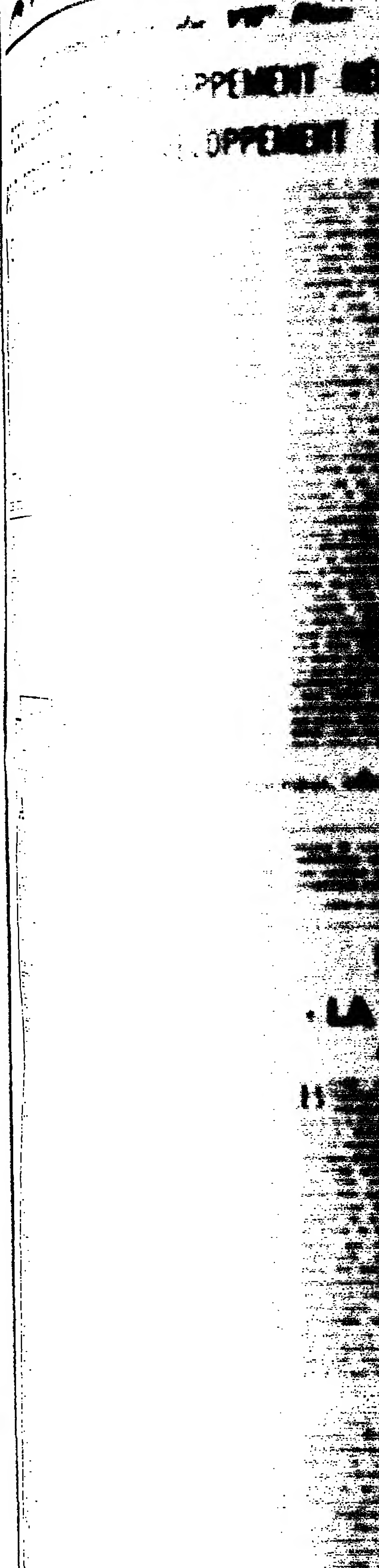
Douglas, dont les bénéfices ont diminué de 20 % entre 1973 et 1974, pour représenter, néanmoins, 35 % de ses ventes, a continué de livrer, par exemple, un moyen-courrier DC-9 chaque semaine durant l'année dernière, qui marqua le dixième anniversaire de son entrée en service commercial de cet avion. En revanche, Lockheed prévoit d'enregistrer des pertes en 1975. Face à ses créanciers, la société américaine est sur la corde raide au point, sur les marchés étrangers, de proposer son tréacteur Tristar à des prix et à des conditions de crédit défiant toute concurrence pour l'exporter malgré tout. Lockheed ne serait pas l'un des principaux fournisseurs de Pentapome, indispensables à la sécurité des États-Unis, que le constructeur aurait déjà connu une faillite spectaculaire. Avec la mévente de ses appareils civils, à l'exclusion de certains modèles d'avions d'affaires ou de tourisme à réaction, l'industrie aéronautique française est dans une « situation sérieuse », comme le reconnaît M. Lathière, qui ajoute : « Si l'Airbus européen s'était appelé Boeing, on en aurait déjà vendu cent cinquante. » En il est juste de remarquer que la société américaine, à elle seule, a enregistré l'an dernier 66 % des commandes fermes d'avions à réaction conclues par les compagnies appartenant à des pays non socialistes. L'image de marque de Boeing dans le monde, et sa réussite commerciale dans le domaine civil, avec, notamment, un moyen-courrier tri-réacteur, comme le Boeing-727, qui dépasse aujourd'hui mille deux cents exemplaires, sont autant de références auprès des clients. Quand on sait que le marché des avions civils à réaction, pour les dix années prochaines, est estimé à environ 50 milliards de dollars (valeur 1974) pour ce qui concerne les nouveaux modèles, et les appareils anciens à remplacer, on mesure la vigueur de la lutte qui se prépare, de part et d'autre de l'Atlantique, et on comprend aisément ce que veulent dire les constructeurs européens qui parlent d'adopter, dans cette compétition, « une agressivité de cow-boy » pour gagner.

JACQUES ISNARD.

JUSTICE

Le chanteur Charles Aznavour a été inculpé samedi 12 avril, par M. Freddy Faule, doyen des juges d'instruction de Versailles, d'infraction à la législation sur les changes et d'infraction douanière. Les douanes reprochent à M. Aznavour d'avoir créé des sociétés fictives en Suisse pour accueillir frauduleusement le produit de ses activités artistiques et commerciales (le Monde du 9 avril). « Toute la publicité faite à cet effet, a précisé le chanteur, n'a d'autre but que de jeter le discrédit sur moi. »

Monde





# Le Monde DE L'ÉCONOMIE

## La préparation du VII<sup>e</sup> Plan

### RÉÉQUILIBRER LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL POUR PRÉSERVER LE DÉVELOPPEMENT NATIONAL

par RAYMOND COURBIS (\*)

**C**OMMENCÉS en janvier dernier, les travaux de préparation du VII<sup>e</sup> Plan doivent aboutir prochainement sur la définition de grandes orientations. Mais quelle politique doit-on retenir ? Dans cet article, le professeur Raymond Courbis — auteur de la théorie des économies concurrentielles, qui a fortement influencé les choix du VII<sup>e</sup> Plan — expose quelle stratégie devrait, selon lui, être adoptée. Les choix proposés résultent des travaux menés par l'auteur pour le commissariat général du Plan et pour la commission de l'aménagement du territoire et du cadre de vie ; ils doivent, dans l'ensemble, être repris dans le rapport de cette commission.

Jusqu'au VI<sup>e</sup> Plan, la recherche d'un taux de croissance élevé était un des objectifs du Plan, mais la crise de l'énergie est venue tout remettre en question. Un réajustement structurel des paiements extérieurs s'avère nécessaire et il a été proposé dans ce but de rechercher un ralentissement de la croissance afin de freiner le développement des importations et de favoriser les exportations. Les besoins d'investissement s'en trouveraient diminués et l'inflation pourrait être ralentie, un taux d'investissement élevé pouvant entraîner une hausse des prix plus forte (c'est la thèse défendue notamment par A. Cotté).

terien (1) 7, cela ne pourra qu'entraîner une augmentation des prix de revient des entreprises. Et donc soit un renforcement de l'inflation, soit une dégradation des marges bénéficiaires des entreprises et une réduction des possibilités d'investissement et de création d'emplois.

#### I. — Les dangers d'une politique de croissance modérée

La première conséquence d'un ralentissement de la croissance et de l'effort d'investissement serait de diminuer les créations d'emplois. Or, de ce côté, nous sommes confrontés à une réalité indubitable : le fait qu'au cours de prochaines années la population active française s'accroisse d'environ 200 000 personnes par an. Si on veut que ces nouveaux venus sur

le marché du travail trouvent un emploi, il faut, selon nous, que le rythme de croissance et le rythme de création d'emplois soient suffisants. Le simple maintien du taux de croissance des dernières années est d'ailleurs, de ce point de vue, insuffisant pour empêcher une nouvelle progression du chômage, comme je l'ai déjà montré (« Le Monde de l'économie » du 1<sup>er</sup> février 1972 et du 12 novembre 1974).

Rechercher une croissance modérée, c'est donc accepter délibérément une forte montée du chômage.

Certes, une adaptation peut être trouvée en réduisant le besoin d'emploi grâce à une diminution de la durée du travail et à un abaissement de l'âge de la retraite. Mais sans à rechercher en même temps une baisse des revenus (les salariés l'accep-

teront-ils ?), cela ne pourra qu'entraîner une augmentation des prix de revient des entreprises. Et donc soit un renforcement de l'inflation, soit une dégradation des marges bénéficiaires des entreprises et une réduction des possibilités d'investissement et de création d'emplois.

En même temps, au niveau régional, les conséquences d'une politique de croissance modérée seront très différentes selon les régions et elles conduiront à un renforcement des inégalités interrégionales alors que celles-ci avaient eu tendance à se réduire au cours des dernières années : l'implantation d'industries de biens d'équipement a été depuis 1962 à l'origine de l'industrialisation des régions défavorisées de l'ouest de la France ; elle a conduit à une croissance industrielle de ces régions et à une diminution des disparités interrégionales de revenus. Si un schéma de croissance limitée était retenu, la réduction de l'effort d'investissement et la croissance plus faible des industries de biens d'équipement qui en résulterait conduiraient à renverser la tendance constatée depuis 1962. Ceci empêcherait de profiter de l'effort de modernisation effectué au cours des dernières années.

On assisterait également à une chute de l'effort en matière d'investissements publics dans la France de l'Ouest : les possibilités totales seraient en effet en baisse, mais un niveau élevé d'investissements publics continuerait vraisemblablement à être réalisé dans les régions déjà fortes comme la région parisienne, le Nord et l'Est et le grand delta méditerranéen — ne serait-ce que parce que la redéploiement de l'industrie aurait tendance à s'effectuer de manière spontanée vers ces régions.

Mais l'action régionale n'est pas un luxe qu'on pourrait seulement se permettre quand tout va bien. Elle peut avoir un effet réajustant : nous devons tenir compte de l'incidence nationale des déséquilibres régionaux.

besoins de consommation et besoins d'investissements se trouvent renforcés. Tout cela constitue un facteur d'inflation, et la compétitivité nationale s'en trouve diminuée. (Lire la suite page 24, 1<sup>er</sup> col.)

#### II. — Déséquilibres régionaux, inflation et gaspillage

Si on l'examine de près, l'incidence des déséquilibres régionaux sur les grands équilibres macro-économiques nationaux est forte et on peut en donner plusieurs exemples.

Le premier se situe au niveau du déséquilibre rural-urbain. Les tendances actuelles sont à un développement continu de l'urbanisation et à une désertification progressive des zones rurales. La poursuite des tendances spontanées actuelles conduirait, selon les prévisions de l'INSEE, à ce qu'en 1986 on ait 65 % des Français en zone urbaine contre 80 % en 1968. La population urbanisée passerait de 39,3 millions de personnes en 1968 à 48,5 millions en 1986, alors que la population en zone rurale diminuerait de 14 %, passant ainsi de 10,5 millions de personnes en 1968 à 9 millions en 1986. Au cours des dix prochaines années on aurait ainsi en zone rurale une diminution de la population de 740 000 personnes (dont 240 000 personnes actives) alors que l'évolution naturelle conduirait à une augmentation de 580 000 personnes (dont 280 000 personnes actives). L'exode net des zones rurales correspondrait ainsi à 130 000 personnes par an, dont 52 000 personnes actives.

En même temps, la croissance de la région parisienne continuerait à être très forte même si un certain ralentissement peut être envisagé. Les prévisions faites à ce sujet par l'INSEE par extrapolation des tendances actuelles conduisent à une croissance de 1 300 000 personnes de la population de la région parisienne au cours des dix prochaines années : la banlieue de Paris verrait sa population augmenter de 1 150 000 personnes, soit presque l'équivalent de la population de l'agglomération lyonnaise.

Or cet exode rural et cette augmentation de l'urbanisation (et l'hypertrophie croissante de l'agglomération parisienne) sont sources de gaspillages économiques.

Tout d'abord en ce qui concerne les besoins en logement. D'après l'INSEE, les besoins de logements dus à l'accroissement de l'urbanisation seraient de 250 000 logements par an. Or un arrêt de la décroissance de la population rurale permettrait, grâce à l'utilisation et au non-abandon de logements déjà existants en zone rurale, de réduire ces besoins de 40 000 à 50 000 par an, soit de 200 000 à 250 000 sur la période du VII<sup>e</sup> Plan.

Pour des raisons comparables, il en est de même en ce qui concerne les besoins en équipements collectifs, et cela d'autant plus que le niveau des dépenses nécessaires par tête augmente très rapidement avec la taille et le rythme de croissance des agglomérations.

De ce fait, un développement trop rapide de l'urbanisation, et en particulier de la région parisienne, entraîne des dépenses accrues et augmente la pression de la demande globale : les compétitions entre

## En 1974 LE REVENU PAYSAN S'EST MOINS DÉGRADÉ QUE PRÉVU

**L'**ANNÉE 1974 a été exceptionnellement mauvaise pour les agriculteurs français ; mais un peu moins qu'on le craignait. Les chiffres commandent à penser qu'une baisse du pouvoir d'achat moyen de la paysannerie de 15,9 % avait en lieu l'an dernier.

La commission des comptes de l'agriculture, qui se réunit le mardi 15 avril, va examiner des calculs moins défavorables : recul de 9 à 11 % seulement selon que l'on tient compte de l'augmentation des prix à la production (11,2 %) ou à la consommation (13,8 %). Pour la première fois, la commission étudiera en même temps les comptes départementaux de l'année alors que ces chiffres s'étaient habituellement disponibles qu'avec plusieurs mois de retard. La commission fera aussi le point sur le compte social des agriculteurs par catégories d'exploitation de 1970 à 1974.

La production agricole, qui, en 1974, a faiblement augmenté en volume (+ 0,3 %) et en prix (+ 4,4 %), a représenté une valeur nominale de 113,7 milliards de francs. Les consommations intermédiaires (engrais, énergie, aliments du bétail, bâtiments, services...) ont, elles, fortement progressé, passant de 37,2 milliards à 46,9 milliards de francs (+ 23,9 %). De sorte que la valeur ajoutée du secteur agricole (différence entre les deux résultats précédents) n'a été que de 66,7 milliards de francs, en diminution nominale de 5 % par rapport à l'année précédente (11). Compte tenu des subventions (4,2 milliards de francs) et des indemnités d'assurance (264 millions de francs), les ressources totales de l'agriculture se sont élevées à 71,2 milliards de francs.

De cela, il faut déduire les primes d'assurance (+ 15 %), les intérêts (+ 20 %), les salaires versés (+ 15 %), les cotisations sociales (+ 12,5 %), les impôts indirects (- 590 %), les dépenses pour fermage et métagage (+ 4,1 %), soit un total de 19 milliards de francs. En tenant compte également de la variation des stocks (641 millions de francs), le résultat final ne dépasse pas 51,6 milliards de francs, en recul de 1,9 % sur celui de 1973.

Or il s'agit là de francs courants. Pour connaître l'évolution réelle du pouvoir d'achat des agriculteurs, les économistes prennent en compte :

— La diminution du nombre des exploitations, 2,7 % ;  
— L'augmentation des prix, 11,2 %, si l'on se réfère à la production agricole brute, 5,8 % dans la production intérieure brute.

(1) La part de la valeur ajoutée agricole représente 5,8 % dans la production intérieure brute. (Lire la suite page 26, 1<sup>er</sup> col.)

## LA PENSÉE ÉCONOMIQUE ET L'OBJET-ROI

### « LA PAROLE ET L'OUTIL » de Jacques Attali

**B**IGRE ! Jacques Attali nous avait habitués à des démonstrations cascadiques, à des survols audacieux ou à des plongées impressionnantes dans le monde de l'économie (et de l'« anti-économie »), mais aucun de ses ouvrages précédents n'avait donné autant de vertige que *La Parole et l'Outil* (1), tout frais sorti de l'imprimerie. Qui osera dire après cette lecture que les sciences humaines glissent vers le confort de la spécialisation ? C'est sur les traces de Michel Foucault et d'Edgar Morin que chemine notre auteur. Le dominant reste économique, certes, mais des antennes sont dressées dans bien d'autres directions : sociologie, bien sûr, mais aussi biologie, physique, mathématiques, linguistique, écologie, ethnologie, etc. Parcourir sa « bibliographie » ou les exercices de ses chapitres montre déjà l'étendue de la curiosité. On trouve aussi bien la *Causerie* ouverte que T. S. Eliot, et, dans le texte,

### « LA FIN DES RICHES » d'Alfred Sauvy

les Piné Floyd voisinent avec Machiup ou les philosophes de l'école de Frankfurt, Adorno, Horkheimer ou Habermas. Jacques Attali est un héraut du savoir. On le sent frémir d'aise en enjambant les disciplines, en découvrant des correspondances entre la thermodynamique et les structures sociales, en dénichant dans toute une littérature « underground » de rapports roméotiques, de textes non encore publiés, des visions originales.

Si l'on voulait absolument classer Jacques Attali — les Français aiment tellement cela ! — c'est du côté des « économistes radicaux » de type américain qu'il faudrait chercher. Tournant délibérément le dos aux investigations keynésiennes ou néo-classiques, cette jeune « école » cherche, on le sait, à rassembler et classer de nouveaux concepts et de nouveaux chiffres ou le pouvoir, la qualité de la vie, les inégalités, etc., sont au premier plan.

Deux premiers concepts-clés apparaissent : ceux d'énergie et d'information, mais pour ainsi dire subtilisés, débarrassés de leurs connotations habituelles. Prenons un exemple simple : pour une même automobile, il faut beaucoup plus d'énergie si l'on veut la fabriquer vite. C'est l'information qui doit organiser, donner un sens, programmer la consommation d'énergie dans les différents aspects de la production. Or on a constaté que la part des métiers où règne « l'information » augmente considérablement avec la croissance (plus de 50 % de la population actuelle aux États-Unis), ce qui réduit l'intérêt de toute théorie fondée sur le seul travail directement productif, c'est-à-dire mesurable par l'objet qu'il fabrique lui-même.

des villes, de la consommation d'énergie, etc.).

PIERRE DROUIN.

(1) *La Parole et l'Outil*, Calmann-Lévy, 284 pages, 32 F. (Lire la suite page 24, 4<sup>e</sup> col.)

### « LA FIN DES RICHES » d'Alfred Sauvy

**C'**ETTE machine à laver, cette voiture, acceptations-nous de la payer 5 % plus cher, de façon que les travailleurs immigrés qui l'ont faite soient en état de vivre confortablement ? Ces logements que nous préconisons sur lieu et place des bidonvilles, acceptations-nous à la trouver sur notre note d'impôts... ? La volonté de traiter humainement les étrangers, parfois proclamée sur un ton violent, contraste avec notre souci de ne pas contribuer personnellement à cette humanité.

C'est autour de ces thèmes, familiers à une minorité de l'opinion mais que la majorité rêve de résoudre, que nous préconisons, qu'Alfred Sauvy a bâti ce livre (1) Ouvrage de souvenirs plus que d'innovation où l'on retrouve les idées-forces développées par l'auteur depuis des années. Il n'est pas inutile de répéter des vérités essentielles.

Au fil des pages, le lecteur retrouve donc les thèmes chers à l'auteur : le « dieu-automobile », auquel l'État (et les électeurs) ont sacrifié tant d'équipements collectifs et de transports en commun ; la tendance au mathématisme de certains responsables de l'économie (patrons ou syndicalistes), inquiets des conséquences sur l'emploi du progrès technique et de la productivité ; le gaspillage généralisé de nos sociétés de confort, poussées par la publicité ou la jalousie sociale à sacrifier l'avenir au présent ; l'hypocrisie des classes dominantes, prêtes à profiter des lois sociales votées pour les autres et à bafouer, dans la pratique, les droits de l'homme qu'elles célèbrent dans leurs codes ; l'accord implicite des groupes actifs pour perpétuer (à leur avantage) une inflation qu'ils dénoncent quotidiennement ; la tendance naturelle de l'humanité à recourir aux cortèges et aux bals masqués pour cacher derrière les mots les problèmes économiques qu'elle ne veut pas régler...

GILBERT MATHIEU.

(1) *La Fin des riches*, Calmann-Lévy, 284 pages, 32 F.

## 3 COMBATTANTS

DE LA LIBÉRATION DES CAMPS L'ANNIVERSAIRE DE LA FÉDÉRATION DES ANCIENS DES FORCES FRANÇAISES EN ALLEMAGNE

Le 16 avril 1975, les anciens combattants de la Résistance ont célébré l'anniversaire de la formation de la Fédération des Anciens des Forces Françaises en Allemagne. Cette organisation, créée en 1945, regroupe les anciens combattants de la Résistance qui ont servi dans les Forces Françaises Armées en Allemagne (FFAA) pendant la Seconde Guerre mondiale.

**POLICE**  
Les conceptions de M. Poniatowski se rapprochent de celles que nous défend, déclare M. Gérard Monette

**AUTIQUE**

ACCES COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS repêché de cow-boy

Justice

Justice

Justice

Justice

صكياتن الأصل



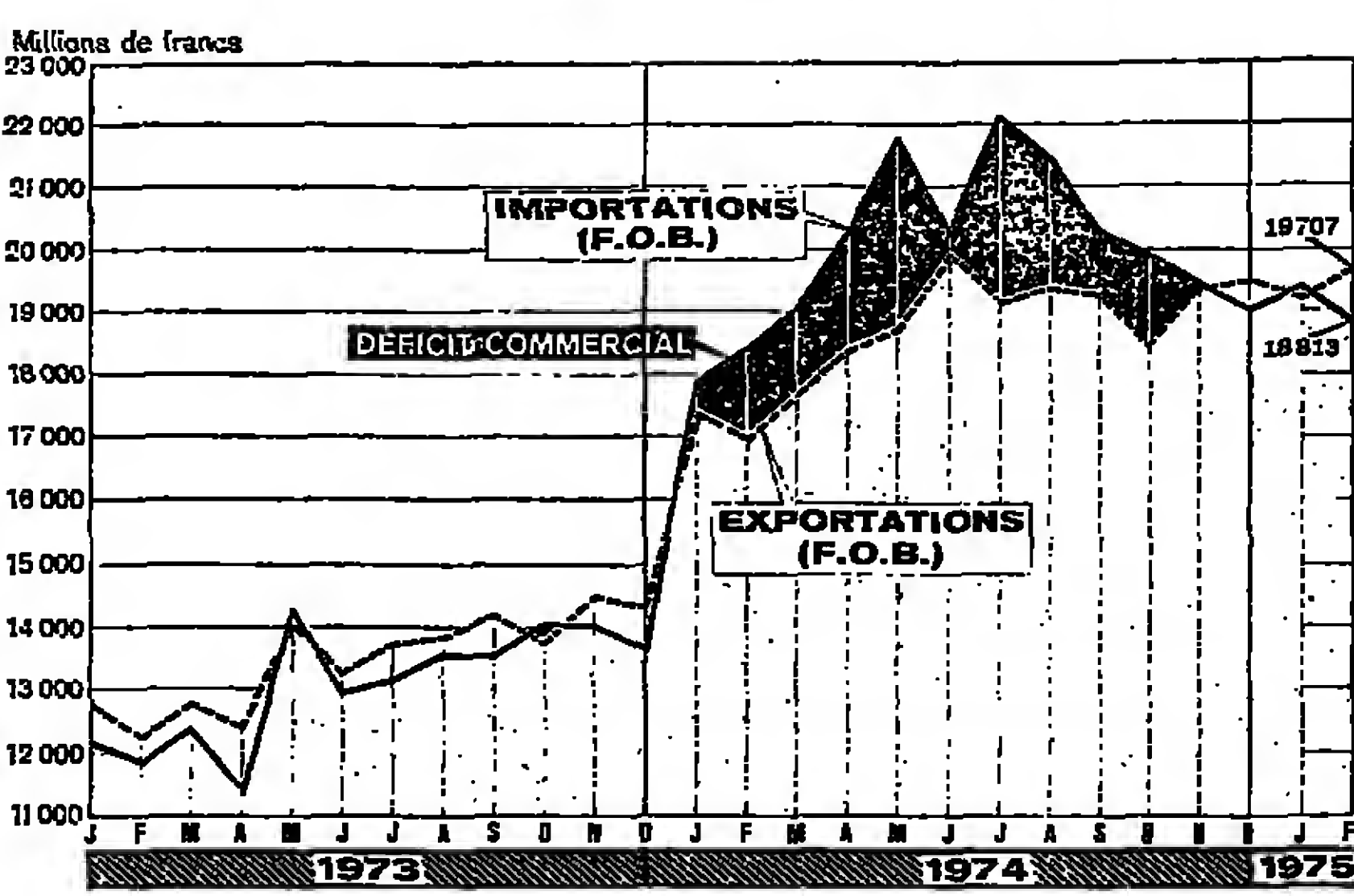
صك زامن الأصل

FAITS ET TENDANCES

COMMERCE EXTÉRIEUR : excédentaire

« La parole et l'outil »

Le commerce extérieur de la France a été excédentaire de 894 millions de francs en février, ce qui représente un taux de couverture des achats par les ventes de 104,8 %.



L'autre modification est la place prise par les pays pétroliers (1,5 milliard de F d'exportations mensuelles) et les pays de l'Est (1,1 milliard de F) dans nos ventes, ces deux dépassant maintenant les États-Unis (1 milliard de F par mois).

(Suite de la page 23.) Affinant sa réflexion, Jacques Attali distingue quatre niveaux d'écoulement de l'information par ordre de complexité : le signal, le discours, le symbole, la relation, cette dernière étant privilégiée car elle est de l'ordre créatif, spirituel ou affectif, allant de l'homme à l'homme sans passer par l'objet.

Cinq axes

Comment ménager les transitions ? Selon Jacques Attali, la collectivisation du capital est nécessaire mais non suffisante, car l'État peut à son tour faire de la répression relationnelle.

« Manquant de temps pour fourrer des gens ou des choses, l'homme... se paye le temps des autres pour qu'ils aient à sa place les échanges relationnels dont il est privé ».

La préparation du VII<sup>e</sup> Plan

(Suite de la page 23.) Une autre source de déséquilibre vient des mécanismes asymétriques de la formation des salaires en France et de la mobilité imparfaite entre régions de la main-d'œuvre disponible.

différents en région parisienne et dans les régions de province (en particulier celles de l'Ouest et du Sud-Ouest, où ils sont en moyenne inférieurs d'un tiers à ceux de la région parisienne), en zone rurale et en zone urbaine, dans les grandes agglomérations et les petites unités urbaines.

de la production en région parisienne ne doit plus être un moteur privilégié du développement national ; l'expansion de cette région doit être freinée au bénéfice des régions de province.

Le marché du travail parisien joue un rôle de leader. Une hausse des salaires en région parisienne — suite, par exemple, à une tension plus forte du marché du travail — induit dans les régions de province une hausse des salaires d'une amplitude comparable sans que la réciproque soit vraie.

Pour toutes ces raisons, l'incidence sur la hausse des salaires nominaux et sur les coûts salariaux d'un même nombre d'emplois créés sera très différente suivant la localisation de ces emplois. Il en sera de même pour les marges bénéficiaires et les possibilités d'investissement, de croissance et d'emploi, comme aussi pour l'évolution de la balance commerciale (car une diminution des possibilités de l'offre nationale entraîne une augmentation des importations de produits substituables et une réduction des possibilités d'exportation).

Ce faisant, on pourra réduire, par différents canaux, les tendances inflationnistes de la région parisienne, et, compte tenu des effets de diffusion, celles de l'économie française. Notre compétitivité sera améliorée et les possibilités d'investissement seront accrues. D'où une stimulation de la production et une amélioration de la balance commerciale.

Un même accroissement de l'emploi en région parisienne, provoquant, par exemple, une hausse supplémentaire de 1 % des taux de salaire, entraînera donc une hausse comparable des salaires en province. Par contre, la même hausse d'emplois créés dans une région de province n'aura qu'un impact limité au niveau de cette région — voire nul — dans les régions de province alors qu'elle est, au contraire, élevée en région parisienne.

On pourrait multiplier les exemples. Du point de vue du Plan, la conclusion — capitale — qu'il faut en tirer, c'est que l'incidence des déséquilibres régionaux n'est pas seulement régionale mais peut, au contraire, être fondamentale au niveau national, notamment en ce qui concerne la croissance, l'emploi, l'inflation et les paiements extérieurs.

En même temps, il importe d'accroître l'efficacité du système productif, de réduire les gaspillages et d'économiser le capital de manière à produire autant avec moins d'investissements.

III. — Pour une croissance soutenue et plus humaine grâce à un rééquilibrage régional

Si les déséquilibres régionaux et spatiaux sont source de déséquilibres nationaux importants, les réduire pourra améliorer le développement national.

les petites unités urbaines. On doit alors stimuler en priorité la création d'unités de production de taille moyenne et non des complexes industriels lourds qui ne peuvent aller de pair qu'avec de grandes agglomérations.

Il faut que l'accroissement de production entraîne par lui-même une dépense d'investissement soit le plus élevé possible ; les investissements recherchés doivent correspondre à un grand « multiplicateur (macro-économique) d'offre ».

La politique régionale ne doit plus être seulement conçue en termes de réduction des disparités et d'amélioration du cadre de vie ; elle doit pouvoir servir le développement national, surtout dans les perspectives actuelles. Si cela n'a pas été fait jusqu'ici, c'est parce qu'aucun instrument d'analyse n'était disponible qui aurait permis de mesurer l'impact national de la politique régionale et de la politique urbaine.

Une telle orientation de la politique urbaine a d'autres avantages : la consommation d'énergie par tête étant plus importante en zone urbaine qu'en zone rurale et dans les grandes agglomérations que dans les villes moyennes ou petites, des économies notables d'énergie devraient pouvoir être réalisées. Que l'on songe ici aux milliers de litres d'essence gaspillés lors des départs en week-end de Paris et des grandes villes ; ayant une vie plus équilibrée, les habitants des campagnes et des villes moyennes n'éprouvent pas de tels besoins.

Il ne s'agit donc pas là d'un luxe qu'on pourrait se permettre si tout allait bien ; le rééquilibrage que nous proposons est au contraire d'une « ardeur » nécessaire dans ces temps difficiles.

Mais, dès à présent, on peut tirer quelques grandes orientations qualitatives des travaux économétriques et statistiques réalisés.

On améliorerait à terme les conditions de vie, et cela permettrait un nouveau type de développement, à la fois plus humain et plus efficace.

Une politique active de rééquilibrage régional permettrait ainsi d'améliorer la balance commerciale et de freiner l'inflation ; elle faciliterait le choix que nous proposons d'une croissance soutenue et — avantage supplémentaire — conduirait à de meilleures conditions de vie.

Une croissance soutenue devant, avouons-le, être retenue, il faut — compte tenu du rééquilibrage nécessaire des paiements extérieurs — éviter toute demande inutile et stimuler l'offre.

Un redéploiement des activités sur l'ensemble du territoire éviterait en outre des dépenses inutiles de transports interrégionaux.

Il ne s'agit donc pas là d'un luxe qu'on pourrait se permettre si tout allait bien ; le rééquilibrage que nous proposons est au contraire d'une « ardeur » nécessaire dans ces temps difficiles.

RGK ENGLISH FOR EXECUTIVES. 6 cassettes accompagnées de livres. LA CLEF DE L'ANGLAIS DES AFFAIRES pour tous ceux qui ont appris l'anglais au cours de leurs études mais qui ne peuvent l'utiliser efficacement dans leur activité professionnelle (conversations téléphoniques, conférences, voyages, négociations internationales, ...).

Publicité pour Jet Air France ou British Airways. LONDRES Week-ends spéciaux du 1<sup>er</sup> MAI ASCENSION PENTECOTE. Séjour en demi-pension Hôtel catégorie touristique supérieure Transfers Excursions locales Service d'un accompagnateur. PARIS-TOURISME 710 F FRANCE TOURISME PARIS EXCURSIONS 1, rue Anber - 75009 Paris

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS CPA. Les inscriptions pour l'admission au prochain cycle annuel du CPA (Janvier 1976 à Mars 1977) sont ouvertes depuis le 2 Avril jusqu'au 7 Juillet 1975. Les dossiers d'inscription doivent être retirés au secrétariat du CPA - 108, Bd Malesherbes, 75017 PARIS (Tél. 267.32.40).

UN DEBAT SUR L'INFLATION EN FRANCE aura lieu mardi 16 avril à 17 h 30 à l'Université Paris-XI Daubigny, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny. Il est organisé par l'U.E.R. Economie appliquée 2<sup>e</sup> cycle avec la participation des professeurs Alain Cottia et Pascal Salin, sous la présidence de notre collaborateur Paul Fabra.

PIERRE DROUIN.



La parole et l'outil

Après le pétrole, le monde a...

Cinq axes

Le monde est en train de...

LE MONDE DES AFFAIRES

Dominé par le géant A.T.T. Le marché américain du téléphone est de plus en plus convoité par des entreprises étrangères

Vingt milliards de dollars en 1975...

De notre envoyé spécial

Le marché américain du téléphone est de plus en plus convoité...

Le paradoxe n'est qu'apparent...

obligations et ses charges de service...

Table with 2 columns: Company Name, Value. Includes A.T.T., Western Electric, etc.

New-York. — Un siècle durant — il y a maintenant quatre-vingt-neuf ans que...

Chaque fabricant veut donc être prêt pour le cas où le marché américain...

français ont travaillé des mois en compagnie de leurs collègues de North American...

Apparemment tout marche bien. CENTEL a déjà passé une seconde commande...

Curieusement A.T.T. reçoit dans cette affaire l'appui des autres sociétés...

Retour aux sources pour I.T.T.

Dans cette course au marché américain, I.T.T. entend se placer dans le peloton de tête...

I.T.T. de prendre un nouveau virage, de revenir à ce qui a toujours été la base de son développement...

Quelques jours pour obtenir une ligne. AUX Etats-Unis, le téléphone ne dépend pas d'un ministère...

Le réseau longue distance (liaisons interurbaines et vers l'étranger) est entre les mains du groupe A.T.T.

Les tarifs du téléphone sont peu élevés. A Las Vegas, par exemple, le coût d'installation d'une ligne...

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS epa

Leeds polytechnic Fachhochschule Bielefeld École supérieure de commerce d'Amiens

Le réseau longue distance (liaisons interurbaines et vers l'étranger) est entre les mains du groupe A.T.T.

Vous avez un problème de bureaux. Faites une addition. Bureaux dans Paris Surfaces divisibles (de 200 à 4.000 m²)

مركزنا الأصلي



صك: احمن الاصل

# Le revenu paysan

(Suite de la page 23.)

Les rédacteurs du rapport soumis à la commission constatent : « Alors que les prix ont toujours joué un rôle primordial comme instrument du maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs en 1974, l'action sur les prix a un caractère tout à fait ponctuel sur des marchés perturbés, tandis que les aides directes prennent une importance particulière. » Les pouvoirs publics n'auront-ils pas la tentation de perpétuer ces mécanismes, qui, outre leur incontestable portée électorale, sont conformes à l'orientation de plus en plus claire vers la renationalisation des politiques agricoles au sein du Marché commun ?

● LA SITUATION TRÈS VARIABLE SELON LES PRODUCTIONS. — Globalement, la production a stagné en volume, mais les récoltes de céréales, de fruits, d'oléagineux et de betteraves ont diminué d'environ 7 %. Cette baisse est plus que compensée au plan nominal par l'augmentation des prix de ces produits (+ 9 %).

Ce sont les céréales qui ont connu la meilleure situation : la récolte de blé tendre a augmenté de 7 % et les prix de 21 % ; pour l'orge, ces chiffres sont respectivement de - 10 % et + 27 % ; pour le maïs de - 20 % et + 34 %. Au total, la valeur de la production céréalière est passée de 15,7 milliards à 18,1 milliards. Résultats moins favorables pour les fruits et légumes : la production de pommes de terre stagne en volume mais chute de 8 % en valeur nominale ; celle de fruits baisse de 20 % en volume, ce que la hausse des cours (+ 13 %) ne compense pas ; dans le secteur des

vins, la récolte a diminué de 10 % (consommation courante) à 15 % (appellation contrôlée), et les prix ont baissé à cause des forts excédents laissés par la précédente vendange. Les betteraviers ont récolté un tonnage inférieur de 4 % mais bénéficié de prix en hausse de 28 %.

Dans le secteur animal, la situation est globalement équivalente à celle de 1973. Le marché du veau est resté très

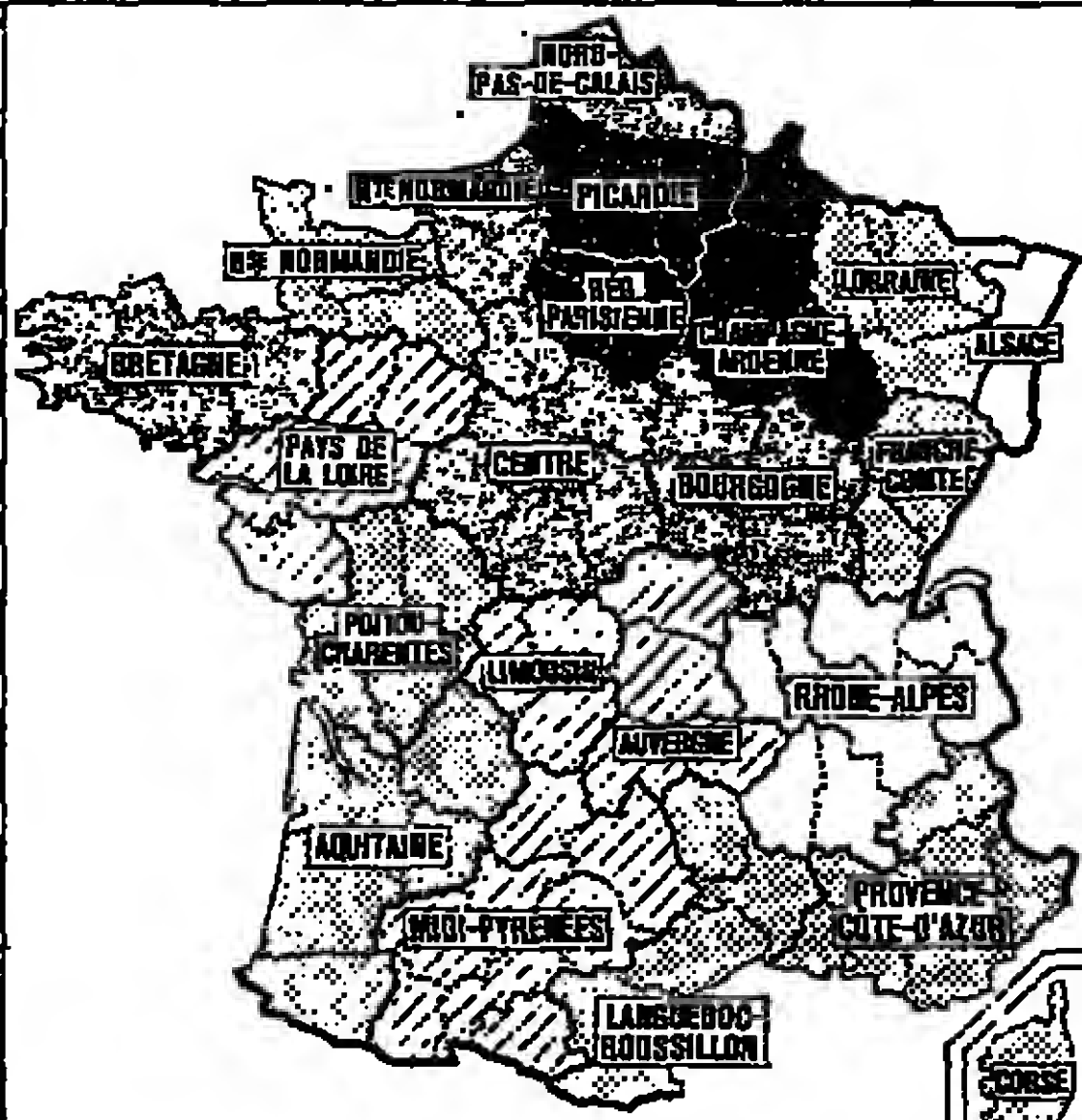
d'une certaine manière la politique d'aide directe et de soutien des marchés menée en faveur du vin et des productions bovines et porcines. Mais ils confirment la nécessité d'organiser les marchés de ces produits, trop sensibles aux aléas de la production. La différence entre la hausse des prix de détail des produits alimentaires (12,6 %) et celle des prix agricoles à la production (4,5 %) montre enfin que le problème des circuits de commercialisation reste entier.

● L'ÉVOLUTION RÉGIONALE DES REVENUS TRÈS DIVERGENTE. — Sur les vingt-neuf départements essentiellement consacrés à l'élevage, les exploitants de vingt-quatre d'entre eux ont un revenu brut inférieur à la moyenne nationale : 29 500 francs. Grâce aux subventions versées en cours d'année et à la stabilisation des prix, la moitié d'entre eux arrivent à obtenir une progression positive de leur revenu nominal, les résultats des producteurs de lait étant dans l'ensemble meilleurs. Pourtant le pouvoir d'achat des exploitants d'un seul département, le Cantal, s'améliore. La situation de tous les autres se dégrade.

Sur les cinq départements d'élevage dont le revenu brut était supérieur à la moyenne nationale, un seul, la Meuse, connaît une évolution positive, insuffisante toutefois pour compenser la hausse des prix. Dans les départements à orientation végétale, la tendance à la détérioration a été plus marquée : le revenu nominal augmente seulement dans sept départements sur vingt-trois, dont deux connaissent une amélioration du pouvoir d'achat (Yvelines, Gironde). Mais, finalement, les six départements de grande culture du Bassin parisien, dont les résultats par exploitant sont toujours triples de la moyenne nationale, sont peu affectés. Les départements de polyculture et d'élevage ont l'évolution la plus médiocre : trente-quatre sur trente-huit voient leur revenu brut en baisse, ce qui, pour vingt d'entre eux, se traduit par une diminution du pouvoir d'achat supérieure à 20 %.

Au total on compte trente-trois départements dans lesquels les agriculteurs ont un revenu au moins égal à la moyenne nationale, c'est-à-dire 29 534 francs en 1974.

ALAIN GIRAUDDO.



Cinq types de régions dont le résultat brut d'exploitation (RBE) annuel est :

Compris entre 17801 et 23500 F	inférieur à 17800 F
23501 et 29500 F	29501 et 57700 F
supérieur à 57701 F	

lourd alors que celui des gros bovins — soutenu par le stockage et les exportations subventionnées — est reparti au deuxième semestre. D'une année sur l'autre, les prix n'ont que peu baissé, mais les abattements sont en progression de 27 %. Les recettes nominales provenant du lait sont demeurées à peu près égales à celles de 1973. A posteriori, ces résultats justifient

# « LA FIN DES RICHES »

(Suite de la page 23.)

Cette dénonciation de tous les conformismes n'étonnera pas les lecteurs habitués d'Alfred Sauvy : elle est bien dans sa manière. Mais l'auteur de *La Révolte des jeunes* a cette fois situé son propos dans le cadre actuel de la rampe en cause par le tiers-monde de l'équilibre des nations. Même s'ils restaient sourds aux cris des affamés, les peuples riches ne pourraient plus empêcher les bouleversements dont le cri du pétrole est une première manifestation.

« L'Europe est en train de perdre sa nourriture », écrit Sauvy en se moquant du diction de Méline, pour qui les peuples du Vieux Continent vivaient de leur terre, alors qu'à l'évidence leur prodigieuse richesse venait surtout de l'habile exploitation par eux des ressources du monde entier. Or voilà que le reste du monde, poussé par l'effulgence d'une démographie galopante, s'organise pour utiliser lui-même les produits de son sol et, tant qu'il ne peut pas le faire complètement, les vendre à un

prix moins dérisoire. La décolonisation politique avait marqué la première étape dans ce sens ; la seconde est en train de se produire, au nom d'un slogan implicite : « Producteurs de matières premières de tous les pays, unissez-vous ! »

Les pays riches, note Sauvy, ont, à l'instar des États-Unis, d'abord répliqué par le vieux réflexe malthusien : il y a trop de pauvres dans le monde, réduisons la natalité. Mais, outre que l'efficacité de cette politique reste à prouver (en dépit des efforts entrepris dans quatre-vingt pays pour populariser l'usage des contraceptifs (2), 5 à 10 % seulement des couples intéressés s'en servent), un nombre croissant de jeunes nations la refusent, comme on l'a vu en août dernier à la conférence de Bucarest. Si bien qu'il paraît aujourd'hui raisonnable de penser que la population mondiale continuera à progresser et, compte tenu de la vitesse acquise jusqu'au-delà de 2100. A ce moment, l'ensemble des régions peu développées compterait entre 10 et 11 milliards d'êtres humains, soit 90 % de la population

globale. A elle seule, l'Asie du Sud en dénombrerait la moitié.

Cette prévision en entraîne une autre, au moins aussi importante : le vieillissement fantastique de l'humanité. Alors qu'actuellement il a douze fois plus de jeunes (moins de quinze ans) que de vieux (plus de soixante-cinq ans), il y en aura dans vingt-cinq ans à peine huit fois plus, en 2050 moins du double, et un siècle plus tard presque autant. A ce moment, le nombre de personnes âgées sera dix-sept fois supérieur à l'actuel. Qui paiera pour les entretenir ? Les peuples qui auront vieilli le plus vite seront, bien entendu, ceux qui sont actuellement les plus riches, puisque c'est chez eux que la médecine et le goût du confort auront en premier accouru la longévité et réduit le rythme des naissances. Contredits de l'extérieur par les nations jeunes — désireuses de mieux utiliser leurs richesses — les peuples riches seront donc également ébranlés de l'intérieur par ce vieillissement, qui accroîtra lourdement les charges des générations actives.

A ce double défi, les hommes politiques sont tentés de répondre par les répliques classiques : la menace envers les gouvernements qui veulent valoriser leurs matières premières, l'inflation, l'avancement de l'âge de la retraite... Alfred Sauvy met en garde les responsables : mieux vaudrait éviter les gaspillages et protéger la nature que menacer les pays pauvres ; une modification de la consommation alimentaire des peuples riches réduirait, en particulier, le gaspillage qui représente l'utilisation de sept calories végétales pour produire une calorie animale ; l'inflation n'arrange finalement rien mais aggrave les inégalités ; c'est en permettant aux personnes âgées qui le veulent de continuer à travailler qu'on allègera la charge des générations actives, et surtout en encourageant les familles à avoir un troisième enfant : l'aide des peuples riches devrait être accordée, devenue plus technique, être davantage multilatérale...

Des conseils, l'auteur en prodigue des dizaines d'autres, cherchant à esquisser un chemin de raison pour les gouvernants, tout en se gardant de vouloir substituer l'économiste — qui éclaire et alerte — au politicien — qui mesure les risques et décide. Réduction des inégalités, sauvegarde des richesses naturelles, précautions à l'égard des productions nouvelles, refus des gratulés injustifiés qui conduisent au gaspillage, création d'un impôt mondial de solidarité croissant d'année en année... autant de vœux formulés par Sauvy, qui souhaite les voir retenus avant que n'arrive le pire. Le pire pour ceux qui ont taillé, mais peut-être aussi pour ceux qui auront accepté la mort des affamés...

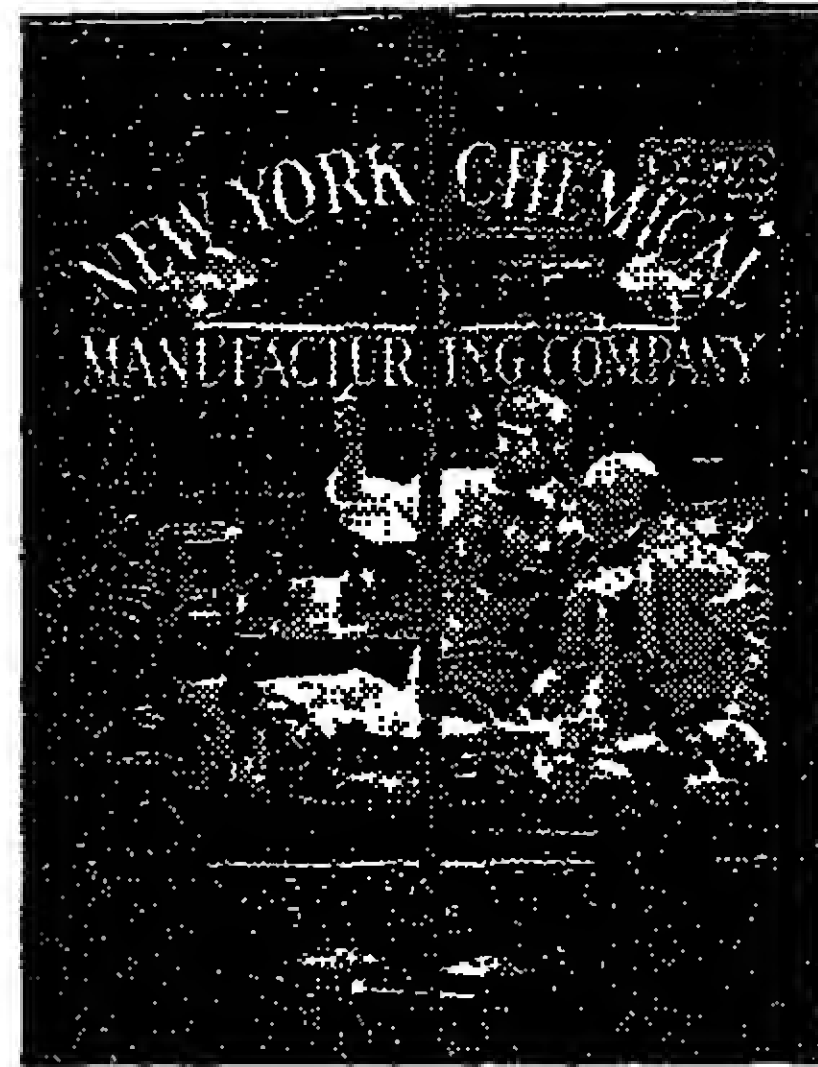
« Il est probable, conclut l'auteur, qu'un jour ou l'autre, après une famine par exemple, ou dans une situation alimentaire sans issue, des voix s'élèveront pour demander une meilleure répartition de la terre. Les États-Unis ou l'Australie pourraient être priés de céder des terres à des Asiatiques affamés... »

GILBERT MATHIEU.

(2) Les sommes dépensées dans le monde pour populariser le planning familial s'élevaient à 500 millions de dollars. Montant considérable, évidemment, mais... 0,2 % des budgets d'armement !

# Quand vous saurez comment nous sommes devenus une grande banque internationale, notre nom ne vous étonnera plus.

Aujourd'hui, Chemical Bank est une des premières banques mondiales. Nous traitons avec plus de 80% des compagnies dont le chiffre d'affaires dépasse 2 milliards de dollars. Notre réseau mondial de services est si étendu que, quel que soit le champ d'activité de votre entreprise, nous sommes en mesure de vous apporter le soutien bancaire dont vous avez besoin. Mais, il y a 150 ans, nous n'étions même pas une banque. Nous étions la New York Chemical Manufacturing Company, située dans une zone rurale de Manhattan, appelée Greenwich Village.



## Le passé de Chemical Bank.

Bien avant que nous ne soyons connus comme banque, nous étions déjà une entreprise d'hommes d'affaires. Un fabricant local de peinture, un pharmacien, et le propriétaire d'un grand magasin d'alimentation new-yorkais en furent les fondateurs. En 1824, nous introduisîmes une requête pour obtenir une licence bancaire. Un peu plus tard, le privilège nous fut accordé. Depuis lors, bien des choses ont changé. D'une part, nous ne fabriquons plus de produits chimiques. D'autre part, nous ne demandons plus à nos caissiers d'habiter au-dessus de la salle des coffres pour "garder au mieux les fonds de la banque".

## Le présent de Chemical Bank.

En 1917, nous occupions le 129ème rang dans la hiérarchie bancaire des États-Unis. Aujourd'hui, nous occupons la sixième place, et nous ne cessons de nous développer. En l'espace d'un an, nous avons ouvert de nouveaux bureaux à Beyrouth, Chicago, Milan, Djakarta, Singapour et dans les îles Anglo-Normandes. A tout moment, nous approvisionnons les hommes d'affaires en énergie financière pour faire face à la demande toujours changeante du monde des affaires. Dans tous les domaines. Depuis le financement de produits et de projets dans les marchés en plein développement du Moyen- et de l'Extrême-Orient, jusqu'aux programmes spécialement conçus, comprenant le leasing ainsi que le financement commercial et industriel et le factoring.

## L'avenir de Chemical Bank.

De nouveaux marchés se développent, et nous y jouerons un rôle encore plus important comme banque internationale. En renforçant notre position dans les principaux marchés du monde, en offrant un éventail toujours plus vaste de services financiers. En Europe et dans le monde entier.

## Chemical Bank dans le monde.

Succursale à Paris : 85, avenue Marceau - 75116 Paris - Tél. : 720-74-30.  
Siège central : New York.  
Les Bermudes, Beyrouth, Birmingham, Bogota, Bruxelles, Buenos Aires, Caracas, Chicago, Djakarta, Francfort, Hong Kong, Îles Anglo-Normandes, Londres, Madrid, Manille, Mexico, Milan, Monrovia, Nassau, Paris, Rio de Janeiro, San Francisco, São Paulo, Singapour, Sydney, Tokyo, Vienne et Zurich.

**CHEMICAL BANK**  
International business: When needs are financial, the reaction is Chemical.

**6 Agents de Change**  
**6 places boursières**

**proval**

**1 même service**

**LES MEMBRES DU G.I.E. PROVAL**

BLISSON, BONNASSE	39 bis, rue Grignan	MARSEILLE 6 <sup>e</sup>
DELAUNAY, GUILLET	1, rue Alfie	NANTES
Xavier DELORE	2, place de la Bourse	LYON 2 <sup>e</sup>
Jacques DOUILHET	62, rue Stasias	NANCY
François DUBLY	50, bd de la Liberté	LILLE
NIVARD, FLORNDY	20, bd Montmartre	PARIS 9 <sup>e</sup>

**VOUS OFFRENT**  
gratuitement et sur simple demande  
leur documentation boursière concise et pratique

**INVESTIR EN BOURSE**







هكزا من الاصل

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

responsable département
Filiatè d'un groupe chimique multinational, Henkel France recherche

Vous êtes évolutifs,
notre société a besoin de Vous !
La gamme de nos produits augmente, le marché aussi.

HEG - ESSEC
SG. ECO
ESCP
ou équivalent
NEGOCE INTERNATIONAL

THOMSON-CSF
DIVISION TELECOMMUNICATIONS
SERVICE APRES-VENTE
AGENTS COMMERCIAUX

GRUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
BUREAU EUROPEEN
SECRETAIRE DE DIRECTION
BILINGUE

Assistante de
Direction Commerciale
LA SOCIÉTÉ : filiale d'un important
Groupe de bâtiment et T.P., est spécialisée

Le Groupe DELALANDE
315 MF de C.A. en 1974
(deont 250 en pharmacie)
Croissance annuelle de 20%

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
GRUPE PECHNEY-JIGINE-KUHLMANN
Recherche Pour Gestion de son Service
TRESORERIE à PARIS

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LYON 80 000 F/an
DIRECTION
COMMERCIALE
REGIONALE
Société française, nous produisons des biens
industriels destinés au Bâtiment.

TOULOUSE
LA BANQUE DE L'
UNION EUROPEENNE
recherche pour cette place :
DIRECTEUR
DE SUCCURSALE

ENTREPRISE VENTE BIENS EQUIPEMENT
MATRIEL ELECTRIQUE
recherche
INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT

INGENIEUR
Chef de la section sous-traitance
La société fabrique des équipements pour la
navigation aérienne. Avec 2.000 personnes, elle

Entreprise Languedoc
Fabrication matériels pétroliers
(forages et lées de puits)
RECHERCHE POUR
FONCTION COMMERCIALE
SÉDENTAIRE

selection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS
IMPORTANTÉ Siè de Chauffage et Climatization
cherche pour son agence de Toulouse

ALSTHOM
recherche pour Département
AUTOMATIQUE et ELECTRONIQUE
installé à GRENOBLE
UN INGENIEUR-INFORMATICIEN

Importante Société de Chauffage et Climatization
cherche pour son agence de LYON
UN RESPONSABLE COMMERCIAL
expérimenté

GRUPE R.E.T.I.
recherche
pour son département Cosmétologie
(Fernand AUBRY)

SOCIÉTÉ 30 M.F. BIENS EQUIPEMENT
recherche
CHEF SERVICE
TRANSIT EXPORT

SOCIÉTÉ DE TRAVAUX
D'ENTRETIEN
INDUSTRIEL
recherche pour son département
PETROCHIMIE
et INDUSTRIE CHIMIQUE

LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE LONS-LE-SAUNIER
ET DU JURA
cherche pour développer son
SERVICE JURIDIQUE

ingénieur chimiste
la mission consistera à créer et mettre au
point des produits de maquillage (teintes -
colorants - textures...)

Important Groupe Multinational
recherche pour
ses activités laboratoire en France
cadre commercial
qui prendra en charge l'équipe de ventes et
assurera le suivi de certains problèmes tech-

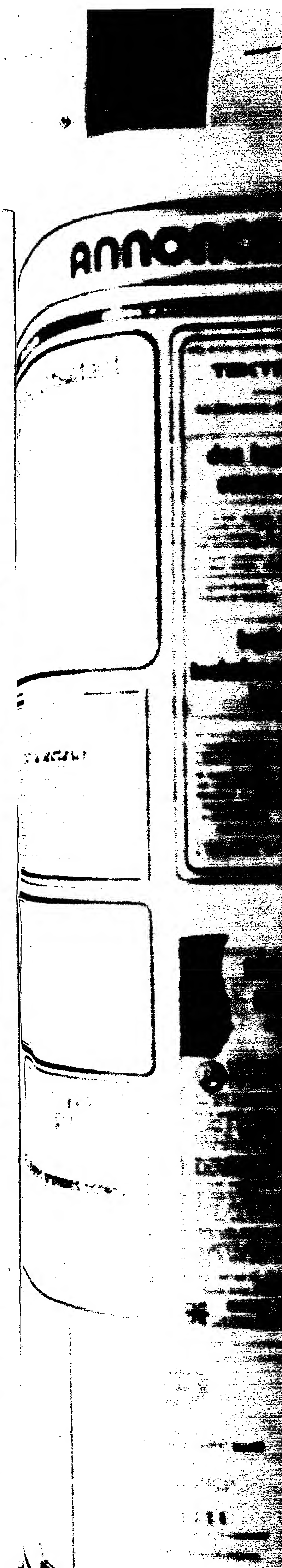
Région Vézère (Eure)
ANALYTES
PROGRAMMEUR
FORTRAN

Société d'ETUDES
recherche pour
CHERBOURG
INGENIEUR-
ELECTROMECANIC.

CABINET COMPTABILITE
Deux-Sèvres
recrute
COLLAB. tous niveaux

Importante Société installée
dans le SUD recherche
CHEF D'ATELIER
conditionnement, Formation chi-

Cherche étudiants boursables
CAPES ou agrégations, par
méthodes physiques et chimie,
d'analyses minérales









	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	25,00	29,19
Achat-Vente-Location		
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

**FRAMATOME**  
SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS NUCLEAIRES  
recherche

**UN INGENIEUR DIPLOME (Centrale, AM...)**

30 ans minimum

Connaissances approfondies en Résistance des Matériaux pour ANIMER, SUIVRE ET CONTROLER dans le cadre des Etudes et de la Réalisation des Tuyauteries et du Matériel Auxiliaires, l'équipe de calculs en cours de constitution. Anglais indispensable.

Réf. M32

**UN INGENIEUR DIPLOME (Centrale, AM...)**

2 à 3 ans d'expérience industrielle. Intéressé par les problèmes de Résistance des Matériaux. Dans le cadre des Etudes et de la Réalisation des Tuyauteries et en liaison avec les services intéressés, il sera chargé :  
- de la définition, du contrôle des critères et des hypothèses de calculs ;  
- de l'analyse des résultats. Anglais indispensable.

Réf. M33

FRAMATOME  
Service Emploi/Orientation Tour Fiat 10  
92084 PARIS - la Défense Cedex 16.

offres d'emploi

**POSTE à CRÉER - PARIS**  
**Compagnie d'assurances**

offre à un **jeune diplômé**

ayant une très bonne formation économique, mathématique et statistique, et 2 ans environ d'expérience dans le service d'études économiques d'une grande Entreprise industrielle ou d'un Etablissement financier, la possibilité, après une période d'adaptation et de formation, tant à PARIS qu'à l'étranger, de prendre la responsabilité de tous les problèmes de REASSURANCE, en créant et organisant le poste.

Rattaché à la Direction Technique, en liaison directe avec la Direction Générale, sa mission comportera la définition de la politique de réassurance à long terme, la négociation des traités et leur gestion, ainsi qu'une participation active à divers projets de développement de la Compagnie.

La fonction comporte de nombreux contacts et suppose un goût prononcé pour les Relations Publiques.

Anglais indispensable, allemand souhaité.

**sélé CEGOS** garantit toute description à l'étude de votre dossier (lettre manuscrite, C.V. dét. mentionnant rémunération actuelle) sous réf. M 11.287, 35, qu. Gallien, 92133 SURESNES.

offres d'emploi

**ROMTREE MACKINTOSH**  
Groupe International de Produits de Chocolaterie et Confiserie - 28.000 employés dans le monde entier - implanté sur le marché français avec Smarties, Nuts, Quality Street, After Eight, Menier, Chocorève, etc... recherche

**CHEF de PRODUITS**

Répondant devant le Marketing Manager, il sera chargé de :

- proposer la politique marketing pour une gamme de produits
- assurer la gestion des budgets et des objectifs de profit
- être l'interlocuteur des agences de publicité et d'études de marché.

Le candidat retenu sera :

- un diplômé d'une grande école commerciale ou équivalent
- agé d'au moins 28 ans, avec un minimum de 4 ans d'expérience dans la gestion de produits de grande consommation
- parfaitement bilingue (anglais).

Nous lui offrons :

- une carrière dans un groupe ambitieux pratiquant un marketing élaboré avec de grandes opportunités d'évolution
- une rémunération correspondant à l'importance du poste.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. CP 2 à J. HOUBERT - ROMTREE MACKINTOSH - Boite Postale No 12 - 77420 CHAMPS S/MARNE C&C

offres d'emploi

Nous sommes un très important groupe multinational. Nous recherchons pour étoffer le service Audit de nos Sociétés de produits grand public en France

**2 Juniors Audit**

Postes situés à BOULOGNE (92) mais déplacements fréquents.

Nous demandons :

- Grande école commerciale ou formation comptable supérieure.

Nous apprécierions :

- Un début d'expérience professionnelle.
- La connaissance de l'Anglais.

Nous offrons :

- Un travail très varié.
- Une formation appréciée.
- Des possibilités d'évolution pour candidats de valeur.

Env. CV, photo et présent. avec lettre manusc. à notre Conseil en recrutement

7, rue de Naples  
75008 PARIS  
sous réf. M1337

VPO et réserver le 29 Avril pour entretien éventuel.

**FABRICANT DE PEINTURES**  
recherche pour son USINE  
située au Sud de Paris (effectif : 400 personnes)

**UN RESPONSABLE DU SERVICE METHODES ET INDUSTRIALISATION**

Ce responsable est un CADRE ACTIF dépendant directement du Directeur de l'Usine et qui a pour MISSION :

- Définir les modes opératoires de fabrication pour les nouvelles formules de produits puis les normes de production en usines industrielles.
- D'améliorer la productivité par l'organisation des postes de travail et des circuits dans les usines.
- Promouvoir des méthodes plus efficaces.
- De définir dès le niveau des études les méthodes de travail qui seront utilisées dans les installations nouvelles.

PROFIL DU CANDIDAT :

- 30 ans minimum
- INGENIEUR CHIMISTE ou TECHNICIEN SUPERIEUR de GRANDE école avec des connaissances et une pratique de l'O.S.T.
- Sens du commandement
- Une expérience dans un poste similaire est indispensable si possible dans le domaine de la PARACHUTERIE

Veuillez adresser votre candidature, C.V., photo et prétentions à n° 2482, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. tr.

SOCIÉTÉ d'électrotechnique et d'électronique industrielles recherche

pour son service marketing

**UN CADRE**

Formation Ecole supérieure de commerce  
âge minimum 30 ans.

Pour promotion des ventes de produits industriels.

- Anglais nécessaire. Deux trois ans d'expérience souhaitée dans ce domaine.

Adresser C.V., photo d'identité et prétentions à Monsieur le Chef du Personnel Société R.S.I. 26, pavé des Gardes - 92370 CHAVILLE.

**sofap** CONSTRUCTEUR-PROMOEUR

Si vous êtes un **NÉGOCIATEUR (TRICE)** qualifié (e)

Si vous voulez vous intégrer à une équipe commerciale dynamique, adressez-nous votre C.V. détaillé, car nous engageons

**DEUX VENDEURS**

expérimentés pour lancement de Nouveaux programmes Paris et proche Banlieue

FLXE + INTERESSEMENT + PRIMES

Il sera répondu à toute demande provenant de candidats (es) qualifiés (es).

Le fait d'être libre rapidement serait un atout supplémentaire.

Et. P. ARRIGONI, 16, rue Keller, 75011 PARIS.

Pour son Siège Social à ORSAY SOCIÉTÉ MULTINATIONALE en expansion plus de 200 personnes recherche

**un chef du service du personnel**

HOMME ou FEMME

- Gestion administrative du personnel
- Réunions des délégués du personnel
- Formation continue et participation
- Législation Sociale et du Travail.

Le (la) candidat (e) idéal (e) sera âgé (e) de 30 ans minimum :

- aura une expérience de 5 à 10 ans dans la fonction personnel
- aura le sens des contacts humains.

Connaissance de l'Anglais souhaitée. Selaire selon expérience. Participation aux bénéfices.

Envoyer C.V., photo et présent. à No 2938 CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**WEATHERALLS FRANCE S.A.**  
Conseil Immobilier International  
recherche pour son Agence Immobilière

**COLLABORATEUR COMMERCIAL**

ayant expérience confirmée NÉGOCIATIONS, LOCATIONS et VENTES, immobilières de BUREAU

Flxe + intéressement

Adresser C.V. et photo, 64, r. La Boétie, 75008 Paris

**ingénieurs études et réalisation**

Un des premiers fabricants de télécommandes de robinetterie industrielle, nous recherchons votre responsabilité des Etudes et mises au point de servo-mécanismes de haute qualité, destinés à des organismes tels que E.D.F. et C.E.A. et à l'exportation.

Cet ingénieur sera chargé d'assurer les liaisons techniques avec les clients afin :

- d'analyser les besoins techniques à satisfaire.
- de concevoir sur les plans technique et économique les solutions existantes.
- de concevoir et de réaliser des produits nouveaux.

Il sera assisté de Techniciens expérimentés. Le poste est à pourvoir dans la Banlieue Ouest de Paris (micro RER).

Vous avez :

- 5 ou 6 années d'expérience industrielle.
- de solides connaissances théoriques et pratiques en mécanique.

Écrivez sous référence 201341M aux Conseils en recrutement d'EUREQUIP que nous avons chargés de ce recrutement.

**EUREQUIP**  
B.P. n° 20, 92420 Vaucresson

**Responsable de gestion** 100.000

Comptable - Administrative - Financière

Société textile de province ayant créé une nouvelle entreprise à PARIS avec une équipe jeune et dynamique vers 10.000.000 F de C.A. après 1 an d'existence et 15 à 20.000.000 F en 1976.

**UN CADRE DE HAUT NIVEAU**  
niveau expert ou école de commerce ayant plusieurs années d'expérience pour mettre en place toute l'infrastructure de la Société puis pour l'apport d'analyse et de synthèse pour aider la direction à définir la politique générale.

Désiré et réponse assurée à toute lettre manuscrite Adresser C.V. photo et rémunération actuelle sous réf. 201342 à EDITIONS SUD - 17 rue Lefebvre des ETOILES

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE HAUTES DECORATIONS MURALES recherche pour sa SOCIÉTÉ SEUR à PARIS

**DIRECTEUR**

Connaissances particulières :

- Très introduit auprès grossistes et détaillants papier peint
- Savoir diriger :
  - une équipe commerciale
  - une équipe administrative
- Savoir organiser la société

AGE DE 35 ANS MINIMUM

Adresser C.V. détaillé et photo récente à n° 750.337, Régie Presse, 85 bis, r. Beaumour (2<sup>e</sup>) Les offres seront examinées confidentiellement

**WEATHERALLS FRANCE S.A.**  
Conseil Immobilier International  
recherche pour son Agence Immobilière

**COLLABORATEUR COMMERCIAL**

ayant expérience confirmée NÉGOCIATIONS, LOCATIONS et VENTES, immobilières de BUREAU

Flxe + intéressement

Adresser C.V. et photo, 64, r. La Boétie, 75008 Paris

**IMPTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE**  
RÉGION PARISIENNE  
banlieue NORD-OUEST  
recherche pour son LABORATOIRE

**UN AT2 CHIMISTE**  
ayant quelques années d'expérience en laboratoire d'analyses chimiques minérales

**UN AT2 MÉTALLURGIQUE**  
Niveau B.T. ou B.T.S.  
pour s'occuper de documentations.

Écrire avec cur. vitae et prétentions à n° 2482, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

Entreprise décentralisée à vocations multiples recherche

**RESPONSABLE DU SYSTÈME D'INFORMATION DE GESTION**  
directement rattaché au Directeur Financier

Niveau : enseignement supérieur. Ce poste nécessite une expérience réelle de gestionnaire acquise dans une grande entreprise (5 ans minimum).

Pratique de l'organisation scientifique et de l'informatique souhaitée.

Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite, à Mlle SOUILLANT, 89, rue Brancon, 75015 PARIS. Discretion et réponse assurées.

SOCIÉTÉ d'électrotechnique et d'électronique industrielles recherche

pour son service commercial

**DEUX CADRES**

âge minimum 30 ans  
Formation: Ecole supérieure de commerce ou I.U.T.

Pour vente de produits industriels à clientèle existante à créer en France et à l'étranger, d'ou connaissances et procédures à l'exportation souhaitées.

- Possibilité d'avenir pour candidats de valeur.

Adresser CV manuscrit, photo d'identité et prêt. à Monsieur le Chef du Personnel Société R.S.I. 26, pavé des Gardes - 92370 CHAVILLE

Création : 1968  
1975 : nous réalisons 20 % des exportations françaises d'un produit agricole de grande consommation. Cette expansion nous amène à différencier au sein de l'équipe dirigeante la fonction de

**RESPONSABLE DES VENTES exportation**

Nous recherchons quelqu'un à qui nous puissions confier la réalisation d'affaires extrêmement diverses par leur importance et leurs conditions contractuelles : agents locaux, importateurs privés, états.

Cette activité suppose de solides bases économiques, juridiques et commerciales, une pratique (5 ans au moins) de l'exportation, comme technique et comme mode de vie, un tempérament actif et réalisateur, le sens de la négociation, une disponibilité à voyager (Afrique, Orient et Extrême-Orient), la maîtrise de la langue anglaise.

Écrire avec CV détaillé et salaire actuel au Service 1484

plein emploi 12 rue de la Trinité Paris 2<sup>e</sup>

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER quartier Montparnasse EQUIPES DE 2 FEM 579-145 recherche

**CHEF DE PRODUIT INFORMATIQUE**

POUR :

- développer les programmes des charges d'exploitation ;
- rechercher les améliorations à apporter dans l'exploitation des chaînes ;
- assurer les relations avec les utilisateurs.

- Formation supérieure ;
- Expérience confirmée de l'analyse programmation ;
- Connaissance indispensable OS/360 et COBOL.

Envoyer C.V. détaillé, photo, prétentions, n° 8311, COFAP, 46, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

**FABRICANT DE PEINTURES**  
recherche pour son USINE  
située au Sud de Paris (effectif : 400 personnes)

**UN RESPONSABLE DU SERVICE GESTION - PRODUCTION**

Ce service est chargé de l'ordonnement et du lancement des fabrications ainsi que de l'approvisionnement des matières premières des produits intermédiaires.

PROFIL DU POSTE :

- Position cadre ;
- Dépend hiérarchiquement du directeur de l'usine ;
- La mission est d'assurer le respect des délais promis aux clients et d'optimiser l'utilisation des équipements des matières et de la main-d'œuvre.

SOUS-PROFIL DU CANDIDAT :

- 30 ans minimum ;
- Formation niveau INGENIEUR ;
- Rigueur et méthode sont des qualités indispensables

Veuillez adresser votre candidature, C.V., photo et prétentions à n° 2489, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. tr.

**CENTI**  
recherche

**ANALYSTES-PROGRAMMEURS** Référence 7227

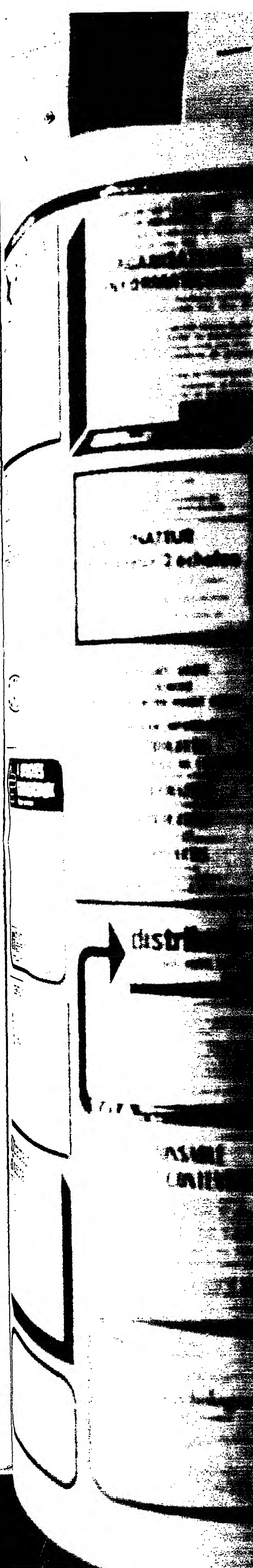
Pratique ASSIRIS

**INGÉNIEURS** Référence 7228

Pratique ASSIRIS et SOCRATE ou autre S.G.B.D.

**LIBRES RAPIDEMENT**

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à CENTI, 129, rue de Rennes, 75006 PARIS, ou tél. 222-25-31. Réponse et discrétion assurées.





**DEES**

offres d'emploi

2 Juniors Audit

un chef du service du personnel

DIRECTEUR

DEUX CADRES

ANALYSES PROGRAMMES

INGENIEUR

**CENTI**

recherche pour

**TRES GRANDS PROJETS**

PARIS, et PROVINCE proche

**PROGRAMMES-ANALYSTES**

2 ans d'expérience Référence 7.225.

**ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

3 à 5 ans d'expérience Référence 7.226.

Pratiquant P.L.I. sous O.S. Connaissances P.L.I. Optimizer et D.L.I. I.M.S. très appréciées.

Envoyer curriculum vitae détaillé avec prétentions à CENTI, 128, rue de Rennes, 75006 Paris, ou 141, av. de la République, 75011 Paris.

**INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE**

Nous développons notre équipe et recherchons un

**INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL**

pour assurer la commercialisation d'appareils scientifiques destinés à la recherche fondamentale et industrielle en FRANCE et BELGIQUE.

— Formation supérieure en Chimie ou Physique ;

— Expérience de la vente en SPECTROMETRIE DE MASSE (plusieurs années si possible) ;

— Maîtrise de l'ANGLAIS nécessaire.

● Résidence région parisienne (SUD) ;

● Déplacements importants ;

● Formation complémentaire en Grande-Bretagne.

Adresser lettre avec C.V. sous réf. M. 206 en précisant rémunération actuelle au :

**DUPONT**

Service du Personnel, DU PONT DE MEMOURS (France), S.A. B.P. 85, 91403 Orsay.

La Journée d'échanges et de sélection aura lieu le 29 avril 1975 pour les candidats retenus.

**4 ATTACHES COMMERCIAUX**

Région parisienne

JEUNES diplômés de l'enseignement supérieur ou autodidactes.

SOUCIEUX de mesurer leurs capacités et connaissances au contact de la réalité du terrain - et leur carrière au sein d'un puissant groupe (C.A. 100 millions annuels) devant agir sur

LEUR AVENIR

Nous distribuons des vins, fins (hotels, restaurants, caves, épicerie fines).

Ce ne sont pas des connaissances de la branche ni même un passé professionnel de la vente que nous recherchons. C'est votre personnalité et vos aptitudes qui nous intéressent. Formation et mise en route assurées. Excellent salaire de départ. Voiture fournie. Tous frais payés.

Documentation sur poste avant 1<sup>er</sup> entretien

Adr. lettre manuscrite. C.V. détaillé, salaire actuel et photo (règle) 55 rel 404

**FRANCE MARCHE** 54, rue des Petites Écoles 75010 PARIS

APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AU CANDIDAT

**CENTRE DE RECHERCHE OUEST PARISIEN**

recherche pour assurer le fonctionnement d'un microscope interférométrique

**JEUNE TECHNICIEN**

DÉGAGÉ DES OBLIGATIONS MILITAIRES

Formation B.T.S., I.U.T. ou équivalent

Age minimum : 25 ans

Les candidats devront avoir une expérience en électronique appliquée de préférence en instrumentation scientifique et en informatique de base (Fortran) et, si possible, des notions de métallurgie.

Semaine de 5 jours : 41 h. 30. Cantine et avantages sociaux.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous N° 2.492 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**Directeur d'usine** 120.000 +

PRET-A-PORTER

- Pour diriger une unité de 300 personnes dans un cadre agréable
- Dynamique et efficace, capable de créer une équipe qui a comme objectif une production optimale au moindre coût.
- Sachant qu'il sera entièrement indépendant, la direction générale étant à PARIS, il devra justifier d'une expérience de plusieurs années à ce poste.
- Une formation supérieure sera souhaitée

Détention et bonne assise à toute lettre manuscrite

Adresser C.V., photo et prétentions sous N° 20633 à EDITHS BLEU 2 ÉDITIONS BLEU 17, rue Labat, 92400 Vincennes, qui transmettra

**IMPORTANT GROUPE PRIVE**

recherche

**CADRE COMPTABLE**

CONFIRME (B)

Niveau S.C. ou C.A. pour son département REUNIONS, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra

**IMPORTANT ORGANISME D'ASSURANCES**

recherche dans le cadre de la restructuration de ses services, des

**ORGANISATEURS INFORMATIENS**

pour concevoir de nouveaux systèmes de gestion et contrôler leur mise en place.

Les candidats recherchés seront diplômés de Grandes Écoles ou équivalent, possédant au minimum trois ans d'expérience dans la conduite de projets importants.

Connaissance souhaitée de l'Assurance.

Les postes sont à pourvoir à Paris. Adresser C.V. détaillé et prétentions en rappelant la référence AR 541.

**EGS**

CONSEIL EN RECRUTEMENT 19 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS

**FILIALE SOCIÉTÉ FRANÇAISE ETUDES & RÉALISATIONS DE TRES IMPORTANTS ENSEMBLES INDUSTRIELS DOMAINE NUCLEAIRE**

recherche pour son siège de Paris (banlieue Sud)

**1 DESSINATEUR**

projeteur 2 échelon

pour schémas électrique/contrôle logique, principe, automatisme.

Adresse C.V. et prétentions sous réf 2755 PIERRE LIGAU S.A. 10, rue de Louvois 75063 Paris codex 02 qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE BANLIEUE NORD-OUEST PARIS**

recherche

**POUR DIVISION INFORMATIQUE**

**CONTROLEURS AGTS TECHNIQUES DE CONTROLE**

pour PLATE-FORME D'ESSAIS

**CONTREMAITRE**

pour ATELIER DE FABRICATION

**CONTROLEURS**

en MÉCANIQUE et COMPOSANTS ÉLECTRIQUES

**INSPECTEURS**

de MAINTENANCE

Écrire avec C.V. et prétentions à :

**SIPEP** 3, rue de Choiseul, 75002 PARIS, sous réf. 5075.

**distribution**

**JEUNE HEC, ESSEC, SUP de CO**

55 000 F

- Nous sommes une importante société de raffinage et de distribution de produits pétroliers.
- Nous recherchons un jeune cadre de formation HEC, ESSEC, SUP de CO possédant par une carrière dans la commercialisation de produits pétroliers.
- Nous vous offrons 1 à 2 ans de formation au sein de notre Direction Régionale de Paris (connaissance des produits, des secteurs d'activité, canaux de distribution, types de contrats commerciaux...) puis la responsabilité "sur le terrain" de l'animation d'une équipe de vendeurs et de la gestion commerciale, administrative et financière d'un territoire.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 2973-74 à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising 15, RUE D'HAUTEVILLE, PARIS-10

**RESPONSABLE DU SERVICE CONTENTIEUX**

Nous sommes une importante société, filiale d'un groupe multinational, et recherchons le futur Responsable du Service Contentieux de notre Direction Commerciale. Ce cadre, homme ou femme, licencié (et en Droit), devra justifier de plusieurs années d'expérience dans les domaines suivants :

- Droit des Affaires, recouvrement des créances, problèmes d'exportation.
- Il (elle) aura également un rôle de conseil auprès de nos différents agences.

Droit des Affaires, recouvrement des créances, problèmes d'exportation.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous la référence ALM. 01 - AXIAL Publicité, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.

**Christian Dior Haute Couture**

recherche pour sa Direction du Personnel

**Un(e) psychologue**

pour service recrutement, formation important et effectif féminin.

Quelques années d'expérience sont nécessaires pour assurer ce poste.

- Restaurateur d'entrepôts.
- Avantages sociaux.

Écrire lettre manuscrite, prétentions et date de disponibilité à Mme LE GUET, Société Christian Dior, 32, av. Montaigne 75008 PARIS.

Pierre Lichou S.A.

**ALUMINIUM PECHINEY**

recherche pour son SERVICE TRANSPORTS à PARIS

**UN CADRE**

Il sera plus particulièrement chargé de participer à la négociation, la mise en place et la gestion des contrats de transports maritimes.

- Formation commerciale supérieure HEC, ESSEC, ESCP.
- Expérience dans le domaine des transports maritimes appréciée.
- Anglais parlé, écrit couramment.

Possibilités d'évolution à l'intérieur du groupe.

Adresser C.V. détaillé à DRP ALUMINIUM PECHINEY - 23, rue Balzac PARIS 8ème L.

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**

Gie AMÉRICAINE Siège PARIS

Participation à l'analyse de système informatique et responsable rédaction de spécifications détaillées, programmation et tests.

Domaines : production, marketing, finances.

Deux ans minimum de programmation - Assemblateur et PL-1 - Connaissance approfondie de « DIBOL » - Capacité de travail d'un maître indépendant.

Nationalité indifférente - Bonne connaissance Française obligatoire - Formation universitaire préférée.

POSSIBILITÉS D'AVANCEMENT.

Envoyer curriculum vitae à M. J. FINLAY, OTIS ELEVATOR INTL INC TOUR MAINE MONTPARNASSE 33, avenue du Maine - 75135 PARIS, CDEX 13.

**Cadre débutant approvisionnements**

Notre Groupe (électronique - électrotechnique) recherche pour sa direction des approvisionnements un jeune cadre de formation supérieure économique ou commerciale parlant couramment anglais pour participer à la coordination planning, achats, stocks, etc... de ses unités décentralisées.

Formation complète assurée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. No 1102 à CONTESSÉ Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**VOUS ETES INGENIEUR GRANDE ECOLE ET VOUS AVEZ UNE DIZAINE D'ANNEES D'EXPERIENCE DANS L'EXPLOITATION ET L'ETUDE DE COMPLEXES PETROCHIMIQUES.**

Nous vous proposons de devenir :

**Responsable de la Coordination Technique**

entre plusieurs engineering extérieurs

Nous sommes une entreprise générale spécialisée dans la réalisation d'ensembles industriels dans le monde entier.

Poste à Paris avec quelques déplacements

Bonnes notions d'anglais nécessaires.

Adresser C.V. et photo sous réf 2481 PUBLICITÉ GAUTRON 29 Rue Rodier Paris 9e qui transmettra

**STE DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX BANLIEUE SUD**

recherche

**CHEF COMPTABLE ADJOINT**

Adresser réponse manuscrite avec C.V. et prétentions, à :

**BLEU** 17, rue Labat 92400 Vincennes s. r. l.

**STEIN SURFACE**

Société engineering équipements thermiques pour sidérurgie métallurgie, piéce expasion

recherche

**TRADUCTEUR**

TECHNIQUE EXPERIMENTEE

Allemand - Anglais - Français - versions et textes.

Situation stable dans équipe jeune et dynamique.

PRIME - RETRAITE CANTINE - AVANT. SOCC.

Adress C.V. manuscrit à :

**STEIN SURFACE** Z.A.I. DU BOIS DE L'EPINE Courtil d'entrepreneur, N° 1107 (91013) EVRY.

Organisme banc. art. 638 cherché

**CHEF DE BUREAU**

de préf. H 30 ans minimum. Bon expér. Client, privé, crédits, contrats, pour bank. Paris Sud-Est. Tél. : 770-49-32.

**FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL**

recherche

**CONTROLEUR DE GESTION**

Formation DEC ou ESC, expérience 2 à 3 ans acquise en contrôle de gestion.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions sous N° 20672 à **BLEU** 17, rue Labat, 92002 Vincennes s. r. l.

**INGENIEUR EN ORGANISATION**

3 à 4 ans d'expérience O.S.T. - E.O.S.T. - I.E.S.T.O. ou équ.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions sous N° 20672 à **BLEU** 17, rue Labat, 92002 Vincennes s. r. l.

Rech. par Paris Nord de Paris

**INGENIEUR-CHIMISTE (ICHEF DE FABRICATION)**

Ne seront prises en considération que les candidatures offrant une garantie d'expérience sérieuse en matière de chimie organique et de direction atelier.

Adresser C.V., prêt. à S. 2/Brd s. Pl. des Victoires 1<sup>er</sup>, R. T.

**NOUS RECHERCHONS POUR UN POSTE D'ANALYSTE DE GESTION**

jeune diplômé d'études supérieures (MAITRISE D'INFORMATIQUE ou EQUIVALENT)

Première expérience professionnelle souhaitée.

Libéré de tout oblig. milit.

**POUR PRESENTATION ET DIRECTION D'ORDINATEURS EN CLIENTELE**

Envoyer C.V. et prêt. à M. David S.A. BUREAU 215, rue Tilsit, Paris-11<sup>e</sup>. Téléphone : 747-43-40.

Le dirige une AGENCE DE PUBLICITE ET D'EDITIONS et recherche

**UN JEUNE PUBLICITAIRE**

capable de devenir mon « BRAS DROIT »

Ce poste conviendrait à un candidat dynamique, équilibré, doté de bonnes connaissances techniques, le sens des contacts et des relations de travail, dans une petite équipe.

Si vous vous sentez l'écrite

Tel. pour inf. à Mlle Gonzalez 7748-47, ou écrire 7, r. de la Fontaine, Paris-9<sup>e</sup>.

SKE proximité Rond-Point PETIT-CLAMART recherche

**SECRETARE BILINGUE ANGLAIS** (sans expérience) Expérience indispensable pour service exportation

Cadre acceptable. 40 h/5 jours. Restaurant. Avantages sociaux. Tél. par RV 630-23-34, poste 3440.

SKE proximité Rond-Point PETIT-CLAMART recherche

**COMPTABLE 2<sup>e</sup> ECHELON**

BP ou expérience professionnelle équivalente pour service comptabilité générale.

40 h/5 jours. Restaurant. Avantages sociaux.

Adresser C.V. man. et prêt. au Service du personnel n° 18/D B.P. 92104 CLAMART.

**VILL DE CACHAN (Val-de-Marne) RECHERCHE**

**UNE SECRETARE STENOGRAPHE**

pour le cabinet du maire. Adresser candidatures et C.V. à Monsieur le Sénateur-Maire de Cachan.

**TRAVAIL TEMPORAIRE Kelly Girl**

recherche

**SECRETAIRES BILINGUES STENOS** et DACTYLOS Fr.-Angl. pour missions de longue durée. Excell. salaires. Se présenter : rue du Helder-9 - 77425-49, au Bd de la Gare-13 - 338-47-70, Tour Maine-Montparn. - 338-72-30.

Import. as relations publiques. Ch. unité / chargé de clientèle et un (e) attaché (e) de presse R.P. 201 au minimum 3 a. expér. de cabinet. Envoyer C.V. et photo à Mme Madeleine FONLUPT, 12, rue Foch - Paris (16<sup>e</sup>).

**IMPORTANT SOCIÉTÉ**

de fabrication de matériel de TELECOMMUNICATIONS BANLIEUE OUEST recherche

**UN INGENIEUR CONFIRME**

pour prendre progressivement la responsabilité du service contrôle et contrôle des matières premières et produits achetés.

Le candidat devra avoir une bonne expérience du contrôle mécanique, électrique et électronique. Connaître les méthodes de contrôle statistique, avoir de bonnes aptitudes au commandement pour animer son équipe, et de bons contacts humains pour ses relations avec les fournisseurs et les différents services de la société.

Env. C.V. détaillé et prêt. à N° 2.276 Conité Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, s. r. l. IMPTE STE DE SERVICE recrute

**ATTACHES CCIAUX**

30 ANS MINIMUM

Bonne expérience milieu informelle et présentations de service à tous les niveaux. Conditions intéressantes pour candidats de valeur, pouvant justifier de réalisations concrètes. Faible fixe + gros % Possib. de recon. de clientèle.

Env. C.V. et prêt. au n° 1459 SWEERTS, BP. 969, 75204 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Imp. Groupe Audinon « outfit RATIER - FOREST » G.S.P. recherche

**INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX**

Formal. Ingénieurs ou équival. anglais et allemand. Indesens. Usine : CAPEBANAC (12).

Adresser C.V. photo et prêt. à GSP 124, boulevard de Verdun 92402 COUBREVILLE, s. r. l.

Éditeur cherche

**CADRE COMMERCIAL**

Age de 28 ans min. Intéressé de formation commerciale supérieure. Verra progressivement chargé de différentes responsabilités devant le poste de DIRECTEUR COMMERCIAL - Édition Ullie /

- Anglais parlé
- Sens des relations humaines indispensables
- Expérience en France et à l'étranger
- Possibilité de déplacement ;
- Discrétion assurée.

Adresser lettre manuscrite, photo, curriculum vitae, prêt. à M. P. P. 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>.

Banque privée Paris cherche adjoit au chef caissier, port. de bons contacts avec clients, le sens des contacts et des relations de travail, dans une petite équipe.

Si vous vous sentez l'écrite

Tel. pour inf. à Mlle Gonzalez 7748-47, ou écrire 7, r. de la Fontaine, Paris-9<sup>e</sup>.

SKE proximité Rond-Point PETIT-CLAMART recherche

**SECRETARE BILINGUE ANGLAIS** (sans expérience) Expérience indispensable pour service exportation

Cadre acceptable. 40 h/5 jours. Restaurant. Avantages sociaux. Tél. par RV 630-23-34, poste 3440.

SKE proximité Rond-Point PETIT-CLAMART recherche

**COMPTABLE 2<sup>e</sup> ECHELON**

BP ou expérience professionnelle équivalente pour service comptabilité générale.

40 h/5 jours. Restaurant. Avantages sociaux.

Adresser C.V. man. et prêt. au Service du personnel n° 18/D B.P. 92104 CLAMART.

**VILL DE CACHAN (Val-de-Marne) RECHERCHE**

**UNE SECRETARE STENOGRAPHE**

pour le cabinet du maire. Adresser candidatures et C.V. à Monsieur le Sénateur-Maire de Cachan.

**TRAVAIL TEMPORAIRE Kelly Girl**

recherche

**SECRETAIRES BILINGUES STENOS** et DACTYLOS Fr.-Angl. pour missions de longue durée. Excell. salaires. Se présenter : rue du Helder-9 - 77425-49, au Bd de la Gare-13 - 338-47-70, Tour Maine-Montparn. - 338-72-30.

Import. as relations publiques. Ch. unité / chargé de clientèle et un (e) attaché (e) de presse R.P. 201 au minimum 3 a. expér. de cabinet. Envoyer C.V. et photo à Mme Madeleine FONLUPT, 12, rue Foch - Paris (16<sup>e</sup>).

**IMPORTANT SOCIÉTÉ**

de fabrication de matériel de TELECOMMUNICATIONS BANLIEUE OUEST recherche

**UN INGENIEUR CONFIRME**

pour prendre progressivement la responsabilité du service contrôle et contrôle des matières premières et produits achetés.

Le candidat devra avoir une bonne expérience du contrôle mécanique, électrique et électronique. Connaître les méthodes de contrôle statistique, avoir de bonnes aptitudes au commandement pour animer son équipe, et de bons contacts humains pour ses relations avec les fournisseurs et les différents services de la société.

Env. C.V. détaillé et prêt. à N° 2.276 Conité Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, s. r. l. IMPTE STE DE SERVICE recrute

**ATTACHES CCIAUX**

30 ANS MINIMUM

Bonne expérience milieu informelle et présentations de service à tous les niveaux. Conditions intéressantes pour candidats de valeur, pouvant justifier de réalisations concrètes. Faible fixe + gros % Possib. de recon. de clientèle.

Env. C.V. et prêt. au n° 1459 SWEERTS, BP. 969, 75204 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Imp. Groupe Audinon « outfit RATIER - FOREST » G.S.P. recherche

**INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX**

Formal. Ingénieurs ou équival. anglais et allemand. Indesens. Usine : CAPEBANAC (12).

Adresser C.V. photo et prêt. à GSP 124, boulevard de Verdun 92402 COUBREVILLE, s. r. l.

Éditeur cherche

**CADRE COMMERCIAL**

Age de 28 ans min. Intéressé de formation commerciale supérieure. Verra progressivement chargé de différentes responsabilités devant le poste de DIRECTEUR COMMERCIAL - Édition Ullie /

- Anglais parlé
- Sens des relations humaines indispensables
- Expérience en France et à l'étranger
- Possibilité de déplacement ;
- Discrétion assurée.

Adresser lettre manuscrite, photo, curriculum vitae, prêt. à M. P. P. 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>.

Banque privée Paris cherche adjoit au chef caissier, port. de bons contacts avec clients, le sens des contacts et des relations de travail, dans une petite équipe.

Si vous vous sentez l'écrite

Tel. pour inf. à Mlle Gonzalez 7748-47, ou écrire 7, r. de la Fontaine, Paris-9<sup>e</sup>.

SKE proximité Rond-Point PETIT-CLAMART recherche

**SECRETARE BILINGUE ANGLAIS** (sans expérience) Expérience indispensable pour service exportation

Cadre acceptable. 40 h/5 jours. Restaurant. Avantages sociaux. Tél. par RV 630-23-34, poste 3440.

SKE proximité Rond-Point PETIT-CLAMART recherche

**COMPTABLE 2<sup>e</sup> ECHELON**

BP ou expérience professionnelle équivalente pour service comptabilité générale.

40 h/5 jours. Restaurant. Avantages sociaux.

Adresser C.V. man. et prêt. au Service du personnel n° 18/D B.P. 92104 CLAMART.

**VILL DE CACHAN (Val-de-Marne) RECHERCHE**

**UNE SECRETARE STENOGRAPHE**

pour le cabinet du maire. Adresser candidatures et C.V. à Monsieur le Sénateur-Maire de Cachan.

**TRAVAIL TEMPORAIRE Kelly Girl**

recherche

**SECRETAIRES BILINGUES STENOS** et DACTYLOS Fr.-Angl. pour missions de longue durée. Excell. salaires. Se présenter : rue du Helder-9 - 77425-49, au Bd de la Gare-13 - 338-47-70, Tour Maine-Montparn. - 338-72-30.

Import. as relations publiques. Ch. unité / chargé de clientèle et un (e) attaché (e) de presse R.P. 201 au minimum 3 a. expér. de cabinet. Envoyer C.V. et photo à Mme Madeleine FONLUPT, 12, rue Foch - Paris (16<sup>e</sup>).

**IMPORTANT SOCIÉTÉ**

de fabrication de matériel de TELECOMMUNICATIONS BANLIEUE OUEST recherche

**UN INGENIEUR CONFIRME**

pour prendre progressivement la responsabilité du service contrôle et contrôle des matières premières et produits achetés.

Le candidat devra avoir une bonne expérience du contrôle mécanique, électrique et électronique. Connaître les méthodes de contrôle statistique, avoir de bonnes aptitudes au commandement pour animer son équipe, et de bons contacts humains pour ses relations avec les fournisseurs et les différents services de la société.

Env. C.V. détaillé et prêt. à N° 2.276 Conité Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, s. r. l. IMPTE STE DE SERVICE recrute

**ATTACHES CCIAUX**

30 ANS MINIMUM

Bonne expérience milieu informelle et présentations de service à tous les niveaux. Conditions intéressantes pour candidats de valeur, pouvant justifier de réalisations concrètes. Faible fixe + gros % Possib. de recon. de clientèle.

Env. C.V. et prêt. au n° 1459 SWEERTS, BP. 969, 75204 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Imp. Groupe Audinon « outfit RATIER - FOREST » G.S.P. recherche

**INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX**

Formal. Ingénieurs ou équival. anglais et allemand. Indesens. Usine : CAPEBANAC (12).

Adresser C.V. photo et prêt. à GSP 124, boulevard de Verdun 92402 COUBREVILLE, s. r. l.

**COLLABORATEUR**

(HAB) 30 A. MIN.

bonne maîtrise informatique (matériel informatique, paie, comptabilité, etc.) connaissance métallurgie. Env. C.V. et prêt. 25 n° 2108 B 17, rue Labat, 92002 Vincennes s. r. l.

**BLEU** 17, rue Labat, 92002 Vincennes s. r. l.

**MARCHAL**

**BEAUCHAMPS 95**

30 minutes Gare du Nord

**PROGRAMMEUR**

Cobol Série 100 Bull E.D.O.S.A.-P.S. 2 ans expér. 5 a de restaurant autocar. Tél. 802-54-60

Poste 706 r. remède-vous

**ATLAS** "COMICA" FRANCE Filiale I.C.I.

recherche

en vue de son expansion.

**INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL**

formation chimie ou mécanique, pr promotion stratifiée polyvalent anticorrosion dans série chimique.

Anglais indispensable et expérience de ce domaine souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions Atlas Chimie France S.A.R.L. 171, av. du Général-de-Gaulle, 92200 Neuilly-5-Saône.

**JE RECHERCHE**

Collab. 35 a. min. esprit logiq. ordre, méthode, minutie.

**SECRETARE COMMERCIALE**

pour resp. vente secrét. dact. Lettre man. avec 300 formation, prêt. à contacter au Diamant 7, r. Rouget-de-Lille, 75001 Paris.

**MAGIRUS DEUTZ FRANCE**

recherche

**UN COMPTABLE**

(HOMME) très qualifié pour contrôle pièces comptables, Compt. analytiques souhaités.

**UN COMPTABLE**

(HOMME) pour Contrôles bancaires, Décomptes d'aggr. Etablissement, situation trésorerie.

- 10<sup>e</sup> MOIS
- CANTINE GRATUITE
- MUTUELLE

Se présenter : 25, rue Paillet - PARIS (18<sup>e</sup>) ou tél. au 285-71-99, poste 295.

**GROUPE IMMOBILIER (BF)**

recherche

**EXCELLENTE SECRET-DIRECT.**

FRANÇAIS-ANGLAIS. Sièges dans les 2 langues. Libre de suite. Salaire élevé. 17 mois. Vacances assurées. Chèques restour. Tél. 622-43-38 (14me Imbert).

Société financière recherche

**SECRETARE**

débutante. Se présent. mardi 15 à 15 heures, I. C. A. V. 188, rue de Valenciennes, Paris-11<sup>e</sup>. Métro Palais-Royal.

مكتبة الأمل



مركز من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	85,00	75,89

# ANNONCES CASEES

L'IMMOBILIER	25,00	29,19
Achat-Vente-Location		
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	26,85

## offres d'emploi

**S.F.I.M.**  
SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE

recherche

**INGENIEUR-ELECTRONICIN**  
POSITION II

— Expérience 5 ans minimum.  
— Connaissances en conception et utilisation de circuits analogiques et numériques.

Ecrire avec C.V. et prétentions au Service du Personnel, B.P. 22, 93917 MASSY.

**Important Groupe Industriel**  
recherche pour sa Direction du Personnel à PARIS (sud) un jeune Cadre

**CHARGE D'ETUDES**  
DUT position du Personnel ou administratif.

Se fonction est d'élaborer et de superviser les programmes administratifs et financiers. Bureau du département : Contrats étrangers.

Ecrire avec C.V., diplôme, photo et prétentions en mentionnant l'Important Groupe Industriel, 2, rue Marceau, 75001 Paris.

**Important Société** recrute pour son Bureau de Paris un jeune **CADRE COMMERCIAL** dynamique, 4 à 5 ans d'expérience, formation commerciale, maîtrise de l'anglais, esprit d'initiative.

Adresser C.V., photo sans vis, 5974 SIEP, 2, rue de Valenciennes, 75019 Paris.

**CONSEILS EN MANAGEMENT**  
GROUPE INTERNATIONAL

**INGENIEUR**  
A.M. ou équivalent complété par B.T.E. et E.O.S.T. minimum 30 ans d'expérience. Disponible rapidement.

**EXPERIENCE :** Minimum cinq ans industrie et cabinet consultant en postes de chef de service, directeur technique.

**CONNAISSANCES REQUISES :** V.T.M., I.M.V., méthodes, contrôle de gestion, systèmes de rémunération, techniques d'évaluation de postes et relations industrielles.

100.000 à 120.000 F par an. Détachements à prévoir.

Ecrire à M. CHOAY, I.N.T.E.X. SERVICES S.A., 2, av. Berthelot, 92008 PARIS.

**Important Groupe de Services** recrute pour son Service de Paris un jeune **INGENIEUR** expérimenté, 5 à 6 ans d'expérience, formation commerciale, maîtrise de l'anglais, esprit d'initiative.

Adresser C.V., photo sans vis, 5974 SIEP, 2, rue de Valenciennes, 75019 Paris.

**LE RESPONSABLE FINANCES INTERNATIONALES**  
Diplômé de l'enseignement sup., aura une expérience dans un domaine de 5 à 10 ans acquise dans une Banque ou une grande entreprise. Rendement compte au respect de la réglementation Finances de la S.I.E. Il sera chargé de la gestion et de la maîtrise de la politique internationale de Finances Internationales et notamment :

- la montage de financement en devises ;
- le montage de couvertures à terme ;
- le choix de moyens de financement ;
- l'admission aux conseils des filiales françaises et étrangères du Groupe, le titulaire devra se déplacer ponctuellement en Europe, Asie ou Amérique couramment bilingue.

Adresser C.V., photographies et prétentions au Service du Personnel, 112, rue de Valenciennes, 75008 PARIS.

**UN INGENIEUR-CHIMISTE**  
Expérience de la peinture industrielle synthétique. Qualités de travailleur, honnêteté intellectuelle et sens du concret.

Ecrire avec C.V. photo et prétentions au Service du Personnel, 112, rue de Valenciennes, 75008 PARIS.

**SOCIETE FICIS** recherche **A.T. ELECTRONICIENS**  
B.T.S. ou D.I.T. des O.M. pour SAV. Monteur, technicien France et étranger, indémnités, avantages, formation, etc.

Ecrire avec C.V. et photo à : SOCIETE FICIS, 2, rue de Valenciennes, 75019 Paris.

**INSPECTEUR COMMERCIAL**  
pour relations avec la clientèle. Production française. Vérification de factures.

Adresser C.V. et photo à : ORGANISATION S.P. PUBLICITE, 2, rue de Valenciennes, 75019 Paris.

**IMPORTANTE ENTREPRISE** recherche **CHARGE D'ETUDES** expérimenté, 5 à 6 ans d'expérience, formation commerciale, maîtrise de l'anglais, esprit d'initiative.

Adresser C.V., photo sans vis, 5974 SIEP, 2, rue de Valenciennes, 75019 Paris.

**RELATIONS PUBLIQUES**  
CHARGE DE BUDGET  
Ce poste conviendrait à un jeune cadre parfaitement bilingue (français-anglais) ayant une bonne connaissance des techniques et une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine.

Ecrire avec C.V. et photo à : G.S.S. CASANI, 2, rue de Valenciennes, 75019 Paris.

## demandes d'emploi

**JEUNE**  
25 ANS

**RECHERCHE RESPONSABILITES**  
ARTS DECO communication visuelle UNIVERSITE MATRICE

**FREE LANCE**  
Illustrations-maquettiste-mise en pages

**INFORMATICIEN**  
Homme, 36 ans, 9 ans d'expérience organisation et informatique de gestion. Cadre, chef de projet, responsabilité grosses applications, de conception à mise en œuvre, chargé équipe analystes et programmeurs. Parfaite connaissance applications batch et temps réel gros systèmes. Obtenir place C.N.R.S. (Bur. 2 E) au 15, rue d'Alsace-Lorraine, 75019 Paris.

5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9<sup>e</sup>.

**CADRE COMPTABLE 32 ans**  
PROFIL : Formation D.E.C.S. (avec l'INTEC), 5 ans exp. cab. exp. compt. Haut niveau : contrôle fiabilité des comptes, bilans, comptes de résultats, analyses de gestion, fiscalité, questions sociales. Bonnes connaissances et prat. informatique de gestion. 4 ans distribution (S&P leader du Marché), en qualité de chef comptable d'hypermarchés (ouverture, mise en place des procédures comptables, tabl. de bord, prévisions budgétaires, etc.). Expérience professionnelle réussie et prouvée.

✶ SOUHAIT : Trouver Société dynamique, Distribution, Industrie, cabinet exp. poste chef comptable et financier, secteur privé et bancaire. Lyon.

Ecrire sous le numéro 8.245, « le Monde » Publicité, 3, rue des Italiens - 75427 PARIS-9<sup>e</sup>.

**ORGANISATEUR-FORMATEUR en Gestion PME**  
40 ans, E.O.S.T., I.C.G.

Expérience : ordonnancement, budgets, comptabilité, informatique, services commerciaux, tableaux de bord, diagnostic d'entreprises, plans et animation formation.

cherche situation BRETAGNE, REGION OUEST, cadre entreprise ou organisme conseil-formation pour l'une ou plusieurs des fonctions suivantes :

- CONSEIL SYNTHESE GESTION, ORGANISAT.
- CONTRÔLE DE GESTION.

Ecrire n° 2.996, « le Monde » Publicité, 3, rue des Italiens, 75427 PARIS-9<sup>e</sup>.

**Dipl. EXPERT-COMPTABLE**  
48 ANS

Recherche poste **SECRETARE GENERAL** ou **DIRECTEUR FINANCIER** dans une moyenne. A dirigé service financier d'une société industrielle de bureaux, fiscalité et gestion des budgets et de leur suivi, des liaisons avec l'informatique et rapports avec les banques.

Ecrire n° 2.984, « le Monde » Publicité, 3, rue des Italiens, 75427 PARIS-9<sup>e</sup>.

**CADRE COMMERCIAL 31 ans**  
Mon profil : B.S.C - B.B.A. Bachelor of Business Administration, Université de New-York. N.Y. ;

- bilingue, espagnol ;
- bonne connaissance commerce distribution et animation d'équipes de ventes dans sociétés multinationales ;
- excellente expérience en marketing opérationnel et gestion prévisionnelle ;
- disponible pour voyager.

Mon souhait :

- trouver une société dynamique Paris ou province pour prendre la responsabilité d'un secteur, un service ou un département et développer les résultats par l'animation des points de ventes.

Ecrire n° 419, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Reaumur, PARIS 12<sup>e</sup>.

**CHEFS D'ENTREPRISES...**  
L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI

Vous propose une sélection de collaborateurs dans les entreprises suivantes :

- INGENIEURS TOUTES CATEGORIES
- CADRES ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée).

**INGENIEUR A.M.** - 38 ans, connaissances en production grandes et moyennes séries d'articles moulin, injection et problèmes de distribution et de vente.

**RECHERCHE** - place adjoint à chef d'entreprise petite et moyenne importance PARIS et région parisienne - Sud.

**INGENIEUR GRANDE ECOLE** - 49 ans, I.C.O., anglais, allemand, expert approfondi de la gestion commerciale (papier, cartons - plastiques - matériaux) - Sud.

**RECHERCHE** - poste haut niveau à dominante commerciale et gestion.

**INGENIEUR ENTRETIEN** - 44 ans, expert, professionnelle maintenance, services après-vente dans secteurs électrique, régulation ; chauffage, conditionnement d'air, imprimerie électrique, moteurs automobiles, appareillages électrotechniques.

**RECHERCHE** - poste Paris-Provence.

**INGENIEUR COMMERCIAL III A** - 39 ans, bilingue anglais, expert, branches électrique et électronique, Commerce France et International ; projection, négociation, suivi, gestion budget commercial, animation force de vente, marketing ; études de marché, études de produits.

**RECHERCHE** - poste à responsabilité, équivalentes.

AGENCE SPECIALISEE  
DES INGENIEURS ET CADRES  
12, rue Blanche, 75002 PARIS CODEX 09  
Téléphone : 39-41-49 (POSTE 71).

## demandes d'emploi

**POUR NORD DE LA FRANCE**  
EXCLUSIVEMENT  
**CHEF DE PERSONNEL**  
47 ans expérience recrutement, formation, installation sociale, relat. humaine, gestion prévis. cherche définir et améliorer politique de personnel, recherche poste similaire ou direction de personnes. Ecrire n° 3.119, CONTEXTE Publicité, 20, av. Géraud, Paris-17<sup>e</sup> ou 11.

**JEUNE CADRE COMMERCIAL**  
30 ans, expér. du management, recherche responsabilité commerciale dans société française ou filiale étr. (niveau anglais). Ecr. 2.990 « le Monde » Publ. 3, rue des Italiens - 75427 Paris (9<sup>e</sup>).

**JEUNE CADRE ADMINISTRATIF et Cclal**  
32 ans, 9 ans d'expérience. Adm. et Bureaux. Formation secondaire. Habitude contact. Créativité et persévérance. Recherche poste d'attaché de Direction ou poste à responsabilité. Niveau de moyenne import. sur Paris ou res. Paris (Bani. Sud-Est ou Est de pref.). Ecr. n° 6.710 « le Monde » Publ. 3, rue des Italiens - 75427 Paris (9<sup>e</sup>).

**ACHETEUR CEREALES**  
30 ans, cadre, ad. direct. Contrôle serv. adm. commerc. dans import-export. Ecr. n° 2.987 « le Monde » Publ. 3, rue des Italiens, 75427 Paris-9<sup>e</sup>.

**J.F. 27 ANS**  
L.I.C. HISTOIRE/GEOGRAPHIE MATRICE (U.S.A.)  
Langues anglaise, espagnole, russe. Recherche poste chez écrivain éditeur, revues.

**DIRECTEUR ARTISTIQUE**  
54 ans, expér. ad. et ad. exp. comm. dans publicité, presse, radio, télé. Recherche poste en agence. Lib. resp. Publ. Inter. n° 924, av. de la République, 75011 Paris.

**ECONOMISTE**  
27 ans, D.S. de cycle sup. économie du développement, planification, urbanisation, aménagement, recherche emploi chargé études. Ecr. n° 2.992 « le Monde » Publ. 3, rue des Italiens - 75427 Paris-9<sup>e</sup>.

**JNE FME - 25 ans - H.E.C. 73 ATTACHE DE DIRECTION**  
Expérience bancaire haut niveau Bonnes connaissances : JURIDIQUES : — FISCALITE — COMPTABILITE — JURISPRUDENCE Recherche poste chargé d'études au sein d'une banque. Libre rapidement. Ecr. n° 6.706 « le Monde » Publ. 3, rue des Italiens - 75427 Paris-9<sup>e</sup>.

**DURISTE D.E.S. DROIT AF.**  
30 ans, expér. ad. 4 ans 1<sup>er</sup> clerc, adm. synd. judic. exam. prof. comm. et de droit. Recherche situation dans cabinet d'avocats ou banque. SUD MARKETING, n° 11.377, 3, pl. F. Barrat - Marseille, 13006.

**DIRIG. ENT.**  
52 ans, rompu aux aff. en gén. dans commerce, P.M. anc. resp. Cour. lib. soc. fisc. etc. Libre pour rejoindre. Min. 120.000 F. Ecr. n° 2.997 « le Monde » Publ. 3, rue des Italiens - 75427 Paris-9<sup>e</sup>.

**JURISTE** : tenue évêq. des aff. comm., corporelle et élaboré. S.I.E. Imm. - S.I.E. Gestion - Crédit - Assurance - Immobilier. Ecr. n° 2.918 « le Monde » Publ. 3, rue des Italiens - 75427 Paris-9<sup>e</sup>.

**JURISTE**  
D.E.S. Droit des affaires. Licencié en Droit privé. Français parlé et écrit courant. 36 ans, libéré O.M., cherche situation Paris ou province. Ecrire sans référence à : ORGANISATION S.P. PUBLICITE, 2, rue Marceau, Paris-17<sup>e</sup>, ou 11.

**JURISTE**  
D.E.S. Droit des affaires. Licencié en Droit privé. Français parlé et écrit courant. 36 ans, libéré O.M., cherche situation Paris ou province. Ecrire sans référence à : ORGANISATION S.P. PUBLICITE, 2, rue Marceau, Paris-17<sup>e</sup>, ou 11.

**DOCTEUR-INGENIEUR 28 ans**  
Ecologiste, spec. microbiologie du pétrole, domaine terrestre et marin. Recherche scientifique. Ecr. n° 1.046, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Reaumur - PARIS-12<sup>e</sup>.

## demandes d'emploi

**A 17 CHEFS D'ENTREPRISES**  
PARIS - PROVINCE

**NOUS OFFRONS**  
limites de 1 à 4 mois, à partir du 1<sup>er</sup> Juin

**D'UN CADRE CONFIRME**  
ayant actualisé ses connaissances en gestion administrative et commerciale.

Ecrire à : Sociétés d'Information et de promotion des cadres (SIPCA-PROMOTION), 18, rue Condamine - 75017 PARIS. Tél. : 397-49-09.

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**  
FORMATION SUPERIEURE

30 ans - Anglaise, espagnol. Expérience administrative, juridique, financière, crédit export, création filiales étranger, étudierait toutes propositions. Export et voyages appréciés. Libre immédiatement.

Ecrire n° 2.994, « LE MONDE » Publicité, 3, rue des Italiens, 75427 PARIS.

**VENDEUR SUPERVISEUR**  
26 ans. Français. Formation de base technique, 12 ans d'expérience de la négociation et de la supervision à un haut niveau.

ANGLAIS ET NOTIONS D'ARABE

Etudierait toutes propositions même à l'étranger

Ecrire sous le numéro 2.988, « le Monde » Publicité, 3, rue des Italiens - 75427 PARIS-9<sup>e</sup>.

**CADRE 38 ans, cherche poste**

**CHEF SERVICES GÉNÉRAUX + TRAVAUX BATIMENT**

2 ans expérience Entreprise de Bâtiment, 8 ans Bureau d'Etudes Bâtiment, 5 ans sous-directeur Services Généraux + Travaux Bâtiment, 1 an recadrage Université de Commerce.

Dynamique, habitué aux contacts à tous les niveaux, accepte déplacements, 5 ans sous-directeur d'un service, d'une part, de tous les travaux de bâtiment sous corps d'état, d'autre part, des services entretien et de tous les services généraux.

J. ZERAS, 13, avenue Branly, 92030 SARCÈLLES. Téléphone : 898-72-10.

**INGENIEUR POLY ZURICH**  
Français, résident SUISSE, 30 ans. ROMPE NEGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES, expérience bancaire, véritablement trilingue : FRANÇAIS - ALLEMAND - ANGLAIS

Actuellement Direction Division GROUPE SUISSE

LA SITUATION  
qui lui permettra d'acquiescer de pleines responsabilités à long terme. Lieu de travail indifférent.

Ecrire sous le numéro 1.744, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Reaumur, 75002 PARIS.

**CHEF COMPTES CLIENTS SPÉCIALISTE**  
RECOUVREMENT des CRÉANCES  
12 ANS EXPÉRIENCE SUR LE TAS

CADRE 34 ANS, dynamique, pratique gestion COMPTES CLIENTS, CREDIT, enquêtes solvabilité, RECouvreMENT par relations interventions directes et préventives. Bonnes connaissances financières juridiques cherche poste Paris-Provence.

RESPONSABILITES - Libre de suite.

Ecrire n° 2.896, « le Monde » Publ., 3, rue des Italiens, 75427 PARIS (9<sup>e</sup>).

**FORMATION PLURIDISCIPLINAIRE 29 ans**

- Mon profil : — Docteur Ingénieur ; — Ingénieur aéronautique ; — Diplôme d'économiste ; — 3 ans exp. outre-mer administr. et rech. ; — Anglais.
- Mon souhait : — 1<sup>er</sup> - 2<sup>er</sup> avec cadre de très haut niv. dans travail nécessitant esprit de synthèse et dynamisme. — Localisation indifférent.

Ecrire n° 2.974, « le Monde » Publicité, 3, rue des Italiens, 75427 PARIS.

**JURISTE**  
D.E.S. Droit des affaires. Licencié en Droit privé. Français parlé et écrit courant. 36 ans, libéré O.M., cherche situation Paris ou province. Ecrire sans référence à : ORGANISATION S.P. PUBLICITE, 2, rue Marceau, Paris-17<sup>e</sup>, ou 11.

**JURISTE**  
D.E.S. Droit des affaires. Licencié en Droit privé. Français parlé et écrit courant. 36 ans, libéré O.M., cherche situation Paris ou province. Ecrire sans référence à : ORGANISATION S.P. PUBLICITE, 2, rue Marceau, Paris-17<sup>e</sup>, ou 11.

**JURISTE**  
D.E.S. Droit des affaires. Licencié en Droit privé. Français parlé et écrit courant. 36 ans, libéré O.M., cherche situation Paris ou province. Ecrire sans référence à : ORGANISATION S.P. PUBLICITE, 2, rue Marceau, Paris-17<sup>e</sup>, ou 11.

**JURISTE**  
D.E.S. Droit des affaires. Licencié en Droit privé. Français parlé et écrit courant. 36 ans, libéré O.M., cherche situation Paris ou province. Ecrire sans référence à : ORGANISATION S.P. PUBLICITE, 2, rue Marceau, Paris-17<sup>e</sup>, ou 11.

**JURISTE**  
D.E.S. Droit des affaires. Licencié en Droit privé. Français parlé et écrit courant. 36 ans, libéré O.M., cherche situation Paris ou province. Ecrire sans référence à : ORGANISATION S.P. PUBLICITE, 2, rue Marceau, Paris-17<sup>e</sup>, ou 11.

**JURISTE**  
D.E.S. Droit des affaires. Licencié en Droit privé. Français parlé et écrit courant. 36 ans, libéré O.M., cherche situation Paris ou province. Ecrire sans référence à : ORGANISATION S.P. PUBLICITE, 2, rue Marceau, Paris-17<sup>e</sup>, ou 11.

# ANNONCES

## Immobilier

23







سكزامن الأصل

# La région parisienne

## Il est malsain d'exciter la province contre la capitale

nous déclare M. Maurice Doublet

« On entend souvent, et jusque dans les milieux officiels, s'illuminer Paris et la région parisienne, auxquelles on reproche sa boutade qui s'exercerait au détriment de l'ensemble du pays. Qu'en pensez-vous ? »

— La région parisienne est une région parmi les autres, mais elle n'est certes pas une région comme les autres. C'est, au sens propre du mot, une « région capitale ». Siège du gouvernement, c'est là que sont prises les grandes décisions nationales, que prennent forme les grandes évolutions, que même se font parfois les révolutions. C'est aussi une région qui appartient à tous les Français, c'est-à-dire qui remplit des fonctions et assure des services pour l'ensemble du territoire national. Paris n'est pas la France, mais la France ne se conçoit pas sans Paris. Parallèlement, Paris et la région parisienne jouent, on le sait, un rôle international éminent.

— Ainsi donc, si l'on voulait formuler un jugement équilibré sur la prétendue bouillie de Paris, à laquelle vous faites allusion, il faudrait, en bonne logique, trouver un moyen de distinguer dans les crédits consacrés par la capitale ceux qui bénéficient à la ville et à ses ressortissants de ceux qui bénéficient à l'ensemble du pays.

— Ce rôle exceptionnel dévolu à Paris se traduit, à coup sûr, par une concentration économique, financière, intellectuelle, culturelle, sans égale, mais, il est vrai, non sans inconvénients. C'est la situation propre à la France, remontant à la centralisation capétienne et ayant, de ce fait, des racines très profondes : c'est-à-dire qu'on ne saurait la renverser en un jour. Au demeurant, le remède consiste moins, à mon sens, qu'à s'en prendre directement à l'agglomération parisienne — qu'on ne saurait affaiblir sans danger pour le potentiel écono-

**P**ARIS victime de la mode ? D'une certaine mode du moins, qui consiste, pour vouloir limiter les débordements de la capitale, à la condamner au déclin. La province, depuis surtout que sa déshérence certaine a été reconnue, parle plus net et plus fort. Qui s'en plaindrait ? L'inquiétude est que l'on tombe d'un excès dans l'autre ; que l'on méconnaisse le rôle national et international de Paris et sa région, qu'on renonce à discipliner leur développement. C'est notamment ce qu'explique dans l'interview ci-dessous M. Maurice Doublet, qui depuis 1963 est préfet de la région parisienne.

que national — qu'en incitant le développement d'autres grands pôles nationaux, à l'instar de pays européens dont l'évolution historique a abouti à un structure politique et économique moins monolithique et dont les capitales sont de fait démographiquement comparables à Saint-Étienne et à d'autres agglomérations du pays.

— Pour l'heure, et c'est une autre de ses originalités, la région parisienne est une région où les conditions d'existence sont très différentes de celles que l'on rencontre en province : la vie y est plus dure, plus exigeante qu'ailleurs. Un exemple : 20 % environ de la population active doit « subir », en moyenne, deux heures de transport par jour. Les sollicitations sont plus pressantes dans la capitale, les besoins relativement plus grands. C'est une boutade, mais qui contient une part de vérité : à Paris, on n'a pas la même valeur que 1 franc ailleurs.

Cela explique l'irrésistible particularité des Parisiens, phénomène que les provinciaux comprennent mal, mais qui n'est pas sans motif. — Pour toutes ces raisons, il me paraît en définitive mal fondé et de surcroît très malsain d'exciter la province contre la région parisienne. Les provinciaux sont naturellement enclins à contester la capitale, mais il est injuste et dangereux de les encourager à croire que s'ils n'obtiennent pas assez de l'Etat, c'est parce qu'on donne trop à Paris.

même temps se sont organisées progressivement les dessertes qui, sous réserve de l'accès à Cergy-Pontoise, qui a connu les avantages que l'on sait, présentent un bilan très favorable. Le R.E.R. et l'autoroute A4 desserviront Marne-la-Vallée, l'un fin 1977, l'autre fin 1978. D'ores et déjà, Evry dispose d'une autoroute et d'une liaison ferrée, grâce à la déviation de la ligne Paris-Corbail réalisée spécialement pour desservir la ville nouvelle. Liaison dont profite également Melun-Sénart, rattachée à Evry par deux ponts inaugurés en 1974. Deux gares seront ouvertes à Melun-Sénart, l'une en 1976, l'autre en 1977. Cette dernière ville profite également de la N. 5. Enfin, une autoroute, une nationale et une liaison ferrée desservent la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, dont la gare sera inaugurée à la fin de cette année.

— Cela étant, quelles que soient les difficultés rencontrées, ces villes nouvelles, qui constituent la seule alternative aux méfaits du développement anarchique de l'urbanisation en région parisienne, doivent impérativement être réalisées. — En cinq ans, 60 000 à 70 000 logements ont été construits, 500 hectares de zones d'activités aménagées et 100 000 mètres carrés de bureaux achevés. Dans le

### Élus et administrations

— On prépare actuellement une réforme des statuts de la région parisienne et de la capitale. Comment, à votre avis, pourriez-vous, dans l'avenir, s'organiser l'équilibre des pouvoirs entre les élus et les administrations de Paris et des autres départements de la région parisienne ?

— Pour le préfet de la région parisienne, l'important n'est que les mécanismes institutionnels dans lesquels interviennent, d'une part, les élus, d'autre part, l'administration — et chacun d'eux au niveau régional, départemental ou communal — permettent de prendre en compte, dans la politique et la pratique quotidienne, la solidarité de l'agglomération.

— L'alignement prévu des institutions de la région parisienne sur celles qui ont été définies par la loi du 5 juillet 1972 pour les autres régions permettra de définir et d'appliquer une politique régionale efficace, mais sous certaines conditions. La démocratisation des assemblées de la région parisienne et le renforcement de leur pouvoir n'auront les effets escomptés que si un meilleur équilibre géographique est assuré entre la représentation de Paris et celle du reste de l'agglomération et que les départements et les communes, individuellement très dynamiques, sont étroitement impliqués dans les décisions de portée régionale, grâce au mode de représentation retenu.

— Mais, pour que les décisions de ces assemblées régionales s'inscrivent dans les faits, il est non moins nécessaire de renforcer les pouvoirs des préfets à l'égard des services régionaux et départementaux de l'Etat, ainsi que vis-à-vis d'organismes sectoriels, par exemple dans le domaine des transports, de la santé publique, etc.

— Mais plus qu'une question d'ordre institutionnel, la prise en

## Deux ans pour résorber les excédents de bureaux

**J**AMAIS les pancartes de « bureaux à louer » ou « à vendre » n'ont à ce point fleuri sur les façades des immeubles de la capitale ou de la banlieue. La crise du marché des bureaux est bien arrivée. Dans une étude publiée dans le dernier bulletin d'information de la région parisienne, on estime à un million de mètres carrés (environ dix tours Maine-Montparnasse) la surface des bureaux vacants ou qui vont bientôt l'être, car ils sont en cours d'achèvement.

Peu nombreux sont les promoteurs comme la COGEDIM, qui, à La Défense, vient de louer à bon prix un ensemble de bureaux de près de 66 000 m<sup>2</sup>. Les propriétaires qui louent ne sont pas mieux lotis. Ils ont le choix entre diminuer les loyers de près de moitié — 350 F au lieu de 600 F le mètre carré dans certaines tours de l'Ouest parisien, par exemple — ou attendre des jours meilleurs pour trouver preneur. Les experts de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (I.A.U.R.P.) pensent qu'il faudra au moins deux ans pour résorber les excédents.

Pourquoi cette pléthore ? La mauvaise conjoncture économique a évidemment découragé un certain nombre de sociétés de déménager ou de louer plus au large. Mais, surtout, on paye maintenant le laxisme pratiqué par les pouvoirs publics — malgré les mises en garde au cours des années 1970 et 1971. Une mission considérable s'est alors exercée sur le marché des bureaux et une multitude de projets plus ou moins bien étudiés ont été lancés, écrit M. Jacques Piétri, directeur de la division prévisions et implantations des activités à l'I.A.U.R.P. Pour les promoteurs les bureaux ont pris le relais des logements de luxe et sont devenus « la vache à lait de l'immobilier ».

La crise aura-t-elle, néanmoins, des effets salutaires ? Elle obligera les promoteurs à mieux étudier leurs programmes à faire des études de marché sérieuses comme l'ont compris les investisseurs anglais avant de se lancer dans la conquête du marché parisien. Les dirigeants d'entreprises et le personnel, par l'intermédiaire des co-

mités d'entreprise, exigent maintenant une certaine qualité de vie soulignée par le cabinet immobilier Auguste Thouard. La dactylo n'acceptera pas une heure supplémentaire de transport même si elle est mieux payée et installée dans un local neuf. Les constructions trop importantes, habillées de faux marbre et équipées de l'air conditionné, sont peu prises. La clientèle souhaite davantage de souplesse et de simplicité dans l'aménagement des bureaux. Les promoteurs vont devoir aussi faire preuve d'imagination. Ne serait-il pas possible, dans certains cas, de transformer des bureaux en logements ? D'aménager des entrepôts existants comme on l'a fait à Lille pour le centre de bureaux Vauban avec des prix qui ne dépassent pas 210 F le mètre carré ?

Pour éviter que la crise ne se prolonge trop longtemps, M. Piétri suggère, notamment, une réduction des programmes prévus dans les grandes opérations d'urbanisme comme celles de la gare de Lyon-Berry ou la Villette. La superficie totale des bureaux que l'on doit construire à La Défense pourrait aussi être plafonnée à 1 million de m<sup>2</sup> au lieu des 1 million 550 000 m<sup>2</sup> envisagés. Ce coup de frein paraît, en effet, nécessaire si l'on veut ne pas rendre vains les efforts faits en faveur de l'Est parisien, des villes nouvelles et de la province pour installer des emplois de bureau. En attendant, le déséquilibre au profit de la capitale d'une part, et de la banlieue ouest d'autre part, s'aggrave malgré toutes les déclarations d'intention contraires.

ETIENNE MALLET.

(1) Bulletin d'information de la région parisienne (I.A.U.R.P.) 21-23, rue Molière, 75723 Paris, Cedex 15.

### Dans dix ans les villes nouvelles

— Cela dit, ne faut-il pas, malgré tout, freiner ou du moins mieux organiser la croissance de la région parisienne ?

— C'est ce qui a été fait. Dès 1965, le schéma directeur, notre premier document d'urbanisme, prévoyait une limitation volontariste et très importante, puisqu'on avait admis qu'à l'horizon 2000 la population de la région parisienne ne se serait accrue que de 60 %, alors que celle des métropoles d'équilibre et des principales villes du Bassin parisien aurait doublé, voire triplé. La population de la région parisienne ne se développe plus aujourd'hui qu'au rythme de 1,4 % par an, au lieu de 2 % il y a dix ans. En outre, cet accroissement n'est plus dû à l'apport des provinciaux, mais au surcroît des naissances sur les lieux et à l'appoint indiscutable de main-d'œuvre étrangère. Compte tenu de cette évolution et d'un infléchissement général des prévisions démographiques pour l'an 2000, cela amène à revoir les prévisions faites en 1965 pour la région parisienne : au lieu des quatorze à seize millions d'habitants prévus à cette échéance — il s'en est aujourd'hui dix millions trois cent mille — nous n'en prévoyons plus que douze à treize millions.

— Cela dit, on peut souhaiter que Paris et sa région cessent de s'accroître : on peut tout faire pour éviter que les provinciaux soient toujours obligés de monter à Paris ; on peut encourager les Parisiens à partir en province. Il n'en demeure pas moins qu'il faut améliorer au plus vite les conditions d'existence des habitants de l'agglomération parisienne.

— En matière de logement, on a désormais à peu près résolu les difficultés sur le plan quantitatif ; nous nous attaquons maintenant à la qualité, en ayant présentes à l'esprit trois préoccupations majeures. La première, c'est que, bon urbanisme coûtant cher, il faut à la fois que les pouvoirs publics y mettent les moyens nécessaires et qu'ils favorisent des initiatives ingénieuses permettant de tirer le meilleur parti du patrimoine existant. En second lieu, il faut éviter que Paris ne se dépeuple trop, sinon on en arriverait à la situation paradoxale des Etats-Unis, aujourd'hui obligés de « reconquérir » le centre de leurs villes. Enfin, il faut avoir pour règle d'or

ce que j'appellerai la mixité sociale, qu'il nous faut rechercher aussi bien à l'intérieur de Paris, qu'à l'extérieur, un équilibre géographique qui manque de logements sociaux, dans les villes nouvelles, où à l'inverse, les logements non aidés font défaut.

— En ce qui concerne l'emploi, il convient de mener une politique à la fois plus vigoureuse et plus sélective. Il faut d'une part freiner la désindustrialisation de certains départements de la région parisienne, notamment la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne et, le cas échéant, y favoriser la création d'activités de haute technologie, moins nuisantes et demandant moins d'espace. Il faut, d'autre part, tout en délaissant Paris au profit de la province d'un certain nombre d'activités tertiaires — services mais aussi centres de décisions, — orienter le desserrement de celles qui doivent rester dans l'agglomération parisienne, en les dirigeant vers les villes nouvelles, et plus généralement vers l'Est parisien, et où se trouve localisée la population active. N'oublions pas en effet que huit cent soixante mille personnes qui ne résident pas à Paris vont y travailler chaque jour.

— Une telle politique impliquera que l'on corrige la tendance à bâtir des bureaux dans l'Ouest, grâce à une modulation plus fine du système de l'agrément. Cela suppose en outre que l'on aménage la fiscalité locale, alimentée pour une bonne part par des contributions venant des entreprises. Seule en effet une péréquation des ressources des collectivités locales permettra de faire accepter une orientation préférentielle des activités, en évitant des inégalités inacceptables entre les communes.

— La construction des villes nouvelles dont le président de la République vient de rappeler la nécessité et l'urgence n'a pas suivi le rythme prévu. Pourquoi ? et comment rattraper ce retard ? — Certes, le développement des villes nouvelles a connu un retard par rapport aux prévisions du VI<sup>e</sup> Plan. Toutefois, il faut convenir que celles-ci avaient été optimistes, afin de souligner la priorité assignée à cette politique qui allait à l'encontre des tendances naturelles et des idées reçues. Dès lors, il ne faut pas que nous en tirions argument, comme certains sont tentés de le faire, pour parer d'échec. Je n'élevais avec force

## La Seine-et-Marne propose un nouveau découpage

Dans un vœu adopté le lundi 7 avril, le conseil général de la Seine-et-Marne propose par dix-huit voix contre dix et une abstention que « soit étudié un regroupement des départements et collectivités actuellement rassemblés dans le district parisien, ayant des vocations semblables et qui aboutisse à la constitution de régions comparables par leur population et leur poids économique aux autres régions françaises ». En clair, il souhaite que la région parisienne soit redécouagée.

Au cas où la réforme en cours de l'Institut régional des maires tiendrait la structure actuelle, l'assemblée départementale demande que « la représentation de la Seine-et-Marne au sein du futur conseil régional tienne compte de la place spécifique qu'elle occupe au sein de l'ensemble parisien en raison de la dimension de son territoire ».

Ces prises de position des élus de la Seine-et-Marne sont motivées par le projet formé par le gouvernement d'aligner le statut de la région parisienne sur celui des autres régions françaises. Une commission de neuf membres avait été créée par les conseillers généraux de Seine-et-Marne pour étudier les réformes institutionnelles proposées en novembre 1974 par le conseil d'administration du District. Au mois de janvier, par la voix de M. Jacques Larché (majorité présiden-

tielle), cette commission a présenté un premier rapport qui proposait de diviser la région parisienne en trois ensembles : l'Ile-de-France-Ouest (Yvelines, Val-d'Oise), l'Ile-de-France-Centre (Paris et la petite couronne) et l'Ile-de-France-Est (Essonne et Seine-et-Marne). La commission a été alors chargée de préparer le vœu plus vague qui vient d'être adopté.

Le vote du conseil général de la Seine-et-Marne doit être interprété comme une réaction de défense du département le plus rural de la région parisienne. Il est symptomatique que les conseillers généraux d'assemblée nationale aient pris position contre le vœu puisqu'on retrouve, parmi les opposants, aussi bien MM. Etienne Dailly, vice-président du Sénat et président du conseil général (Gauche démocratique), Bertrand Fiermy, député U.D.R., Alain Peyrefitte, ancien député U.D.R., Marc Jacquinet, ancien député U.D.R., ainsi que M. Alain Vivien, député socialiste.

— PUTEAUX : UN NOUVEAU PONT EN 1978. — Douze mètres de large, 300 mètres de franchissement, près de 2 km de voies nouvelles, c'est ainsi que se présentera le nouveau pont de Puteaux en 1978.

Construit en 1885, le vieux pont était devenu insuffisant, particulièrement depuis la construction de la Défense.

chaque mois, face à face avec votre signe... de la chance !

tranche des signes du Zodiaque tirage mercredi 16 avril

**loterie nationale**

**URGO 7** est plein de trous.

Pansement adhésif hypodermique. Vendu exclusivement en pharmacies.

FOLIE



LES RÉGIONS

L'OUVERTURE DE L'AÉROPORT DE SATOLAS

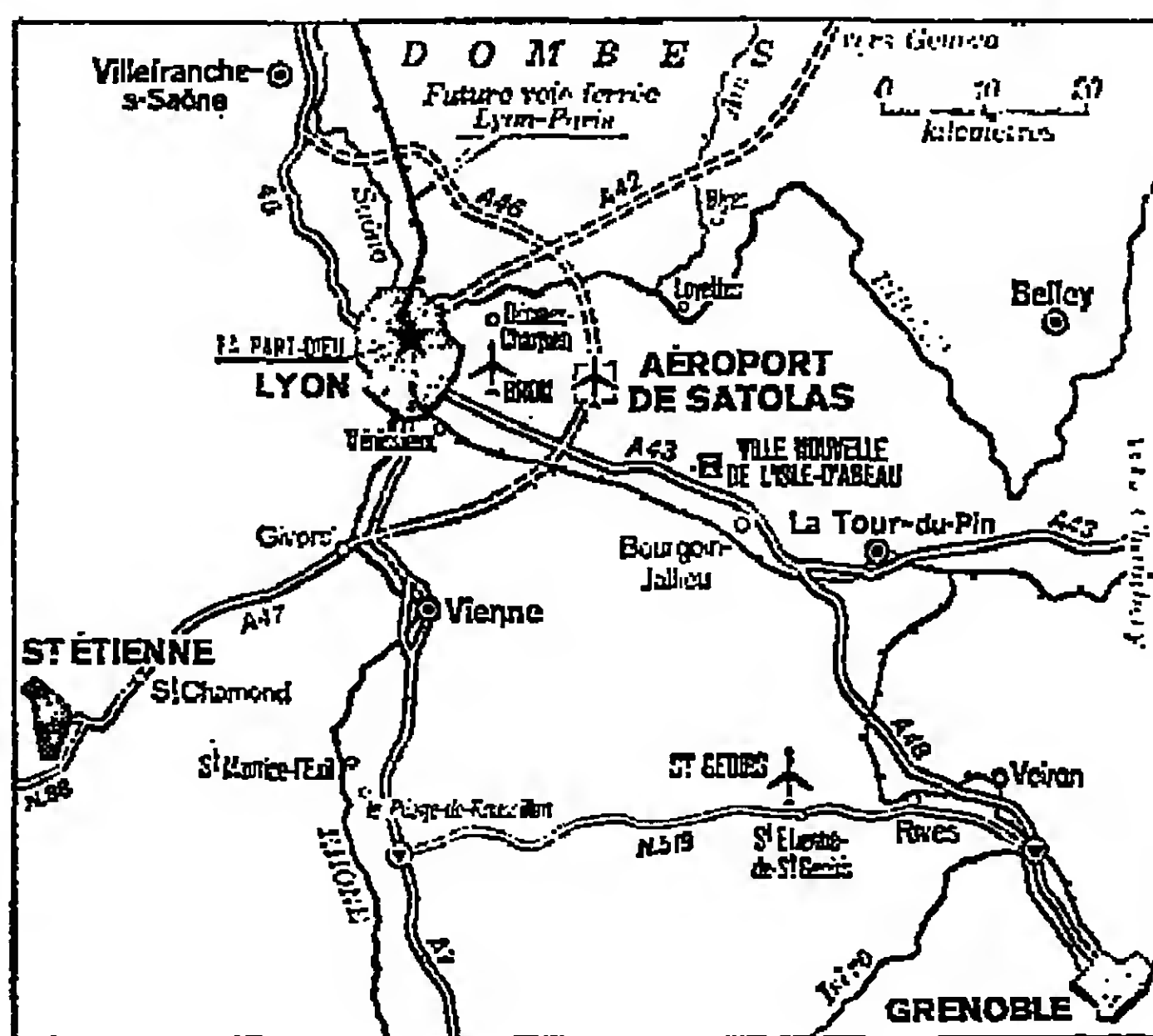
Deux ans pour résorber les excédents de bureaux

ANALYSE des perspectives de « bureaux d'avenir »... c'est à la fois l'avenir et le passé de la capitale de la région.

Le vrai décollage de Rhône-Alpes

Un an d'intervalle, la même cérémonie se renouvellera : l'inauguration d'un aéroport. Hier, Charles-de-Gaulle, à côté de Paris ; aujourd'hui, Satolas, aux portes de Lyon.

Le développement de votre région passe par le développement de votre aéroport, affirment les marchands de matériels aéronautiques. Pour la chambre de commerce de Lyon, « un nouvel aéroport stimule puissamment l'activité régionale ».



De tout le « domaine construit » qui est mis en cause, il n'est pas question d'en revenir à une économie pastorale. Le progrès appelle une certaine concentration des hommes et des activités. A terme, 400 000 m2 de bureaux dans le centre d'affaires de la Part-Dieu à Lyon, ce n'est pas forcément la bonne solution.

Le gouvernement souhaitait freiner l'expansion démographique de la métropole rhodanienne. Or depuis 1968 le taux de croissance se maintient à 2,3 % par an. On le découvre aujourd'hui : Lyon ne résume pas tout Rhône-Alpes.

La Seine-et-Marne propose un nouveau découpage

Il y a un projet de loi qui prévoit la suppression de la Seine-et-Marne et son rattachement à la région Île-de-France.

Le choix des équipements. L'Etat n'est pas encore moins les communes ne sont aujourd'hui, en mesure de financer simultanément plusieurs grandes opérations d'aménagement.

La peur du gigantisme. POUR servir au mieux l'impératif de croissance on devait croire, en ces dix dernières années, non seulement accepter mais encore favoriser les grandes concentrations urbaines et les grands pôles industriels.

L'Ouest et l'Est. POUR empêcher Paris d'enfler démesurément, il faut lui opposer une solution de rechange. Tout le monde semble admettre ce postulat.

Abandonner à son sort la France de l'Ouest et ne s'intéresser qu'à la France de l'Est. Des primes à la première pour l'empêcher de mourir, des crédits à la seconde pour stimuler sa croissance.

LA FOLIE DES GRANDEURS ?

L'OUVERTURE de l'aéroport international de Lyon-Satolas tombe mal : 20 avril 1975. Elle paraît insolite : elle surprend. Les passagers y regardent à deux fois avant de monter en avion !

Côte d'Azur dispose d'un potentiel économique moitié moindre que celui de Rhône-Alpes. Or elle traite quatre millions de passagers, alors que nous en accueillons à peine deux millions.

Le développement du fret autoroute, lui aussi, tous les espoirs, de l'avis des autorités consulaires ; 5 800 tonnes de marchandises expédiées, l'an dernier : une progression de 32,1 % par rapport à 1973.

visionner en pièces détachées l'usine d'assemblage que Peugeot installe en plein cœur de l'Afrique, que reste l'affaire du siècle.

URGO 7 est plein de trous.



Une piste à la croisée des autoroutes alpines

Agrandir l'aéroport de Bron ? On retourne la question dans tous les sens. Il était impossible de construire une piste de 3 600 mètres qui permette aux avions long-courriers de décoller à pleine charge.

Un aéroport qui ignore la crise

Un bel outil, mais pour quel faire ? Les Lyonnais se payent-ils de mots ? « Les chiffres parlent d'eux-mêmes », affirme la chambre de commerce. On constate un tassement général de l'activité aéroportuaire en 1974, sauf à Bron.

Une aérograre pour des compagnies riches

« Air France croit à Lyon depuis deux ans. Elle roulaient obtenir le statut bi-national à Genève comme à Bâle-Mulhouse et faire de Coltrin son deuxième aéroport international après Paris », raconte-t-on à la chambre de commerce.

Advertisement for EUROPE 1 featuring the text: 'à chaque grand événement europe 1 est présent. europe 1 sera le 20 avril à LYON-SATOLAS pour l'inauguration du nouvel aéroport international. SPECIAL LYON samedi 19 et dimanche 20 avril. EUROPE 1'.

Handwritten text in a box: 'صكنا من الأهل'



LES RÉGIONS

L'AÉROPORT

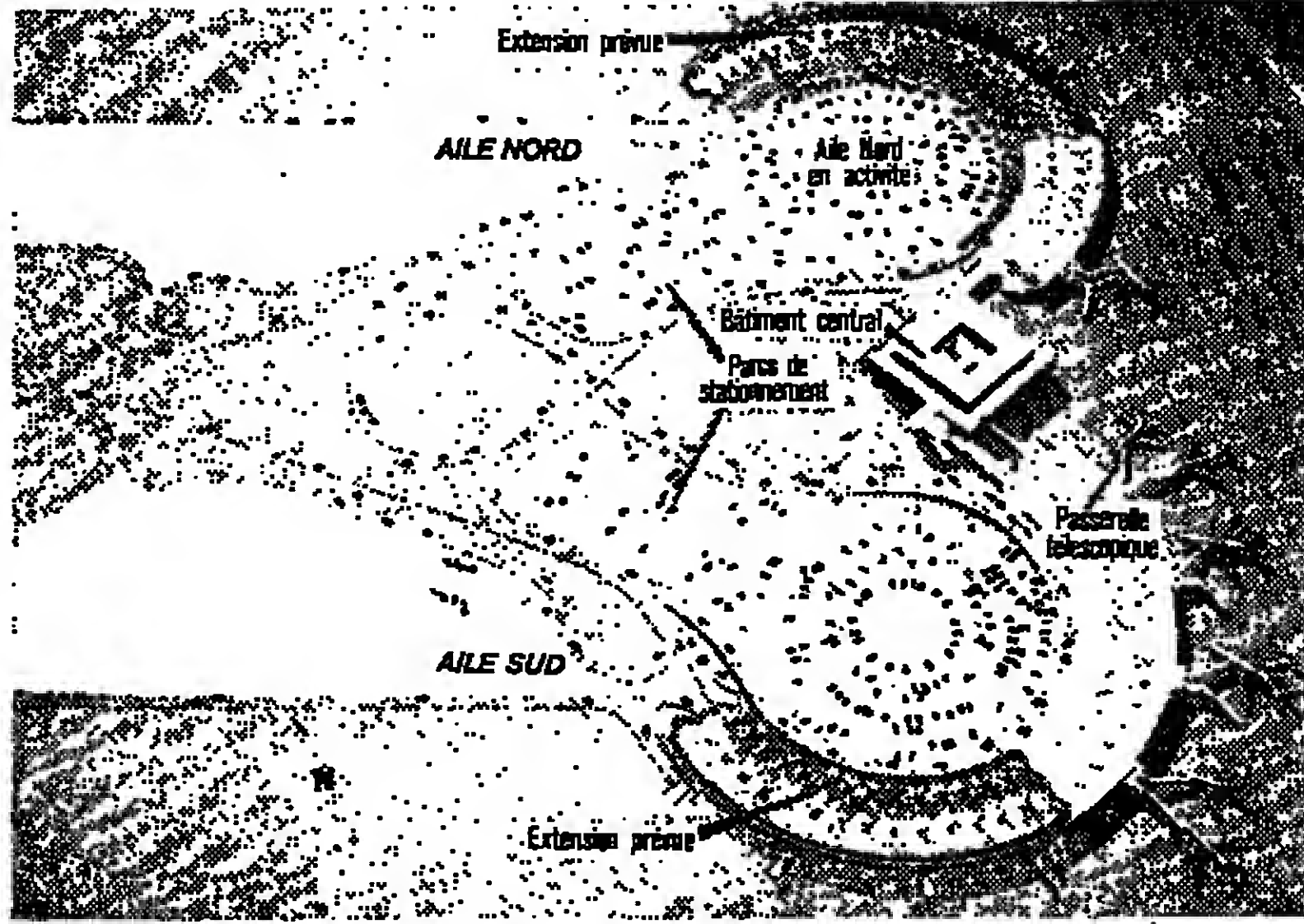
Une aérogare de plain-pied

C'EST au début de 1972 qu'ont commencé les travaux de construction de l'aéroport de Lyon-Satolas. La conception en a été confiée à M. Guillaume Gillet, architecte en chef des bâtiments civils et palais

Le plan de masse porte sur une superficie de 3 000 hectares, comparable à celle de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy-en-France. Dans un premier temps, 1 050 hectares seulement ont été aménagés. Il est prévu de bâtir à terme quatre aérogares, capables de traiter chacune six millions de passagers par an, et trois pistes orientées nord-sud, de 4 000 mètres. Pour l'heure, ne sont donc ouvertes au trafic qu'une aérogare de 43 000 m<sup>2</sup> de surface développée et une piste de 4 000 mètres.

Elle en accueillera six millions lorsque ses seize modules seront en activité. Ce système « déconcentré » permet d'adapter en permanence la capacité des installations à l'évolution du trafic.

Le parti architectural repose sur un ensemble de façades en murs-rideaux (de 6 à 8 hectares de glace). Une terrasse coiffe le bâtiment central et des paraboloïdes chapeautent les modules. L'aérogare de Satolas est un honnête compromis entre Charles-de-Gaulle et Orly-Ouest. De la première, elle se rapproche par l'usage du béton brut sans toutefois parvenir à le « faire chanter » avec autant de bonheur. Elle ressemble à la seconde par sa conception « à plat » et son champ de vision sur les pistes.



Pour gérer sa voiture, le passager dispose de deux parcs de stationnement, l'un de courte durée, l'autre de longue durée : 2 400 places au total d'une demi-heure à une heure ; 3 F ; de dix-sept heures à vingt-quatre heures : 9 F. S'il emprunte l'autoroute entre Lyon et Satolas, il doit acquitter un péage de 2,50 F. La course en taxi coûte autour de 40 F.

Les autobus desservent l'aéroport toutes les vingt minutes au départ de la gare de Lyon-Perrache avec arrêts intermédiaires. Cette navette fonctionne de 5 heures à 21 heures ; le tarif est de 12 F. Une ligne d'autobus sera mise en service, l'automne prochain, entre Satolas et la ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau (quartier de Villefontaine). Pendant la saison de ski, L-

Des riverains qui voient loin

JOUR et nuit, l'enter à Satolas ? Une centaine de mouvements à l'heure. Mais à quel horizon ? « Peu importe, répond M. Marcel Vienot, maire de La Boisse et président de l'association des élus des communes riveraines. Nous prenons nos précautions. Nous nous battons contre le Grand-Satolas, ses trois pistes et ses quatre aérogares. Plus radical, le « Collectif de l'Est lyonnais », qui rassemble partis de gauche et syndicats, réclame une réduction immédiate du trafic.

« Personne ne nous a jamais consultés sur la création de ce nouvel aéroport. Nous ne sommes pourtant pas des tapageurs », précise M. Vienot dont l'association groupe soixante-cinq communes du Rhône, de l'Isère et de l'Ain. L'administration se déclare disposée à satisfaire sa curiosité. « Ce sont des élus responsables ; nous sommes prêts à échanger des informations avec eux. Mais les autres comités de défense, où trent-ils leur légitimité ? » Le préfet du Rhône a suggéré la création d'une entente intercommunale entre les riverains de Satolas. Les élus ont donné leur accord sur cette formule, même si certains d'entre eux craignent d'être, ainsi, « récupérés ».

Aucun habitant dans la zone A, dite de bruit intense. Selon M. Vienot, vingt mille à vingt-cinq mille personnes vivent dans les zones B et C. Ces riverains ne bénéficient pas, comme ceux de Roissy, d'un fonds d'aide, alimenté par le produit d'une taxe parafiscale perçue sur les compagnies aériennes. Les élus revendiquent ce droit à indemnisation.

L'administration se montre pesante. Tout, depuis le début, est déjà si bien passé ! Sur les deux cent trente-cinq propriétés dont l'Etat a récupéré les terres pour bâtir l'aéroport, seuls sept ont été expropriés. Les autres docteurs ont été traités à l'amiable.

Les pouvoirs publics rassurent ceux qui exigent le couvre-feu : au début, pas plus d'un vol cargo chaque nuit en moyenne. « Les deux autres pistes ne seront pas mises en service aussi rapidement que prévu ; elles doivent cependant figurer sur les documents afin de ménager l'avenir », précisent-ils. C'est justement cet avenir que les riverains de Satolas voudraient deviner. Mais personne encore n'y voit clair.

JAMAIS LE DIMANCHE

L'aéroport a vocation internationale. Des hôtes polyglottes, des salles de conférences au bord des pistes. Le grand jeu. Du moins, les jours ouvrables. Le bureau des postes de l'aérogare ouvre ses guichets de 8 heures à 19 heures en semaine et le samedi de 8 heures à midi. Bénévoles basés les dimanches et jours fériés : ni télégraphe, ni télex, ni téléphone, aucune permanence, Satolas sur la liste des abonnés absents...

nationaux, qui a notamment « signé » le palais des Congrès, porte Maillot à Paris.

Trois millions de passagers

L'aérogare se compose d'un bâtiment central de section carrée et de deux ailes semi-circulaires s'enroulant autour des parcs de stationnement. L'aile nord, affectée aux vols intérieurs, est équipée de deux modules, et l'aile sud

réserve aux liaisons avec Paris et aux services internationaux, de quatre modules. Chacun d'entre eux dispose de deux passerelles télescopiques. L'aérogare peut ainsi traiter trois millions de passagers par an : le niveau d'Orly en 1958.

EN HABIT VERT

SATOLAS en habit vert. La chambre de commerce de Lyon s'est entendue avec la chambre d'agriculture du Rhône pour réserver une zone de 55 hectares environ, au sud de l'aérogare de fret, à une série d'expérimentations agricoles.

L'institut technique des céréales fourragères (I.T.C.F.) fera, sur 8 hectares, des essais de rotations de cultures : blé, orge, féveroles, pois ; elle étudiera sur une parcelle attenante la sensibilité des céréales aux herbicides. De son côté, la coopérative agricole du Sud-Est réalisera des essais de culture de maïs irrigué. Quant au service régional de la protection des végétaux, il procédera à des essais d'homologation d'herbicides pour le colza.

Par le biais d'une société d'intérêt collectif agricole (SICA), trente-deux agriculteurs de la région de Satolas louent, à titre précaire, tous les terrains cultivables sur l'emprise de l'aéroport, soit un total de 430 hectares pour la saison 1974-1975. Ils devront, en contrepartie, engazonner les abords des pistes, des taxiways et des parcs de stationnement et entretenir le site sur lequel seront plantés de dix mille arbrustes : chênes, peupliers et érables.

Moins de 100 mètres à pied

Les départs et les arrivées ont lieu sur un seul niveau, accessible à tous les véhicules par une rampe. De la voiture, du taxi ou de l'autobus qui le dépose devant la porte correspondant à sa destination, le passager ne parcourt que 17 mètres avec ses bagages jusqu'au guichet d'enregistrement, puis, sans ses valises, une cinquantaine de mètres jusqu'au seuil de la carlingue.

Quatre-vingt-cinq mètres au grand maximum, de l'entrée de l'aérogare au siège de l'avion. A Orly-Ouest, la distance moyenne est de 150 mètres, à Charles-de-Gaulle, de 300 mètres.

Grâce à la réduction des temps de parcours, l'heure limite d'enregistrement pour les vols intérieurs peut être repoussée jusqu'à dix minutes seulement avant le décollage.

Cent vingt chambres « 3 étoiles »

La chambre de commerce a concédé, pour dix ans, l'hôtel, les quatre restaurants et les six bars à Air Maxim's. Situé au quatrième et au cinquième étages du bâtiment central, le Constellation — 3 étoiles NN — compte cent vingt chambres : 95 F en single et 120 F en double, petit déjeuner compris. Air Maxim's propose quatre formules de restauration (deux cent quatre-vingts places au total) : la Grande Corbeille pour les gastronomes ; la Brasserie et sa formule autour d'un plat, entre deux vols ; le restaurant sous douane et ses spécialités ; le snack pour les gens pressés. Dans chacune de ces salles, les tables sont disposées en gradins afin de ménager des perspectives.

Dans le bâtiment central, les passagers ont à leur disposition une agence de la B.N.P., ouverte, de 6 h. à 23 h., tous les jours, et de 8 h. 30 à 23 h., les dimanches et jours fériés, un bureau de poste de plein exercice et une « boutique air-mer ». Dans la zone sous douane, les voyageurs peuvent acheter, en détaxe, alcools, cigarettes, parfums...

Les hôtes de Tourisme Air Service s'occupent des réservations dans les hôtels, les restaurants et les salles de spectacles ; elles organisent des circuits touristiques dans la région. Sur place, 2 A Service met à la disposition des hommes d'affaires des secrétaires, des bureaux ou salles de conférences.

LE LIMOUSIN, VOUS CONNAISSEZ ?

Bien sûr, le LIMOUSIN est bien connu, grâce aussi à la vache bretonne qui en porte le nom et dont la renommée, avec celle des arts du feu, des gants et des chaussures de haute qualité, a franchi bien des frontières...

MAIS SAVEZ-VOUS QUE...

- l'ancienne tradition de sérieux, de précision et d'efficacité des travailleurs limousins est un atout essentiel pour les industries d'avant-garde installées en LIMOUSIN ?
- plusieurs produits à haut contenu technologique, dans les domaines de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique sont fabriqués en LIMOUSIN et jouissent d'une solide réputation en France et à l'étranger ?
- la Société LEGRAND, établie en LIMOUSIN, s'est vue décerner l'OSCAR DE L'EXPORTATION 1974, en témoignage de son dynamisme sur les marchés extérieurs ?
- si vous décidez d'implanter en LIMOUSIN une activité industrielle, vous pourrez bénéficier de l'appui des structures régionales de formation ainsi que d'aides préférentielles pour la formation de la main-d'œuvre nécessaire ?

SI VOUS VOULEZ EN SAVOIR D'AVANTAGE... prenez contact avec Jérôme BOLLO, Délégué du COMITE REGIONAL D'EXPANSION, à la MAISON DU LIMOUSIN, 18, boulevard Haussmann, 75009 PARIS. Tél. : 770-32-63. Il vous conviendra que

LE LIMOUSIN GAGNE A ÊTRE CONNU VOUS GAGNEREZ A LE CONNAITRE



AÉROPORT INTERNATIONAL DE LYON. Concession de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon.

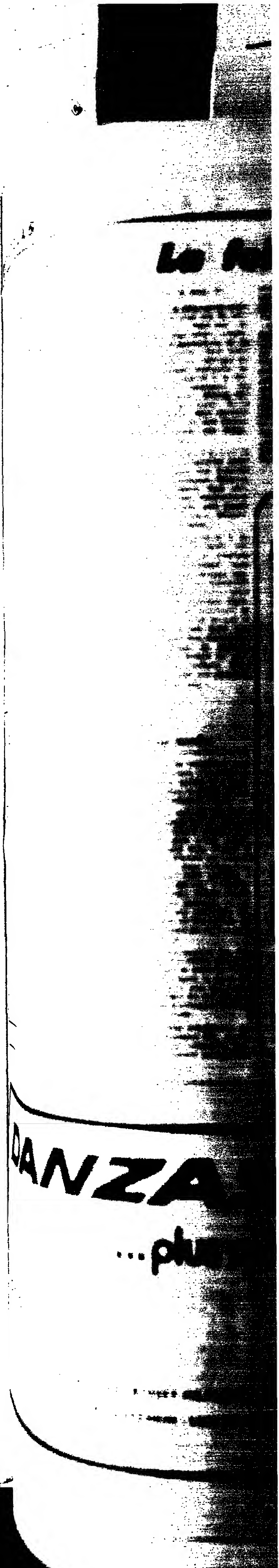
Tourisme Air Service C.C.I.L. 69125 LYON/SATOLAS AÉROPORT

Il y a des mégapoles où l'homme s'asphyxie et où l'entreprise s'atrophie : le prix du terrain ou le carcan du béton condamnent l'expansion... Il y a des paradis lointains où l'on n'accède que par quelques routes longues et sinueuses qui contrarient le désir légitime d'installer son personnel au milieu des champs...

Une région accueillante aux entreprises doit être ouverte sur l'extérieur et vous offrir des conditions de vie agréables.

A Lyon, le réseau autoroutier le plus dense de France converge vers l'un des aéroports les mieux desservis par les lignes aériennes. Une politique concertée a déjà permis un désenclavement sensible de Rhône-Alpes.

Venez vivre en Rhône-Alpes: Région ouverte.





# L'AÉROPORT DE SATOLAS



Des riverains qui voient loin

100 mètres à pied

chambres « 3 étoiles »

Des riverains qui voient loin

## DE GRENOBLE A ANNECY La piste au bout de l'autoroute

La mise en service, à la fin de l'année, de l'échangeur de Rives, sur l'autoroute Grenoble-Lyon, conjuguée, espérons-le, avec l'aménagement d'une voie de raccordement de 3 kilomètres au réseau local, devrait rapprocher de façon appréciable Grenoble de son aéroport.

Les Savoyards, eux aussi, entendent bien jouer la carte de Satolas. Avec son étiquette « internationale », le nouvel aéroport leur offrira l'occasion de « décrocher de Paris ».

Une quinzaine de chambres de commerce du Sud-Est se sont réunies, à la fin du mois de février, pour discuter de leur éventuelle participation au capital d'Air Alpes.

Une petite partie du fret pourrait néanmoins ne plus transiter par Cointrin compte tenu des formalités douanières, et prendre le chemin de Satolas. En définitive, la seule initiative susceptible d'attirer les industriels hautes-savoies serait la création d'une ligne Genève-Lyon, en correspondance à Satolas avec les vols d'Air Inter et les nombreux services vers l'Afrique du Nord.

## La folie des grandeurs ?

(Suite de la page 35.)  
Aujourd'hui, la compagnie nationale fait preuve d'un zèle de néophyte. Pour le week-end du 1<sup>er</sup> mai, elle a déjà vendu, notamment auprès d'associations et de comités d'entreprise, deux mille cinq cents places sur l'Afrique du Nord. Elle compte multiplier les vols spéciaux et mettre à la disposition de ses passagers des avions gros porteurs : Boeing 747, DC-10 et Airbus. Elle s'apprête à ouvrir deux services hebdomadaires : l'un vers Saïgon via Bombay, l'autre vers Hong-kong via Vientiane.

Aujourd'hui, Lyon - Varsovie « non stop », sous le pavillon polonais. Demain, peut-être d'autres compagnies : Lufthansa, Sabena, SAS, K.L.M., Middle East Airlines... et d'autres destinations, d'un seul coup d'aile, sans passer par Paris : Amsterdam, Birmingham, Munich, Vienne...  
Air Inter, qui contrôle 61 % du trafic du nouvel aéroport, fait grise mine. « Nous ne trouvons aucun intérêt à déménager ; nous ne gagnerons aucun passager supplémentaire ; nous ne réaliserons aucune économie », souligne M. Yves Faumier, directeur régional. La compagnie intérieure se plaint d'avoir été mise devant le fait accompli. A son goût, une aéroport linéaire trop monumental : 620 mètres de façades « Nous sommes obligés de nous élever sur trois modules. Nous aurions pu travailler très aisément à l'intérieur d'un seul ».

Récupérer la mise sans trop tarder  
La chambre de commerce s'est endettée ; elle veut récupérer sa mise sans trop tarder. Les compagnies renâclent à régler l'addition. A Lyon comme à Paris.

« Le prix de location du mètre carré de plancher est de deux à cinq fois plus élevé à Satolas qu'à Bron. L'utilisation d'une passerelle télescopique nous revient à 24 F le quart d'heure au lieu de 14 F à Marseille. Pour l'usage d'un tapis à bagages, nous payons, à Bron, 14 400 F par an ; à Satolas on nous demande... 300 000 F, soit 60 centimes par passager, ce qui est en réalité une rédemption déguisée. Le coût de l'assistance en escale a augmenté de 30 % », précise M. Faumier.  
Air Inter, qui exploite des vols courts, cherche à réduire au maximum les temps de parcours entre la ville et l'aéroport, à payer les prix en escale le plus bas possible. On comprend dès lors sa mauvaise humeur à s'éloigner de Lyon sans en tirer profit.  
A Bron, nous pratiquons des tarifs anormalement bas, répond M. Chemain. La compagnie intérieure peut consentir quelques sa-

## LES RÉGIONS

### Des avions pour attirer des industries

L'aéroport de Satolas peut renforcer la cohésion régionale. Saura-t-il ramener dans le giron rhône-alpin les deux Savoies qui ont, depuis toujours, une fâcheuse tendance à faire bande à part. à l'or-

### Des dividendes dans dix ans

L'AÉROPORT Charles-de-Gaulle à Roissy-en-France fut un ouvrage à compte d'auteur. D'un investissement aussi lourd — 1 600 millions de francs, — l'Etat n'a supporté qu'environ 15 %.

La chambre de commerce de Lyon, concessionnaire de l'aéroport de Bron depuis 1966, se mit sur les rangs, au mois de novembre 1969, pour obtenir la concession de l'aéroport de Satolas.

L'esprit d'indépendance des Grenoblois agace les Lyonnais. « Il était inutile de bâtir l'aéroport de Saint-Geoirs pour les Jeux olympiques d'hiver de 1968. On aurait très bien pu se débrouiller à Bron », dit-on aujourd'hui sur les bords du Rhône.

### L'aéroport joué gagnant

A mi-chemin entre Lyon et Grenoble, L'Isle-d'Abeau joue l'aéroport gagnant. A la fin de cette année, 20 % de ses nouveaux habitants — deux cents à trois cents — travailleront à Satolas.

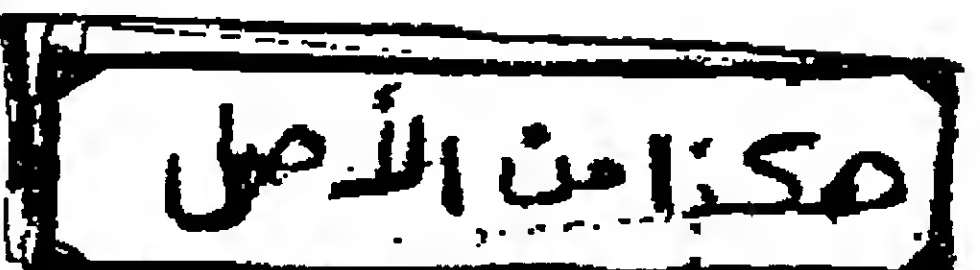
... plus qu'un nom, une marque celle du transport

# DANZAS...

... plus qu'un nom, une marque celle du transport

SERVICES AÉRIENS A :

LYON SATOLAS - ROISSY-EN-FRANCE - ORLY - LE BOURGET - BALE MULHOUSE - TOULOUSE BLAGNAC  
STRASBOURG ENTZHEIM - LILLE LESQUIN - MARSEILLE MARGNANE - BORDEAUX MERIGNAC - NICE





صكنا من الأصل

LES RÉGIONS

L'AÉROPORT DE SATOLAS

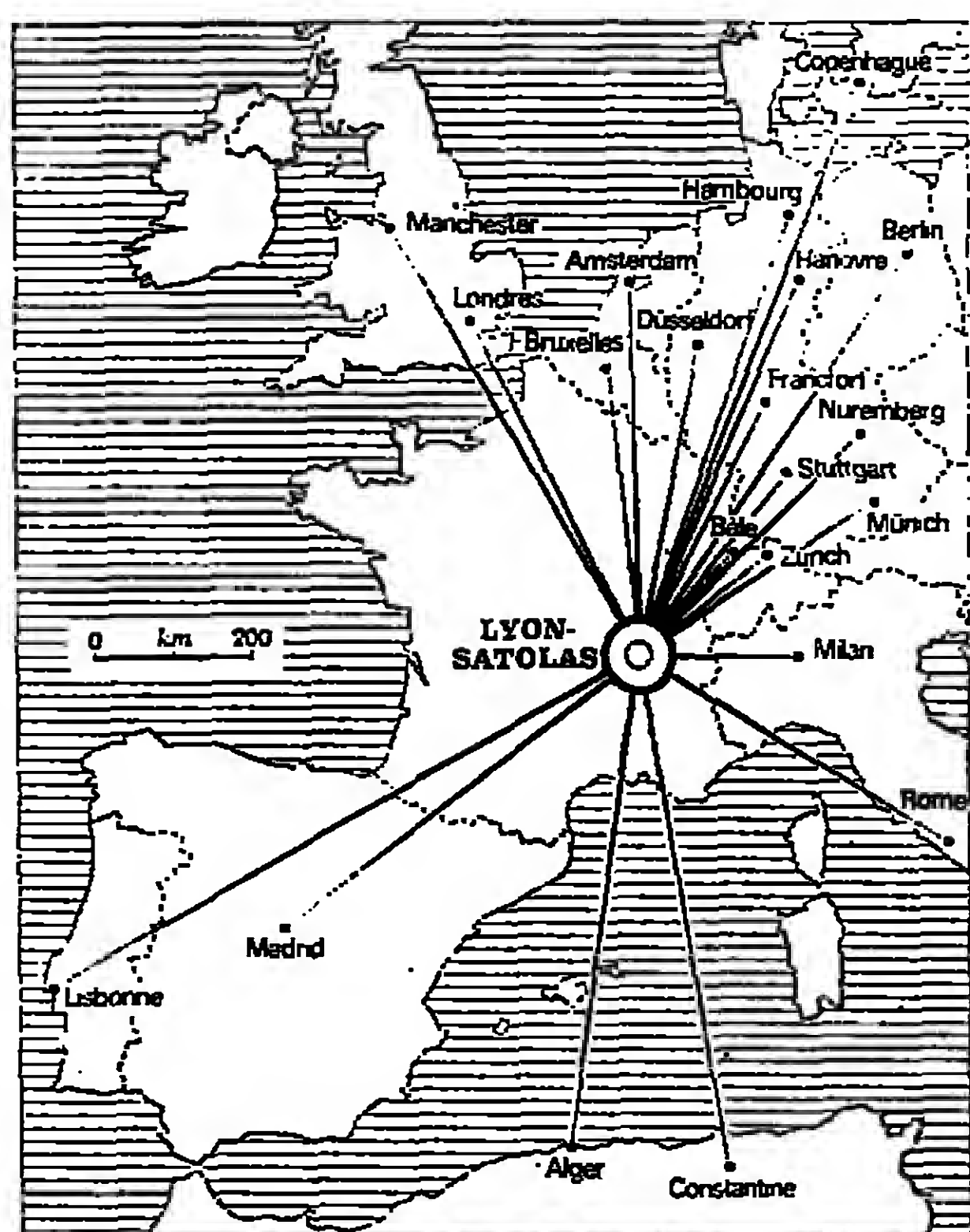
Lyon-Genève: VOL ANNULÉ

« SAUVEZ Satolas ! » C'était, il y a deux ans, l'argument que le secrétariat général à l'aviation civile (S.G.A.C.) invoquait in petto pour interdire à Swissair d'ouvrir une ligne Lyon-Genève.

Les Lyonnais se fâchèrent. Ils voulaient se rapprocher de leurs amis genevois avec lesquels, depuis toujours, ils commerçaient. Une affaire d'Etat: Paris s'en mêla. M. Olivier Guichard, alors ministre de l'Aménagement du territoire et de l'équipement, passant outre aux réserves d'Air France, permit forme la création d'une liaison Lyon-Genève.

Air France exploite, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1973, un service quotidien entre Lyon et... Zurich, capitale économique de la Confédération helvétique. Swissair n'a toujours pas obtenu son « permis de

L'EUROPE A TIRE-D'AILE



Il est possible, au départ de Lyon, à un homme d'affaires d'aller passer la journée dans de nombreuses villes européennes voisines sans y toucher. Certaines d'entre elles sont directement reliées à l'aéroport de Satolas; d'autres sont rapidement accessibles grâce à de bonnes correspondances.

chasse» de ce côté-ci des Alpes. Et personne n'est prêt à repartir en guerre pour le lui faire déléguer.

La compagnie Swissair a retiré son offre. Au départ, elle pensait éponger — et au-delà — le déficit de la ligne Lyon-Genève avec les bénéfices tirés d'un meilleur remplissage de ses vols internationaux. Or, depuis deux ans, Air France développe avec succès, au départ de la métropole rhodanienne, des liaisons directes vers les capitales étrangères.

Les Lyonnais ont fait leurs comptes. Le déficit annuel de la ligne Lyon-Genève avait été évalué à 1,5 million de francs environ. La médiocre fréquentation du vol Lyon-Zurich — neuf passagers en moyenne par rotation — confirme leurs appréhensions. La chambre de commerce, qui a aidé au démarrage de certains services vers les villes européennes voisines, refuse donc de « patronner » une seconde ligne vers la Suisse.

Au demeurant, Genève n'est pas à l'autre bout du monde. On a fini par s'en convaincre sur les bords du Rhône. Deux petites heures en train d'un cœur de ville à l'autre. La S.N.C.F. envisage même de « détourner » à l'automne prochain par Lyon le trans-européen express « le Catalan » Genève-Barcelone, n'en déplaise aux Genevois. En 1976, par l'autoroute, la cité de Calvin sera à une heure et demie seulement de la capitale des Gaules. L'avion ne ferait pas beaucoup mieux.

L'AVENIR DU TERRAIN DE BRON

« Faites-nous de bonnes finances locales nous vous ferons un bon urbanisme » disent les élus locaux

DIX ans déjà... la résistance s'organise. La « commission Pascal », disait-on alors, pourrait bien suggérer au gouvernement la promotion de l'aéroport de Bron au rang d'aéroport international de la région Rhône-Alpes.

La menace s'estompa: le projet fit long feu. Les pouvoirs publics décidèrent de « déclasser » l'aéroport de Bron et de bâtir de nouvelles pistes, au milieu des labours, à l'écart de l'agglomération.

Du coup, un millier d'hectares sous servitudes aéronautiques allaient, à l'horizon de quelques années, se trouver libérés. Au mois de février 1968, le gouvernement fit émettre la recommandation de l'Organisation d'études d'aménagement de l'aire métropo-

litaine Lyon-Saint-Etienne (O.R.E.A.M.): mettre le cap sur l'Est lyonnais. La manœuvre se présentait bien. « Bron, centre de restructuration. » Un mot-mystère. Cela n'engageait à rien de l'écrire.

De droite et de gauche, on se mit à dresser une « check-list »: des logements, des équipements, des usines, des bureaux, un parking. Chacun avait sa petite idée. On s'échafauda des « hypothèses contrastées » d'utilisation du site de Bron.

La commission d'urbanisme de la communauté urbaine de Lyon (COURLY) se pencha sur la question. Il lui parut souhaitable de conserver en espaces libres une large partie du terrain, quitte à réserver plusieurs hectares à des zones d'entrepôts et d'habitations. Le conseil de la COURLY ne fut jamais saisi de ce « scénario ». Les élus — socialistes et communistes — de l'Est lyonnais auraient trouvé trop à y redire. Une affaire politique, 1971: à l'approche des « municipales », les esprits s'agitèrent. Mieux valait attendre des jours meilleurs.

Carabins et C. R. S.

Depuis quatre ans, le dossier dort, même si les études se sont entassées dans les fonds de tiroirs. Bron, sujet-tabou? Une mesure conservatoire sont de même: le site dans son ensemble — le domaine aéroportuaire et les terrains d'alentour frappés de servitudes — a été placé, il y a un an, sous le régime des zones d'aménagement différencié (ZAD).

« Nous ne sommes pas capables actuellement de définir un programme précis d'équipements et d'activités, justifiable d'un site aussi privilégié », affirme M. Charles Delfante, directeur de l'atelier d'urbanisme de la COURLY. « En France, tout ce qui est provisoire dure indéfiniment », répond M. André Souli, maire socialiste de Bron. Il faut immédiatement décider ce que l'on veut faire à Bron, quitte à aménager lentement les terrains.

L'Etat, propriétaire de ces terrains — 565 hectares au total — vient de notifier officiellement sa position à la COURLY. Il entend maintenir à Bron l'aviation générale — affaires, tourisme et sport — et, à cet effet, reconstruire la piste de 2 530 mètres à 1 800 mètres; 180 hectares lui sont nécessaires pour réaliser ce projet. Les pouvoirs publics souhaitent, en outre, conserver une bonne quarantaine d'hectares pour y transférer l'École de santé militaire et y bâtir une caserne de C.R.S. C'est donc sur environ 350 hectares qu'il est possible de « maintenir » une opération d'urbanisme.

Le maintien d'une activité aéronautique sur le site de Bron relance une querelle vieille de dix ans. Les élus de l'Est lyonnais

tenaient à conserver une piste très proche de l'agglomération pour faciliter le transport, par la voie des airs, des malades attirés par la renommée du centre hospitalier de Lyon. « L'Etat n'a qu'à vendre les 180 hectares affectés au nouvel aéroport de Bron.

A 30 F le mètre carré, il en tirera les fonds nécessaires pour construire à Satolas une piste courte pour les petits avions. Au reste, à Genève-Cointrin, aviation générale et aviation commerciale cohabitent sans inconvénients majeurs », remarque M. Souli.

Une zone fourre-tout

Le souci des élus de l'Est lyonnais est d'occuper au maximum le terrain. « Nous ne désirons plus attirer chez nous de nouveaux habitants. Mais nous voulons offrir des équipements et des emplois à ceux qui sont sur place », note M. Pierre Moutin, maire socialiste de Décines-Charpieu. Les urbanistes refusent de raisonner dans le cadre étroit de la commune. On leur demande d'élever le débat, de penser grand et de voir loin. Aussi, sont-ils unanimement favorables au « gel » du site de Bron en attendant de voir venir.

« Halte au massacre des terrains libres », s'écrie M. Delfante. « Laissons-les reposer, disent certains experts. Plantons des arbres, changeons le paysage au lieu de créer ici une zone fourre-tout, et d'accroître le caractère déprimant de cette banlieue. » « Qu'y faire à l'avenir? » Ni logements ni industries, soulignent les techniciens de l'O.R.E.A.M. Une occupation légère du terrain avec quelques équipements et quelques activités du genre laboratoire. Selon M. Delfante, « on pourrait y réaliser, autour des années 85, une opération du style centre d'affaires de la Part-Dieu ». Le tout serait alors de ne pas « torpiller » l'Isle-d'Abeau. « Tout projet de 4 500 mètres carrés de bureaux à moins de 2 500 F le mètre carré retarderait d'un an le programme de développement de la ville nouvelle », avertissent ses responsables.

Des idées vertes

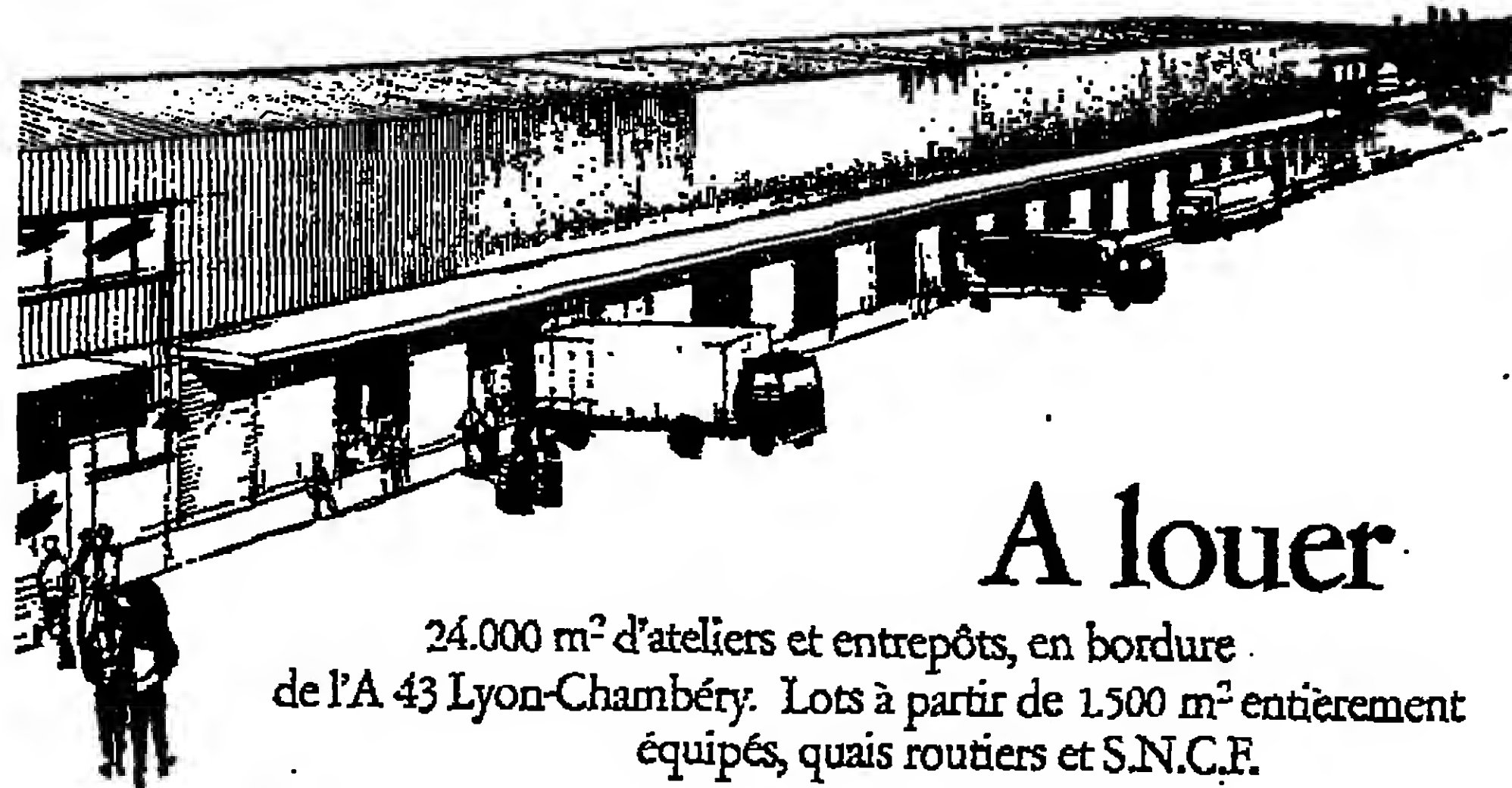
Pour de nombreuses communes de l'Est lyonnais, réduites à l'état de cités-dortoirs, il s'agit de ne pas laisser échapper une occasion unique d'améliorer leur « standing ». Les idées « vertes » des urbanistes ne les séduisent guère: le nécessaire avant le superflu. Comment se procurer de l'argent pour bâtir des terrains de sports, des crèches et des écoles? Une seule solution: attirer des entreprises. A Décines-Charpieu, la patente représente les trois quarts des recettes communales; à Bron, 40 % seulement. A Vénissieux, Berliet verse 12 millions de francs de patente par an... presque le budget de Décines-Charpieu.

Sur ces terrains vides, le maire de Bron imagine naturellement des industries de transformation, des entreprises d'électronique, des immeubles de bureaux vendus à 2 000 F le mètre carré, trois fois moins cher qu'à la Part-Dieu. « J'ai des candidats », lance-t-il.

M. Delfante ne veut connaître que la communauté urbaine. « L'agglomération lyonnaise forme un tout. On ne peut pas s'arrêter à des questions de patentes. Qu'on réforme, une bonne fois pour toutes, les finances locales. » Les édiles sont en droit de répondre: « Faites-nous de bonnes finances locales, nous vous ferons un bon urbanisme... »

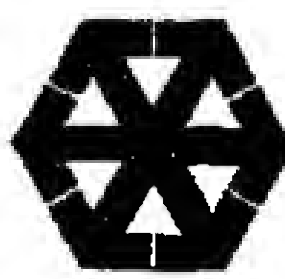
Il ne nous manquait que l'embranchement air

L'ouverture de Lyon-Satolas met nos entrepôts de l'Isle-d'Abeau, déjà embranchés fer et autoroute, à moins de huit kilomètres du 4<sup>e</sup> aéroport de France



A louer

24.000 m² d'ateliers et entrepôts, en bordure de l'A 43 Lyon-Chambéry. Lots à partir de 1.500 m² entièrement équipés, quais routiers et S.N.C.F.



Realisation Mackenzie Hill S.A. Investisseur-Réalisateur Immobilier International 45, rue de la République - Lyon 2 Tél.: (78) 42.75.41

Présente à Lyon et dans toute la région lyonnaise comme à Satolas

la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon

met l'efficacité de son organisation et sa maîtrise de l'économie régionale au service des chefs d'entreprises

Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon 20, rue de la Bourse, 69289 Lyon Cedex 1 téléphone: (78) 37.54.65 + télex: 31828 Cecomex Lyon







صكنا من الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Compagnie Nationale AIR FRANCE

EMPRUNT 10,50% AVRIL 1975 DE F 270.000.000 garanti par l'Etat

Emission de 270 000 obligations de 1 000 F nominal

Jouissance: 14 avril 1975. Intérêt annuel: 105 F par obligation. Durée: 15 ans. Amortissement: En 9 ans à partir du 14 avril 1982. Garantie de l'Etat: Le service de l'emprunt bénéficie de la garantie de l'Etat selon un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 11 avril 1975. Cotation: La cotation des obligations sera demandée dès la clôture de l'émission. Impôts: Le paiement des intérêts, ainsi que le remboursement des titres, seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourra mettre obligatoirement à la charge des porteurs. En l'état actuel de la législation, en ce qui concerne les intérêts, les personnes physiques domiciliées en France reçoivent le montant brut du coupon diminué à leur choix soit d'une retenue à la source de 10 % qui ouvre droit à un crédit d'impôt d'égal montant, soit d'un prélèvement forfaitaire de 25 %, qui les libère totalement de l'impôt sur le revenu.

Prix d'émission: 1 000 F par obligation. Taux de rendement actuariel: 10,50 %. Visa COB n° 75.49 du 2 avril 1975. B.A.L.O. du 14 avril 1975.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Faits et chiffres

M. BERNARD GREGORY, directeur général du Centre national de la recherche scientifique, présidera la commission de l'énergie au Commissariat général du Plan, qui doit remettre dans un délai de trois mois un rapport sur les économies d'énergie, le développement des ressources nationales, l'énergie nucléaire, les importations et le financement des sources d'énergie. LE MINISTRE DU PÉTROLE de la Fédération des émirats arabes, M. Mana Al Oteiba, a déclaré qu'Abou-Dhabi a renoncé à nationaliser intégralement son industrie pétrolière dans l'immédiat. Au moment où le volume global de la production de brut revient à son niveau normal dans la Fédération, Abou-Dhabi a estimé ne pas être en mesure, techniquement ni administrativement, de gérer tout seul ses gisements. Avant de contrôler à 100 % ses ressources pétrolières, comme l'Arabie Saoudite, le Qatar et Bahreïn, la Fédération des émirats va s'appliquer à former un personnel qualifié. (Reuter.)

ÉNERGIE

En suspendant l'octroi des licences d'exportation de matériels fissiles

Les États-Unis veulent obtenir des Européens l'engagement de renforcer la sécurité de leurs installations nucléaires

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Henri Simonet, le vice-président de la Commission européenne chargée des affaires énergétiques, a remis, vendredi 11 avril, à M. Greenwald, l'ambassadeur des États-Unis auprès de la C.E.E., une note de protestation contre la décision de l'U.S. Nuclear Regulatory Commission (N.R.C.), agence fédérale de contrôle nucléaire, de suspendre provisoirement l'octroi des licences d'exportation de matières fissiles (le Monde du 12 avril).

La commission demande l'ouverture immédiate de conversations avec les autorités américaines. La mission des États-Unis auprès de la C.E.E. a transmis cet aide-mémoire à Washington en mettant l'accent sur la nécessité d'une réponse rapide. En attendant celle-ci, les deux parties s'efforcent de « dédramatiser » ce qui, espèrent-elles, ne sera finalement qu'un banal incident de parcours.

De notre correspondant

Du côté américain, on fait valoir qu'il n'y a pas à proprement parler d'embargo des exportations des matières fissiles — uranium, naturel et enrichi, plutonium — vers les clients extérieurs et en particulier vers l'Europe, mais une simple suspension de l'octroi de licences d'exportation afin de réviser, cas par cas, les contrats déjà signés et de vérifier si les conditions de sécurité qui y figurent sont suffisantes. Que vaut cette nuance? Il est clair que si le réexamen des contrats se prolonge et que, durant ce temps, les livraisons promises ne sont pas

exécutées, la décision de procédure prise à Washington équivaldra à un embargo de fait. L'inquiétude est d'autant plus légitime en Europe que la N.R.C. a annoncé son intention d'entreprendre cette vérification en liaison avec les commissions du Congrès. Il ressort de l'inventaire des services bruxellois joint à l'aide-mémoire adressé aux Américains que le fonctionnement normal d'un certain nombre de centrales électriques et de réacteurs de recherche de la Communauté pourrait être affecté si les livraisons prévues de combustible nucléaire étaient reportées au-delà d'un mois. Les Américains expliquent encore qu'on ne peut pas parler de rupture de contrat, car chacun de ceux qui ont été signés prévoit explicitement la possibilité d'une révision des clauses de sécurité. En matière d'échange de combustible nucléaire, la notion de sécurité a une double signification. La première est d'ordre diplomatique-militaire: le fournisseur, en l'occurrence les États-Unis, veut avoir la garantie que les matières fissiles livrées ne seront pas détournées de leur destination « pacifique » et, par exemple, réexpédiées sous une forme ou sous une autre vers d'autres pays susceptibles d'en faire un usage moins anodin. Cette préoccupation n'est pas absente de l'esprit des membres du Congrès qui sont à l'origine de la décision de la N.R.C. n'est semble-t-il, pas prioritaire dans le litige actuel.

M. Aspin (représentant démocrate du Wisconsin), qui a pris la tête de la campagne pour conduire la N.R.C. à suspendre les livraisons de matières fissiles à l'Europe, est apparemment surtout soucieux de « sécurité physique ». En d'autres termes, ce sont les risques d'accidents pouvant provoquer une contamination atomique et la possibilité de vols de matières fissiles qui hantent les parlementaires d'outre-Atlantique. Aussi, l'administration américaine, poussée par le Congrès, entend-elle obtenir de ses partenaires européens qu'ils prennent l'engagement de renforcer la sécurité des transports et la protection des installations atomiques sur leur territoire. Dans les milieux proches de la Commission européenne, mais aussi, en privé, du côté américain, on laisse entendre que la précipitation manifestée par la N.R.C. et l'incident qu'elle suscite aujourd'hui illustrent les tâtonnements qui ont fait suite à la réorganisation de l'administration nucléaire des États-Unis (l'Agence de l'énergie atomique a disparu au profit de deux nouvelles commissions, dont l'une est la N.R.C.).

Une méfiance

Les faits cependant sont là: les exportations de combustible nucléaire vers l'Europe sont arrêtées et l'on ignore quand elles pourront reprendre. Comme le souligne l'aide-mémoire de la Commission, une telle défiance ne peut qu'accroître les doutes sur la garantie d'approvisionnement offerte par les États-Unis. N'est-il pas paradoxal, constate-t-on dans la note remise par M. Simonet à M. Greenwald, que les États-Unis pressent leurs partenaires au sein de l'Agence internationale de l'énergie de réduire leur dépendance à l'égard du pétrole importé et que, dans le même temps, en suspendant leurs livraisons de matières fissiles, ils portent atteinte au bon cheminement d'un programme nucléaire conçu précisément pour atténuer cette dépendance? La tendance à la méfiance en Europe trouve des raisons de devenir d'autant plus vive que cette alarme n'est pas la première. L'agence américaine pour l'énergie atomique a déjà tenté d'imposer à ses clients extérieurs des contrats de fourniture des conditions de prix et de durée particulièrement rigoureuses: l'objectif était, en fait, d'amener les producteurs d'électricité européens et japonais à contribuer au financement des nouvelles usines de séparation isotopique américaines. L'agence a laissé planer un doute sur la possibilité de fournir à la Communauté l'uranium enrichi dont elle aurait besoin pour faire fonctionner les centrales nucléaires en construction. Cette hypothèse n'est pas levée, car la capacité de production d'uranium enrichi aux États-Unis est arrivée à saturation. De nouvelles usines de séparation isotopique devront de toute façon être bientôt construites en Europe ou aux États-Unis, du moins si les programmes d'installation de centrales nucléaires approuvés par les pays industrialisés depuis le déclenchement de la crise du pétrole, ne sont pas remis en cause. L'interruption des livraisons de matières fissiles, décidée à la hâte et sans consultation par la N.R.C., ne devrait-elle pas, en bonne logique, renforcer le camp de ceux qui estiment que la Communauté, plutôt que de troquer une dépendance pétrolière pour une dépendance nucléaire, a un intérêt évident à accroître son propre potentiel de production de combustible atomique? PHILIPPE LEMAITRE.

Allez à Londres dans la Rolls Royce des avions

Le nouveau TriStar de British Airways est un moyen courrier avec tout le confort des longs courriers.

Vous pouvez aller à Londres dans le plus civilisé des moyen-courriers: le grand TriStar de British Airways.

C'est un avion aussi gros que les longs courriers et qui vous permet de voyager détendu, avec de la place pour vous, comme pour vos affaires.

Le TriStar a trois moteurs Rolls Royce: cette tranquillité, cette douceur que l'on éprouve en Rolls Royce, vous pouvez maintenant la retrouver en voyageant par avion.

Parmi les 10 vols quotidiens Paris-Londres, British Airways assure deux vols par jour en TriStar du lundi au vendredi et un le dimanche.



British airways

Partout dans le monde vous serez en de bonnes mains

Leo Burnett



Les cadres des bureaux d'exportation de matériaux nucléaires veulent obtenir des Européens l'engagement de la sécurité de leurs installations nucléaires.

Les Royce

S

royce

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SYNDICATS

La succession de M. Malterre à la présidence de la C.G.C.

TROIS HOMMES... EN ATTENDANT LE PROGRAMME

Le comité directeur de la Confédération générale des cadres (C.G.C.) devait, au cours de sa réunion, ce lundi 14 avril après-midi, discuter de la préparation du prochain congrès confédéral. Les assises qui doivent avoir lieu en juin seront précédées de la réunion d'un congrès extraordinaire, le 24 mai, qui aura pour tâche de régler le problème des taux de cotisation des fédérations et de la répartition des mandats au

congrès, objet d'un conflit ces derniers mois entre M. Malterre, président de la C.G.C., et M. Benjean, président de la fédération de la banque. Si ce conflit est en voie d'apaisement, les remous autour de la succession de M. Malterre, qui va abandonner après vingt ans de règne la présidence de la C.G.C., vont s'atténuant. A la fin de la semaine dernière, un comité pour la

renouveau de la C.G.C. a été créé par plusieurs dirigeants de la confédération, dont M. Jarlegan, président de la fédération des assurances. Son objectif : « Soutenir un candidat à la présidence appuyé par une équipe présentant un programme dynamique et réformiste ». Jusqu'à présent, le chassé-croisé entre les hommes a pris le pas sur les discussions de programme.

En d'autres temps, il n'eût guère été concevable, dans le monde feutré des cadres, d'imaginer une chronique si allégrement gonflée par les appétits avides par la succession de M. André Malterre. On ne compte pas moins de trois candidats officiellement en lice : M.M. Calves, Menu et Charpenié. Un quatrième, M. Marchelli, se tient prêt à les rejoindre et presse le président de gagner la porte. La compétition se joue beaucoup plus entre des personnes qu'entre des programmes, bien que chacun des concurrents déclare préparer une plate-forme et une équipe. Il serait vain de chercher, sur le terrain de Gramont, de la centrale, l'extériorisation de courants idéologiques nettement dessinés.

Pourtant, à jeter un regard quelques années en arrière, on constate que les cadres C.G.C., comme leurs collègues des confédérations ouvrières, ne sont pas restés étrangers à la tornade de mai 1968. Des fenêtres se sont ouvertes, et des portes ont claqué sur les pas des syndicalistes contestataires. Ceux du pétrole, qualifiés de « gaullistes », ont été exilés. Ceux de l'I.C.F.P. sont volontairement partis, pour continuer avec les premiers l'U.C.T. (Union des cadres et techniciens). D'autres dirigeants ont préféré se replier sur leurs fédérations et employer à les développer, dans la perspective de la retraite de M. Malterre, que celui-ci avait annoncée lors du congrès de 1973. Au point d'ailleurs, que le « patron » de la C.G.C. se plaignait parfois d'être seul sur la brèche.

Aujourd'hui, sans nier l'apport essentiel de M. Malterre à la constitution d'une véritable confédération syndicale de cadres, on rêve, dans les rangs de la C.G.C., à un style rompu totalement avec le passé ; on aspire à une mutation dynamique — pas question de révolution — à un rajustement des hommes et des méthodes. Mais il y a aussi des militants qui n'ont pas le goût du risque et souhaitent le changement... dans la continuité. Pour ces derniers, M.M. Corélin Calves et Jean Menu répondent aux critères requis. Si la filière hiérarchique était la meilleure, elle favoriserait M. Corélin Calves (industrie pétrolière), membre du Conseil économique, qui est resté six ans secrétaire général avant de devenir, en 1973, délégué général. C'est un « bûcheur », et à la C.G.C., où il n'y a pas beaucoup de permanents, on apprécie les « bourreaux de travail ». De ce Breton, ancien

ingénieur au C.E.A. (Commissariat à l'énergie atomique), M. Menu, en devenant secrétaire général il y a deux ans, s'est attaché à traiter un dossier délicat : le rapprochement avec l'UGICT (ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T.), qui devait conduire à une déclaration commune sur une plate-forme minimale. Si le projet n'a pas abouti, les discussions qu'il a suscitées l'ont mis en contact avec beaucoup d'adhérents, souvent partagés en eux-mêmes, comme leur syndicat, sur les relations à nouer avec les amis de M. Bégué.

Une campagne moderne Ce n'est pas le « bénéfice de l'âge » qui pourrait éventuellement départager les deux « libéraux » puisque à quelques mois près ils ont le même âge : cinquante-cinq ans. En circonstance fort exceptionnelle, ils font campagne commune. A moins de trois mois du congrès, ils n'ont pas encore précisé lequel des deux solliciterait la première place. Belle démonstration d'esprit d'équipe ? Certains sourient, narquois, et estiment qu'aucun des deux candidats n'a voulu se risquer à se mettre en filade. L'indécision peut aussi trouver une explication dans la coutume, souvent pratiquée à la C.G.C., qui permet au candidat ayant échoué à une poste supérieur de se rabattre vers une fonction moins élevée. Mais le « repêchage », paraît-il, est désormais banni.

« On ne vote pas pour un tandem quand il s'agit d'être le président de la C.G.C. », entend-on dire rue de Gramont. Ceux qui peinent ainsi à choisir, par leur sympathie pour M. Yvon Charpenié, président de la fédération de la chimie, la troisième organisation de la centrale par son importance après la métallurgie et les V.R.P. Avec lui, la silhouette de « M. C.G.C. » serait nettement plus jeune. A quarante-sept ans, M. Charpenié n'est pas marqué par son appartenance à l'appareil. Il s'est « jeté à l'eau » en annonçant le premier sa candidature. Il fait une campagne « moderne » sachant attirer à ses « tables rondes » le ministre du travail et le président du C.N.P.F., comme ce fut le cas pour un débat sur la concertation, au mois de mars. Dans son programme, il insistera notamment la semaine de quarante heures pour les cadres. Il ne juge pas souhaitable de privilégier les rapports avec F.O. et la C.F.T.C. : il préconise des contacts réguliers mais non structurés avec la C.G.T. et la C.F.D.T. « Tout le monde sait que nous voterons pour Yvon Charpenié », ont dit à la presse les dirigeants de la fédération de l'alimentation le 29 mars. De sympathies sympathiques à l'heure présente se manifestent de façon nette — sinon totale — chez les V.R.P. dans le textile, le commerce et plus modérément dans d'autres secteurs. Pourrait-il le prochain congrès voir un « jeune cadre » pour la C.G.C. c'est vers M. Marchelli qu'il devrait tourner les yeux. De la pointe du soulier à la chevelure de jais en passant par les lunettes à forte monture, le dynamique président de la métallurgie, quarante-deux ans, donnerait une excellente image de marque. Mais ses élans d'éloquence, son esprit caustique, ne vont pas sans contrepartie. M. Marchelli s'est souvent livré à des escalades verbales, en particulier au sujet du départ de M. Malterre. Il a parfois voulu brûler les étapes dans un milieu où les présences gardent leur importance.

« Partez, vous rendrez service à la confédération. » Cette injonction a été lancée par M. Malterre le 22 mars dans un éditorial de l'hebdomadaire confédéral. Et, accusant son jeune collègue de « se faire le maximum de publicité aux dépens de la C.G.C. », le président sortant le met au défi de briguer sa succession. « Mais vous hésitez car vous savez bien que vous serez battu », conclut M. Malterre qui s'est refusé jusqu'à présent à dire clairement vers quel candidat va sa préférence. Pour l'heure, M. Marchelli soutient le tandem Calves-Menu et pose implicitement la question de sa présence au bureau confédéral, tout en ajoutant que la question du programme est essentielle. « Les hommes importants peu ». Ils comptent pourtant, à l'heure du scrutin décisif, même si, par leur formation, leur profession, les cadres devraient être plus sensibles que d'autres électeurs aux principes et aux objectifs proposés. Pour le moment, faute de connaître encore les programmes, le choix se joue entre trois hommes.

JOANINE ROY.

**CADRES**  
QUI SOUHAITEZ CHANGER OU AMÉLIORER VOTRE SITUATION  
George V Orientation  
organisme français de CONSEILS EN CARRIÈRES  
peut vous aider à le faire dans les meilleures conditions  
**GVO**  
7, rue Marbeuf - 75008 PARIS  
BAL 59-75 - BAL 56-25

(PUBLICITE)  
**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS  
Sous-Direction des Chemins de Fer  
Société Nationale des Chemins de Fer Algériens  
**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL**  
Un Appel d'Offres ouvert International est lancé pour la fourniture de :  
— Téléphones portatifs ;  
— Téléphones à batterie locale « MURAU » et « MOBILES (de table) ».  
1) Les documents nécessaires pour soumissionner peuvent être retirés ou transmis sur demande écrite adressée à M. l'Ingénieur, Chef du Service de la voie et des Bâtiments 21/23, boulevard Mohamed-V (ALGER), ou à l'Antenne approvisionnements de la S.N.C.F.A., 122, boulevard Haussmann, Paris-8<sup>e</sup> (FRANCE).  
2) Les offres devront parvenir sous pli recommandé à l'adresse de la S.N.C.F.A., à ALGER, avant le 23 juin 1975, à 16 heures, terme de rigueur.  
3) Le délai pendant lequel les candidats resteront engagés par leur offre est fixé à 90 jours à compter du 24 juin 1975.

(PUBLICITE)  
**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE  
Société de Gestion et de Développement des Industries Alimentaires  
**S.O.G.E.D.I.A.**  
**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1/75**  
Un avis d'Appel d'Offres International est lancé pour la réalisation d'une Brasserie Malterie. Les sociétés intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la SOGEDIA — Direction des Réalisations et du Développement sise au 13, avenue Claude-Debussy, à Alger (ALGERIE) contre le paiement de la somme de DA 200,00 (DEUX CENTS DINARS ALGÉRIENS).  
Les offres devront parvenir sous pli cacheté à la même adresse, établies en 3 exemplaires en langue française avant le 31 mai 1975, délai de rigueur du dépôt des offres. L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement la mention « Avis d'Appel d'Offres International n° 1/75 — Projet Brasserie Malterie — A NE PAS OUVRIR ».

avril 1975: ouverture de satolas  
dans le centre d'affaires de l'est lyonnais  
visez  
**Perralière III**  
les bureaux les plus fonctionnels de Lyon  
6000m2 divisibles en location  
Réalisation Commercialisation  
**sefimeg Bourdau**  
Bureaux Bureaux  
84, rue du 1er Mars 1943 Paris : tél. 227.11.89  
69100 Villeurbanne Lyon : Le Britannia  
(78) 84.94.32 20, bd Eugène Deruelle  
69003 Lyon 1 (78) 71.00.36

LE MONDE IMMOBILIER BUREAUX

ADRESSES	PRIX MOYEN AU M2	SURFACE M2	DATE LIVRAISON	LOCATION	VENTE	DESCRIPTION	NOM DU CONSTRUCTEUR
<b>PARIS</b>							
TOUR TOKYO 24, avenue d'Ivry PARIS	13	4.100 F TTD Hors d'eau Hors redevance	850 en totalité ou par lots	3 <sup>e</sup> trimestre 75	*	Dans quartier rénové Métro Porte d'Ivry. Bureaux en rez-de-sous-sol. Un centre commercial de 10.000 m2. Un supermarché en sous-sol. Des équipements aéroportés. Des espaces verts au pied de la tour. Parking en sous-sol.	SEMICLE 5, av. Sertie-Albrecht, 75008 Paris. Tél. 788-51-78 Sur place : Dur. de vente en semaine de 13 h. à 19 h., sans et dim. de 14 h. 30 à 19 h. Tél. 588-55-75
<b>BANLIEUE</b>							
PARIS - PLEYEL Carrefour Pleyel SAINT-DENIS	93	3.750 F H.T.V.A. redevance H.T.V.A. 370 F redevance incluse	14.000 m2 divisibles par plateaux de 800 m2 environ	Immédiate	*	Entièrement terminé y compris cloisonnement (mobile) et auto-commutateur téléphonique - climatisation intégrale. • Métro (ligne n° 13) jusqu'au-dessous de l'immeuble, prolongée jusqu'à CHAMPS-ÉLYSÉES - CLEMENCEAU. • Autobus : 7 lignes, n° 142 - 153 - 154 A - 154 B - 155 - 168 - 174. • A proximité du périphérique et des autoroutes A1 et A3.	COGIFRANCE 47, rue du Fr-St-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 263-78-79 (poste 359). BOURDAIS - BUREAUMATIQUE 142-168, bd Haussmann, 75008 PARIS. Tél. : 27-11-83.
<b>PROVINCE</b>							
HORIZON 2000 Boulevard Gay-Lussac MARSEILLE (14 <sup>e</sup> )	14	250	100 à 9.000	Immédiate	*	En plein cœur de la zone industrielle Nord. A proximité du futur Centre Directionnel. A proximité du Port de Marseille. A 5 min du Centre Villa par Autoroute Nord. Bureaux de grand standing. Rez-de-chaussée + 2 étages. Climatisation, Parkings.	SEGIMO PROVENCE Tour Méditerranée - 2 <sup>e</sup> étage 63, avenue Gambin 1308 MARSEILLE Tél. : 47-90-90 M. ROMANO.

Cette rubrique de publicité, ouverte chaque lundi (le Monde daté du mardi) à tous les constructeurs-promoteurs, est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier bureaux

سكرا من الأصل







LA CRISE VITICOLE

Un spécialiste des Neuf à Luxembourg... sur la plupart des routes du Midi

Le rite... Dans les dix départements viticoles de la région bordelaise...

Une baisse... de 20 à 30 % de la production...

Les trois propositions principales... Le constat des négociations...

Salaires : 140 F « au moins » 210 F au plus pour les O.S.

Augmentation générale de 2 % au titre de l'engagement pris par la direction...

Prime mensuelle uniforme de 22 F

Indemnisation des heures perdues... Le chômage technique sera indemnisé...

Sanctions... La direction a refusé de revenir sur la décision de licencier dix-sept personnes...

AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

BANCO DO BRASIL S.A. SIEGE SOCIAL : BRASILIA (BRÉSIL)

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1974

Table with 4 columns: ACTIF, 1973 F.F., 1974 F.F., 1974 \$. Rows include Disponibilités, Prêts et avances garanties, Créances mobilisables, etc.

PASSIF

Table with 4 columns: PASSIF, 1973 F.F., 1974 F.F., 1974 \$. Rows include Dépôts, A terme, Comptes d'emprunts, etc.

RÉSEAU ÉTRANGER: Paris, Londres, New-York, Hambourg, Francfort, Lisbonne, Madrid, Milan, Amsterdam, San-Francisco, Tokyo, Mexico, Panama, Buenos-Aires, Montevideo, Asuncion, La Paz, Santa Cruz de la Sierra et Santiago du Chili.

PROCHAINES OUVERTURES: Los Angeles, Beyrouth, Rome, Stockholm, Toronto, Rotterdam, Caracas, Cochabamba et Puerto Strasser.

AGENCE DE PARIS: 49-51, avenue George-V, 75363 PARIS CEDEX 08

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES SALARIÉS DE RENAULT SE PRONONCENT SUR LE « CONSTAT »

(Suite de la première page.) d'ateliers risquent de faire tache d'huile.

Hantée par le spectre des grèves rampantes de 1974, qui désorganisaient l'entreprise... Ce désamorçage ayant peut-être été analysé par des militants syndicaux...

LES TROIS PROPOSITIONS PRINCIPALES

Le constat des négociations, soumis à l'appréciation des salariés de la Régie, comporte trois séries de mesures...

Salaires : 140 F « au moins » 210 F au plus pour les O.S. Les rémunérations (base 40 heures) de tous les agents producteurs...

Augmentation générale de 2 % au titre de l'engagement pris par la direction, en janvier 1975, de maintenir le pouvoir d'achat (soit 38 F)...

Prime mensuelle uniforme de 22 F

Indemnisation des heures perdues... Le chômage technique sera indemnisé à concurrence de 38 % du manque à gagner...

Sanctions... La direction a refusé de revenir sur la décision de licencier dix-sept personnes...

AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

BANCO DO BRASIL S.A. SIEGE SOCIAL : BRASILIA (BRÉSIL)

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1974

Table with 4 columns: ACTIF, 1973 F.F., 1974 F.F., 1974 \$. Rows include Disponibilités, Prêts et avances garanties, Créances mobilisables, etc.

PASSIF

Table with 4 columns: PASSIF, 1973 F.F., 1974 F.F., 1974 \$. Rows include Dépôts, A terme, Comptes d'emprunts, etc.

RÉSEAU ÉTRANGER: Paris, Londres, New-York, Hambourg, Francfort, Lisbonne, Madrid, Milan, Amsterdam, San-Francisco, Tokyo, Mexico, Panama, Buenos-Aires, Montevideo, Asuncion, La Paz, Santa Cruz de la Sierra et Santiago du Chili.

PROCHAINES OUVERTURES: Los Angeles, Beyrouth, Rome, Stockholm, Toronto, Rotterdam, Caracas, Cochabamba et Puerto Strasser.

AGENCE DE PARIS: 49-51, avenue George-V, 75363 PARIS CEDEX 08

Le ski... sans compter... AIR ALPES

67 pilotes, 25 villes françaises et étrangères desservies chaque jour. LIGNES AIR ALPES

consultez votre agent de voyages.

COMMENT VENDRE VOTRE PRIX EN 1975

48 conseils pour vous et vos vendeurs.

Renseignements et inscriptions: HEINZ GOLDMANN, Centre International de ventes, 147, avenue Paul-Doumer, 92500 RUEIL-MALMAISON

NOCTURNE A BILLANGOURT

Place Bir-Hakeim, ce lundi 14 avril à 4 h. 30, dans le froid du petit matin qui tombe, humide, sur une vingtaine de personnes...

GRANDE RENCONTRE DES LIBÉRAUX

Le LIBÉRALISME est une conception sociale et économique de notre société : il a pour objectif de défendre l'homme et ses libertés, menacés de toutes parts.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Nationale des Industries de la Cellulose

SONIC - 15, RUE HAMANI, ALGER

AVIS DE PRÉSÉLECTION

Un avis de présélection est lancé en vue de la réalisation de trois (3) centres de stockage et de distribution de produits papetiers...

Les dossiers de candidature devront être adressés sous double pli recommandé dans un délai d'un (1) mois à compter de la date d'insertion de l'avis...

HEINZ GOLDMANN sera le 28 Avril 1975 à Paris pour une journée

COMMENT VENDRE VOTRE PRIX EN 1975

48 conseils pour vous et vos vendeurs.

Renseignements et inscriptions: HEINZ GOLDMANN, Centre International de ventes, 147, avenue Paul-Doumer, 92500 RUEIL-MALMAISON

Le ski... sans compter... AIR ALPES

67 pilotes, 25 villes françaises et étrangères desservies chaque jour.

LIGNES AIR ALPES

consultez votre agent de voyages.

COMMENT VENDRE VOTRE PRIX EN 1975

48 conseils pour vous et vos vendeurs.

Renseignements et inscriptions: HEINZ GOLDMANN, Centre International de ventes, 147, avenue Paul-Doumer, 92500 RUEIL-MALMAISON



مركز الأمل

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## Le médicament malade du profit...

(Suite de la première page.)

En clair, l'industrie pharmaceutique sélectionnerait les médicaments tant sur leur efficacité que sur leur efficacité. « Tout le monde se f... des prix », déplore le patron d'une des caisses de Sécurité sociale. « Plus c'est cher, mieux c'est. On donne la prime au cancer. On décourage les vrais chercheurs », regrette M. Servier P.-D.G. d'un laboratoire. « Si le sel de cuisine guérissait le cancer, trouverait-on un laboratoire pour exploiter ce remède vraiment trop bon marché ? », ironise M. Pouget, de la Société de conseils Droit et Pharmacie. Voici encore des statistiques : selon l'Association des petits et moyens laboratoires, quatre cent soixante-dix-sept spécialités de prix inférieur à 5 F ont disparu entre 1969 et 1972 pour être souvent remplacées par des produits plus chers mais guère plus efficaces. Pendant la même période, la proportion des médicaments d'un prix supérieur à 7 F est passée de 31 % à 43 % du marché en unités et de 68 à 75 % en chiffre d'affaires. Des experts de la Sécurité sociale estiment à 30 % de la dépense pharmaceutique nationale l'économie qu'apporterait un système rigoureux de prix.

Confiance étonnante. Signifierait-elle que l'Etat, maître des règles du remboursement, des médicaments, tolérerait des excès que ses commis dénoncent ? Ou faudrait-il l'imaginer impuissant à maîtriser l'abus ? Aller au terme du débat est d'autant plus nécessaire que le budget social de la nation pèse sur tous d'un poids croissant ; qu'à l'intérieur de ce budget les charges de frais pharmaceutiques augmentent de 12 à 19 % suivant les années et qu'elles figurent au deuxième rang des dépenses de l'assurance-maladie.

### Pseudo-innovation

Pour être admis au remboursement — comme le sont neuf sur dix d'entre eux — les médicaments passent devant une commission du ministère de la Santé appelée « Coudurier », du nom de son président, maître de requêtes au Conseil d'Etat. Celle-ci est chargée d'apprécier l'intérêt thérapeutique et économique des nouvelles spécialités, et d'arrêter en conséquence le prix de vente du produit et le taux auquel il sera remboursé. Elle appuie ses évaluations économiques sur une « grille », laquelle prend en compte premièrement le prix de revient industriel du médicament (matière première + main-d'œuvre + conditionnement) ; et deuxièmement toutes les autres charges de fonctionnement supportées par l'entreprise : frais administratifs, commerciaux, frais de recherche, et même marges bénéficiaires.

Système absurde quand on y réfléchit. En effet, dans cette grille le prix de revient industriel est mesuré en francs. Par exemple il en coûte 5 F, 10 F ou 15 F de fabriquer telle spécialité. En revanche, le total des charges de recherches, de publicité et de la marge bénéficiaire est étalonné en pourcentage. Par exemple il représente 50 % ; 50 % de quel ? Il faut que le coût soit 100 % ; autrement pour ce soit 50 % du prix de vente en gros du médicament. Tant et si bien qu'au bout du compte on aboutit à la règle suivante : plus le prix de revient industriel est élevé, plus est grande en valeur la marge automatiquement attribuée au fabricant pour rémunérer ses actionnaires, faire de la pu-

blicité ou engager ses recherches. Dans notre exemple, si le prix de revient industriel (P.R.I.) est de 5 F, le prix de gros sera de 10 F et la société pharmaceutique aura une marge de 5 F. Si le P.R.I. est de 10 F la marge sera de 10 F. Si l'est de 15, elle sera de 15. D'où un intérêt évident à gonfler le prix de revient industriel, le meilleur moyen d'y parvenir étant de partir du poste de frais sur lequel le contrôle est le plus difficile : la matière première. Que risque un fabricant à agir ainsi, lorsque sa spécialité est admise au remboursement ? Combien de médecins au moment de prescrire se préoccupent-ils des prix ? Et pour beaucoup de malades un médicament n'est-il pas meilleur s'il vaut plus cher ?

C'est peu dire que les industriels ont abusé de ces failles. Les uns à la suite des autres, ils s'y sont engouffrés pour y trouver comme nous allons l'expliquer, les moyens d'une politique commerciale débridée. Les sociétés pharmaceutiques ne se concurrencent guère sur les prix à cause du phénomène de la Sécurité sociale. Pour agrandir leur part de marché, il leur restait à engager la bataille de la publicité et de l'innovation. De la pseudo-innovation, faudrait-il dire. L'association médicamenteuse sophistiquée contre la spécialité simple.

Voici comment, en 1975, on crée la plupart des médicaments. « Par exemple, dit couragement le directeur de marketing d'un grand laboratoire, ma société pense avoir trouvé un antihistaminique. Un de plus. Peut-être un peu plus efficace que les précédents. Aussitôt on apprécie les données du marché grâce aux statistiques fournies par des organismes d'études (Dorema, I.M.S.). On sait tout de suite si ce type de médicament est prescrit par un médecin jeune ou pas jeune... à des hommes plutôt qu'à des femmes... appartenant à quelle catégorie sociale... Il est dit si cette classe de spécialités progresse. On constate quelle marque arrive ou recule à l'intérieur de la classe. Bref, on sait s'il y a un créneau sur le marché pour notre antihistaminique. Comment il faut adapter notre produit à ce créneau. Et quel type de publicité et quels moyens financiers on doit déployer pour y conquérir une place. »

Notre interlocuteur poursuit : « Un autre exemple. Je constate : dans le tranquillisant et les antidépresseurs se développent énormément. Qu'est-ce que le rais légal ? Je vais créer un produit qui sera l'association d'un tranquillisant et d'un antidépresseur. C'est un créneau. On y met les moyens, et l'on voit ce que cela donne. »

### Un milliard ancien pour lancer un médicament

On lance désormais un médicament aussi vulgairement qu'un aliment pour enfants et chats. Avec des idées astucieuses et de l'argent, beaucoup d'argent. A moins, bien sûr — apportons cette réserve — qu'il ne s'agisse d'une découverte essentielle. Dans ce cas, pas besoin de publicité. Malheureusement, ces découvertes se font rares. Les sommités médicales s'accrochent pour ne classer dans cette catégorie que quatre ou cinq, voire dix spécialités par an sur les deux à trois cents « nouveautés » mises dans le même laps de temps sur le marché français.

Il s'ensuit une surenchère : plus l'intérêt thérapeutique des nouveaux médicaments stagne, plus l'industrie pharmaceutique dépense d'argent pour assurer leur succès. Plus les pseudo-nouveautés vieillissent vite, plus il faut en inventer d'autres, 70 % des médicaments aujourd'hui commercialisés ont moins de quinze ans, et presque la moitié du chiffre d'affaires de l'industrie

est réalisée avec des produits de moins de cinq ans. Une spécialité chasse l'autre, un budget publicitaire en appelle un autre, plus élevé. « Il faut compter entre 300 millions et 1 milliard d'anciens francs pour réussir le lancement d'un médicament », assure M. B...

En 1974, pour les cent premiers budgets de promotion de spécialités la dépense se monte à 34 milliards anciens. Pour faire connaître A... un fortifiant, le laboratoire S... a dépensé l'an passé 624 millions anciens. Le budget publicitaire de ce même laboratoire, en 1974, atteint sur cinq produits 2 435 millions anciens.

Arrivé à ce point, il faut bien constater que les sociétés peuvent mobiliser de pareils ressources sans annuler ni leurs frais de recherches (8 % de leur chiffre d'affaires en moyenne) ni leurs bénéfices toujours coquets (4 à 6 % avant impôt). Et l'on retrouve ici la fameuse grille « Coudurier ». Seulement le fabricant, lui, l'applique à l'envers. Voici en raccourci son raisonnement : « Pour lancer X... sans nuire à ma recherche ni à mes bénéfices, il me faut tant de millions, donc tant de marge par unité vendue. Donc la commission doit enregistrer mon médicament à tel prix. Donc pour obtenir ce prix d'achat. » Pas au cours réel grille la matière première à tel prix d'achat. » Pas au cours réel, bien sûr, mais à celui qui permet d'obtenir le prix de vente recherché.

### La hache des incorruptibles

La fraude est tout de même d'importance différente suivant les sociétés. Difficile pour les petits et moyens laboratoires, qui pour y recourir doivent s'entendre avec leurs fournisseurs — ce qui implique un partage des bénéfices, — elle est d'un grand rapport pour les grosses sociétés intégrées ; en particulier pour les multinationales. Telle entreprise française contraindrait sa filiale chimique à vendre à sa filiale pharmaceutique huit fois plus cher que la normale les principes actifs dont celle-ci a besoin. Les entreprises multinationales dominent cette industrie alimenteraient faire voyager les matières premières de manière à grossir leurs prix fictivement, par exemple, des Etats-Unis au Danemark puis en Suisse et en France. Elles détourneraient ainsi vers les paradis fiscaux ou vers leur maison mère une bonne part de leurs bénéfices.

Les manipulations peuvent atteindre des sommes astronomiques. Aux Etats-Unis et en Angleterre, des procès ont montré qu'elles s'élevaient à plusieurs centaines de millions de F lourds par affaire. En France, les douanes ont pris en fraude une vingtaine de sociétés, dont une majorité de filiales de groupes multinationaux. « Le montant global des trafics, dit un porte-parole de ce service, atteignait plusieurs centaines de millions de francs. » Actuellement, les douanes examinent à la loupe une douzaine d'affaires portant chacune sur une dizaine de millions de francs. La commission Coudurier, elle-même, a trouvé qu'une matière était facturée à quarante fois son prix !

Pour une cinquantaine de manipulations découvertes par les contrôleurs, combien d'autres réussies ? « Faute de personnel suffisant, nous allons au plus rasant », reconnaît-on à la direction des douanes. Il faut savoir que les grands fournisseurs de matières premières pour médicaments sont en petit nombre et presque tous installés hors de France, d'où les plus grosses difficultés pour détecter les malversations puis à en apporter les preuves. « Il est malaisé d'obtenir des renseignements de certains fabricants de produits chimiques, et particulièrement des étrangers », admet un rapport de la caisse d'assurance-maladie. De plus, autre difficulté, technique celle-là : comment décider en trois coups de cuillère à pot quel est le juste prix d'un principe actif constitué par deux vitamines B 1 en voie d'accroissement et qui arrive en fin de processus de rapprochement ?

On n'en jugera que plus sévèrement la légèreté de l'attitude de l'Etat. Tout prouve que les pouvoirs publics connaissent l'importance des fraudes, tout démontre qu'ils répugnent à doter la commission Coudurier des moyens de les empêcher. La commission se bat avec une fronde ; elle est composée de vingt-deux membres, compétents certes, mais tous chargés de lourdes fonctions : Conseil d'Etat, direction d'un organisme public, service d'hôpital

— dont ils s'échappent difficilement une ou deux matinées par semaine. Dans ce laps de temps, il leur faut « juger » deux ou trois cents médicaments nouveaux par an et revoir, aussi souvent que nécessaire, la liste des sept mille spécialités en vente courante (1), pour majorer leur prix (ce qui est fait trop rarement) ou les rayer de la liste donnant droit au remboursement (ce qui est encore plus rarement fait, malgré le nombre des potions maudites). La tâche dépasse les moyens mis à la disposition de ces hommes.

L'Etat, qui a « pensé à tout », leur a adjoint des rapporteurs pour mâcher la besogne. Très capables, eux aussi, puisqu'ils exercent chaque jour, dans l'administration ou l'enseignement, des charges à peine moins hautes que les membres de la commission. Les rapporteurs présentent donc à leurs moments perdus, en heures supplémentaires, cinq à

(1) On estime à onze mille le nombre de « présentations » de médicaments, dont sept mille disponibles sur le marché, les autres étant en voie de disparition, sinon disparus.

six dossiers par semaine, lesquels approchent le millier de pages. Par médicament ausculté, l'Etat les gratifie généralement d'une somme comprise entre... 15 et 30 F. Encore est-il fixé pour ces incorruptibles chargés de traquer les sociétés multinationales jusqu'au fond de leurs secrets un plafond de rémunération de 3 000 F par an. C'est peu pour donner du cœur à l'ouvrage ; et encore moins s'il s'agit de financer les moyens de contrôle.

La commission Coudurier fait de son mieux. Elle suit même scrupuleusement une bonne règle : quand elle se forge la conviction qu'un nouveau médicament n'apporte pas de progrès thérapeutique sur les médicaments existants, elle l'inscrit à un prix inférieur d'environ 10 % au prix de ces derniers. Voilà, dira-t-on, qui coupe court aux trafics sur la matière première. Voilà qui devrait entraîner une chute du prix moyen des médicaments. N'est-il pas tenu pour acquis, rappelons-le, par les sommités les plus écoutées que 90 % des deux cents à trois cents

spécialités annuellement mises sur le marché n'apportent aucun progrès essentiel sur la pharmacopée existante ?

Fournaux, les prix grimpent : le coût moyen du médicament admis au remboursement est passé de 19,09 F en 1969 à 22,46 F en 1971 (+ 17 % en deux ans). C'est que les laboratoires trouvent toujours d'autres sommités médicales, complaisantes sinon négligentes — on le dira dans un second article — pour assurer que leurs nouveaux produits sont bien meilleurs que les anciens ; donc pour empêcher la commission Coudurier de procéder à l'abattement de 10 %.

Les médicaments trop chers ? La chose est certaine. Trop de médicaments inutiles et quelques-uns dangereux ? C'est la seconde face du problème.

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

Prochain article :

### II. — DES SOUPES ET DU POISON

# LOUER DES BUREAUX

# 350 F

H.T. AU M<sup>2</sup> UTILE ?

(OU BIEN LES ACHETER A 3500 F)

- OU, avec les meilleures facilités d'accès dans tout Paris, en voiture ou par le métro... ?
- OU, avec Orly, Roissy et Le Bourget à 20 mn d'autoroute et sans les encombrements du périphérique... ?
- OU, avec des fenêtres ouvrant sur un Parc profond au milieu duquel s'élèvent les immeubles... ?
- OU, avec de petits immeubles individualisés ou de petites surfaces (200 m<sup>2</sup> par exemple) bien indépendantes... ?
- OU, avec seulement 80 F de charges annuelles au m<sup>2</sup> alors qu'on impose souvent 180 F et plus... ?

**Scodim**  
PROMOTEUR  
CONSTRUCTEUR

**722.15.30**

Meilleures technologies et équipements sur un bureau au PAYS DU BORD DE L'EAU.

NOM \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
à retourner à SCODIM  
104, rue de la Chapelle - 75010 PARIS

**Le Monde des Philatélistes**

**Etats-Unis**  
voyages et vacances

une équipe de spécialistes expérimentés à votre service

12, Chaussée d'Anlin 75009 Paris  
tel. 824.73.12 (postes 56-57-58)

**pour votre mieux être et vos loisirs**

minitracteur maillon doux TRAC 800

**Labor Hako**

7370 Placoir - tel. 453.32.10

NOM \_\_\_\_\_  
Adresse d'utilisation \_\_\_\_\_

suite de notre message demain dans ce quotidien



de du profit...

Agri. - Alors que le marché obligataire... Inquiétudes... Bien qu'incertain sur les résultats...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS... C.F.A.O. - Bénéfice net de l'exercice de vingt mois clos le 31 décembre 1974...

BOURSE DE PARIS - 11 AVRIL - COMPTANT... Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, % du nom, % du coupon...

MARCHÉ A TERME... La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture le calcul des valeurs...

COTE DES CHANGES... MARCHÉ LIBRE DE L'OR... Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours des billets...

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-ÉMISSIONS

Inquiétudes

Agri. - Alors que le marché obligataire... Inquiétudes... Bien qu'incertain sur les résultats...

LONDRES

Progress

Bien qu'incertain sur les résultats du commerce extérieur en mars et sur le contenu du budget...

B. A. L. O.

Le numéro du 14 avril publie notamment les insertions suivantes:

Compagnie nationale Air France - Émission d'un emprunt de 270 millions de francs divisé en 270 000 obligations...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

C.F.A.O. - Bénéfice net de l'exercice de vingt mois clos le 31 décembre 1974...

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

Valeurs françaises : 131,6 131,3

Valeurs étrangères : 123,9 123,9

C.D.S. AGENTS DE CHANGE

Indice général : 75,9 75,9

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yens) : 291 291,34

MARCHÉ MONÉTAIRE

Taux de change de France

Effets publics : 8 1/4 %

Effets privés : 8 1/4 %

Moins terme : 8 1/4 %

BOURSE DE PARIS - 11 AVRIL - COMPTANT

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, % du nom, % du coupon. Lists various stocks and their prices.

Compte tenu de la brièveté de délai qui nous est impartie pour publier la cote complète des valeurs...

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture le calcul des valeurs...

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours des billets. Lists various financial instruments.

COTE DES CHANGES

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists gold prices.

VALEURS

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists a wide range of stocks and their market data.

COTE DES CHANGES

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists gold prices.

VALEURS

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists a wide range of stocks and their market data.

COTE DES CHANGES

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists gold prices.

LOUER DES BUREAUX... B.S.O. Large advertisement for office space with a large 'B.S.O.' logo.

HT AU M. UTILE... (OU BIEN LES ACHETER A... Large advertisement for a product or service.

... Large advertisement for a product or service, possibly related to the 'HT AU M. UTILE' ad.

... Large advertisement for a product or service, possibly related to the 'HT AU M. UTILE' ad.

Handwritten text in a box: مکتبہ المدینہ



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. LE COUP D'ETAT MILITAIRE AU TCHAD
- 4. PROCHE-ORIENT
- 5. AMERIQUES
- PEROU : les graves désordres de février ne paraissent pas avoir entamé l'unité des forces armées.
- 6. DIPLOMATIE
- Lors de leur rencontre près de Dublin, les Neuf ont essayé de dégager une voie moyenne entre la thèse américaine et la thèse algérienne.
- 6-7. ASIE
- 8-9. LA FIN DU VOYAGE DU CHEF DE L'ETAT EN ALGERIE
- 9-10. EUROPE
- 10 à 13. POLITIQUE
- M. Edgar Faure voudrait être l'« accélérateur » du giscardisme.
- 15. EDUCATION
- 16. SPORTS
- 19 à 21. ARTS ET SPECTACLES
- THEATRE : Lear, mis en scène par Patrice Chéreau.
- 22. AERONAUTIQUE
- Les succès de l'industrie américaine.

**LE MONDE DE L'ECONOMIE**  
PAGES 23 A 25

- La préparation du VII<sup>e</sup> Plan : rééquilibrer le développement régional pour préserver le développement national.
- En 1974, le revenu par tête s'est moins dégradé que prévu.
- Les perspectives économiques et l'objectif : « la Parole et l'Outil », de Jacques Attali ; « la Fin des richesses », d'Alfred Sauvy.

- 34. LA REGION PARISIENNE
- « Il est malaisé d'exciter la province contre la capitale », nous déclare M. Maurice Duhalot.
- 35 à 38. LES REGIONS
- L'ouverture de l'aéroport de Sète : le vrai décalage de Rhône-Alpes.
- 39. EQUIPEMENT ET REGIONS
- 40 à 44. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
- LA CRISE VITICOLE : réunion spéciale des Neuf à Luxembourg ; barrages sur la plupart des routes du Midi.
- SYNDICATS : la succession de M. Malherre à la présidence de la C.G.C.

**LIRE EGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (18 et 19)  
Annonces classées (27 et 28) ; Aujourd'hui (18) ; Carnet (13) ; Journal officiel (18) ; Métréologie (18) ; Mots croisés (18) ; Finances (15).

Le numéro du « Monde » daté 13-14 avril 1975 a été tiré à 514 539 exemplaires.

europcar  
central reservations  
645.21.25

**IRLANDE**  
la nature en liberté  
Pour un Jet Week-End de 2 vrais jours à  
**DUBLIN, CORK**  
ou **KILLARNEY**  
**930 F.**

Transport avion direct, logement, petit déjeuner, possibilité de nuits supplémentaires

Documentation sur demande  
Tél: 355-69-30

**REPUBLIQUE** voyages  
8 bis place de la République,  
9011 Paris

Avec la collaboration de l'Office de Tourisme Irlandais.

A B C D E F G

### Au Liban

## Des accrochages entre Palestiniens et militants de droite ont fait une quarantaine de morts

De violents accrochages se sont poursuivis durant toute la nuit du dimanche 13 au lundi 14 avril, entre fedayin palestiniens et militants armés du parti des Phalanges, à la suite des incidents sanglants de la journée de dimanche qui avaient fait une trentaine de morts, pour la plupart des Palestiniens. De nouveaux combats pendant la nuit ont fait au moins une dizaine de morts. Dans la matinée du lundi, des fusillades nourries ponctuées par des explosions étaient signalées dans la banlieue sud de Beyrouth.

M. Rachid Solh, chef du gouvernement libanais, déclarait plus tard dans la matinée qu'il avait donné ordre aux forces de sécurité d'investir tous les quartiers de Beyrouth qui avaient été le théâtre dimanche des affrontements entre fedayin et phalangistes et d'arrêter toutes les personnes recherchées ou suspectées.

Les accrochages avaient commencé dimanche vers midi dans la petite localité chrétienne maronite d'Aïn-Remmaneh, dans la banlieue de Beyrouth. Les circonstances exactes des incidents ne sont pas encore connues et les versions fournies par les deux parties diffèrent. Selon l'O.L.P., ce sont des éléments des Phalanges libanaises, groupement de droite dont le chef est M. Pierre Gemayel, qui ont tiré sur une voiture et un autocar bondés de Palestiniens à leur retour d'une cérémonie à la mémoire des « martyrs » de l'opération Kiryat-Shmoneh du 11 avril 1974. Quant aux Phalanges, elles accusent les fedayin d'avoir ouvert à deux reprises le feu sur des « habitants » d'Aïn-Remmaneh, d'abord d'une voiture de tourisme transportant quatre fedayin, ensuite d'un autocar transportant vingt fedayin armés. Un communiqué officiel libanais précise pour sa part que la plupart des victimes palestiniennes (vingt-six morts et dix-neuf blessés) se trouvaient à l'intérieur de cet autocar.

Dès dimanche soir, M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., dénonçait « la sanglante boucherie exécutée par les bandes armées des Phalanges » et invitait les souverains et chefs d'Etat arabes à intervenir rapidement auprès des responsables libanais en vue d'amener ceux-ci à sévir contre les « criminels ». M. Arafat estimait que l'action des Phalanges était un « complot flagrant entrepris par des bandes armées sous l'impulsion de l'impérialisme et du sionisme, en vue de provoquer une guerre civile libano-palestinienne ».

M. Pierre Gemayel, leader des Phalanges libanaises, a, pour sa part, attribué, dimanche soir, les affrontements aux « provocations de ceux qui cherchent à entrainer le Liban dans l' aventure » et qui, n-t-il dit, « sont retranchés dans des camps palestiniens, dont Taché et el-Heridi aux autorités libanaises ».

Les partis progressistes libanais ont réclamé, dans un communiqué publié dimanche soir à Beyrouth, la dissolution du parti des Phalanges et l'expulsion du gouvernement des membres de ce parti. Les Kataeb (phalangistes) ont complété leur ministère dans l'actuel cabinet présidé par M. Rachid Solh. — A.F.P., U.P.J.

### Reçu par M. Fourcade

## M. CEYRAC PROPOSE PLUSIEURS MESURES POUR RELANCER LES INVESTISSEMENTS

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, devait recevoir, ce lundi 13 avril, M. Ceyrac, président du C.N.P.F., accompagné des cinq vice-présidents du conseil du patronat. En raison de l'effacement de la demande à la fin du premier trimestre, le C.N.P.F. pense qu'il n'est plus possible de poursuivre la politique des « petits pas » pour soutenir l'activité économique. M. Ceyrac devait présenter au ministre une série de propositions concernant :

- La fiscalité : le patronat demande que, comme en 1966 et en 1968, des dégrèvements fiscaux pour investissements soient instaurés ;
- Le crédit : le C.N.P.F. pense que la détente des taux est trop lente pour provoquer une réelle reprise de l'investissement ; il souhaite donc des mesures permettant la mobilisation des crédits à moyen et à long terme ;
- Le financement des entreprises : le patronat, qui estime que les investissements doivent être financés en partie par des capitaux propres, souhaite d'une part la réévaluation des bilans pour les P.M.E. et, d'autre part, une augmentation des possibilités de provisions pour investissements ;
- Les commandes publiques : le patronat demande qu'un collectif budgétaire, présenté au cours de la présente session parlementaire, autorise un accroissement des commandes de l'Etat, dans le secteur des travaux publics et du téléphone, par exemple.

L'ensemble de ces mesures devrait garantir, selon le C.N.P.F., un niveau d'activité suffisant pour permettre à l'économie française de ne pas décaler la reprise à un moment où elle se produit dans les autres pays occidentaux.

### Après de longues concertations

## LA RÉUNION DE L'AVENUE KLÉBER POURRAIT SE PROLONGER

La réunion des Dix, qui travaillent depuis le lundi 7 avril à la préparation de la conférence internationale proposée par M. Giscard d'Estaing, pourrait durer encore. Deux ou trois jours ? Il est extrêmement difficile de le dire, et cette prolongation paraît d'ailleurs tout à fait extraordinaire à nombre d'observateurs. Elle ressort cependant de la procédure de « navettes » qui a été employée afin de définir l'ordre du jour de la future conférence.

Du mardi 8 au vendredi 11, un dialogue s'était instauré entre les représentants des deux camps en présence, les pays industrialisés et ceux en voie de développement. Malgré un nombre considérable d'heures de travail, qui souvent se prolongent tard dans la nuit, ce dialogue a échoué vendredi soir. Chacun des deux camps est alors venu demander au président technique de la réunion, M. de Guiringaud, de servir de « go-between », si l'on peut dire. Celui-ci avait l'intention de rester le plus neutre possible et n'a pas modifié son attitude, et c'est à l'initiative des deux camps qu'il joue ce rôle intermédiaire.

Grâce à cette procédure, on a évité des disputes de type doctrinal telles qu'elles avaient pu apparaître au cours de la semaine dernière, quand les deux camps étaient directement en présence. Un certain succès a ainsi été obtenu : des « petits pas » ont été accomplis de chaque côté, et l'on pense inévitablement à la diplomatie du même nom chère à M. Kissinger... Dimanche soir, on a pu croire à un moment que l'affaire allait réussir. Mais il restait des morceaux durs à avaler, et, subitement chacun des deux camps a renoncé devant l'obstacle. Lundi, on était de nouveau en présence d'un « demi blocage ».

L'accord conclu à Alger entre les présidents Boumediène et Giscard d'Estaing a porté sur l'architecture du fameux ordre du jour : 1) analyse de la situation ; 2) énergie et matières premières ; 3) coopération internationale. Cet accord a pu provoquer une certaine irritation, non seulement chez les pays industrialisés, où on avait l'impression que la France voulait forcer le jeu, mais aussi dans l'autre camp, où on n'a pas pu ne pas remarquer que l'Algérie, elle aussi, n'avait pas consulté ses partenaires.

Il ne semble pas que les délégués de la Communauté économique européenne aient reçu de nouvelles instructions de Dublin. Les ministres, réunis dans la capitale irlandaise, ont eu la sensation un moment, dit-on, de demander purement et simplement l'ajournement de la réunion de Paris. Puis, après de plus amples explications de leurs délégués, ils ont choisi de leur donner l'ordre de continuer à négocier.

Si l'ordre du jour était finalement adopté, il serait inclus dans une déclaration de la présidence technique, sorte de conclusion de la réunion de Paris. — Ph. S.

### NOUVELLES BRÈVES

- L'ex-champion du monde d'échecs Robert Fischer se serait déclaré prêt à discuter avec le Soviétique Anatole Karpov de l'organisation d'un championnat du monde, annonce de Maxime, l'agence Associated Press.
- M. François Mitterrand a célébré samedi matin 12 avril, à la mairie de Châteauneuf, comme de la Nièvre dont il est le maire, le mariage de son fils aîné, Jean-Christophe, journaliste à l'Agence France-Presse, avec Mlle Elisabeth Dupuy, fille du docteur Dupuy, maire et conseiller général de Nogaro (Gers).
- Mgr Marty, archevêque de Paris, célébrera jeudi 17 avril, à 9 heures, en la basilique Sainte-Clotilde de Paris, la messe annuelle à laquelle sont invités à assister, avec leurs familles, les membres de l'Assemblée nationale, du Sénat, du Conseil économique et social et du Conseil de Paris.
- Le premier opéré du professeur Bernard, à qui l'on avait greffé un cœur supplémentaire pour assister son cœur défaillant, est resté en place (le Monde du 27 novembre 1974), est décédé le 5 avril, quatre mois après sa transplantation.

### A PARIS

## Le directeur de la caisse de retraite des ouvriers du bâtiment et un administrateur de sociétés sont arrêtés

M. Yves Pergeaux, directeur général de la Caisse nationale des retraites des ouvriers du bâtiment et des travaux publics (C.N.R.O.), et M. Georges Breuil, architecte, administrateur de nombreuses sociétés d'indus, ont été arrêtés, samedi 12 avril, sur mandat de M. Jean Gonnard, juge d'instruction au tribunal de Paris (5<sup>e</sup> section, escroqueries et infractions aux lois sur les sociétés).

Ce dossier a été ouvert après une plainte avec constitution de partie civile du président du conseil d'administration de la C.N.R.O., M. Noël Bonche, représentant patronal, et du président de la Caisse nationale de prévoyance des ouvriers du bâtiment (C.N.P.O.), M. Joseph Mounier, syndicaliste C.G.T.

M. Pergeaux avait été « invité » à démissionner de son poste de directeur général, ce qu'il fit, le 3 février dernier.

Les présidents de la C.N.R.O. et de la C.N.P.O. lui avaient demandé des explications après un rapport de la société de contrôle comptable, la Fiduciaire de France, qui émettait des réserves sur trois opérations menées, pour certaines, avec le concours des sociétés contrôlées par M. Breuil.

Les collaborateurs les plus directs de M. Pergeaux étaient eux aussi écartés de leurs fonctions après le départ du directeur général.

Selon l'entourage immédiat de ce dernier, l'affaire a éclaté et connu un coup de tonnerre dans un ciel serein : en effet, M. Pergeaux avait obtenu, lors de la dernière assemblée générale de la C.N.R.O., en juin 1974, quitus pour sa gestion passée.

M. Fernand Cohen, défenseur de M. Pergeaux, estime qu'il pourrait s'agir d'une opération menée par un important groupe bancaire qui monopoliserait déjà nombre d'entreprises de financement à moyen et à long termes dans le secteur de bâtiment et des travaux publics, ou d'un autre qui mettrait la main sur les dépôts considérables de la C.N.R.O.

### Rue du Louvre à Paris

## LE BUTIN DES AGRESSEURS DE L'HOTEL DES POSTES S'ÉLÈVERAIT A PRÈS DE 1 MILLION DE FRANCS

Une attaque à main armée a eu lieu le 12 avril, à l'hôtel des postes de la rue du Louvre, à Paris-1<sup>er</sup>. Le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et les enquêteurs estiment qu'il ne devait pas être possible de faire une première évaluation avant la fin de la journée de lundi. Il semble cependant que près de 1 million de francs en valeurs diverses aient été dérobés.

Il était 17 heures environ, samedi, après la fermeture des bureaux, lorsque quatre hommes armés réussirent à entrer dans le bâtiment en se faisant passer pour des membres du personnel de nettoyage. Ils ont ligoté six personnes chargées de l'entretien des bureaux et ont démonté à l'aide de chalumeaux la porte blindée de la réserve centrale.

Les quatre hommes se sont emparés d'une centaine de paquets remplis de valeurs déclarées. Ces paquets, destinés à la Banque de France, contenaient, semble-t-il, des titres négociables, mais aussi des billets de banque.

● Entéré il y a un mois, le cambrioleur italien Gianni Bulgari a été libéré dans la nuit du 13 au 14 avril dans des circonstances qui n'ont pas encore été dévoilées.

Chez Smalto,  
les prix sont aussi élégants  
que les costumes.  
Un complet : 1400 F

**francesco smalto**  
44 rue François 1<sup>er</sup>, Paris 8<sup>e</sup>, 5 Place Victor-Hugo, Paris 16<sup>e</sup>,  
Centre Maine-Montparnasse.

..... le médaillon  
de veau étuvé au  
champagne

chez **Cantarel**

12 avenue du Maine  
548.59.35  
fermé le dimanche

(Publicité)

### L'AFFAIRE DES VINS DE BORDEAUX

Cette regrettable affaire ne doit pas faire oublier tous les Propriétaires-Récoltants qui n'ont jamais cessé de vendre honnêtement des vins honorables, ayant fait la réputation des Bordeaux dans le monde entier. La SICA DES VIGNOBLES DE BORDEAUX (case postale 63,06 à LANGON, 33210), société d'intérêt collectif agricole, vous propose des vins de qualité dans la plus parfaite tradition bordelaise. ET VOUS POUVEZ LES ESSAYER AVANT DE PASSEZ UNE COMMANDE PLUS IMPORTANTE (colla - échantillon à prix spécial pour les lecteurs de ce Journal). Vente directe des viticulteurs, qualité et authenticité garanties, circuit court, prix avantageux, dégrèvements. Renseignez-vous GRATUITEMENT et sans engagement en utilisant ce BON

BON GRATUIT pour documentation et offre spéciale à remplir, découper (ou recopier) et envoyer en enveloppe à SICA DES VIGNOBLES DE BORDEAUX, case postale 63,06 - 33210 LANGON

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Ville : .....

### Pourquoi louer un piano ?

PIANO BAIL vous rendra propriétaire du piano de votre choix payable en 2 à 5 ans pour un versement mensuel équivalent à une location. C'est une exclusivité

**Piano center**

PIANOS  
Paris-Ouest 71, rue de l'Aigle  
92250 LA GARENNE  
Tél 242.26.30 et 782.75.67  
PIANOS-ORGUES  
Paris-Est 122, 124, rue de Paris  
93100 MONTREUIL

**TISSUS D'AMEUBLEMENT NOUVEAUX ARRIVAGES...**

- des U.S.A., deux belles qualités de douppons unis et des tissus imprimés.
- d'Italie, des velours « design », des Jacquards, des damas et des genres « tapisserie ».
- de Belgique, des velours Draon unis et à dessins modernes.
- d'Angleterre, des toiles, des satins et des chinés imprimés.
- de Suède, des imprimés contemporains.
- d'Allemagne, des imitations fourrure et des velours.

les prix : de 18,50 F à 175 F le mètre (tous prix compris, taxes incluses)

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**1975 AUSTÉRITÉ oui... mais EFFICACITÉ**

une seule réponse

**LE TELEX**  
LE TELEX oui, mais...  
**ITESER**  
387.97.00  
13, rue Clapeyron - 75008 Paris  
**VOTRE TELEX**

Comment porter une cravate à pois sur une chemise à rayures ?  
La réponse est chez Smalto.

**francesco smalto**  
44 rue François 1<sup>er</sup>, Paris 8<sup>e</sup>, 5 Place Victor-Hugo, Paris 16<sup>e</sup>,  
Centre Maine-Montparnasse.

**Couverts argentés**  
garantis 25 ans

PLATERIE-CAFETERIE

Fabricant - Vente directe

**FRANOR**  
70, rue Anatole  
Tél. : 700-87-34

51-52-Sébastopol. Ouv. 12 les jours et soirées

Avec la garantie d'un maître tailleur

**COSTUMES MESURE**  
dans un choix de 3.000 draperies à partir de 695 F

**PANTALONS : 189 F**

**LEGRAND TAILLEUR**  
27, rue de 4-Septembre, PARIS (9<sup>ème</sup>)